

débats

Encore de beaux jours pour la dissuasion

par JEAN-YVES LE DRIAN (*)

La symbolique traditionnelle du dialogue américano-soviétique a repris ses droits. A vrai dire, le fil de la conversation n'avait jamais vraiment été rompu mais cette fois chacun affirme vouloir une nouvelle négociation globale sur l'ensemble des problèmes nucléaires. Comme souvent en pareil cas mais sans doute davantage aujourd'hui, un flot d'écrits et de discours, de communiqués et de déclarations contradictoires viennent obscurcir la réalité des discussions. Car, derrière les espoirs exagérés ou les scepticismes excessifs, quels sont les enjeux ?

1) Malgré les prédictions apocalyptiques de certains, les pays de l'alliance ont eu raison de tenir bon dans l'affaire des euromissiles et d'entamer par le déploiement des Pershing et des missiles Cruise le nécessaire réajustement des forces en Europe face à l'inlassable bouillie soviétique, dont on voit bien aujourd'hui qu'elle ira jusqu'au bout du programme d'installation des SS-20. A la vérité, l'échec des dernières négociations de Genève a d'abord été un échec soviétique : le coup du bluff a échoué, le découpage Europe - Etats-Unis tant attendu des Soviétiques ne s'est pas produit, les Européens ont été solidaires et la France a montré comment elle conjugait indépendance et solidarité au sein de l'alliance ;

2) L'Union soviétique accepte à nouveau treize mois plus tard le principe de nouvelles négociations. Elle n'agit pas ainsi en raison de l'initiative de défense stratégique (SDI) ! Il faut rappeler, en effet, que le premier discours de Reagan à ce sujet date du 23 mars 1983, c'est-à-dire neuf mois avant l'interruption de Genève. En fait, elle s'est convaincue elle-même de l'utilité de reprendre les négociations après avoir agacé ses alliés avec des contre-mesures que l'Occident a peine regrettées et après avoir dépensé en vain son énergie en menaces que personne n'écouterait plus. Elle voudrait sans payer un prix trop élevé canaliser une course aux armements que la sclérose de son système économique ne lui permet pas de gagner dès lors que les Etats-Unis poussent tous azimuts les deux conjugués du conventionnel, du nucléaire tactique et stratégique, des technologies spatiales ;

3) Les négociations qui viennent de se terminer sont très longues. N'oublions pas que le traité SALT a nécessité quatre années de négociations dans un climat globalement plus détendu qu'il ne l'est aujourd'hui.

En 1985, la vigueur de la compétition, les difficultés à prévoir l'état des technologies à l'horizon 1990 pourtant si proche, les incertitudes sur le pouvoir en URSS, les divergences indéniables sur le problème aux Etats-Unis, tout concourt à ce que les négociations durent. Encore une fois les opinions publiques, c'est-à-dire les peuples des pays occidentaux, seront un enjeu majeur des discussions. Le jeu soviétique sera demain ce qu'il fut hier : il y a un faucon (les Etats-Unis) et une colombe (l'URSS), la bonne volonté de la colombe se heurte à l'intransigeance démoniaque du faucon menaçant dont on attend des Européens qu'ils contribuent à lui lier les griffes et bec. Pour cela, demain comme hier, tout sera bon : diviser les Européens entre eux, les Américains et les Européens, séduire et menacer, faire peur et rassurer.

4) La temps est donc venu pour la France de dire dans ce tour-à-tour certain nombre de vérités premières, comme l'avait fait le président de la République, au Bundestag ou à l'ONU : que les deux puissances

(*) Député socialiste du Morbihan, rapporteur de budget militaire à l'Assemblée nationale.

surarmées négocient à nouveau, qui ne s'en réjouit ? Qu'attendons-nous de cette négociation ? Une réduction drastique du surarmement, l'équilibre, condition de la paix, au niveau le plus bas possible.

Ce qui était notre position hier reste d'une parfaite actualité aujourd'hui : pas une virgule ne doit être changée à notre discours. Les treize mois écoulés depuis la rupture de décembre 1983 ont confirmé une idée force du président de la République, celle de l'échelle de perçage qui régit les relations militaires entre les deux puissances surarmées : l'infériorité (réelle ou supposée) de l'un le conduit pour rattraper son retard à un effort qui en lui donnant une supériorité (réelle ou supposée), suscite chez l'autre la même réaction, et ainsi de suite. Il en est ainsi depuis la fin de la seconde guerre mondiale, et la course aux armements atteint désormais des proportions vertigineuses et déstabilisantes.

5) C'est ce contexte général qui doit dicter notre conduite. Elle doit être à base de calme et de lucidité. Les prédictions claironnées ici et là sur l'indéfectible équation « SDI = fin de la dissuasion » résultent d'un effacement à courte vue. Qui ne voit que les plus sophistiquées des technologies, à supposer qu'elles soient mises en œuvre, ne garantissent jamais l'éternité totale du bouclier ? Qui ne s'aperçoit que les progrès technologiques permettront aussi de perfectionner les systèmes offensifs pour percer le bouclier ou le contourner ? Enfin, chacun sait que la masse de missiles, de leurs et de têtes nucléaires disponibles pour saturer le système de défense, et que le meilleur bouclier a toujours cédé à l'avalanche répétée de coups d'épée.

La dissuasion — et c'est tant mieux — a encore de beaux jours devant elle, et il ne sert à rien d'en altérer artificiellement la crédibilité par des embellissements prématurés. Calme et lucidité donc sur l'avenir de nos forces et de notre doctrine : le temps n'est venu ni de baisser la garde ni de jeter aux orties notre dissuasion. Calme et lucidité, car l'initiative américaine de défense stratégique, pour inopportune qu'elle soit, devant le comité de désarmement, ne nous rend pas pour autant solidaires des Soviétiques.

Un refus des faux-semblants

Leur ardeur en désarmement, y compris dans le domaine spatial, laisse fortement à désirer comme chacun sait. Ne nous prions pas à leur jeu habituel de division-sédution entre Européens et entre les deux rives de l'Atlantique. Disons simplement à Moscou, comme à Washington, que nous sommes indépendants, que l'escalade dans la course à l'armement ne sera jamais la voie de la paix, que l'addition des déséquilibres n'a jamais fait un équilibre.

La France doit — et j'ai la conviction qu'elle le fera — rappeler les évidences et réitérer un refus des faux-semblants qui tendrait à faire croire que le fait de posséder ce qu'il faut pour se défendre et rien de plus serait une menace pour la paix.

Devant les retrouvailles Shultz-Gromyko, il faut savoir raison garder ; le retour de Gromyko à Moscou nous le démontre.

Ne nous trompons ni d'objectifs ni de débat : la seule question qui compte est de savoir si les deux superpuissances vont enfin négocier sur le fond.

(1) Transformé par les médias en « guerre des étoiles » (NDLR).

Pour qui sont faits les hôpitaux ?

par le professeur FRANÇOIS-BERNARD MICHEL (*)

POUR qui sont faits les hôpitaux ? L'interrogation n'est pas aussi saugrenue qu'elle ne paraît si l'on veut bien la considérer sous l'éclairage de la conjoncture économique et de ses inéluctables impératifs.

Parlons clair (toute considération parisienne écartée) : si notre pays ne veut pas revenir lentement mais sûrement, aux hôpitaux des années 50, des choix s'imposent, susceptibles d'éclairer l'accessoire pour sauvegarder l'essentiel. A savoir la qualité humaine et technique des prestations proposées au malade hospitalisé, dans une institution dont l'esprit, quelles que soient les évidences avancées des quarante dernières années, ne s'est pas suffisamment modifié depuis l'après-guerre.

Deux tentations, aussi pernicieuses l'une que l'autre, se sont déjà manifestées :

— La « démobilité », déjà largement avancée chez les responsables, administratifs ou médicaux, jeunes et moins jeunes, dont beaucoup semblent avoir pris leur parti d'un pessimisme blasé.

— La recherche par les autorités de tutelle de solutions constituées par des coupes successives, selon le vieux principe de misère qui consiste à désabiller Pierre pour habiller Paul.

En ces temps de « crise », le moment ne serait-il pas venu de « recroquer » l'activité des hôpitaux vers ce qui constitue leur véritable

mission, à savoir celle des soins, en les allégeant hardiment des « charges d'intendance et d'hôtellerie », devenues, au fil des temps, de plus en plus lourdes et onéreuses, et dont ils n'ont rien à faire ? L'observation, par exemple, que nombre de services hospitaliers se vident le vendredi soir, à la veille du week-end, devrait donner à penser qu'un grand nombre de malades pourraient rentrer coucher chez eux plus souvent, c'est-à-dire que le sacro-saint système d'hospitalisation, de rééducation, de chirurgie, de médecine hautement spécialisée, etc.) doit évoluer vers des systèmes d'hôpital de jour, hôpital de consultation, hôpital de nuit, dotés de plateaux techniques performants et pourvus de qualités d'accueil et de prise en charge que les efforts d'« humanisation » (aveu pitoyable du caractère inhumain des hôpitaux !) ne sont jamais parvenus à lui donner totalement.

Ici, je vois pointer l'extrême des ciseaux tous formats des coupeurs de dépenses et faiseurs d'économie. Qu'on ne se méprenne pas ! Il ne s'agit pas de céder à une facilité qui consisterait à gérer la pénurie, en mutilant, par amputations successives, un système hospitalier qui

(*) Chef de service d'un centre hospitalier (Montpellier).

approchait enfin d'une qualité certaine.

Si l'on ne veut pas « casser » l'hôpital public, la mutation ne peut se faire que dans un redéploiement des moyens.

Car l'hôpital public, quoi qu'il en paraisse, demeure « sous-médicalisé » si, comme il en a le droit, le malade attend de lui une médecine de qualité. Prenons comme exemple, parmi cent autres, l'archaïque et fallacieux débat de « la vérité révélée au malade cancéreux ». Il faut à peu près trente secondes pour dire cette vérité. Il faut des semaines, ou des années, à une équipe médicale structurée (infirmières, psychologues, médecins) pour que cette vérité prenne sens dans la vie d'un malade, c'est-à-dire pour l'assumer avec lui. De ce seul point de vue, l'hôpital est très largement déficitaire en infirmières, psychologues, kinésithérapeutes, médecins, etc.

On pourrait en dire autant de la fameuse « ouverture » de l'hôpital sur l'extérieur, qui impliquerait des secrétariats médicaux performants et dotés des moyens modernes de la bureaucratie.

Cela revient à dire que modifier des structures du passé ne signifie pas seulement faire des économies, mais réinvestir les moyens récupérés dans une meilleure prise en charge de l'être humain. Car, ainsi qu'interroge Saint-John Perse, « c'est de l'homme qu'il s'agit, et de l'homme, quand donc sera-t-il question ? ».

COURRIER DES LECTEURS

« Liberté

sans frontières » : un nouveau mythe ?

« Le tiers-mondisme en question » : le colloque récemment organisé par la fondation Liberté sans frontières (Le Monde du 26 janvier), directement issu de Médécins sans frontières, réactive et actualise une polémique largement reprise dans la presse écrite et les médias. Est-ce opportun, nécessaire, vivifiant ?

Pour mieux situer la question, il peut être utile de regarder cette entreprise à la lumière de ce qu'est devenue Médécins sans frontières, cette association née en 1971 sur les décombres du Vietnam et du Biafra, juste après la grande déflation de mai 68. En effet, au fil des années, des expériences et des déconvenues, MSF s'est vue traversée par des courants de pensée qui s'affrontent sans concessions, pas toujours amicalement, exacerbés lors d'assemblées générales houleuses, parfois dramatiques. Ces courants furent, me semble-t-il, au nombre de trois :

— Les moralistes. Ils furent, en majorité, parmi les fondateurs de MSF. Anciens gauchistes ou chrétiens engagés, ils se réunirent autour d'une idée prophétique et simple : être présents sans intermédiaires au niveau des drames les plus marquants pour témoigner (...). Ce courant fut mis en minorité avec l'épisode du « Bateau pour le Vietnam » et quitta l'association en bloc pour créer Médécins du Monde.

— Les techniciens. Ce courant, né avec une promotion de médecins plus jeunes, reprocha aux moralistes leurs illusions, leur goût immodéré pour le « paraître » aux dépens de l'efficacité de l'action même. Devenus majoritaires, les techniciens s'apparentent aux lois rigoureuses de la survie, avec tout ce que cette conception exige de méthodes, de moyens, d'expériences. Les solutions techniques existent et le savoir-faire s'apparente aux lois rigoureuses de la réanimation. Quant aux idéologies véhiculées par les médias, elles sont douteuses, et il faut s'en méfier.

— Les tiers-mondistes. Si les moralistes et les techniciens prirent successivement le pouvoir à MSF, les tiers-mondistes sont toujours restés suspects jusqu'à disparaitre complètement dans les années 80 (...).

Aujourd'hui, les techniciens, majoritaires, portent ce débat à l'extérieur par l'entremise d'une fondation. Leur thèse rejoint celle de Bruckner (le Sanglot de l'homme blanc). Ils se méfient comme de la peste des « présumés idéologiques », sont fascinés par les technologies de la survie et les ordinateurs (recherches avec le Centre mondial informatique). La solution technique et pragmatique des problèmes existent, ils en sont persuadés. Caché par d'autres — comme les trains, — un nouveau mythe rhéocentrique n'est-il pas en train de naître ?

D. DESPLAST, membre de MSF (Marseille).

Les oligarchies libérales

Un colloque « Le tiers-mondisme en question » (Le Monde du 26 janvier). Je n'ai jamais dit, et n'aurais jamais pu dire, que la démocratie m'est « insupportable ». Ce qui m'est insupportable, c'est la confusion, rarement innocente, créée entre la notion et le projet de démocratie et les régimes effectifs des pays occidentaux, qui sont des oligarchies libérales. J'ai aussi dit que ni le capitalisme ni la démocratie ne sont des fatalités immanentes à la nature des choses ou de l'homme — et que donc leur diffusion, ou exportation, universelle, postulat commun du libéralisme et du marxisme, n'a aucune nécessité. J'ai ajouté qu'il existe un certain « réalisme » était le comble de l'utopie : vouloir « conseiller » et « influencer » dans le bon sens les gouvernements occidentaux qui n'hésitent jamais (la politique des Etats-Unis comme celle de la France, sous Giscard ou sous Mitterrand) à soutenir les tyrannies les plus monstrueuses dès que leurs intérêts, réels ou supposés, l'exigent.

CORNÉLIUS CASTORIADIS.

Etendre les frontières de la gauche

Dans sa livraison datée du vendredi 1^{er} février, Le Monde a publié un article de Jean-Louis Andréani dont le titre, « Le CERES propose à l'opposition une stratégie de « résistance » républicaine », n'aura pas manqué, me semble-t-il, de paraître fâcheusement énigmatique à vos lecteurs. Dans une période qui est marquée à notre sens notamment par une crise historique de la gauche et du mouvement ouvrier, c'est en prenant conscience de la solidarité de destin qui identifie celui-ci à la nation française que la gauche retrouvera le sens, trop souvent brouillé, de son identité.

S'il est exact, comme nous le pensons, que mai 81 a traduit dans une large mesure une certaine faillite des classes dirigeantes de notre pays, la tâche de la gauche est bien de rassembler toutes les forces sociales dont l'avenir ne se sépare pas de la démocratie et de l'indépendance nationale. Il ne s'agit donc pas de « rallier » à cette thèse une partie de la droite ni de « dépasser les frontières de la gauche » (il faut entendre par là les effacer), mais d'étendre celles-ci. Comment la gauche pourrait-elle rassembler sans se définir clairement elle-même ? Délimiter n'est ni éliminer ni se dissoudre. Il paraît donc aventureux de dire que « le clivage principal n'est plus entre la droite et la gauche, alors qu'il s'agit justement pour la gauche de retrouver son identité, c'est-à-dire le sens de sa tâche historique dans la société française ».

DIDIER MOTCHANE, membre du secrétariat national du PS, animateur du CERES.

Faire pencher la balance

Les lettres des lecteurs publiées dans Le Monde daté du 30 janvier m'ont vivement intéressées. Elles m'ont donné l'impression qu'un assez fort pourcentage de ceux qui écrivent essaient de vous tirer vers la droite, où se trouverait un vivier de futurs lecteurs. L'idée que Le Monde puisse se laisser entraîner dans cette direction m'emplirait d'effroi, et je voudrais, par ma lettre, faire pencher la balance vers la « gauche » !

Bien sûr, il s'agit de la vraie gauche, pas celle des partis ou du gouvernement, mais celle de la justice, la générosité et la solidarité (...). N'oubliez pas l'humour !

THADDÉE PETERSELL (Paris.)

Le tissu moderne de la communication

(...) Le Monde doit rester l'irremplaçable quotidien d'information, d'analyse et de culture, le tissu moderne de la communication écrite interpersonnelle des idées, des goûts et des mécanismes matériels, économiques, ethniques et humains en général de la vie planétaire. Le tumulte politico-idéologique ne doit pas lui donner sa voix et les vicissitudes de l'opinion ou des prétentions et stratégies des pouvoirs ne doivent pas altérer sa volonté de s'élever dans les hauteurs d'un débat serein et désintéressé.

MICHEL PRIEUR, (maître de conférences à la faculté des lettres de Nice).

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Bonnier-Méry (1944-1969) Jacques Fauret (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 500.000 F

Principaux associés de la société : Société civile

« Les Rédacteurs du Monde », MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Bonnier-Méry, fondateur.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Copédacteur en chef : Claude Sala.

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

« Ranimer l'Europe »

Portraits dans un miroir

L'AUTO-ANALYSE tourne à l'auto-intoxication. Et l'on regarderait le Vieux Monde dans le miroir d'autres civilisations ? C'est ce qu'a pensé un groupe de personnalités issues de l'Association des anciens élèves de Polytechnique, qui ont conduit un cycle de travaux venant d'aboutir à un livre d'une grande richesse. François Gasquet, qui a orchestré les recherches mises en forme par Jean de Ladonchamps, explique, en ouverture, la règle du jeu : comparons l'Europe non aux superpuissances — les Etats-Unis et l'URSS — comme on le fait trop souvent, mais à des cultures plus lointaines, celles du Japon, de l'Inde et du Moyen-Orient.

Très stimulantes pour l'esprit sont notamment les réflexions de Tadeo Umassio, conseiller du gouvernement de Tokyo pour l'éducation. Contrairement à certaines idées reçues, affirme-t-il, les Japonais sont avant tout des individualistes. La différence avec les Européens se compare à celle de grains dans un liquide. « L'individualisme français ressemble à des grains solides, assez grands, qui résistent. Des petits grains qui subsistent, mais en s'associant pour former un gel, c'est l'individualisme japonais ».

Vue du Moyen-Orient par Robert Santucci, l'Europe « attire, fascine, mais aussi est rejetée, car elle ne présente que l'image déformée de ce que l'on voudrait être ». L'Orient craint la course à l'invention technologique menée sans répit par les Occidentaux, annihilant sans cesse tous les espoirs de rattrapage du retard existant.

L'Inde, enfin, apporte une image forte du choc des cultures : ce pays peut maîtriser rapidement les technologies de pointe, mais « elle n'admet pas l'idéologie du progrès » (Pierre Amedeo). Il y a un ordre de l'univers en conformité duquel il convient d'agir. L'Occident n'a pas eu beaucoup de prise sur cette élan collective.

La mission de l'Europe ? Pour Jean Fourastié, le mal le plus profond, c'est « la recherche du plaisir à court terme ». Robert Cahen se demande, de son côté, si « une Europe dont le seul mythe est l'économie est viable ». Marcel Durand souhaite une « stratégie offensive de la liberté », et Raymond Aron, dont c'était là une des dernières interventions, s'étonne lui aussi que le débat politique soit presque réduit à la réussite ou à l'échec économique : « Je suis convaincu que les Européens ont envie d'autre chose ».

Le trouble saisit plus que l'espoir à la fin de cette longue et passionnante quête. D'où viendra le coup de talon qui fera remonter l'Europe à l'horizon du futur ?

P. D.

« Ranimer l'Europe », par un collectif de l'Association des anciens élèves de Polytechnique. Les Editions d'Organisation, 288 pages, 98 F.

isa l'étoffe des managers

Vous avez cette étoffe : dimension personnelle, aptitude à la décision, volonté de réaliser. Essentiel...

Vous avez, déjà, un diplôme de l'enseignement supérieur et/ou une responsabilité en entreprise. Important...

Mais un manager doit, aussi, être un vrai « professionnel ». Formation et entraînement intensifs sont alors indispensables. L'ISA, en 18 mois, vous donnera toute votre envergure.

Réunions d'information, avec le Directeur de l'ISA et des Anciens « ISA » :

PARIS : lundi 11 février à 18 h 30
Palais des Congrès (salle n° 55), Porte Maillot

BORDEAUX : mardi 19 février à 18 h 30
Hôtel France, 5, rue Robert-La-Toulouse

INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES
78350 JOUY-EN-JOSAS - Tél. (3) 958-80-00 POSTE 476 OU
(3) 958-24-26 (LIGNE SPÉCIALE « RENSEIGNEMENTS »)

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

سكزا من الاصل

PROCHE-ORIENT

LA DIFFICILE LUTTE DES KURDES D'IRAN

M. Ghassemlou déplore l'indifférence des gouvernements étrangers

Où est la « guerre oubliée » qui oppose, depuis bientôt six ans, les maquisards autochtones kurdes d'Iran aux forces du gouvernement de Téhéran ? En octobre dernier, le premier ministre iranien, M. Mir-Hossein Mousavi, avait affirmé que la rébellion kurde avait été « écrasée ». Depuis cette annonce, toutefois, les journaux iraniens ont fait régulièrement état de heurts violents dans la région, et le nouveau responsable des services de renseignements de Téhéran, M. Mohamed Reysani, a reconnu à la mi-janvier, que la « contre-révolution kurde » n'avait pas désarmé.

De passage à Paris, M. Abdolrahman Ghassemlou, le secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI), qui mène l'essentiel de la bataille contre le gouvernement central, a admis que les pechmergas avaient connu, en 1984, une « année difficile », à la suite de trois importantes offensives lancées par l'armée de Téhéran. Mais, a-t-il ajouté, « nous avons tenu le coup et nos forces sont intactes ». Il a indiqué, cependant, que la superficie des « zones libérées », contrôlées par les pechmergas au Kurdistan s'était considérablement réduite. Il a révélé, à ce propos, que Téhéran avait réussi à implanter au Kurdistan plus de deux mille postes militaires et une vingtaine de garnisons dans les principales agglomérations de la région.

M. Ghassemlou a, cependant, démenti les informations selon lesquelles les pechmergas avaient abandonné leurs bases militaires au Kurdistan iraniens pour se réfugier au Kurdistan irakien. Il a toutefois reconnu que ses forces utilisaient du côté irakien de la frontière un no man's land d'une profondeur de 15 kilomètres, qui n'est plus contrôlé par l'armée de Bagdad depuis 1975. « Dans ce secteur », a-t-il indiqué, « se trouvent notre hôpital, nos camps d'entraînement, nos services administratifs et notre bureau politique. Mais je peux vous assurer que tous nos pechmergas — leur nombre varie entre 10 000 et 12 000 —, ainsi que les quelques 35 000 membres de notre parti se trouvent au Kurdistan irakien ».

M. Ghassemlou reconnaît également que, devant le renforcement constant des effectifs gouvernementaux au Kurdistan, le PDKI a été contraint d'abandonner sa tactique de « guerre frontale » et ne mène plus qu'une lutte de guérilla contre

l'armée iranienne. « Dans ce domaine », dit-il, « nous sommes les plus forts, car nous jouissons de l'appui total de la population, alors que les forces gouvernementales sont isolées politiquement. L'initiative nous appartient et nous estimons, en conséquence, que la situation militaire est meilleure pour nous qu'il y a un an ».

Le PDKI a certainement profité de la guerre irano-irakienne qui immobilise une partie substantielle des forces de Téhéran. M. Ghassemlou l'admet volontiers en affirmant que son parti entretient d'excellentes relations avec Bagdad, « car nous avons un ennemi commun et un même objectif : abattre le régime islamique de Téhéran ».

L'Irak aide-t-il militairement et financièrement la rébellion kurde ? M. Ghassemlou affirme tout de go que les pechmergas n'ont pas besoin d'armement, qu'ils possèdent en quantités plus que suffisantes, mais que, en revanche, ils manquent de munitions, que « nous achetons à l'étranger » et que « les Irakiens laissent transiter par leur territoire ». Quant aux relations politiques avec Bagdad, elles ne semblent présenter aucun problème particulier. M. Ghassemlou a même servi d'intermédiaire pour tenter de régler le conflit qui oppose le régime insurgé kurde à ses propres insurgés irakiens, c'est-à-dire à l'Union patriotique du Kurdistan de M. Jalal Talabani, qui « admet comme nous que le régime de Khomeiny est plus dangereux pour les Kurdes que celui de Bagdad ».

« En ce qui concerne le financement de notre lutte », ajoute-t-il, « nous rencontrons plus de difficultés. Politiquement et militairement, notre situation est bonne, mais du point de vue économique et social, nous nous trouvons en mauvaise posture. Nous sommes soumis à un sévère blocus par le gouvernement iranien, qui empêche même l'arrivée des médicaments. La population du Kurdistan, qui nous aide, a été appauvrie par six années de guerre, et elle ne peut plus nous aider comme elle le faisait au début. Une aide financière internationale serait donc la bienvenue. Mais malheureusement, nous avons constaté que notre sort n'intéresse pas les gouvernements étrangers, ceux-là mêmes qui n'hésitent pas à se porter au secours d'autres guérillas à travers le monde. Cela a cependant des aspects positifs, car nous gardons

notre indépendance, ce qui est très important pour nous ».

Les affrontements avec le Komala

M. Ghassemlou affirme que les Kurdes sont les seuls qui, en Iran, mènent une lutte armée contre le régime de Téhéran. Il ajoute toutefois que le PDKI n'est pas l'unique force combattante au Kurdistan, et qu'à ses côtés se trouvent les maquisards du Komala (1). Mais, poursuit-il avec une pointe de regret, « nos relations sont malheureusement conflictuelles ». Depuis novembre 1984, de nombreux affrontements armés ont opposé au Kurdistan les pechmergas du PDKI et ceux du Komala. Ces heurts ont été suivis de massacres de part et d'autre, qui ont fait en trois mois près d'une cinquantaine de tués dans les deux camps.

M. Ghassemlou affirme, en revanche, que les relations de son parti avec les Moudjahidins du peuple, qui sont venus au Kurdistan pour fuir la répression, ne présentent pas de problèmes. « Les Moudjahidins, qui sont nos alliés au sein du Conseil national de résistance, souligne-t-il, sont très minoritaires au Kurdistan, où ils ne constituent pas une grande force. Ils s'entraînent militairement dans nos régions, et leur nombre limité ne leur permet pas d'entreprendre de grandes opérations militaires en dehors de la protection de nos pechmergas ».

Le dirigeant kurde laisse cependant entendre qu'il existe au sein du CNR des divergences politiques entre le PDKI et les Moudjahidins. L'hebdomadaire de ces derniers, le Moudjahid, a en effet critiqué en août dernier le PDKI pour avoir accepté d'engager le dialogue avec le gouvernement de Téhéran. « Selon les Moudjahidins », affirme M. Ghassemlou, « il ne faut jamais négocier avec le régime islamique. Pour notre part, nous estimons qu'en politique il ne faut jamais être aussi catégorique. Parfois, la négociation est nécessaire et constitue une forme de lutte ». A ce propos, M. Ghassemlou révèle que, en juillet dernier, une délégation du bureau politique du PDKI avait rencontré des représentants haut placés du régime de Téhéran en vue d'explorer la possibilité d'un règlement pacifique du conflit. « Nous avions au préalable exposé nos conditions et exigé que les négociations soient publiques et se déroulent au Kurdistan et non à Téhéran, ainsi qu'ils le souhaitent », a-t-il précisé, ajoutant qu'un fin de compte ces entretiens préliminaires n'avaient pas abouti.

Les Moudjahidins avaient donc raison ? « Non, je ne pense pas. Il y a un problème qu'ils ne veulent pas comprendre. Si le régime de Khomeiny dit à la population kurde : nous voulons négocier avec le PDKI, et que nous refusons cet offre, nous serons les perdants. Nous n'avons donc pas décliné le dialogue, tout en sachant qu'il était inutile, et ce dans le but de dénoncer les manœuvres du régime et montrer à la population que Téhéran n'est pas disposé à nous accorder l'autonomie ».

JEAN QUEYRAS.

(1) Organisation qui se réclame du marxisme-léninisme.

La manne pétrolière au Yémen du Nord

(Suite de la première page.)

Cette assemblée, visible dans les villages les plus reculés, et que les diplomates appellent le « miracle yéménite », a évidemment des bases fragiles puisqu'elle dépend du bon vouloir des Saoudiens.

Ce n'est pas tout. Alors que jusqu'en 1982 l'inflation était incertaine, elle atteint maintenant 15 à 20 %. En trois ans, les réserves en devises ont fondu. Les exportations — y compris celle du célèbre café de Mokha qui assurait la renommée du Yémen dans le monde entier — étant nulles, les seules rentrées en devises (1 milliard de dollars par an) sont assurées par un peu plus d'un million de travailleurs émigrés en Arabie saoudite. En se montrant discret sur la découverte du pétrole, le gouvernement de Sanaa avait voulu s'assurer d'abord qu'il n'y aurait pas de contestation de Ryad dans une région où les frontières sont difficiles à établir et prévenir le retour intempestif d'une émigration qu'aurait aléché la manne pétrolière avant même sa mise en exploitation.

A Sanaa, le pouvoir central se doit de concilier le profond nationalisme des Yéménites et les exigences de son puissant voisin, qu'il est forcé de ménager. Ainsi, dans les années 20, le roi Abdalaziz Saoud avait-il arrosé ses provinces méridionales de Jizan, de l'Assir et du Najran au détriment du Yémen et, en 1934, il avait contraint Sanaa à officialiser cette « cession » par le traité de Taif. Les Yéménites ne s'y sont jamais résignés, et lorsqu'en 1984 Ryad a « incité » le premier ministre yéménite à signer le renouvellement de l'accord, la vivacité des réactions de la population yéménite a empêché sa ratification.

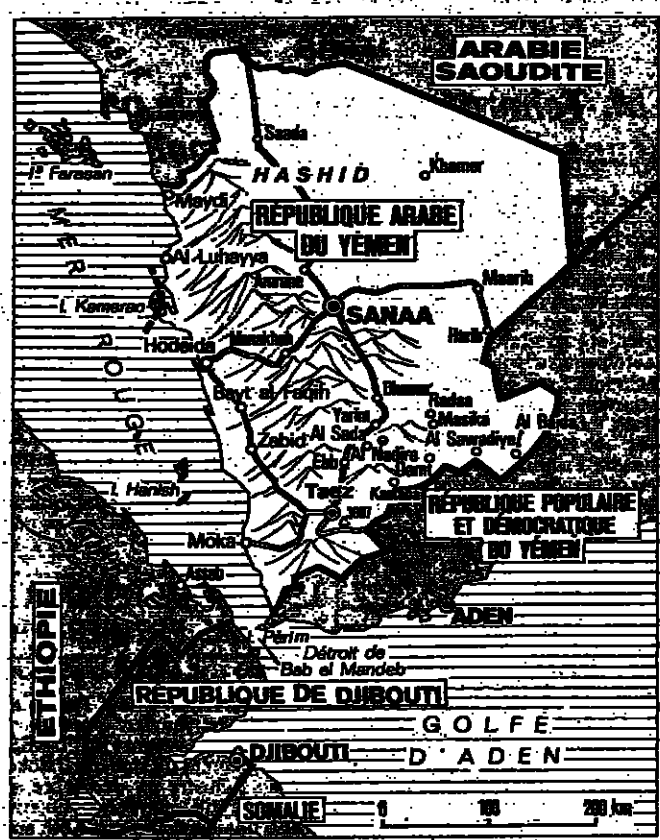
L'opposition affaiblie

Enfin, depuis que la République populaire et démocratique du Yémen (Yémen du Sud) s'est dotée d'un régime marxiste, Ryad, peu désireux d'être confronté à un Yémen réunifié comptant quelque treize millions d'habitants (bien plus que l'Arabie saoudite), a toujours joué Sanaa contre Aden et habilement aidé la zizanie entre les deux capitales sœurs. Or, depuis 1982, le président Saleh et son collègue du Sud, M. Ali Nasser Mohamed, ont su trouver un langage commun. Ils ne parlent plus d'union totale, mais ils se rencontrent régulièrement, contrairement à leurs prédécesseurs. Ils ont créé le Conseil supérieur yéménite et renforcé de façon substantielle la coopération entre le Nord et le Sud.

Cette coopération pourrait encore être accrue par la découverte, par des techniciens soviétiques, de pétrole au Yémen du Sud, dans la région de Shebwa, contiguë à celle de Marib. Conséquence paradoxale : le gouvernement d'Aden entendrait profiter de cette richesse et du rapprochement avec Sanaa pour prendre quelque distance à l'égard du Kremlin et diversifier ses alliances. De son côté, le président Saleh, qui vient de renouveler le traité conclu en 1979 avec Moscou pour contrebalancer l'influence américano-saoudienne et se procurer des armes — il y aurait cinq cents à mille conseillers soviétiques au Yémen du Nord —, en profiterait, lui, pour diversifier ses achats d'armements.

Militaire assez obscur, promu co-voisin de son accession au pouvoir, plus connu comme baroudier que comme tacticien, le président Saleh a surpris tout le monde en se montrant fin politique, habile stratège et subtil connaisseur des mentalités des chefs des forces en présence.

Un des problèmes majeurs auxquels il a dû faire face a été celui de l'opposition de gauche incarnée par le Front national démocratique, soutenu principalement par Aden. Bien approvisionné en armes, bénéficiant de sympathies de l'élite des modernistes et du ralliement tactique d'autres forces sociales ou religieuses, le FND exerçait son emprise sur une partie appréciable du territoire nord-yéménite voisin du Yémen du Sud. Il



disposait encore au début de 1982 de puissants maquis, dont certains n'étaient qu'à une soixantaine de kilomètres de Sanaa.

Avec patience, obstination et habileté, le président Saleh s'est appuyé sur les tribus du Nord pour combattre et vaincre le FND tout en se rapprochant d'Aden et en obtenant qu'il cesse pratiquement d'aider les opposants. Dans le même temps, la coopération avec l'URSS lui permettait de renforcer et de moderniser l'armée pour en faire un instrument au service de l'Etat. Et alors que les chefs de tribu détiennent la vraie puissance, il nommait au gouvernement des technocrates compétents qui contribuaient à la modernisation du pays et acquiesçaient de ce fait une certaine autorité susceptible, à la longue, de contrebalancer le pouvoir tribal.

Cette politique a abouti, en mai 1982, à l'éclatement du FND, qui, de l'avis général, ne représentait plus un danger pour le régime. Une partie de ses membres s'est définitivement installée à Aden, qui pourrait s'en servir à l'occasion comme d'un moyen de pression sur Sanaa. Une autre s'est éparpillée dans différentes capitales arabes, mais principalement à Damas. La troisième, enfin, a sinon rallié le régime du moins accepté de jouer le jeu et d'entrer dans le « système ».

Réuni pour la première fois en août 1982, le Congrès général populaire — instance réunissant les diverses forces politiques — comptait 1 000 membres, dont 700 élus par les coopératives et 300 nommés par le chef de l'Etat. Il a adopté le *Mithaq al Wadani* (ou Charte nationale). Se présentant sous la forme d'un petit « livre bleu », cette charte définit les valeurs républicaines au sein de l'Etat et expose les grandes options du régime. Le Congrès, qui se réunit tous les deux ans, élit 25 des 50 membres (les 25 autres sont nommés par le président) de la commission permanente, sorte de bureau politique qui siège tous les six mois. Il en émane une commission générale, secrétariat d'une douzaine de membres (dont le président et le premier ministre), qui détient l'essentiel du pouvoir politique central.

Au fil des ans, le président Saleh a amélioré ses rapports avec les chefs traditionnels mais, parallèlement, sa politique de développement et de modernisation contribue à les rendre dépendants du pouvoir central. Les populations des tribus se sont fort bien habituées au réseau routier qu'il n'existait pas il y a vingt ans et qui a été principalement construit depuis

par les Chinois et elles prennent goût au téléphone que le gouvernement s'efforce d'installer dans les régions les plus reculées.

La modification des rapports de forces est cependant une œuvre de longue haleine. Même si les routes sont un moyen de pénétration pour le pouvoir central — encore que, parfois, les tribus contrôlent et interdisent certains tronçons — le gouvernement devra se montrer ingénieux pour faire respecter son autorité sur l'ensemble du territoire et prélever les impôts indispensables à l'entretien des réalisations d'intérêt public.

On comprend, dès lors, les espoirs que fondent le président Saleh et son gouvernement sur les revenus que le pétrole assurera d'ici quatre à cinq ans à l'Etat, contribuant à le rendre plus autonome et donc plus puissant. En attendant, le pays continuera pendant quelques années à dépendre de l'aide étrangère dans des secteurs essentiels. On estime, en effet, à quelque 80 000 le nombre de travailleurs étrangers, dont 25 000 instituteurs et professeurs égyptiens, 1 000 Philippines et Pakistais qui assurent le fonctionnement des hôpitaux modernes, 3 000 occidentaux — dont 300 Français — et arabes employés dans les services civils, quelque 3 000 Chinois qui continuent à construire des routes, et un millier de Coréens qui se consacrent à des travaux d'ingénierie.

Mais surtout l'Etat, dont le budget s'est élevé en 1983 à 9,5 milliards de rials (1 rial = 1,65 F), dont plus de la moitié constituée de dons, doit s'attacher à assainir l'économie et le système de production. L'idéal serait qu'il tente de réduire ce « fleau bien aimé » qu'est la consommation du qat, plante stimulante devenue un élément quotidien de la vie sociale puisqu'on se réunit tous les après-midi pour discuter, en mâchant les feuilles achetées fort cher. Autrefois appanage des riches, l'utilisation du qat s'est généralisée depuis vingt ans et est considérée comme un « acquis de la révolution », de sorte que sa suppression brutale serait suicidaire et sans doute illusoire pour tout gouvernement. Si l'on peut faire valoir que le qat a contribué à relever le niveau de vie des paysans, il convient de constater aussi qu'il s'est développé au détriment de cultures vivrières et même du café, et que le rite social qu'il est devenu paralyse pendant plusieurs heures la vie du pays au moment précisément où il veut faire son entrée dans la modernité. Ce n'est pas là le moindre des paradoxes de ce Yémen à bien des égards fascinant.

PAUL BALTA.

ODOUL
Garde-meubles
208 10-30
16, rue de l'Atlas 75019 Paris

Le n° 36 vient de paraître :

- la revue de la presse
- la revue des revues
- la revue des livres
- les chroniques culturelles
- deux études :

- Le Maroc aux urnes : continuité ou changement ? (Michel Rousset)
- Algérie : code de la famille et mariage mixte (Lucie Pruvoet)

- deux documents :

- Travail clandestin ; premières victimes : les immigrés (B. Sauvaget)
- Mauritanie : bibliographie systématique, 2^e partie (R. Dieter)

9 numéros par an (dont un double)
Abonnement un an : 240 F pour 1984-85
Envoi de ce numéro sur demande à adresser avec un chèque de 27 F, à :

Grand-Magreb, C.I.G.M.A.
I.E.P., B.P. 45
39402 ST-MARTIN-D'HERES

L'ambassadeur de la République arabe syrienne à Paris invite les citoyens syriens se trouvant en France à participer au plébiscite qui aura lieu le dimanche 10 février 1985 pour la réélection du président. HAFEZ AL ASSAD.

Les centres suivants seront ouverts de 8 heures à 20 heures :

AMBASSADE DE SYRIE
20, rue Vanneau, 75007 PARIS
Métro : Vanneau ou Vanneau - Téléphone : 580-24-80/551-82-35

CONSULAT HONORAIRE DE SYRIE
27, rue de Paradis, 13001 MARSEILLE
Téléphone : (16-61) 54-73-00

CENTRE D'ACCUEIL - UFCV Notre-Dame-du-Silence
1145, avenue Du Moulin, 34000 MONTPELLIER
Téléphone : (16-67) 54-11-85

Dans la région de Lyon :
PALAIS DU TRAVAIL
6, place Saint-Lazare, 69100 VILLEURBANNE - salle Gougen, n° 31, 2^e étage

Dans la région de Nancy :
MJC ETOILE
1, place de Londres, 54500 VANDELVRE

(Publicité)

À la gloire de Dieu
Sixième anniversaire de la Révolution Islamique d'Iran

Après la victoire de la Révolution islamique en Iran, les efforts des hommes responsables se sont portés sur le développement du pays dans des domaines divers tels que l'agriculture, l'industrie, le progrès social, malgré le poids des sanctions de diverses natures, comme la guerre imposée par l'Irak à l'Iran, adoptées contre le gouvernement islamique par ceux qui, poursuivant des buts expansionnistes, ne veulent pas d'un peuple et d'un gouvernement qui refusent d'accepter comme valeurs absolues celles des idéologies de l'Est ou de l'Ouest.

Pour commémorer cet événement, une exposition photographique retraçant les épisodes les plus marquants de la Révolution islamique, son avènement, ses réalisations et le courage des combattants islamiques, aura lieu au 63, avenue des Champs-Élysées, du 4 au 8 février 1985, de 17 h 30 à 20 heures.

L'ambassade de la République islamique d'Iran à Paris y convie tous ceux qui, épris de justice et de liberté, soutiennent la cause des peuples qui luttent contre la domination des oppresseurs, et les invite à assister à la manifestation culturelle qui aura lieu le samedi 9 février 1985 au 4, place Saint-Germain-des-Près, Paris-6^e, de 19 heures à 23 heures.

Ambassade de la République islamique d'Iran à Paris

سكنا من الامم

PROCHE-ORIENT

Le ministre égyptien des affaires étrangères invite Washington à relancer le processus de paix

Correspondance

Washington. - Anticipant la visite de roi Fahd d'Arabie saoudite, attendu officiellement dimanche 10 février dans la capitale, M. Abdel Meguid, ministre égyptien des affaires étrangères, a invité, jeudi 7 février, le gouvernement américain à relancer le processus de paix au Proche-Orient. Parlant devant l'American Enterprise Institute, le ministre égyptien a dit en substance que les États-Unis se devaient de jouer un rôle « actif et vigoureux » dans la recherche d'une solution diplomatique au Proche-Orient.

Après l'échec de la diplomatie américaine au Liban, le secrétaire d'État M. Shultz, personnellement affecté par l'échec, a délibérément choisi une politique de profil bas, considérant qu'il appartenait maintenant aux pays arabes de prendre les initiatives et de former des solutions propres à assurer la paix dans ce secteur.

Ainsi, les milieux officiels s'attendent que le roi Fahd et, dans un mois, le président Mubarak, insistent pour que Washington abandonne ce rôle effacé et ne renoue pas à un rôle plus actif dans le secteur. Dans l'immédiat, le département d'État souhaite essentiellement que l'Arabie saoudite appuie le roi Hussein de Jordanie dans ses efforts de négociation avec l'OLP, mais il n'est pas disposé à accepter les suggestions de M. Abdel Meguid invitant Washington à dialoguer avec l'organisation palestinienne.

Le roi Fahd, qui n'était pas venu dans la capitale depuis 1977, rencontre les principaux dirigeants américains. Ceux-ci sont bien décidés à atténuer la déception prévisible des Saoudiens devant la décision américaine de suspendre toutes les ventes d'armes aux pays du Proche-Orient en attendant la mise au point d'une étude sur les besoins respectifs des pays arabes modérés, et qui tiendrait compte de la nécessité de maintenir la paix dans ce secteur.

Etant donnée l'attitude du Congrès, fortement influencé par le lobby israélien et pratiquement hostile aux livraisons d'armes aux pays arabes, le gouvernement a pris une mesure qui, dans l'optique officielle, doit décanter la bombe à retardement créée par l'ajournement de la vente de quarante-cinq appareils F-15 commandés par l'Arabie saoudite. Le roi Fahd, pense-t-on, ne saurait pas.

LE NICARAGUA RÉCLAME L'EXPULSION DES DIRIGEANTS ANTISANDINISTES INSTALLÉS AU COSTA-RICA

Les autorités nicaraguayennes ont officiellement demandé, jeudi 7 février, au gouvernement du Costa-Rica de « capturer, de désarmer et d'expulser » les principaux dirigeants de l'ARDE (Alliance révolutionnaire démocratique), une organisation antisandiniste dirigée par M. Eden Pastora.

Dans une lettre adressée au gouvernement costaricien, le ministre nicaraguayen des affaires étrangères, le Père Miguel d'Escoto, dénonce l'emplacement de ce qu'il affirme être trois « centres d'opération » de l'ARDE au Costa-Rica, ainsi que les domiciles de sept dirigeants de ce mouvement. L'ARDE « viole de manière flagrante les engagements souscrits par le gouvernement costaricien en matière d'asile », précise la lettre.

Cette requête sandiniste coïncide avec la présentation à la presse, le jeudi 7 février à Managua, d'un Nicaragua. M. José Castillo, décrit comme « déserteur de l'ARDE », qui a affirmé que les principales bases d'opération de ce mouvement se trouvent effectivement en territoire costaricien et qu'il est en fait sous le contrôle de la CIA.

■ A San-José, le chef de la diplomatie costaricienne, M. Gutiérrez, a annoncé, jeudi 7 février, l'expulsion du « Negro » Chamorro, un ancien compagnon de M. Pastora, dont certaines déclarations faites le 31 janvier avaient provoqué une note de protestation de Managua. Il avait annoncé que l'ARDE patrouillait sur le fleuve San Juan (qui sépare le Nicaragua du Costa-Rica) en collaboration avec la garde civile costaricienne. M. Gutiérrez a démenti ces affirmations et a précisé que M. Chamorro avait quarante-huit heures pour quitter le pays.

Le Costa-Rica a aussi ordonné, vendredi 8 février, qu'il soit mis fin aux collectes de fonds en faveur de l'ARDE, dans le pays. - (AFP, Reuters).

■ Les guérilleros nicaraguayens de l'ARDE ont perdu un hélicoptère au cours de son premier vol opérationnel, a déclaré, jeudi 7 février, un porte-parole du mouvement. L'appareil s'est abîmé dans les eaux de San-Juan, le 5 février, à la suite d'une panne technique. - (Reuters.)

Les massacres de Sabra et de Chatila

« J'AI FAIT UNE ERREUR MAIS J'AI PAYÉ POUR ÇA »

déclare le général Sharon

Londres (AFP). - M. Ariel Sharon, ministre israélien du commerce et de l'industrie, et l'un des artisans de l'invasion israélienne du Liban, a estimé avoir commis « une erreur » en autorisant les phalanges (miliciens chrétiens) à entrer dans les camps de réfugiés palestiniens de Sabra et de Chatila au Liban, en septembre 1982.

« Rétrospectivement, quand je pense à toutes les répercussions (de cet événement), la pensée m'est venue que j'ai commis une erreur en permettant aux phalanges de pénétrer dans les camps, mais j'ai payé pour ça », a déclaré M. Sharon dans une interview à l'hébdomadaire jif Jewish Chronicle publié ce vendredi 8 février à Londres.

« Il n'y avait personne parmi mes conseillers pour penser un seul instant que ce massacre (qui a fait plusieurs centaines de morts) pouvait se produire. Je le chef du Mossad, et le chef des services de sécurité, et le chef d'état-major. Ça a été un choc terrible pour nous tous », souligne l'ancien ministre de la défense.

DIPLOMATIE

La visite du chef de l'Etat camerounais s'achève dans un climat de confiance retrouvée

« Dans l'ensemble, la coopération franco-camerounaise se porte plutôt bien - et il n'existe « aucun nuage » dans les relations entre les deux pays », a estimé M. Paul Biya, au cours d'une conférence de presse, jeudi 7 février à Paris, à l'issue de sa visite officielle en France. Le chef de l'Etat camerounais poursuit, à titre privé, son séjour en France jusqu'à lundi, afin de se rendre dans l'Isère, où il rencontrera MM. Mermet, président de l'Assemblée nationale, et Nuqui, ministre délégué chargé du développement et de la coopération. M. Biya séjournera également dans la station de sports d'hiver des Deux-Alpes.

Du côté camerounais, comme du côté français, on s'accorde à dire que cette visite a été un succès. Après ce qu'il est convenu d'appeler des « malentendus » - en fait une crise bien réelle (le Monde du 5 février) - un climat de confiance est donc rétabli entre Paris et Yaoundé. Les autorités françaises avaient, il est vrai, manifesté ostensiblement leur bonne volonté : bien que cette visite n'ait été que de « travail », M. Biya a pu rencontrer, outre le chef de l'Etat et le premier ministre, les présidents des deux Assemblées, neuf ministres, plusieurs hommes politiques, ainsi que le président du CNPF, M. Gattaz.

Au cours de ces entretiens, plusieurs problèmes ont été évoqués, notamment le déficit de la balance commerciale du Cameroun vis-à-vis de la France. M. Biya a souligné, jeudi matin, qu'en dix ans, ce déficit a été multiplié par sept. Une commission « ad hoc » est cependant chargée d'étudier dans quels secteurs les exportations camerounaises peuvent être accrues. M. Biya souhaite, d'autre part, un développement de l'assistance technique de « haut niveau » et une plus grande coopération économique et financière. Le chef de l'Etat camerounais a également insisté sur les conditions de vie des Camerounais en France. Si, dans l'ensemble, l'hospitalité française est « bonne », des problèmes ont surgi depuis quelque temps, a indiqué M. Biya, notam-

L'ALLIANCE DE L'ANZUS A ÉTÉ « ÉBRANLÉE » MAIS DEMEURE « TRÈS SOLIDE », estime le président Reagan

Washington (AFP, UPI). - Le président Ronald Reagan a reconnu, le jeudi 7 février, que l'alliance militaire de l'ANZUS, entre les États-Unis, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, avait été « ébranlée » - même si, a-t-il assuré, elle reste « très solide ».

Le président américain, qui recevait à la Maison Blanche le premier ministre australien, M. Bob Hawke, commentait ainsi la décision de la Nouvelle-Zélande de refuser l'accès à ses ports aux bâtiments de guerre américains pouvant être porteurs d'armes nucléaires.

M. Reagan écarte l'éventualité de sanctions économiques américaines à l'égard de Wellington. « Nous considérons la Nouvelle-Zélande comme un [pays] ami », a-t-il dit, en exprimant son « plus profond espoir » que « la coopération traditionnelle » entre les deux pays sera « restaurée ».

À Wellington, le premier ministre néo-zélandais, M. Lange, s'est félicité des assurances du président Reagan sur la solidité de l'ANZUS et les relations entre Washington et la Nouvelle-Zélande. Le ministre de la défense, M. O'Flynn, a cependant annoncé que le gouvernement américain avait annulé la visite qu'une délégation parlementaire néo-zélandaise devait faire prochainement à Hawaï.

Le chef de l'Etat camerounais a également insisté sur les conditions de vie des Camerounais en France. Si, dans l'ensemble, l'hospitalité française est « bonne », des problèmes ont surgi depuis quelque temps, a indiqué M. Biya, notam-

(1) L'ancien président camerounais, M. Ahidjo, séjourne en France dans sa propriété de Grasse. Il a été condamné à mort par un tribunal par un tribunal militaire de Yaoundé, puis gracié par le chef de l'Etat.

AMÉRIQUES

Brésil

Les policiers continuent de pratiquer la « torture du serpent »

De notre correspondant

Rio-de-Janeiro. - On continue de torturer au Brésil. Ces trois derniers mois, dans le seul État de Rio-de-Janeiro, « au moins quatre personnes sont mortes de sévices infligés par la police », affirme M. Antonio Carlos Biscaia, procureur général de la région. Il existe, dans les locaux de la police fédérale de Rio, des pièces inscrites où les détenus sont soumis à des chocs électriques et subissent toutes sortes de supplices comme celui d'être enfermés avec un serpent : c'est en tout cas ce qu'affirme un avocat, qui a déposé plainte après avoir été victime lui-même de brutalités.

De ces tortures, on parle rarement. Indigés à des délinquants de droit commun (ou supposés tels), elles ne mobilisent pas l'opinion publique, comme c'était le cas il y a encore quelques années quand les victimes étaient des prisonniers politiques. « Ici, les droits communs ont toujours été torturés », y compris sous les gouvernements démocratiques », affirme un représentant de l'Ordre des avocats, M. Padilha Sodré. « Mais en vingt et un ans de dictature militaire, la situation a empiré », précise M. Marina Bandeira, secrétaire de la commission Justice et Paix de Rio-de-Janeiro.

On a vu la preuve ces jours derniers quand un juge d'instruction, M. Eduardo Mayr, s'est présenté dans les locaux de la police fédérale et a saisi du matériel qui servait visiblement à l'interrogatoire des prisonniers : notamment une barre de fer destinée à la pratique du « pau de arara » (perchoir du perroquet), ainsi appelée parce que le supplicé est attaché à une barre par les chevilles. Les tortures, il y avait aussi, parmi les objets saisis, un morceau de plancher taché de sang, ou du moins, c'est ce qu'on pouvait supposer et ce qu'on a pu constater, sans doute, en confirmant. Le juge a constaté également l'existence de deux salles en faveur de l'ARDE, dans le pays. - (AFP, Reuters).

M. Mayr a fait ces vérifications le mardi 29 janvier, bien que la direction de la police eût essayé -

en juger d'après l'une des pièces saisies le 29 janvier : un bâton muni d'un crochet destiné, selon M. Soares de Andrade, à guider le reptile vers le visage du supplicé.

Le ministre de la justice, M. Ibrahim Ack-Ackel, a ordonné une enquête... à la police elle-même, qui s'est toujours empressée, dans le passé, de nier l'existence de ce genre de sévices. Les milieux judiciaires pensent que, une fois de plus, les coupables resteront impunis, la présence de matériel de torture ne suffisant pas à prouver la réalité du délit. « Même la dénonciation publique peut empêcher la récidive », estime M. Biscaia, le procureur général de Rio. Déjà, les temps ont changé, comme le prouve, selon les défenseurs des droits de l'homme, l'action de la justice locale dans cette affaire, qui aurait sans doute été impossible sans la présence, à la tête de l'Etat de Rio-de-Janeiro, d'un gouverneur de l'opposition.

Les mêmes milieux attendent d'autres changements, lorsque M. Tancredo Neves occupera la présidence de la République, après le 15 mars. Le régime militaire, disent-ils, aura finalement toléré tous les abus et provoqué une dégradation non seulement de la justice et de la police, mais aussi de l'ensemble des services publics.

Un seul exemple, celui des prisons : « Il y a des galeries, dans certaines prisons, où les gardiens ne se risquent jamais », affirme M. Marina Bandeira. Les détenus, organisés en gangs, y font la loi. Ils s'approvisionnent en drogue, organisent, de leurs cellules, des hold-up qui sont commis par des complices à l'extérieur, et dont le butin est déposé en banque, pour acheter la complicité de leurs gardiens le jour où ils veulent s'évader. « Il y a, à Rio, dix mille détenus dans les prisons », dit M. Biscaia, quatre mille autres qui croupissent, faute de place, dans les commissariats, et dix mille condamnés qu'on est obligé de laisser en liberté, parce qu'on ne sait pas où les mettre. »

CHARLES VANHECKE.

THE ECONOMIST EXAMINES FRANCE.



THE BITTER PILL OF '82 HAD FAR-REACHING SIDE-EFFECTS. BUT HAS IT PUT THE ECONOMY ON THE MEND? THIS WEEK, IN A TYPICALLY THOROUGH SURVEY, THE ECONOMIST TAKES THE PULSE OF FRANCE, LOOKING CLOSELY AT THE HEALTH OF INDUSTRY, POLITICS, FOREIGN AFFAIRS, AND ASSESSING THE MITTERRAND STYLE.

The Economist
SURVEY ON FRANCE

The Economist

Traduction du texte inséré ci-contre : THE ECONOMIST AUSCULTE LA FRANCE

Le plus grand de 1982 a induit des effets secondaires profonds. Mais a-t-elle remis sur pied l'économie ?

Cette semaine, The Economist donne un diagnostic complet de la France : il prend son pouls, examine de près l'état de son industrie, de sa politique intérieure, de sa diplomatie, et fait le bilan du style Mitterrand.

du Nord

ARABIE SAOUDITE

YEMEN

ADEN

ADEN

ADEN

ADEN

ADEN

ADEN

ADEN

ADEN

ADEN

ADEN

ADEN

ADEN

ADEN

ADEN

ADEN

ADEN

ADEN

ADEN

ADEN

ADEN

ADEN

ADEN

ADEN

ADEN

ADEN

ADEN

ADEN

ADEN

ADEN

ADEN

ADEN

ADEN

ADEN

ADEN

ADEN

ADEN

ADEN

ADEN

ADEN

ADEN

ADEN

ADEN

ADEN

ADEN

ADEN

ADEN

ADEN

ADEN

ADEN

ADEN

ADEN

ADEN

ADEN

ADEN

ADEN

ADEN

ADEN

ADEN

ADEN

ADEN

ADEN

ADEN

ASIE

Corée du Sud

L'arrivée de M. Kim Dae Jong à l'aéroport de Séoul a été très mouvementée

Séoul. — Le dirigeant de l'opposition sud-coréenne, M. Kim Dae Jong, et plusieurs personnalités américaines qui l'accompagnaient au moment de son arrivée à Séoul, ont été victimes de « brutalités policières » lors de leur arrivée, ce vendredi 8 février en fin de matinée, sur l'aéroport de Séoul, par ailleurs investi par d'importantes forces de sécurité. « Nous avons été physiquement agressés, brutalisés et frappés dès notre sortie de l'avion. Les services de sécurité ont arraché M. Kim Dae Jong et sa femme à notre groupe. Ils l'ont entraîné vers un ascenseur sans jamais cesser de le bousculer ni de lui donner des coups de poing », a notamment raconté M. Patricia Derian, ancienne sous-secrétaire d'Etat chargée des droits de l'homme dans l'administration Carter.

Interrogé quelques temps plus tard par téléphone à son domicile, la femme de M. Kim Dae Jong a cependant déclaré : « Bien que nous ayons été poussés de force dans un ascenseur, nous n'avons pas été battus ». La police sud-coréenne, de son côté, affirme ne s'être livrée à aucune brutalité. Elle affirme dans un communiqué qu'elle a « simplement séparé M. Kim et sa famille de ceux qui les accompagnaient et escortés jusqu'à un ascenseur pour assurer leur sécurité ».

Les accusations de M. Derian ont pourtant été corroborées par d'autres membres de la délégation américaine qui accompagnait M. Kim Dae Jong dans son retour d'exil, afin de protéger contre d'éventuelles représailles du gouvernement du président Chun Doo Hwan. Ce dernier, ôdant de man-

De notre envoyé spécial

vaie gré aux interventions de l'administration Reagan, s'est engagé à ne pas remettre M. Kim en prison. Le ministre des affaires étrangères, M. Lee Won Kyung, apparemment soucieux de dédramatiser la situation et de réfuter les comparaisons faites entre le sort subi par l'ancien sénateur philippin Benigno Aquino (assassiné à son retour d'exil) et les risques courus par M. Kim Dae Jong, avait affirmé que ce dernier serait, dès son arrivée, « pris en main avec précaution par les autorités compétentes » (Le Monde du 8 février).

Mais la « prise en main » des services de sécurité paraît avoir été infiniment moins diplomatique que ne l'imaginait le ministre, et les membres de l'escorte américaine de M. Kim se sont exprimés d'un air partiellement contrarié de la presse étrangère — tout particulièrement américaine — venue couvrir l'événement. M. Derian, encore tremblante de colère et d'émotion, nous a déclaré : « J'ai visité pas mal de dictatures, mais je n'avais encore jamais vu une telle brutalité à l'égard de visiteurs étrangers. C'est le régime des nerfs. Ils sont stupides de montrer ainsi la vraie nature de ce régime. Après cela, comment faire croire que la démocratie existe en Corée du Sud ? »

Des milliers de sympathisants

Enfin, faisant allusion à la visite programée du président Chun Doo Hwan à Washington, elle a conclu : « Après ce qui vient de se passer, c'est une honte d'imaginer que le président Reagan va le recevoir aux Etats-Unis et le laisser se draper dans notre drapeau. »

M. Kim Dae Jong est arrivé dans un aéroport à l'intérieur et aux alentours duquel avaient été déployés un dispositif de sécurité impressionnant : sept mille cinq cents policiers

en civil et dix mille policiers armés. Immédiatement soustraits à ses accompagnateurs et au cortège de la presse, il a été conduit chez lui par des chemins détournés, à travers la campagne envahie. Quelques opposants avaient pu se rendre à l'aéroport. Mais le principal d'entre eux, M. Kim Young Sam, assigné à résidence surveillée, en avait été empêché.

M. Kim n'aura donc pas eu la possibilité de prononcer le discours d'arrivée qu'il avait préparé. Il y a affirmé notamment sa volonté de « promouvoir la restauration démocratique nationale par un processus de dialogue organisé ».

Il n'aura pas vu non plus les milliers de sympathisants qui attendaient son passage dans le voisinage de l'aéroport et qui contenaient à grand-peine la police anti-émeute. Nous les avons vus, frustrés par l'attente et surexcités à l'idée de revoir leur héros, débordant les cordons de police et, entraînant la chaîne, immobiliser les cars de journalistes étrangers, agitant, par centaines, des drapeaux à l'effigie de Kim Dae Jong, scandant son nom et martelant de leurs poings la tête des autocars. Après le passage des journalistes, la police a chargé ses manifestants, les dispersant à coups de gaz lacrymogène.

M. Kim Dae Jong devait, paraît-il, être autorisé, plus tard dans la journée, à recevoir la presse étrangère. Se plaindra-t-il de brutalités (auxquelles il a depuis longtemps été habitué) avec les mêmes agents du pouvoir ?

Quoi qu'il en soit, son retour mobilise l'attention de l'opinion, et il se passe sous le regard des grandes télévisions et journaux américains. Dans ces conditions, la moindre bavure risque non seulement de jeter le doute sur la volonté de démocratisation que proclame le gouvernement de Séoul à quatre jours des élections parlementaires, mais aussi d'embarrasser l'administration américaine, qui reste le meilleur soutien du régime.

R.-P. PARINGAUX.

Inde

L'AFFAIRE D'ESPIONNAGE

L'un des inculpés affirme avoir été « contraint » à faire de fausses déclarations

New-Delhi (AP, UPI, Reuters, AFP). — Un ancien fonctionnaire impliqué dans l'affaire d'espionnage dans laquelle la France a été mise en cause, a affirmé, jeudi 7 février, avoir été « torturé, harcelé et contraint » par les enquêteurs de faire de fausses déclarations. Selon l'agence United Press of India, ce fonctionnaire, M. A. Parthasarthy, qui était employé au service de la production du ministère de la défense avant de prendre sa retraite en 1979, a refusé de faire une déclaration devant un juge d'instruction pour protester contre l'attitude des agents des services secrets à son égard.

Les services secrets ont demandé au premier ministre, M. Rajiv Gan-

dhi, la permission « d'interpeller et d'interroger quelques très hauts fonctionnaires » pour les besoins de l'enquête. Leurs investigations portaient aussi actuellement sur la participation d'un second Soviétique au réseau d'espionnage.

Généralement bien informé, le correspondant à New-Delhi du journal de Madras The Hindu a affirmé, jeudi 7 février, que le principal contact étranger du réseau était l'attaché militaire adjoint français, le colonel Alain Bolley. Il a écrit : « Le rôle de Bolley, démonté derrière toute l'affaire était... Bolley, qui obtenait de son contact indien tous les secrets — à la fois politiques et commerciaux — qu'il voulait. »

AFRIQUE

Algérie

Le président Chadli poursuit sa marche « à petits pas » contre le dogmatisme

Alger. — Confirmation que la charte nationale sera prochainement réexaminée, adoption de mesures pour relancer le secteur privé, proclamation du droit des Algériens à devenir propriétaires de leur logement, annonce à Washington du prochain voyage du chef de l'Etat aux Etats-Unis, les événements se sont succédé cette semaine, qui souligne la marche « à petits pas » contre le dogmatisme.

En juin 1976, l'Algérie adoptait par référendum « pour la décennie à venir » une charte nationale servant de référence à tous les projets gouvernementaux dans le domaine de l'économie, de l'organisation de l'Etat et du parti, de la défense et de la politique extérieure. Ce texte faisait du socialisme algérien une « option irréversible ».

Avant sa visite en France en novembre 1983, le président Chadli déclarait déjà au Monde qu'il tenait la charte pour « un texte évolutif qui peut être mis à jour et enrichi » (Le Monde daté 6-7 novembre 1983). S'adressant aux cadres du FLN et des organisations de masse, il vient de préciser que l'engagement de la charte dans un sens qui ne remettrait pas en question les « options fondamentales » sera « soumis à la base, qui donnera son avis sur l'édification de la société future ».

Tout en affirmant son attachement à la gestion socialiste des en-

De notre correspondant

treprises, dogme de l'industrie algérienne, le président Chadli a rappelé la nécessité « de prendre en considération certains éléments nouveaux ». La question du développement du secteur privé a été abordée avec circonspection. « Il est impossible de laisser ce secteur se développer au point de constituer un danger pour la révolution », a dit le chef de l'Etat, mais il peut contribuer « à l'édification du pays dans des limites précises ».

C'est en agriculture qu'il faut s'attendre aux révisions les plus importantes. Ainsi, la plaine de la Mitidja reste essentiellement exploitée dans le cadre des domaines auto-gérés, mais une évolution intéressante s'amorce dans le sud du pays, jusqu'à présent peu exploitée. Dans les régions de Biskra, Adrar, El-Oued, Ghardaïa, par exemple, des lots de 3 hectares sont attribués aux fellahs désirant s'installer à leur compte. Ils en deviendront propriétaires s'ils sont parvenus à une production significative dans un délai de cinq ans. Des prêts bancaires seront à leur disposition et des « coopératives de services » devront mettre en commun le matériel d'exploitation.

La grande mission de l'hôtellerie algérienne consiste également à la création d'une concurrence entre les

Etablissements étatiques et l'entreprise privée

Pour le moment, cette concurrence est généralement limitée à la restauration, mais des expériences sont en cours pour l'hébergement. Les autorités veulent, parallèlement, rendre plus dynamiques les entreprises nationales du secteur touristique. Une délégation du Club Méditerranée vient de séjourner en Algérie à l'invitation du ministère de la culture et du tourisme. Des possibilités d'assistance dans le domaine de la gestion seront étudiées. Une petite révolution, n'en doutez pas, que l'entreprise de M. Trigano est soumise à l'épreuve de la concurrence.

Si les catégories aisées investissent volontiers dans la construction ou l'achat de maisons individuelles, les locataires des appartements situés dans les immeubles antérieurs classés biens vacants ne se bousculent pas pour acquérir un titre de propriété. La vie n'est pas confortable en l'état de dégradation avancée des parties collectives, mais chacun s'accroche à sa petite situation. Ainsi, tout une évolution dans les mentalités est souhaitée, mais, pour qu'elle s'amorce véritablement, il faudrait une modification du contexte socio-économique.

SELON LES EXPERTS DE L'ONU

La famine frapperait quinze millions de Soudanais dans les prochains mois

Le Soudan détiendrait aujourd'hui le triste privilège d'être le premier pays d'Afrique pour le nombre de réfugiés — plus d'un million — hébergés sur son territoire, alors que la mer des catastrophes économiques se fait de jour en jour plus pressante, estimant les représentants des organisations d'aide internationale.

Ce pays a défroncé le Soudan, qui occupait jusqu'à cette époque une première place avec huit cent mille réfugiés, précède le Haut Commissariat pour les réfugiés de l'ONU (HCR) à Kassel (est du Soudan), la frontière éthiopienne, région où est concentré le gros des réfugiés.

Cet afflux de réfugiés — ils pourraient être deux millions le mois prochain au rythme actuel, en provenance surtout d'Éthiopie — aggrave dramatiquement la situation du Soudan déjà confronté à la sécheresse et à de sérieuses difficultés économiques, prévoient le HCR et les représentants d'organisations internationales opérant dans le pays.

Les experts de l'ONU estiment que quinze millions de

Soudanais, soit près des trois quarts de la population, seront frappés dans les prochains mois par la famine en raison de la sécheresse qui sévit depuis plusieurs années. Déjà quatre millions et demi de Soudanais des régions de Darfour et de Kordofan, au centre du pays, souffrent de la famine, indique le HCR à Kassel.

Les stocks de sorgho sont épuisés et la dernière récolte de cette céréale, siment de base du Soudanais, a atteint seulement 1,2 million de tonnes, soit trois fois moins que l'année précédente (les besoins du pays portant sur 1,8 million de tonnes par an). La prochaine récolte sera pratiquement nulle.

A Genève, le haut commissaire des Nations unies pour les réfugiés, M. Paul Hurling, a annoncé, jeudi 7 février, le lancement d'un nouvel appel d'un montant de 96 400 000 dollars destinés aux 1 119 000 réfugiés qui, fuyant la famine et les combats, ont trouvé asile au Soudan, en Éthiopie, en Somalie et en République centrafricaine. — (Corresp.)

Le voyage à Washington

C'est devant une vieille garde du parti sans doute songeuse que le président Chadli se rendra en avril à La Mecque du capitalisme, Washington. La nouvelle, en provenance des Etats-Unis, n'a pas été annoncée officiellement à Alger. Les autorités attendent probablement pour le faire d'avoir mis au point le programme d'une tournée sur le continent américain, dont les Etats-Unis ne seront qu'une étape. Mais, quelles que soient les précautions, le fait est que le président Chadli sera le premier chef de l'Etat algérien à se rendre en visite officielle chez les « impérialistes yankees », toujours vilipendés par la presse.

Ce voyage fait suite à la visite à Alger du vice-président Bush dont les propos sur ce qui devrait être « le véritable non-alignement » n'ont donc pas trop choqué (Le Monde du 16 septembre 1983).

Plusieurs visites ministérielles ont eu lieu ensuite, malgré un contentieux commercial. Les Etats-Unis ont longtemps été le second partenaire commercial de l'Algérie après la France. Mais l'Italie et la RFA leur sont passées devant depuis une réduction substantielle de leurs achats de pétrole brut en 1981 et la suspension des enlèvements de gaz par la compagnie Panhandle en décembre 1983. De plus, les compagnies pétrolières américaines ont cessé leurs explorations en Algérie, en raison des conditions fiscales imposées par leur partenaire.

En octobre 1984, après l'accord d'union entre le Maroc et la Libye, une délégation militaire, conduite par le général Burns, a été reçue dans un très bon climat à Alger. On déclarait ensuite, de source américaine, que l'Algérie, qui a déjà acheté aux Etats-Unis douze avions de transport Hercules, n'avait « pas encore » demandé de matériel militaire offensif, mais que si une telle demande était formulée, elle serait étudiée avec compréhension.

Les Américains voudraient sortir l'Algérie de son tête-à-tête avec Moscou en matière de défense. Les Algériens cherchent à rompre le lien supposé de Washington avec Rabat, notamment au Sahara occidental. Ils estiment que les Etats-Unis peuvent jouer un rôle dans cette affaire, ne serait-ce qu'au sein de l'ONU. Ils s'emploient activement à convaincre les Américains et d'autres diplomates occidentaux en poste à Alger qu'ils font preuve d'un grand esprit de conciliation dans les tractations pour la recherche d'un compromis au Sahara.

Le discours du président Chadli sur la révision de la charte nationale ne coïncide rien de fondamentalement nouveau, mais l'élément intéressant est le moment où il a été prononcé. Une minorité de militaires et de militants du FLN rechignerait actuellement devant certaines initiatives économiques et la recherche du dialogue avec Rabat. Il s'agit de les rassurer à l'ordre en montrant, accessoirement aux Occidentaux, enclins à mesurer leur appui dans l'affaire saharienne, que le chef de l'Etat joue, sur un plan général, une partie servie dans laquelle il faut l'aider.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

A TRAVERS LE MONDE

Bolivie

DES PAYSANS BLOQUENT LES VOIES D'ACCÈS À LA PAZ. — Des paysans réclament des machines agricoles et l'ouverture d'un marché où ils pourraient écouler directement leurs produits ont bloqué les voies routières et ferroviaires d'accès à La Paz, a déclaré, jeudi 8 février, un dirigeant syndical. Le gouvernement de gauche de M. Siles Zuazo est déjà confronté à un lockout décrété par les banquiers et à une grève des propriétaires de taxis, autobus et camions. — (Reuters.)

Gabon

UNE CONFÉRENCE DE PRESSE DU MORENA INTERDITE. — La conférence de presse que le MORENA (Mouvement de redressement national, parti d'opposition interdit) devait tenir jeudi 7 février, à Paris, a été interdite par la préfecture de police, au motif qu'il s'agissait d'une « réunion de nature à troubler l'ordre public et à porter atteinte aux relations internationales de la France ». Le comité directeur du MORENA « exprime son indignation devant cette attitude arbitraire ». Au cours de cette réunion, les dirigeants de ce mouvement devaient lancer un appel à boycotter les élections législatives qui doivent se tenir le 17 février et le 3 mars au Gabon, et annoncer la forma-

tion d'un « gouvernement en exil pour libérer notre pays de la dictature d'Omar Bongo ». Une précédente conférence de presse du MORENA avait été annulée le 6 décembre 1983 (Le Monde du 8 décembre 1983).

Iran

PAS DE MÉDIATION SYRIENNE DANS LE CONFLIT DU GOLFE. — Le président du Parlement iranien, l'hodjatolislam Hachemi Rafsanjani, a catégoriquement démenti, jeudi 7 février, qu'une médiation syrienne dans la guerre irano-irakienne soit en préparation, comme l'avaient affirmé plusieurs journaux arabes. Il a également totalement écarté l'idée d'une visite à Téhéran du président syrien Hafez El Assad dans le cadre d'une démarche de paix. « Le président syrien a été invité par le président Ali Khamenei il y a longtemps. Il viendra quand la situation en Syrie le lui permettra. Mais le fait que se venue soit destinée à contribuer à la paix est complètement faux », a-t-il déclaré au cours d'une conférence de presse. Il démentait ainsi les informations du journal koweïtien Al Siassa, selon lequel un plan pour régler le conflit aurait été mis au point par l'Arabie saoudite, la Syrie, l'Algérie et la France, et un voyage du président Assad à Téhéran devait avoir lieu entre le 15 et le 20 février. — (AFP.)

La Grenade

LES ÉTATS-UNIS VONT SE RETIRER DE LA GRENADE. — Les Etats-Unis, qui avaient débarqué sur l'île le 25 octobre 1983, commencent à retirer, à la mi-avril, leurs deux cent cinquante militaires encore stationnés à La Grenade. Le porte-parole du département d'Etat, M. Kalb, a précisé que les pays des Caraïbes qui avaient participé à l'opération retireraient leurs forces en même temps. — (AP.)

Liban

OCCUPATION D'UN BOEING-707. — Un commando de quatre hommes armés a obtenu, jeudi 7 février, en occupant pendant six heures un Boeing-707 de Cyprus Airways sur l'aéroport de Beyrouth, l'engagement des autorités de Nicosie qu'elles libéreraient deux prisonniers de l'air libanais emprisonnés dans l'île depuis 1983 après avoir tenté de décoller un Boeing roumain affrété par la compagnie Libyan Airlines. — (Reuters.)

Namibie

M. CHESTER CROCKER A PRETORIA. — Le secrétaire d'Etat adjoint américain pour les affaires africaines est attendu, ce vendredi 8 février, à Pretoria, où il aura des entretiens avec le mi-

nistre sud-africain des affaires étrangères sur la question namibienne. M. Crocker doit séjourner plusieurs semaines en Afrique australe. D'autre part, vingt-deux guérilleros de la SWAPO (Organisation du peuple du sud-ouest africain) ont été tués, en l'espace d'une semaine, dans le nord namibien, a annoncé, le 7 février, un porte-parole militaire sud-africain à Windhoek. — (AFP, Reuters.)

Philippines

MISE EN LIBERTÉ PROVISOIRE DE LINO BROCKA. — Le réalisateur philippin Lino Brocka et quatre autres personnes, emprisonnées pour leur participation à une manifestation interdite le 28 janvier (Le Monde du 1^{er} février), vont être mis en liberté provisoire, a annoncé jeudi 7 février l'agence officielle philippine PNA. Le tribunal a révisé une caution de 6 100 pesos (305 dollars) pour chacun des cinq, parmi lesquels se trouve un autre cinéaste, Bela Cervantes. — (AFP.)

République sud-africaine

MEURTRE DE DEUX NOIRS PAR DES BLANCS. — Deux jeunes Noirs ont été tués par des Blancs au cours d'incidents séparés, ces jours derniers, dans la

région de Johannesburg, a rapporté, jeudi 7 février, la presse sud-africaine. La police a arrêté deux Blancs et en recherche un troisième, après la mort d'un jeune Noir de Soweto au cours du week-end. Quatre jeunes Blancs ont été, par ailleurs, arrêtés depuis le début de la semaine, après la découverte, mardi, dans un coffre de voiture brûlée, du corps carbonisé d'une jeune Noire de vingt et un ans. — (AFP.)

Uruguay

PROJET D'AMNISTIE GÉNÉRALE. — M. Julio Sanguinetti, président élu de l'Uruguay, en visite au Venezuela, a annoncé, mardi 5 février à Caracas, qu'il étudiait une amnistie générale pour l'étude, mais que « certains crimes » ne pouvaient rester impunis. M. Sanguinetti, qui doit prendre ses fonctions en mars, a ajouté que les relations diplomatiques avec le Venezuela, rompues en 1976, seraient rétablies. — (Reuters.)

Les militaires uruguayens responsables de violations des droits de l'homme ont été poursuivis judiciairement et ceux qui ont été jugés en Argentine contre les chefs de l'armée par le gouvernement civil de M. Alfonsín. Il semble toutefois que M. Sanguinetti adoptera dans ce domaine une politique relativement prudente.

LE

Quand M. Fitrone

M. Charles Fitrone a été nommé président de la commission d'enquête sur les activités de la CIA pendant la présidence de John F. Kennedy. Sa nomination a été faite par le Sénat américain le 15 janvier. Dans l'attente de son arrivée à Washington, M. Fitrone a été nommé directeur adjoint de la commission d'enquête sur les activités de la CIA pendant la présidence de John F. Kennedy. Sa nomination a été faite par le Sénat américain le 15 janvier. Dans l'attente de son arrivée à Washington, M. Fitrone a été nommé directeur adjoint de la commission d'enquête sur les activités de la CIA pendant la présidence de John F. Kennedy.

M. Fitrone a été nommé directeur adjoint de la commission d'enquête sur les activités de la CIA pendant la présidence de John F. Kennedy. Sa nomination a été faite par le Sénat américain le 15 janvier. Dans l'attente de son arrivée à Washington, M. Fitrone a été nommé directeur adjoint de la commission d'enquête sur les activités de la CIA pendant la présidence de John F. Kennedy.

M. Fitrone a été nommé directeur adjoint de la commission d'enquête sur les activités de la CIA pendant la présidence de John F. Kennedy. Sa nomination a été faite par le Sénat américain le 15 janvier. Dans l'attente de son arrivée à Washington, M. Fitrone a été nommé directeur adjoint de la commission d'enquête sur les activités de la CIA pendant la présidence de John F. Kennedy.

Les agences photo contre les com qui leur se

Les agences photo ont été confrontées à une situation délicate lors de la conférence de presse de M. Siles Zuazo. Elles ont été accusées de manipuler les images pour en tirer profit. Les agences photo ont été confrontées à une situation délicate lors de la conférence de presse de M. Siles Zuazo.

M. Siles Zuazo a été confronté à une situation délicate lors de la conférence de presse. Les agences photo ont été accusées de manipuler les images pour en tirer profit. M. Siles Zuazo a été confronté à une situation délicate lors de la conférence de presse.

551 من الال

صناديد الامل

politique

LE VINGT-CINQUIÈME CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

La charge contre les contestataires

Quand M. Fiterman choisit son camp

M. Charles Fiterman s'était montré discret pendant le débat préparatoire au vingt-cinquième congrès du PCF. Sa seule intervention publique avait été une interview au quotidien *Paris ce soir* du 16 janvier, dans laquelle, observant que pour les électeurs, ce n'était pas la question des élections européennes de juin dernier, « la gauche est devenue méconnaissable, introuvable », il dénonçait « la pression en faveur d'une bipolarisation peu conforme à la réalité française ».

L'ancien ministre des transports indiquait que son parti n'excluait pas d'action commune avec (...) le PS, dès lors qu'il y aurait « accord sur (...) des mesures antérieures ». La PCF, précisait M. Fiterman, respecterait des règles pour les élections : « s'opposer aux forces réactionnaires, favoriser tout pas en avant réel », cela « en repoussant aussi bien l'embrassement tactique que l'isolement idéologique et systématique ».

L'ancien ministre des transports s'était engagé, la veille, d'une autre façon en résumant le communiqué du bureau politique qui rendait le PS responsable d'« opérations menées contre le Parti communiste et sa direction avec des méthodes qui s'apparentent à celles de la guerre psychologique » et affirmait que M. Georges Marchais était « le seul à avoir une véritable chance d'être élu à la fin de la décennie ».

M. Fiterman confirmait ainsi que ceux des communistes qui s'étaient engagés dans la bataille pour l'évolution du parti ne devaient compter ni sur son aide ni sur sa sympathie. Prodiges, dans la période qui avait suivi les élections européennes, des conseils de prudence à ceux qui, tel M. Marcel Rigout, avaient cru l'heure venue de provoquer un choc dans le parti, M. Fiterman en avait venu à conforter purement et simplement l'immobilisme de la direction dont il fait partie.

Ce n'est assurément pas un hasard si, dès la deuxième journée du congrès, jeudi 7 février, l'ancien ministre des transports a pris la parole comme à l'improvvisé pour contrer les représentants des tendances critiques vis-à-vis de la direction. Ainsi a-t-il, pour commencer, reproché leur « faute » à M. Rigout et à ses amis de la fédération de la Haute-Vienne. La conférence de cette fédération, voulant éviter que son vote pour un texte qu'elle avait amendé ne fût présenté par la direction du parti comme une approbation de ses positions, avait clairement repoussé, par un second vote, le projet de résolution dans sa rédaction initiale.

Les agences photographiques protestent contre les conditions de travail qui leur sont imposées

Les principales agences de presse photographiques ont protesté, jeudi 7 février, contre les conditions imposées par les représentants du vingt-cinquième congrès du PCF à Saint-Ouen. Constatant que ce qui avait été le cas pendant la première journée, mercredi, les photographes n'ont pas été autorisés par le bureau de presse du PCF et par le service d'ordre à circuler dans les tribunes des défilés ou aux abords de la tribune du congrès. Ils doivent ainsi travailler depuis la tribune de presse, à bonne distance des dirigeants du PCF. Les caméramans de la télévision et les photographes de l'Humanité ont, eux, été autorisés à filmer dans la salle même.

Dans un communiqué, les agences protestent contre « l'interdiction (...) de travailler dans des conditions normales », et déclarent que ce type d'incident, qui, depuis quelques temps, tend à se multiplier et nuit au sérieux d'une information que d'autres préfèrent voir librement. Ce communiqué a été signé par Associated Press, l'Agence France Presse, Black-Star, Collectif-Presse, Gamma, Reuters, Rush, Sipa et Sygma.

Au bureau de presse du PCF, on fait valoir que les photographes ont été admis à photographier parmi les défilés mercredi et qu'ils le seront de nouveau dimanche, jour de la clôture du congrès et de l'élection des dirigeants. Mercredi, pendant la lecture de son rapport, M. Marchais avait pris à partie un photographe qui, ignorant que le secrétaire général du PCF ne veut pas apparaître de dos sur les photographes en raison de sa calvitie, se préparait à prendre, à l'arrière de l'orateur, une vue de celui-ci et de son auditoire pendant la lecture du rapport.

La préférence des Soviétiques, M. François d'Aubert, député UDF de la Mayenne, a estimé, vendredi, que « c'est un procès loufoque que de dire que M. Barre est une tache rouge ».

M. d'Aubert (proche de M. Barre), pour qui M. Robieux « est un propagandiste proche du PS » et « n'évoque que des contre-vérités », a rappelé que l'ancien premier ministre « n'a pas pitié et modéré qui n'a pas plus de sympathies pour l'extrême droite », a-t-il précisé, avait approuvé le discours de M. Mitterrand devant le Bundestag et le déplacement des Fenshing. Il a indiqué que M. Barre est favorable à un dialogue avec l'URSS mais dans le cadre de « relations d'Etat à Etat sans compromis ».

L'indifférence présidait au début de cette deuxième journée du vingt-cinquième congrès du Parti communiste français. Plongés dans la lecture de l'Humanité, les quelque mille sept cents délégués écoutaient d'une oreille distraite les orateurs évoquer les difficultés et les succès de leurs fédérations quand, tout à coup, les têtes se redressèrent, les journaux se plierent : M^{me} Ellen Constans se dirigeait vers la tribune ; la parole était à la Haute-Vienne, une des trois fédérations qui n'avaient pas approuvé le projet de résolution dans sa version initiale.

Dans le Limousin, on est prudent. Les murs du palais des sports de Saint-Ouen n'allaient pas résonner de grands chants contestataires, mais simplement d'une petite musique qui détonait pourtant : une critique des médias comme tout le monde, mais aussi de l'Humanité, sur la façon dont elle avait rendu compte des décisions des communistes de Haute-Vienne ; des rappels, mine de rien, de la bonne santé de la fédération, qui, avec ses voisins, a su « elle » conserver un quotidien régional communiste ; une satisfaction ferme que les statuts du parti et les règles du centralisme démocratique avaient été entièrement respectés ; un accord avec « le fil rouge » du projet de résolution qui, pourtant, a nécessité « beaucoup de temps et d'explications pour être compris par les camarades » ; des remarques quand même sur la nécessité de l'améliorer, notamment sur les responsabilités « des dirigeants à tous les niveaux » dans la mise en œuvre de la stratégie « depuis dix ans » sur l'obligation d'avoir une « expression claire et stable de notre jugement sur les pays socialistes » ; une garantie, enfin : celle d'appliquer « loyalement » les décisions du congrès. Le débat était lancé.

M. Rémy Auché, le premier secrétaire du Pas-de-Calais, se plaignait que l'extérieur avait pesé sur les débats internes du parti et affirmait que la critique ne doit pas « se cristalliser sur des hommes », car « la défense a priori de nos dirigeants doit être la règle générale ». S'il souhaita que « tout le monde reste à bord du parti », c'est à condition

qu'il n'y ait pas dans le PC « d'opinion qui mette en cause notre stratégie ou notre solidarité avec les pays socialistes ».

Un parti « extérieur » à la société

Le ton monta d'un cran avec M. Félix Damette, un autre des porte-parole de la contestation, qui s'exprima sans les précautions de M^{me} Constans. Depuis 1956, le PC communitaire « les dangers d'une alliance au sommet avec les socialistes », Maurice Thorez lui-même l'avait déjà analysé en 1947, après l'éviction des ministres communistes du gouvernement Ramadier, et déjà « il invitait à relativiser les notions de droite et de gauche ». Et si, effectivement, dès le vingt-deuxième congrès en 1976, le PC a commencé à mettre à part une autre stratégie, son « échec » a continué. Certes, « la pesanteur sociologique des masses » a joué, mais « il est dangereux d'expliquer son échec par le fait que le peuple ne nous comprend pas ». D'autant que, pour M. Damette, il y a une autre raison : de 1981 à 1984, la direction a semblé privilégier à nouveau l'accord au sommet avec les socialistes.

Ce n'est pas tout, la direction continue à faire des analyses erronées : « Elle hésite à jouer pleinement des contradictions de la société française » ; ce il est « dangereux de dire simplement que c'est une société bourgeoise en décadence ». De même, il n'est pas possible de vouloir « répondre au coup par coup » aux questions politiques que posent les seconds tours d'élections. Pour lui, la raison de tout cela est simple : « Le parti est extérieur à la société ».

Les contestataires s'étaient découverts, la direction pouvait sonner la charge. M. Max Mublat, du Loiret, de la salle, réclama, « un vrai débat ». On se dit en accord avec le fil rouge du projet de résolution et on vote contre. Vraiment, dit-il, il est indispensable « d'aller au fond des choses ».

Intervention spontanée ou soigneusement programmée ? Le sens

de l'organisation du PC est bien connu. Quelques minutes seulement après le discours de M. Damette, un universitaire girondin avait déjà tout prêt une argumentation en six points pour lui répondre. Il n'en a présenté que deux : « La campagne indigne contre Georges Marchais est inacceptable », et « ce sont nos adversaires qui disent que le parti est extérieur à la société ». M. Luc Verneur, des Côtes-du-Nord, a une autre raison de réfuter cette analyse : « Les communistes qui se battent dans les boîtes ne se posent pas ce genre de problème ». Une remarque qui, au PC, vaut condamnation, sans circonstances atténuantes.

Alors même que la parole était donnée à la salle - qui défendait la direction, - M. Marcel Rigout, mis en cause notamment, ne jugea pas nécessaire de répondre lui-même. Il laissa M. Eric Fabre, premier secrétaire de la Haute-Vienne, tenter de faire face : « Le centralisme démocratique n'interdit pas la discussion ».

M. Fiterman : on ne pouvait faire autrement

Peut-être. Mais pour M. Charles Fiterman, lancé à son tour dans la bataille, le comportement de la Haute-Vienne n'est pas « conforme aux règles du parti » ; c'est « une faute qui a été exploitée très largement par nos adversaires ». Quant aux analyses de M. Damette, elles pèchent « par facilité ».

De toute façon, dit l'ancien ministre des transports, le parti ne pouvait agir autrement : « La victoire de la gauche en 1981 avait créé une grande illusion (...). Très vite on a fait part de nos réserves sur la politique suivie, mais, si on avait été trop loin, on nous aurait accusés de créer les conditions de l'échec (...). Il y avait une expérience dont nous ne pouvions faire l'économie (...), et nous n'avions pas les moyens d'empêcher les socialistes de gouverner comme ils l'entendaient. » « Oui, la société est en décadence, mais les bases de son renouvellement mûrissent à l'intérieur. » « Non, nous ne sommes pas à l'extérieur de la société elle-même ; oui,

nous sommes à l'extérieur du système de toute la classe politique.

Tout était dit ou presque. Dans l'après-midi, M. Henri Krasucki obtint évidemment un triomphe en affirmant : « Je ne vois pas ce que l'on peut reprocher d'essentiel au PC (...) sauf à lui demander de disparaître au profit du PS. » M. Krasucki a conclu : « Des communistes lucides et francs, oui ! Des communistes ouverts, critiques et exigeants envers eux-mêmes, oui ! Des communistes maso, non ! »

La discrétion de M. Le Pors

Comme lui, les autres intervenants soutinrent avec vigueur la direction. Même M. Jean Villanova, premier secrétaire du Puy-de-Dôme, un ancien collaborateur de M. Juquin, qui avait favorisé le débat dans sa fédération, souligna son accord avec la direction, trouvant simplement qu'en juillet 1984 il était grand temps de quitter le gouvernement : « Chez nous, cela tangait sec depuis le début de la sidérurgie », et reconnaissant qu'il avait été « très critique quand nous affirmions que la politique extérieure de François Mitterrand ne posait pas de problème ». Seulement il ajouta que le parti ne devait pas être « monolithique » et que ses statuts « n'obligent pas à être d'accord avec la ligne du Congrès pour être élu dans des organes de direction ». Aussi il espère « qu'on s'écartera peu du comité central des camarades dans l'expérience est riche ». De beaux débats en perspective lors de la séance électorale - à huis clos - de dimanche matin.

M. Anicet Le Pors se contenta lui d'une intervention très théorique qui n'interférerait en rien avec la discussion en cours. Et M. Pierre Juquin, en élève appliqué, prenait notes sur notes, écrivant et travaillant beaucoup. En le boudant ostensiblement, ses voisins de tribune lui ont donné l'occasion de dédicacement préparer le discours qu'il doit prononcer vendredi dans l'après-midi. Ayant vu ce qui est arrivé à ses amis, il doit savoir que sa tâche ne sera pas facile.

THIERRY BREHIER.

LE VOYAGE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE EN PICARDIE

M. Mitterrand promet de « stabiliser » le chômage en 1985

M. François Mitterrand devait achever son voyage en Picardie, ce vendredi 8 février, dans l'Aisne, à Laon, Soissons et Chateau-Thierry. La veille, il avait parcouru l'Oise et la Somme où il avait essentiellement livré son analyse économique et sa conviction que la France était « dans la bonne voie » et qu'il convenait donc « de persévérer ».

Amiens. La chorale du Lycée d'enseignement professionnel de Méru (Oise) ne l'avait certainement pas cherché. Mais le Chant des communistes a été entendu à l'Élat, jeudi 7 février, lors de la pause du déjeuner, résonnant étrangement au premier jour de ce voyage en Picardie marqué par un jeu de cache-cache entre M. François Mitterrand et la CGT. « C'est nous les communistes, dit la chanson. Nous sommes tout eux. Pour gouverner il faut avoir maintes rubans en sautoir (...). Notre règne arrivera quand votre règne finira. »

Les syndicalistes, eux, se sont contentés d'un chœur plus traditionnel, banderoles et slogans de circonstance, sections d'entreprise groupées sur les places de l'hôtel de ville à Beauvais, Compiègne, Abbeville, et dans les deux entreprises visitées par le président de la République, Spontex (Beauvais) et Unior (au site de Montataire). « François, des emplois ! », « Mitterrand, tes engagements ! », « Les travailleurs l'ont élu. Tu les as trahis. Tout au long du parcours de l'Oise à la Somme, la CGT a ainsi égrené ces chaplets de reproches et d'exigences.

Bien qu'ayant déclaré à deux reprises au moins qu'il n'était « ni sourd ni aveugle », le chef de l'Etat s'est comporté comme s'il ne prêtait pas attention à cette hostilité de la rue, servie à chaque étape par quelques dizaines de militants. Il a paru ne pas les voir et a oublié, contrairement à son habitude, d'aller, main tendues et tout sourire, au contact de leurs banderoles.

Cette indifférence marquée n'a fait qu'accroître l'attention du face-à-face en fin de journée entre le président de la République et M. René Lamps, maire communiste d'Amiens. D'autant que « la charge », la veille au soir, de M. Georges Marchais à la tribune du vingt-cinquième congrès du Parti communiste appelait une riposte.

De nos envoyés spéciaux

Attente vaine puisque M. Lamps a choisi de se comporter comme un élu municipal et de ne pas répondre à son compte, publiquement, les thèmes de son parti. A peine a-t-il remarqué que « le droit au travail, le droit à la protection contre le chômage figurent dans la Déclaration universelle des droits de l'homme » et posé cette question : « Est-ce là le prix de la modernisation ? »

Les « chemins de traverse »

A la modération du maire d'Amiens a répondu celle de M. Mitterrand, d'autant que la conscience de sa fonction lui interdit de se lancer dans des polémiques trop directes. Aussi s'est-il contenté, comme il l'avait déjà fait à chacune de ses interventions précédentes, d'affirmer qu'il n'y a pas d'autres remèdes au chômage que la modernisation et le redressement économique. Certes, « il faut reconquérir la réalité du droit au travail ». Mais, a-t-il demandé à M. Lamps, « quel est le moyen le plus sûr ? Connaissez-vous des chemins de traverse ? Moi, je ne les connais pas ». Le chef de l'Etat a aussi assuré son interlocuteur que les socialistes seraient, « croyez-moi, en première ligne pour gagner cette bataille ». « C'est ma préoccupation numéro un ».

Et, puisqu'il avait tout de même choisi de répondre indirectement au PCF, M. Mitterrand a profité pour réaffirmer, comme il l'avait fait tout au long de la journée, les thèses protectionnistes. Fermer les frontières, « c'est impossible », ajoutant : « Ce serait fou. Ce serait une voie étroite, retardatrice, ce serait ruiner la France ».

Pour bien se faire comprendre, le chef de l'Etat a martelé une idée force, presque un slogan : « Le chômage d'aujourd'hui, c'est l'absence de modernisation d'hier ». Manière pour M. Mitterrand de rappeler d'abord à son auditoire communiste et plus largement au pays que les socialistes n'avaient pas à assumer seuls l'héritage de la gestion précédente et qu'ils étaient décidés à persévérer dans une voie qu'ils jugent « bonne ». « Abandonner ici ou là, avait-il déclaré le matin à Beauvais, ce serait ruiner la France. D'autres

chemin. En ce qui concerne le chômage aussi - ce mal, ce désastre », - dont le mouvement de progression sera « stabilisé » cette année, « 1985 ouvrira une période de la courbe, après de réduire la crise et ses effets ».

Un tel discours économique, mais à usage politique a toutefois été pimenté, à Amiens, d'une pincée d'ironie sur le pouvoir de décision dont dispose le chef de l'Etat, et que M. Marchais juge insupportable et « antidémocratique ». Ainsi, au président du conseil régional, M. Walter Amsellem (PS), qui lui demandait d'intervenir dans le détail de la vie locale, M. Mitterrand a fait remarquer : « Si je réponds sur les HLM, je vais alimenter la polémique sur la monarchie en France. On va dire : il s'occupe de tout. Si je ne réponds pas, on va dire : il sert à quoi ? »

PHILIPPE BOGGIO et JEAN-YVES L'HOMEAU.

M. Toubon : un extraordinaire décalage

M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, a déclaré jeudi 7 février à la presse : « On peut comprendre que M. Mitterrand ait cédé aux responsables du PS en acceptant de s'engager en pré-congrès législatif à Rennes et en Picardie, lorsque l'on sait le rôle du Parti socialiste sur le pouvoir. Mais il prend le risque d'être désavoué personnellement et d'affaiblir sa position de président de la République. Il existe en effet un extraordinaire décalage entre son discours et la réalité vécue quotidiennement par les Français, qui ressentent l'inverse de ce qu'il dit ».

« Pour eux la plupart des choses vont plus mal, et c'est seulement sur quelques points qu'il semble y avoir une éclaircie. Y a-t-il un seul jeune qui ait aujourd'hui plus de facilité à trouver un emploi qu'avant 1981 ? Y a-t-il une seule personne âgée qui trouve que la vie soit moins chère ? Y a-t-il une seule personne âgée qui se considère plus en sécurité qu'il y a quelques années ? Il y a des limites à l'électoralisme. Lorsque l'on refuse de prendre en compte les sentiments de la population et que par la propagande on s'efforce de faire oublier la réalité dans le pouvoir est responsable, alors on a une attitude antidémocratique. »

« M. Debré et la proportionnelle. - Pour M. Michel Debré, « une loi instituant la proportionnelle casserait la Constitution ». L'ancien premier ministre a expliqué, jeudi 7 février à Toulouse, que la question de la cohabitation est un problème théorique avec lequel on amuse la galerie. Il a ajouté que « la réalité, c'est la loi électorale proportionnelle destinée d'une part à maintenir à leur siège tous les dirigeants socialistes qui seraient battus au scrutin majoritaire, et d'autre part à faire en sorte que le RPR et l'UDF n'aient pas la majorité absolue ».

VOYAGES EXCEPTIONNELS
12 mai 1985
CONCORDE A MARRAKECH
- 4 jours 8-12 mai : 6 890 F
- 7 jours 12-18 mai : 8 490 F
Ces prix comprennent par personne transport aérien A.R. sur Air France (vol superconfort Concorde à l'aller ou au retour selon vœux choisis).
Séjour hôtel 5 étoiles, dîner-déjeuner en chambre double.
Taux de change : 1 franc = 160,36 francs.
Vente guidée de Marrakech.
Renseignements et réservations :
AMCOM (tél. 1.76.0071)
52, rue de Valenciennes
75006 PARIS - Tél. : 622-96-46

petits pas »

sements étatisés et l'entre

ur le moment, cette concu-
est généralement limitée à la
ration, mais des expériences
en cours pour l'hébergement
à plus dynamiques les entre-
nationales du secteur touro-
ne vient de séjourner en
à l'aviation du ministère de
ture et du tourisme. Des pou-
d'assistance dans le domai-
gestion serait étudiée. Une
résolution et l'on songe que
aprise de M. Trigano est ou
soutpennée d'un sentiment
rafféris.

Algérie, trop longtemps ha-
loger dans les anciens biens
pour un loyer dérisoire, est
à se forger une image d'é-
tétaire responsable. Les beu-
its ont été mis en vente. Beau-
d'immenses neufs seront au-
aux éparpagnants.

Les catégories aisées inveno-
volontiers dans la construc-
tion de maisons individuelles,
certaines des appartements
à biens vacants ne se bouca-
pas pour acquérir un titre de
biens. La vie n'est pas confor-
l'état de dégradation avancée
arties collesives, mais chaus-
roche à sa rente de situation
- tout, une évolution dans les
alités est souhaitée, mais, par
le s'amorce véritablement, il
rait une modification du
socio-économique.

Le voyage à Washington

est devant une vieille garde de
sans doute songeuse que le
Chadli se rendra en avril à la
que du capitalisme. Washing-
La nouvelle, en provenance de
d'Unité, n'a pas été annoncée d'e-
tément à Alger. Les autorités
ident probablement pour le
d'aprir mais au point le pro-
une d'une tournée sur le conti-
américain, dont les Etats-Unis
férent, qu'une étape. Mais,
telle que soient les précautions, le
est là. Le président Chadli sera le
chef de l'Etat algérien à se
en visite officielle chez les
pétroliers yankees, toujours
mises par la presse.

Le voyage fait suite à la visite
du vice-président Bush dans
topos carres sur ce que devien-
« le véritable non-alignement »
d'avec pas trop choqué (il
de du 16 septembre 1983).
usieurs visites ministérielles ont
eu ensuite, malgré un climat
commercial. Les Etats-Unis
longtemps été le second part-
commercial de l'Algérie après
rance. Mais l'Italie et la RFA
ont passées depuis de la
ction substantielle de la
ts de pétrole brut en 1981 et la
ession des enlèvements de par
la compagnie Panamair en dé-
bre 1983. De plus, les compa-
pétrolières américaines ont
à leurs explorations en Algérie,
alors les conditions fiscales in-
es par leur partenaire.

Le 10 octobre 1984, après l'accord
ion entre le Maroc et la Libye,
délégation militaire, conduite
le général Bures, a été reçue
un très bon climat à Alger. On
trait, ensuite, de source unifi-
ce, que l'Algérie, qui a déjà
été aux Etats-Unis douze ans
transport Hercules, n'avait « pas
demandé de matériel milie-
offensif, mais que si une telle
ande était fournie, elle serait
lée avec compréhension.

es Américains voudraient sur-
te de son tête-à-tête avec Nor-
en matière de défense. Les Algé-
s cherchent à rompre le fil sur
changement avec Rabat.
de Washington avec Rabat.
tamment au Sahara occidental
tinent que les Etats-Unis ne
jouer un rôle dans cette affaire.
trait-ce qu'au sein de l'ONU il
n'ont pas activement à convaincre
Américains et d'autres
occidentaux en poste à Alger
is font preuve d'un grand esprit
conciliation dans les tractations
la recherche d'un compromis
sahara.

Le discours du président Chadli
la révision de la charte nationale
sont rien de fondamental
nouveau, mais l'élément iné-
ant le moment où il a été pro-
né. Une minorité de militants et
militants du FLN rechignent
l'engagement dans la recherche
économiques et la recherche d'un
égue avec Rabat. Il s'agit d'un
rappel à l'ordre en montrant
assurément aux Occidentaux
l'absence de leur appui dans
laire sebarrière, que le chef de
sur un plan général, une
et joue, sur un plan général, une
de serrée dans laquelle il faut

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

POLITIQUE

LE CONGRÈS DU FLNKS

M. Tjibaou face à sa base

Changement de décor, changement de ton : dès son retour à Nouméa, vendredi 8 février, M. Dick Ukeiwé, président du gouvernement territorial, sénateur RPR, a affirmé qu'il n'a plus l'intention de s'entretenir avec M. Edgard Pisani, et qu'il avait écrit ce revirement dans une lettre adressée à M. Mitterrand. « A partir du moment où M. Pisani considère de son honneur de s'entretenir avec moi, il n'y a plus de dialogue et nous nous séparons », a-t-il déclaré, se référant aux propos tenus au début de la semaine par le député du gouvernement.

« Il faut que M. Pisani et les autres enlèvent le cadavre qui nous sépare, le cadavre de l'indépendance, a souligné M. Ukeiwé. Tant qu'ils continueront de parler de l'indépendance, ils ne trouveront pas en moi un interlocuteur ».

Le chef du gouvernement territorial, auquel le député RPR, M. Jacques Laffont, et ses amis avaient réservé un accueil présidentiel au petit aéroport de Magenta, dans la périphérie de Nouméa, a aussi invité les « Calédonniens, toutes ethnies confondues, à rester vigilants (...) jusqu'à ce que l'indépendance ait été obtenue ». « Il faut qu'il y ait une volonté », a-t-il écrit, en comparant le choix de l'indépendance à une bête « dont la tête est égarée, mais dont la queue reste encore ».

Le chef du front indépendantiste, M. Jean-Marie Tjibaou, est de retour du Vanuatu (Nouvelles-Hébrides), où il a séjourné vingt-quatre heures à la veille du congrès que le Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS) doit tenir, le samedi 9 février, près de Canala sur la côte est.

De notre envoyé spécial

Nouméa. — Le fantôme d'Eloi Machoro hantait le congrès du Front de libération kanak et socialiste (FLNKS), qui se réunira à huis clos au sein de la tribu de Nakety, où a été enterré le chef de guerre du mouvement indépendantiste abattu le mois dernier par la balle d'un tireur du groupe d'intervention de la gendarmerie nationale.

C'est sur le territoire de la commune de Canala, qui était devenu son fief, que l'ancien séminariste, élu conseiller territorial, avait affirmé sa personnalité militante à partir de 1977, là où il avait ensuite engagé ce qu'il appelait « la reconquête de la Nouvelle-Calédonie ».

C'est là que nous l'avions rencontré pour la première fois, le 26 sep-

tembre 1981, après l'assassinat du secrétaire général de l'Union calédonienne (Pierre Declercq), auquel il allait succéder aux fonctions de secrétaire général de ce parti. Sa réputation de « dur » était déjà établie. Devant trois cents personnes rassemblées devant la mairie, il expliquait ce jour-là que la population de Canala devait tenir un rôle pilote dans « la lutte du peuple kanak pour l'indépendance ». « Les autres canaques regardent d'abord ce que nous, nous faisons, déclarait-il. Donc il faut rester mobilisés ».

Eloi Machoro ajoutait : « La reconquête de la Nouvelle-Calédonie commence par celle de notre région ».

Quant on aura fait le nettoyage de notre région, on passera à celui de Thio, La Foa, Boulouparis. Chaque tribu dressa la liste des gens qui devront partir, nous allons vers la dépression de force, il faut que tout le monde sache que nous sommes déterminés à tirer à fond ».

Trois ans et demi après, le FLNKS, qui a fait depuis le 18 novembre la démonstration de sa capacité à occuper le terrain dans les zones de brousse où la population kanak se trouve en position prédominante, entend bien poursuivre cette « reconquête » jusqu'à l'indépendance en utilisant le plan proposé par M. Pisani ou en engageant d'autres formes d'action.

Le FLNKS ne discutera pas sur la base du contre-projet proposé par le président du gouvernement territorial, M. Dick Ukeiwé (RPR). « Nous avons définitivement refusé toute discussion sur l'autonomie interne depuis le 18 novembre », déclare M. Tjibaou : « revenir ce serait marcher sur la tête de nos morts. Nous n'y reviendrons pas ».

Depuis la mort d'Eloi Machoro, qui faisait volontiers cavalier seul, aucun autre dirigeant indépendantiste ne paraît en mesure de contester l'autorité souple de M. Tjibaou. Celui-ci doit toutefois faire face à une fraction maximaliste composée essentiellement de jeunes militants qui souhaitent voir l'état-major du FLNKS plus offensif sur le terrain, en dépit des négociations en cours avec le député du gouvernement.

Ce n'est pas le samedi 2 février, par le porte-parole de ce courant, la question de savoir si le FLNKS ne devrait pas, sans attendre, entreprendre un blocus économique de Nouméa.

Autodéfense

C'est à Thio, notamment, qu'a été posée, le samedi 2 février, par le porte-parole de ce courant, la question de savoir si le FLNKS ne devrait pas, sans attendre, entreprendre un blocus économique de Nouméa.

Dans l'immédiat, l'état-major indépendantiste préconise une stratégie d'attente qui passe par la mise en place dans les tribus mélanésiennes d'un système d'autodéfense destiné à parer d'éventuelles menaces de la part d'hypothétiques milices de broussards calédoniens.

Pour éviter les débordements dont elle porterait la responsabilité politique, la direction du FLNKS envisage aussi de désigner officiellement un successeur à Eloi Machoro dans les fonctions de coordinateur des actions de la base militante. Un nom est généralement cité : celui de M. Léopold Joredji, trente-sept ans, porte-parole de la chefferie de la tribu de Gelinea, voisine de celle de Nakety, premier adjoint au maire de Canala, qui a tenu un rôle discret mais important au cours de ces dernières années, tant auprès de M. Tjibaou qu'aux côtés d'Eloi Machoro.

ALAIN ROLLAT.

« Les incidents de Maré : jugement de tolérance ». — Le tribunal de Nouméa a rendu, vendredi 8 février, un « jugement de tolérance » en condamnant les quatorze membres du FLNKS poursuivis après les incidents qui avaient fait six blessés à Maré (les Loyautés), le 25 janvier dernier, à des peines souvent assorties de sursis. Un seul d'entre eux a été condamné à deux mois de prison ferme dont un avec sursis. Six autres mélanésiens ont été condamnés à quinze jours fermes et un mois et demi avec sursis, mais ils avaient accompli déjà treize jours de détention préventive. Les autres ont bénéficié d'un sursis complet. (Corresp.)

« Le congrès du Parti progressiste martiniquais ». A l'occasion du dixième congrès du Parti progressiste martiniquais (PPM) qui vient de se tenir à Pointe-à-Pitre, son président, M. Aimé Césaire, député (app. PS), a rappelé l'existence d'une « communauté historique martiniquaise qui doit être en mesure de maîtriser son avenir ». Il a ajouté qu'avec la décentralisation nous ne sommes qu'à la moitié du parcours, avant de préciser : « Ce n'est pas avec un pays abîmé que l'on va à l'autonomie ou à l'indépendance ».

La polémique sur le mode d'élection des conseillers régionaux

Le gouvernement « réfléchit »

En qualifiant de « stupidité » le projet de décret visant à ce que la désignation, par les conseils généraux, des représentants des collectivités territoriales dans les conseils régionaux se fasse à la proportionnelle (alors que, depuis 1973, cette désignation s'effectue au système majoritaire), M. Maurice Pourchon, président socialiste du conseil régional d'Auvergne, a rejoint, dans l'indignation, les responsables de l'opposition. Ces derniers multiplient les déclarations hostiles.

Ainsi, M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, n'a pas manqué de relever, jeudi 7 février, l'identité des positions de M. Pourchon et M. Michel Girard (RPR), président du conseil régional d'Alsace, et président de l'Association nationale des élus régionaux (ANER), qui, selon lui, « démontre que cette opération est condamnable ». Le secrétaire général du RPR y voit aussi « une nouvelle démonstration de l'extrême fertilité de l'esprit de magouille des socialistes ».

De son côté, M. Girard a qualifié le projet gouvernemental d'« indigne, insensé et insupportable ». Le président du conseil régional d'Alsace, qui a l'intention de réunir mercredi 13 février les quatorze présidents des conseils régionaux de l'opposition, a indiqué que, si le décret est publié au Journal officiel, il y aurait « immédiatement » recours devant le Conseil d'Etat.

M. Edgar Faure (UDF-rad), président du conseil régional de Franche-Comté, a confirmé le dépôt d'un tel recours jeudi 7 février et il a laissé entendre que les assemblées départementales pourraient, en attendant l'issue de la procédure, ne pas appliquer les nouvelles règles. Pour l'ancien président du conseil, ce décret « s'éloigne de l'esprit de loyauté qui devrait présider aux compétitions démocratiques ».

Le sénateur du Doubs a expliqué que l'objet « manifeste » du décret est d'« éviter la majorité durable de la part de plusieurs présidents de conseils régionaux qui paraît devoir résulter selon les pronostics courants des élections cantonales prochaines ».

Le projet de décret préparé par M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, de la décentralisation et de l'équipement, ministre de l'Economie et des Finances, Le Garrec, secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique et des réformes administratives devraient prendre la parole lors de ce colloque.

Pour le PS, M. Jospin, premier secrétaire, devrait intervenir, ainsi que M. Michel Charzat, organisateur de cette manifestation en tant que membre du secrétariat national du PS chargé du secteur public.

Ce colloque a été notamment préparé par quatre rapports : « Un Etat efficace dans une société complexe et dynamique », qui sera présenté par M. Jean-Michel Belorgey,

DANS LES ALPES-MARITIMES

Le Front national passe des accords avec plusieurs élus UDF et RPR pour les élections cantonales

De notre correspondant régional

Nice. — Une série d'accords électoraux ont été conclus pour les prochaines élections cantonales dans les Alpes-Maritimes entre le Front national et des candidats de l'UDF et du RPR. Quatre conseillers généraux sortants, MM. Jacques Médecin (canton de Nice 5), député RPR, maire de Nice et président du conseil général, Hervé de Fontmichel (canton de Grasse-sud), UDF-rad, de Grasse, président départemental de l'UDF, Marc Moschetti (canton de Cagnes-est), div. opp., maire de Saint-Laurent-de-Var, et René Pierusch (canton de Nice 7), div. opp., adjoint au maire de Nice, ainsi qu'un candidat « médicaliste » (H. M. Bernard Aiso (Nice 10), ont sollicité et obtenu le soutien du parti de M. Le Pen. Le Front national a, par ailleurs, accordé son investiture à M. Jean Buzoz (UDF), adjoint au maire d'Antibes dans le nouveau canton d'Antibes-centre.

Dans quatre autres cantons de Nice (8, 11, 12, et 14), les candidats patronnés par M. Médecin ont également passé des accords de coexistence réciproque avec ceux du Front national. L'ensemble de ces candidats, à l'exception de M. Buzoz, ont reçu, d'autre part, l'investiture ou le soutien du RPR.

Aux dernières élections européennes, le Front national avait obtenu, dans les Alpes-Maritimes, son meilleur score des six départements de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, avec 21,39 % des voix contre 42,77 % à la liste conduite par M. Simone Veil. La poussée du parti d'extrême droite avait été supérieure à cette moyenne dans sept des huit cantons renouvelables de Nice, ainsi que dans les grandes villes du littoral, dont Antibes (25,42 %), Cagnes-sur-Mer (22,30 %) et Cannes (25,05 %).

Les différents accords conclus à Nice entre le Front national et les candidats « médicalistes » menacent deux élus du PR, MM. Fernand Icart, ancien ministre, dans le canton de Nice 16, et Jacques Dumas-Lafolle dans celui de Nice 8, qui avaient conduit une liste opposée à celle de M. Médecin lors des élections municipales de 1983. Dans ces deux cantons, le Front national a obtenu, aux élections européennes de juin dernier, 25,40 % et 23,29 % des suffrages exprimés. Ses candidats paraissent également bien placés dans les cantons de Nice 3 (la liste conduite par M. Le Pen en juin avait recueilli 20,03 %) et surtout de Nice 14 (la liste du Front national avait recueilli 22,48 % des suffrages et celle de M. Veil 34,19 %).

GUYPORTE.

Un colloque du PS pour « donner un coup d'arrêt à l'anti-étatisme »

Le PS organise, samedi 9 et dimanche 10 février à Paris, un colloque sur le thème « L'Etat et la liberté » (Le Monde date 11-12 novembre 1984). MM. Joxe, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, Bédaride, ministre de l'Economie et des Finances, Le Garrec, secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique et des réformes administratives devraient prendre la parole lors de ce colloque.

Pour le PS, M. Jospin, premier secrétaire, devrait intervenir, ainsi que M. Michel Charzat, organisateur de cette manifestation en tant que membre du secrétariat national du PS chargé du secteur public.

Ce colloque a été notamment préparé par quatre rapports : « Un Etat efficace dans une société complexe et dynamique », qui sera présenté par M. Jean-Michel Belorgey,

et Alphand ont été nommés directeurs généraux au ministère des affaires étrangères à trente-huit ans.

Ces nominations ont sans doute, en leur temps, affaibli le Quai d'Orsay, dégradé son image et mis à son efficacité.


« Je crois donc que c'est ailleurs qu'il faut chercher les raisons de la polémique entretenue par l'Association des anciens élèves de l'ENA depuis deux ans. J'ai moi-même été vice-président de cette association, quand la pluralité des opinions, et également des origines (concours interne et externe), paraissait naturelle, et que les membres du bureau n'étaient pas recrutés sur le seul critère de leurs opinions politiques. Les problèmes du ministère sont bien connus depuis de longues années, et la prévention, sinon souvent le refus, de la formation publique, et comme, d'ailleurs, sa pratique dans bon nombre d'administrations.

« Je crois que ce simple rappel devrait faire justice, dans mon cas, de cette « promotion excessivement rapide » dont j'aurais bénéficié. J'ajoute toutefois qu'au moins deux de mes camarades de promotion de l'ENA sont déjà directeurs dans une administration assez modeste que le ministère de l'Economie et des Finances, sans que cela ait, semble-t-il, soulevé la moindre émotion, et que trois de mes prédécesseurs à Matignon ont été nommés directeurs ou ambassadeurs, à l'issue, comme moi-même, de leur séjour auprès du premier ministre. Je vous ferai grâce de la longue liste des directeurs d'administration centrale plus jeunes que moi, mais je ne résiste pas, tout de même, au plaisir de rappeler que MM. Couve de Murville

essentiellement à la naissance, la fortune, ou, à l'occasion, le mariage. « Pendant que ces messieurs étaient « poursuivis par leurs études », je travaillais, moi, des classes ou des dortoirs, et je passais des concours, beaucoup de concours, sans bénéficier encore, à l'époque, de la formation permanente. Voilà, nous sommes de plus en plus nombreux au Quai d'Orsay, fonctionnaires d'origine modeste, de tous recrutements et toutes orientations philosophiques, purs produits de l'école de la République, à qui l'on a inculqué le sens du devoir, du service public et de la neutralité. Après avoir occupé de délicates fonctions de responsabilité, je vais, pour ma part, l'âme en paix.

« Cela est bien évidemment intolérable pour ceux à qui la « Carrière » était grande ouverte avec le seul passeport familial. Mais voyons, quelle incongruité, ce Garcia, ce monsieur dont on confond le nom avec celui du chef du garage (1), à maintenant présence sur nos comités et autres petits marquis ! Quel chagrin ! « Ce que demandent les fonctionnaires du Quai d'Orsay, c'est seulement d'être jugés, non plus sur leur talent d'intriguer à la Cour, mais sur leur compétence, leur sérieux, leur travail, et éventuellement leur courage, car il en faut de plus en plus dans ce métier qui devient dangereux, rien d'autre. Sur ce terrain-là, je le dis, vous le voyez, préférez-vous à leurs contacts, je ne crains aucun des signataires de la lettre qui vous a été adressée. »

(1) Le chef de garage du Quai d'Orsay est M. René Garcia (NDLR).



LE MONDE diplomatique

NUMÉRO DE FÉVRIER

L'EMPIRE DU DOLLAR
(Claude Julien)

L'ETHIOPIE DE LA FAMINE
SOUS LE FEU DES PROJECTEURS
(Colette Braeckman)

LA FAIM DANS LE MONDE
(Susan George, Jacques Chonchol et Alain Vidal-Naquet)

L'EPOPEE HEROIQUE DES FALACHAS
(Olga Kapeliouk)

L'INTERNATIONALE MOON
Une puissance au service de l'anticommunisme
(Enquête de Jean-François Boyer et Alejandro Alem)

LA RESPONSABILITE DES BANQUES AMERICAINES
DANS LE SURENDETTEMENT DU TIERS-MONDE
(Gilles Couture)

QU'ATTENDRE DES BANQUES ISLAMQUES ?
(Amadou Kane)

COMMENT PERPETUER LA DOMINATION
SUR LES TELECOMMUNICATIONS ?
(Dan Schiller)

- Soudan : l'autre désastre (Alain Gérard).
- La voie étroite de la révolution au Burkina (Pascal Labazée).
- La prudence du Koweït dans un Golfe troublé (Olivier De Lage).
- Sentier lumineux au Pérou : la « quatrième époque » a-t-elle trouvé son prophète ? (Marc Ferro).
- Deux visions du monde à l'ENA (Odon Vallet).
- Japon : nouvelles stratégies (supplément).
- Caméras politiques : « Voyage à Cythère » (Ignacio Ramonet et Théo Angelopoulos).
- Les livres du mois : « Harmonies japonaises » (Yves Florenne). — « La Panthère et le Chevreau », de György Ronay, (Marie-Françoise Allain). — « Mémoires du feu », d'Eduardo Galeano (Ignacio Ramonet). — « La politique africaine de M. Mitterrand » (Gilbert Comte).
- Politique et littérature : L'imaginaire socialiste (Yves Tawet).

UN ROMAN DE RENÉ-VICTOR PILHES
« La Pompéi » (extraits)

EN VENTE : 11,50 F, CHEZ LES MARCHANDS DE JOURNAUX ET AU MONDE
5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 08

سكنا من الاموال

UNE ETUDE SUR LE

Le my

Il y a deux ans, François Mitterrand a été élu président de la République. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages.

Le my

Il y a deux ans, François Mitterrand a été élu président de la République. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages.

Le my

Il y a deux ans, François Mitterrand a été élu président de la République. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages.

Le my

Il y a deux ans, François Mitterrand a été élu président de la République. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages.

Le my

Il y a deux ans, François Mitterrand a été élu président de la République. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages.

Le my

Il y a deux ans, François Mitterrand a été élu président de la République. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages.

Le my

Il y a deux ans, François Mitterrand a été élu président de la République. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages.

Le my

Il y a deux ans, François Mitterrand a été élu président de la République. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages.

Le my

Il y a deux ans, François Mitterrand a été élu président de la République. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages.

Le my

Il y a deux ans, François Mitterrand a été élu président de la République. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages.

Le my

Il y a deux ans, François Mitterrand a été élu président de la République. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages.

Le my

Il y a deux ans, François Mitterrand a été élu président de la République. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages.

Le my

Il y a deux ans, François Mitterrand a été élu président de la République. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages.

Le my

Il y a deux ans, François Mitterrand a été élu président de la République. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages.

Le my

Il y a deux ans, François Mitterrand a été élu président de la République. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages.

Le my

Il y a deux ans, François Mitterrand a été élu président de la République. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages.

Le my

Il y a deux ans, François Mitterrand a été élu président de la République. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages.

Le my

Il y a deux ans, François Mitterrand a été élu président de la République. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages.

Le my

Il y a deux ans, François Mitterrand a été élu président de la République. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages.

Le my

Il y a deux ans, François Mitterrand a été élu président de la République. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages.

Le my

Il y a deux ans, François Mitterrand a été élu président de la République. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages.

Le my

Il y a deux ans, François Mitterrand a été élu président de la République. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages.

Le my

Il y a deux ans, François Mitterrand a été élu président de la République. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages.

Le my

Il y a deux ans, François Mitterrand a été élu président de la République. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages.

Le my

Il y a deux ans, François Mitterrand a été élu président de la République. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages.

Le my

Il y a deux ans, François Mitterrand a été élu président de la République. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages.

Le my

Il y a deux ans, François Mitterrand a été élu président de la République. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages.

Le my

Il y a deux ans, François Mitterrand a été élu président de la République. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages.

Le my

Il y a deux ans, François Mitterrand a été élu président de la République. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages.

Le my

Il y a deux ans, François Mitterrand a été élu président de la République. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages.

Le my

Il y a deux ans, François Mitterrand a été élu président de la République. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages.

Le my

Il y a deux ans, François Mitterrand a été élu président de la République. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages.

Le my

Il y a deux ans, François Mitterrand a été élu président de la République. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages.

Le my

Il y a deux ans, François Mitterrand a été élu président de la République. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages.

Le my

Il y a deux ans, François Mitterrand a été élu président de la République. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages.

Le my

Il y a deux ans, François Mitterrand a été élu président de la République. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages.

Le my

Il y a deux ans, François Mitterrand a été élu président de la République. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages.

Le my

Il y a deux ans, François Mitterrand a été élu président de la République. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages.

Le my

Il y a deux ans, François Mitterrand a été élu président de la République. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages.

Le my

Il y a deux ans, François Mitterrand a été élu président de la République. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages.

Le my

Il y a deux ans, François Mitterrand a été élu président de la République. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages.

Le my

Il y a deux ans, François Mitterrand a été élu président de la République. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages.

Le my

Il y a deux ans, François Mitterrand a été élu président de la République. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages.

Le my

Il y a deux ans, François Mitterrand a été élu président de la République. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages.

Le my

Il y a deux ans, François Mitterrand a été élu président de la République. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages.

Le my

Il y a deux ans, François Mitterrand a été élu président de la République. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages.

Le my

Il y a deux ans, François Mitterrand a été élu président de la République. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages.

Le my

Il y a deux ans, François Mitterrand a été élu président de la République. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages.

Le my

Il y a deux ans, François Mitterrand a été élu président de la République. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages.

Le my

Il y a deux ans, François Mitterrand a été élu président de la République. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages.

Le my

Il y a deux ans, François Mitterrand a été élu président de la République. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages.

Le my

Il y a deux ans, François Mitterrand a été élu président de la République. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages.

Le my

Il y a deux ans, François Mitterrand a été élu président de la République. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages.

Le my

Il y a deux ans, François Mitterrand a été élu président de la République. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages.

Le my

Il y a deux ans, François Mitterrand a été élu président de la République. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages.

Le my

Il y a deux ans, François Mitterrand a été élu président de la République. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages.

Le my

Il y a deux ans, François Mitterrand a été élu président de la République. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages.

Le my

Il y a deux ans, François Mitterrand a été élu président de la République. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages.

Le my

Il y a deux ans, François Mitterrand a été élu président de la République. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages.

Le my

Il y a deux ans, François Mitterrand a été élu président de la République. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages.

Le my

Il y a deux ans, François Mitterrand a été élu président de la République. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages.

Le my

Il y a deux ans, François Mitterrand a été élu président de la République. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages.

Le my

Il y a deux ans, François Mitterrand a été élu président de la République. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages.

Le my

Il y a deux ans, François Mitterrand a été élu président de la République. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages.

Le my

Il y a deux ans, François Mitterrand a été élu président de la République. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages.

Le my

Il y a deux ans, François Mitterrand a été élu président de la République. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages.

Le my

Il y a deux ans, François Mitterrand a été élu président de la République. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages.

Le my

Il y a deux ans, François Mitterrand a été élu président de la République. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages.

Le my

Il y a deux ans, François Mitterrand a été élu président de la République. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages.

Le my

Il y a deux ans, François Mitterrand a été élu président de la République. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages.

Le my

Il y a deux ans, François Mitterrand a été élu président de la République. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages.

Le my

Il y a deux ans, François Mitterrand a été élu président de la République. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages.

Le my

Il y a deux ans, François Mitterrand a été élu président de la République. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages.

Le my

Il y a deux ans, François Mitterrand a été élu président de la République. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages.

Le my

Il y a deux ans, François Mitterrand a été élu président de la République. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages.

Le my

Il y a deux ans, François Mitterrand a été élu président de la République. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages.

Le my

Il y a deux ans, François Mitterrand a été élu président de la République. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de son mandat est une histoire de sondages. L'histoire de

société

ARIANE LANCE DEUX SATELLITES

Pour son deuxième tir, la fusée européenne Ariane devrait mettre sur orbite, dans la nuit du 8 au 9 février, à 1 h 16 (heure de Paris), deux satellites de télécommunications appartenant à des pays en voie de développement : Brasilsat, pour le Brésil et, pour les pays de la Ligue arabe, Arabesat 1. A ce titre, la nouvelle mission confiée à Ariane-3 est donc importante pour l'image de marque du lanceur européen auprès des pays du tiers-monde, même si, en juin 1981, Ariane avait mis sur orbite avec succès un satellite de télécommunications indien. Mais elle l'est aussi pour l'industrie européenne, qui pèse tant pour exporter des contrats de fourniture de satellites de télécommunications, de télévision directe ou de météorologie à l'exportation.

Les succès à venir des deux industries, celle des lanceurs et celle des satellites, sont en effet

étroitement liés, comme en témoignent les résultats des concurrents américains. Dans ce contexte, Ariane a déjà bien rempli sa part de contrat puisqu'elle a déjà effectué six parcs pour onze tentatives le nombre de lancements réussis. Ces performances n'ont, bien sûr, pas été sans conséquences heureuses pour le promoteur du lanceur Ariane, la société Arianespace, qui fait état d'un carnet de commandes, dont certaines sont américaines, de plus de 7 milliards de francs.

Une sacrée épave dans le pied de la NASA qui, par la voix de son « patron », M. James Beggs, a fait savoir que les Européens s'affirment comme des concurrents de plus en plus redoutables sur le marché des lancements de satellites. Les décisions prises par la récente

conférence des ministres européens de l'espace, et notamment le développement du lanceur lourd Ariane-5, devraient nourrir cette inquiétude. « Notre position », a dit M. Beggs devant une commission de la Chambre des représentants, « s'est détériorée au cours de l'année passée. J'étais, à-t-il ajouté, plus optimiste pour l'avenir. Il y a deux ou trois ans j'aurais pu dire que nous étions capables de conserver la part du lion ». Ces propos, sans masquer une certaine réalité, ne sont peut-être pas dénués d'intentions; peut-être ont-ils été prononcés pour inciter les États américains à donner plus d'argent à la NASA. Il reste au lanceur européen à confirmer ses capacités en réalisant le tir du 9 février.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

Les structures du Muséum d'histoire naturelle sont profondément modifiées

Le Journal officiel du 8 février publie le décret modifiant les structures du Muséum national d'histoire naturelle de Paris. Ce décret, qui remplace celui du 10 juin 1973, est à peu près semblable au projet que le Monde avait présenté et communiqué le 8 mai 1984 : il vise à restructurer profondément les structures de cet établissement, qui, depuis la Convention des années cinquante, n'y a pas eu de véritable réforme.

L'assemblée des professeurs (douze en 1973, vingt-six actuellement) est remplacée, comme organe de décision et de gestion, par un conseil d'administration composé de huit personnes extérieures nommées en raison de leurs compétences, de seize membres élus par cinq collèges électoraux différents, regroupant les différentes catégories de personnel, et du président de chacune des trois sections du conseil scientifique.

La triple mission traditionnelle du Muséum — conservation des collections; recherche; enseignement et muséologie — est maintenue. Trois sections seront constituées de membres nommés par le directeur ou par

le ministre de l'éducation nationale, et de membres élus par les collèges d'électeurs tous éligibles.

Le directeur, choisi parmi des vingt-six professeurs et les soixante-neuf maîtres de conférences, est nommé par le ministre chargé des universités après avis du conseil d'administration et du conseil scientifique. Son mandat est de cinq ans, renouvelable une fois.

Les laboratoires et services de recherche, de muséologie ou d'enseignement sont répartis en départements, dont certains ont leur budget propre dans le cadre du budget du Muséum. Chaque département est dirigé par un directeur assisté d'un conseil composé de membres nommés et de membres élus par les cinq collèges. Les directeurs sont élus par le conseil de leur département, à l'exception de ceux qui, étant à la tête de départements disposant d'un budget propre, sont nommés par le ministre chargé des universités.

Les élections aux conseils commenceront dans un délai de trois mois, après la publication du décret; la mise en place des nouvelles structures du Muséum se fera alors progressivement.

Brasilsat : un point de rencontre pour le désert vert

De notre correspondant

Rio-de-Janeiro. — La présence de Brasilsat dans le ciel amazonien permettra de désenclaver les dernières régions isolées du pays, qui sont traversées par des rivières et des forêts denses. La quasi-totalité de la forêt d'Amazonie, laquelle couvre plus de 40 % du territoire brésilien.

C'est à Guaratiba, près de Rio-de-Janeiro, qu'est installé le centre d'opérations chargé de placer Brasilsat dans sa position définitive, en un point de l'espace situé au-dessus de la localité de São Gabriel-da-Cachoeira, au nord de l'État d'Amazonas, près de la frontière avec le Venezuela et la Colombie.

Le satellite brésilien — qui sera lancé en même temps qu'un satellite appartenant à plusieurs pays arabes — a un équipement qui permet l'établissement de douze mille liaisons téléphoniques simultanées ou la transmission de quatre programmes de télévision entre n'importe quels points du territoire. Un quart du Brésil, actuellement, ne peut pas recevoir d'images télévisées. Cette lacune sera comblée avec Brasilsat, qui permettra de relier

au reste du pays les fermes isolées, les villages perdus dans la jungle, les bases de prospection pétrolière, en forêt ou en mer, et les bateaux qui naviguent près des côtes.

Un autre satellite, Brasilsat-II, sera lancé en août. Il prendra la relève du premier en cas de défaillance technique. La durée de vie prévue des deux engins est de huit ans. C'est une firme canadienne, Spar Aerospace, qui les a construits, emportant un marché qui était convoité par les fabricants français. Le coût total de l'opération — 207 millions de dollars payables en quatorze ans, avec un délai de grâce de quatre ans — sera largement compensé par ses avantages. Le satellite est particulièrement adapté, en effet, aux besoins et à la morphologie du pays. Le système qui a servi jusqu'à présent au Brésil à étendre et à moderniser son réseau de télécommunications nécessite la construction de répéteurs, difficiles à installer dans le désert vert amazonien, resté, sur plusieurs millions de kilomètres carrés, impénétrable, sans routes et sans électricité.

CHARLES VANHECKE.

UN ÉQUIPAGE ENTièrement FÉMININ POUR UN VOL D'AIR INTER

L'équipage du biréacteur Mercure, qui assurait le vol Air Inter IT 035, le 8 février, entre Paris et Nîmes, aura réjoui le cœur du ministre chargé des droits de la femme. En effet, la totalité de son équipage était composée de femmes. Les trois hôtesses, mais aussi le commandant de bord, Anne-Marie Petitier, son copilote et l'officier mécanicien appartenant à « l'autre moitié du ciel », comme disent les Chinois.

A l'atterrissage, l'annonce de cette homogénéité féminine a soulevé l'enthousiasme des passagers qui ont vigoureusement applaudi. Il s'agissait essentiellement d'hommes d'affaires.

Air Inter compte deux femmes commandants de bord, deux copilotes et deux officiers mécaniciens. Mais c'est la première fois que la totalité d'un équipage est féminin.

DES ASTRONOMES ALLEMANDS AURAIENT DÉCOUVERT UNE NOUVELLE RADIOGALAXIE

Une nouvelle radiogalaxie a été découverte, derrière la Voie lactée, dans la bande d'onde des 11 centimètres, par les chercheurs de l'Institut Max-Planck, de radioastronomie de Bonn.

Selon les chercheurs de l'Institut Max-Planck, la nouvelle radiogalaxie a une forme atypique très allongée et possède un petit noyau en forme de point, qui émet de grandes quantités d'énergie, l'équivalent, affirme le Max-Planck, de dix milliards d'étoiles comparables au Soleil.

Aucune étoile de cette galaxie n'a pu être photographiée, d'épais nuages de gaz et de poussière se trouvant à proximité. Sa taille exacte n'est pas encore établie. L'Institut Max-Planck a proposé de baptiser la nouvelle galaxie « Bonn-1001 ». — (AFP.)

Arabsat : une première pour les communications inter-Etats

(Suite de la première page.)

Arabsat-I constitue cependant une arme à double tranchant. Il renforcera l'unité culturelle du monde arabe, mais ne manquera pas de poser de graves problèmes dans un ensemble géographique, politique et social profondément divisé en pays monarchiques, républicains, conservateurs et progressistes. Les vingt-deux États de la Ligue des États arabes ne sont pas parvenus jusqu'à présent à mettre sur pied une politique d'information commune, et rares sont les pays arabes qui admettent sur leur territoire les journaux paraissant chez leurs voisins.

Le fonctionnement des sept canaux de télévision et le canal pour la télévision semi-directe permettant des réceptions communautaires à l'aide de petites antennes posent les mêmes problèmes mais à une plus grande échelle.

Le choix des programmes sera en effet extrêmement difficile si on prend en considération les divergences politiques qui opposent la plupart des pays arabes. Si les programmes religieux qui constitueront une importante partie des émissions feront l'unanimité, on ne peut pas en dire autant de ce qui concerne le traitement de l'unité politique, particulièrement délicate. Il est donc vraisemblable et même certain que les sujets les plus épineux tels que le conflit du Sahara occidental qui oppose

l'Algérie au Maroc, la guerre du Golfe ou la Syrie et la Libye ont des positions différentes de la quasi-totalité du monde arabe seront dans un premier temps occultés. Même le conflit israélo-arabe qui divise les États arabes en « modérés » et « radicaux », ainsi que le problème palestinien ne feront pas l'unanimité. Arabsat sera donc obligé d'observer une prudence de chaque instant qui risque à la longue d'éduquer le contenu de ses programmes.

La SNIAS maître d'œuvre

En attendant, un programme expérimental d'une durée de six mois, devrait commencer le 1^{er} octobre prochain, avec les stations terrestres déjà existantes. Une vingtaine sont prévues, mais la plupart ne sont pas construites.

Le lancement d'Arabsat-I constitue une première pour le monde arabe, mais aussi pour une entreprise française, la Société nationale industrielle aérospatiale (SNIAS). Pour la première fois en effet, une entreprise européenne s'est vu confier la maîtrise d'œuvre d'un système de satellites qui ne soit pas européen. La SNIAS, il est vrai, partage la commande avec cinq autres entreprises (2), notamment avec la firme américaine Ford Aerospace, à qui revient plus de la moitié de ce contrat de 134 millions de dollars (valeur 1981, soit près de 744 millions de francs). Mais la fourniture des satellites Arabsat n'en reste pas moins, pour la société française, un réel succès à l'exportation.

(2) Placées sous la maîtrise d'œuvre de la SNIAS, plusieurs entreprises industrielles se partagent la réalisation des satellites Arabsat : Ford Aerospace (États-Unis), notamment responsable de la charge utile de communication et du système de propulsion, mais aussi Selenia (Italie), AEG-Telefunken et MBB (Allemagne fédérale), MDAC (États-Unis) et Bertin (France).

DES ASTRONAUTES SAOUDIENS ?

Les États-Unis ont invité l'Arabie saoudite à présenter des candidats pour participer à des missions spatiales américaines. Le roi Fahd s'est déclaré « particulièrement satisfait » de cette proposition de la NASA (administration américaine de l'aéronautique et de l'espace). Il a précisé que le ministère saoudien de la défense allait soumettre une liste de candidats. — (AFP.)

JUSTICE

A PARIS

Les effets « globalement positifs » de la loi sur la détention provisoire

La nouvelle loi sur la détention provisoire, entrée en vigueur le 1^{er} janvier, a déjà des effets « globalement positifs », a déclaré, jeudi 7 février, M. Michel Jéol, procureur de Paris, au cours d'un débat organisé au Palais de justice par l'Union des jeunes avocats de la capitale. La nouvelle procédure prévoit un débat contradictoire dans le cabinet du juge d'instruction entre le représentant du parquet et l'avocat, au moment où le magistrat instructeur prend la décision d'incarcérer ou non l'inculpé.

M. Jéol est convaincu que l'institution du débat contradictoire a eu pour effet de réduire le nombre des incarcérations décidées finalement par les juges d'instruction. De janvier 1984 à janvier 1985, le nombre de mandats de dépôt qu'ils ont délivrés est passé de 587 à 417, tandis que celui des personnes placées sous contrôle judiciaire augmentait de 135 à 155. Compte tenu de ces différents éléments statistiques, et de l'augmentation, d'une année à l'autre, des délits, le procureur de Paris évalue à 10 % la diminution, au stade de l'incarcération, du nombre de prévenus dus à la nouvelle loi, même si, e-t-il reconnu, il est un peu tôt pour tirer des conclusions définitives de cette réforme.

B. L. G.

CRÉATEURS D'ENTREPRISES

VOTRE SIÈGE SOCIAL A PARIS À PARTIR DE 180 F HT PAR MOIS
Réception et réexpédition du courrier
Permanence téléphonique/permanence fax
Rédaction d'actes et constitution de sociétés.

GEICA/296-41-12/56 bis, rue du Louvre, 75002 Paris.

Inquiétudes

Les nouvelles structures imposées au Muséum soulèvent quelques remarques et quelques inquiétudes sur ses capacités futures à continuer à tenir son rôle.

Le directeur ne sera pas forcément un professeur. En outre, les représentants des professeurs et maîtres de conférences n'auront pas, et de loin, la majorité dans le conseil (quatre sur vingt-sept membres du conseil d'administration notamment). De plus, toutes les élections imposées par ces nouvelles structures risquent de plonger le Muséum dans une fièvre électorale permanente à l'échelle de laquelle les meilleurs chercheurs auront probablement tendance à se tenir. Enfin, l'autorité du directeur du Muséum ne sera sûrement pas très affirmée sur les directeurs de département nommés par le ministre.

A propos des départements dotés d'un budget autonome, il est vraisemblable que ceux qui

demandent à bénéficier de ce régime particulier seront ceux qui « gagnent de l'argent », qui souhaitent se réserver leurs ressources propres et peut-être même demanderont à devenir totalement indépendants.

L'État a toujours été d'une extrême parcimonie envers le Muséum : en 1984, sa subvention a été de 12 millions de francs, alors que les ressources propres de cet établissement ont été de 28 millions de francs. Comment les départements « pauvres » pourront-ils travailler, s'équiper et faire face aux travaux, parfois énormes, nécessités par le débordement général des bâtiments et des installations ? Il faut enfin rappeler que six des vingt-six laboratoires, dont deux de botanique, sont actuellement « sans professeur-directeur ».

YVONNE REBEYROL.

MÉDECINE

Tous les médicaments vendus en France subiront un contrôle rigoureux

Le professeur Jacques Dangoune, directeur de la pharmacie et du médicament (secrétariat d'État à la santé), a annoncé le 7 février le début de la dernière phase d'un « toilettage » scientifique de l'ensemble des médicaments présents sur le marché français. Cette opération de contrôle, qui concerne environ cinq mille spécialités pharmaceutiques, devra être terminée en 1990, conformément aux engagements pris par la France en 1975 devant la CEE.

Depuis dix ans, les autorités sanitaires françaises se sont attelées à une tâche essentielle — et néanmoins mal connue du grand public — celle de justifier scientifiquement l'existence des spécialités pharmaceutiques. Une entreprise, qui n'est pas sans risque : le médicament comme la prescription médicale ne sont pas toujours réduits à des données rationnelles.

C'est ainsi que, depuis 1976, les autorisations de mise sur le marché délivrées par la direction de la pharmacie et du médicament ne sont accordées qu'au vu d'un épais dossier concernant la qualité de fabrication du produit, son efficacité réelle démontrée et reproductible, ainsi que son innocuité. Parallèlement est menée une entreprise de « reculture » du dictionnaire Vidal, instrument essentiel de la pratique médicale quotidienne. Naguère proche d'un catalogue publicitaire, le Vidal devient ainsi progressivement un véritable instrument de travail.

La tâche n'est pas terminée. Loin s'en faut. Fidèle à ses engagements pris en 1975 devant la CEE, la France annonce aujourd'hui que, au rythme de deux classes thérapeutiques tous les six mois, tous les médicaments dont les autorisations de mise sur le marché avaient été données avant le 1^{er} décembre 1976 (soit environ cinq mille spécialités) devront, eux aussi, passer au « criblé scientifique ». Si ce contrôle était réalisé avec toute la rigueur qui prévaut depuis quelques années, de nombreuses substances seraient rayées des listes, faute, le plus souvent, de pouvoir faire la preuve d'une efficacité sans faille. Ce ne sera pas le cas : les risques financiers, politiques et médicaux, on semble disposé à le laisser à la « petite médecine ».

Ainsi, plutôt qu'à des retranchements du marché, il faut s'attendre à des changements d'indication et de dénomination : l'extrait d'ail, par

exemple, ne pourra plus être présenté comme un médicament antihypertenseur et les « petits » sédatifs n'auront plus droit à l'appellation d'anxiolytiques. Ni les taux de remboursement ni les médicaments homéopathiques ne sont concernés par ce dispositif, qui avait été conçu au départ comme le préalable à la libre circulation des médicaments au sein de la CEE. Une libre circulation qui est difficile à atteindre, en raison des différences dans les systèmes de prix et de prises en charge sociale.

JEAN-YVES NAU.

CRÉATION D'UN DIPLOME NATIONAL DE MÉDECINE DES CATASTROPHES

M. Haroun Tazieff, secrétaire d'État aux risques majeurs, vient d'annoncer la création d'un diplôme national de médecine des catastrophes.

Des enseignements de ce type existent déjà à l'hôpital Henri-Mondor de Créteil depuis 1981 (service du professeur Huguenard), ainsi qu'à Bordeaux, Marseille, Toulouse et Nancy. Les 251 médecins déjà formés peuvent intervenir en cas de tremblements de terre, grands incendies, ruptures de barrage, explosions, avalanches, catastrophes minières, guerres civiles. Cet enseignement sera maintenant sanctionné par un diplôme. Il nécessite l'acquisition de compétences dans le domaine des soins d'urgence, de l'anesthésie et de la réanimation, de la chirurgie et de la médecine légale. Des exercices pratiques sur le terrain sont faits en collaboration avec le service de santé des armées, les pompiers ou les unités de sécurité civile.

Demain dans Le Monde 1975-1985 L'AVORTEMENT, LA LOI ET LA MORALE

- Une enquête de la rédaction du Monde
- Les interviews de Simone Veil et Yvette Roudy
- Les reportages de nos correspondants à Tokyo et à Washington.

551 من الامن

Page 3 de la déclaration

ATTENTION. — Ne portez jamais de crochets
Arrondissez toujours au franc inférieur afin d'éviter toute erreur d'imposition

0) Revenus ayant donné lieu au prélèvement libératoire

Vous devez mentionner au § 0 les revenus pour lesquels vous avez opté ou qui ont supporté d'office un prélèvement forfaitaire libératoire. Ne négligez pas cette obligation car la loi a prévu une très lourde amende pour sanctionner les omissions volontaires.

Doivent ainsi être déclarés :

- ligne V, les produits de placements à revenu fixe (obligations, créances, dépôts, prêts, bons, etc.) à l'exclusion des revenus placés sous le régime de l'annuité, des intérêts des livrets A, livret bleu du Crédit mutuel, livret d'épargne populaire, CODEVI,

compte d'épargne-logement, livret du travailleur manuel ou livret d'épargne d'entreprise ;

- ligne Y, les profits de construction pour lesquels vous avez opté pour le régime du prélèvement libératoire de 50 %.

● NOUVEAU : les profits de construction déclarés ligne Y supportent une contribution complémentaire de 1 % si vous êtes imposable à l'impôt sur le revenu.

Le montant du prélèvement doit être inscrit colonne B.

1) Revenus des valeurs et capitaux mobiliers

(Quel que soit leur pays d'origine : France ou étranger)

a) Revenus de créances, dépôts, cautionnements et comptes courants (ligne S).

● Doivent être déclarés sous cette rubrique, pour leur montant brut et lorsque ils ne sont pas inclus dans les recettes provenant de l'exercice d'une profession industrielle, commerciale, artisanale ou agricole, les produits :

- des créances hypothécaires, privilégiées et chirographaires, à l'exclusion de celles représentées par des obligations et des effets publics (qui doivent être déclarés à la ligne V) ;
- des dépôts de sommes d'argent à vue ou à échéance fixe ;
- des cautionnements en numéraire ;
- des comptes courants ;
- des clauses d'indemnité afférentes aux sommes mises ou laissées à la disposition des sociétés par leurs associés ;
- des produits des bons de capitalisation d'une durée inférieure à six ans, à défaut d'option pour le prélèvement libératoire.

Pour les bons de caisse, il faut ajouter au produit perçu le montant du crédit d'impôt, ce dernier étant par ailleurs porté ligne Z.

● Sont à déclarer au § 0 les produits qui ont été soumis au prélèvement libératoire.

● Sont exonérés d'impôt les intérêts des sommes inscrites sur un livret A de caisse d'épargne, sur un livret bleu d'une caisse de crédit mutuel, sur un compte d'épargne-logement (ou un plan), sur un livret d'épargne du travailleur manuel, un CODEVI ou un livret d'épargne d'entreprise.

b) Avances, prêts ou acomptes reçus en tant qu'associé de sociétés de capitaux (ligne T).

Il s'agit des sommes mises à la disposition des associés des sociétés de capitaux et qui, sauf preuve contraire, sont considérées comme des revenus distribués.

c) Revenus de valeurs mobilières (lignes U, V, W et X).

● Il s'agit :

- des intérêts, arrérages et produits de toute nature des obligations, effets publics et autres titres d'emprunts négociables ;
- des revenus des actions et parts sociales distribués par des personnes morales soumises ou non à l'impôt sur les sociétés, à l'exception des sommes distribuées aux associés en nom.

2) Revenus fonciers

● Ne sont à déclarer ici que les revenus des immeubles bâtis ou non bâtis donnés en location et les revenus des immeubles dont le contribuable se réserve la jouissance, mais qui ne sont pas affectés à l'habitation (terrains non cultivés réservés à la chasse...), ainsi que les revenus accessoires qui ont leur origine dans le droit de propriété ou d'usufruit (droit d'affichage, droit de chasse...) et qui proviennent de propriétés dont vous vous réservez la jouissance ou que vous donnez en location. Il en est ainsi par exemple des sommes perçues en contrepartie de la location, à un particulier ou à une société, de panneaux ou d'emplacements publicitaires situés sur un terrain ou une maison vous appartenant.

ATTENTION ! — Les entreprises ou les professionnels de la publicité doivent déclarer à l'administration fiscale les sommes versées au titre du droit d'affichage.

● Les dépôts de garantie sont déclarés, le cas échéant, au départ du locataire. (Conseil d'Etat, 8 mai 1981, requête n° 19 171).

● Vous devez joindre à votre déclaration l'annexe bleue n° 2044. Toutefois, si vos revenus fonciers sont constitués uniquement par une participation dans une société civile immobilière non placée sous le régime de la copropriété et non soumise à l'impôt sur les sociétés, vous pouvez vous dispenser de produire la déclaration n° 2044 en reportant directement, case A.B.D.M ou N, selon sa nature, le montant de votre part dans les résultats de la société, qui doit, de son côté, soumettre une déclaration n° 2072. Vous devez, dans ce cas, indiquer en annexe la dénomination et l'adresse de la ou des sociétés et le montant des revenus correspondants.

● Les revenus des bâtiments d'exploitation des propriétés rurales (tels que les granges, les écuries, les caves, les celliers, les pressoirs, etc.) sont imposables.

La fraction des fermages correspondants doit donc être déclarée dans les recettes brutes émises en 1984.

En contrepartie, les charges et travaux qui se rapportent à ces bâtiments d'exploitation peuvent être déduits dans les conditions exposées plus loin.

● Si vous louez des locaux nus à une personne ou à une société de gestion qui les destine à la location meublée et si la location présente un caractère commercial

● Les revenus suivants sont exonérés :

- les intérêts de l'emprunt 4,5 % de 1973 ;
- les produits des titres déposés sur les engagements d'épargne à long terme.

● En dehors des jetons de présence et des distributions n'ayant pas le caractère de dividendes, les revenus des valeurs mobilières peuvent avoir supporté, soit une retenue à la source (obligations, titres d'emprunts), soit l'impôt sur les sociétés ou le précompte en tenant lieu, soit un impôt étranger éventuellement imputable en France. Tout ou partie de cette retenue ou de cet impôt constitue un crédit d'impôt (valeurs à revenu fixe ou valeurs étrangères) ou un avoir fiscal (50 % des dividendes nets des actions françaises).

● Pour déclarer ces revenus, conformez-vous aux indications figurant sur les « certificats d'avoir fiscal » qui vous sont remis par les établissements payeurs : la somme à déclarer comprend le revenu net perçu auquel s'ajoute le montant du crédit d'impôt ou de l'avoir fiscal. Les certificats doivent, obligatoirement, être joints à votre déclaration. Le montant de l'avoir fiscal, arrondi au franc supérieur, doit être déclaré ligne Z : il sera déduit du montant brut de l'impôt et, s'il est supérieur à ce dernier, restitué. Ne déduisez pas le crédit d'impôt se rapportant à des revenus mobiliers exonérés, il n'est pas déductible.

● Les abattements vous sont accordés automatiquement. Vous ne devez pas les déduire. Ils sont de :

- 3 000 francs pour les dividendes d'actions (il n'est accordé que si votre revenu net ne dépasse pas 310 000 francs) ; il peut être réduit ou supprimé si vous bénéficiez de la détaxation du revenu investi en actions ;
- 5 000 francs pour les revenus d'obligations et autres titres d'emprunts négociables et non indexés ;
- 1 000 francs supplémentaires pour les intérêts de l'emprunt d'Etat 8,80 % de 1977 (ligne U).

● Vous pouvez déduire, ligne Y, les frais de garde de vos valeurs à condition qu'ils correspondent à des revenus exclusivement déclarés § 1.

● NOUVEAU : Si votre impôt sur le revenu est au moins égal à 520 F, vos revenus de valeurs et capitaux mobiliers déclarés au § 1 supportent un impôt complémentaire de 1 %. Les produits de l'emprunt 7 % 1973 seront imposables, l'an prochain, sous abattement (revenus de 1985) et sans possibilité d'option pour le prélèvement libératoire comme c'est le cas pour les revenus de 1984. Ne sont imposables également que les titres de l'emprunt 4,5 % 1973 (« Plan ») ne pourront plus être utilisés pour le paiement des droits de mutation à titre onéreux sur les immeubles car ces droits sont désormais des ressources du département et non plus de l'Etat. Enfin les produits des parts des nouveaux fonds communs de placements à risque seront, sous certaines conditions, exonérés.

en raison des modalités du bail, reportez-vous au § 3-b

● Locataires en meublé non professionnels.

● Principaux travaux déductibles.

1) Pour les locaux d'habitation, vous pouvez déduire, à condition d'en justifier :

- les travaux de réparation et d'entretien destinés à maintenir ou remettre l'immeuble en bon état, sans en modifier la consistance, l'agencement ou l'équipement tel : réparation des peintures extérieures, planchers, réparation d'une toiture, remplacement, traitement des bois contre les parasites, remise en état des conduits de fumée, remplacement d'une chaudière ou d'un appareil sanitaire par un appareil du même type (des travaux ayant comporté la redistribution complète de l'espace intérieur et le remplacement de la toiture par une terrasse sont des travaux de reconstruction non déductibles : arrêt du conseil d'Etat du 18 novembre 1983) ;
- les travaux d'amélioration destinés à apporter un équipement ou un élément de confort nouveau ou mieux adapté aux conditions modernes de vie (installation de chauffage central, d'une salle d'eau, de tout à l'égout, d'un w.c., du téléphone, de dispositifs de sécurité) à condition que ces travaux ne modifient pas la destination ou la structure de l'immeuble (exclusion des travaux de construction ou d'agrandissement, y compris des travaux de réfection complète d'une toiture consécutifs à la construction d'un étage supplémentaire et donc indissociables de l'agrandissement, arrêt du Conseil d'Etat du 15 octobre 1980, requête n° 16 782).

2) Pour les immeubles ruraux, outre les travaux d'entretien et de réparation, peuvent être déduits :

- les travaux réalisés pour adapter la propriété aux conditions modernes d'exploitation (électrification, installation de bassins, pompes à eau, fosses, clôtures...) s'ils ne sont pas de nature à entraîner une augmentation du fermage ;
- les travaux de construction d'un nouveau bâtiment d'exploitation remplaçant un bâtiment de même nature, vétuste ou inadéquat qui doit être démolé ou mis hors service si ces travaux n'entraînent pas d'augmentation effective du fermage.

3) Travaux effectués par le locataire.

Constitue un revenu foncier l'avantage procuré au bailleur par des travaux de construction, reconstruction

ou aménagement qui, en exécution d'une clause du bail, lui reviennent sans contrepartie ; cet avantage doit être déclaré l'année d'expiration du bail, alors même que celui-ci ferait l'objet d'une tacite reconduction, conformément à la législation sur les baux commerciaux (arrêts du Conseil d'Etat n° 12 865 et 34 983 du 10 juillet 1981).

● Copropriétaires.

Pour être déductibles, les provisions pour travaux avancées au syndic doivent avoir été reversées en 1984 par ce dernier aux entrepreneurs (conservez l'attestation du syndic).

● Sort des déficits fonciers.

1) En principe, les déficits fonciers ne peuvent s'imputer que sur d'autres revenus fonciers réalisés la même année, ou les cinq années suivantes s'il s'agit d'immeubles urbains, ou les neuf années suivantes pour des propriétés rurales.

2) Exceptionnellement des déficits fonciers peuvent être admis en déduction des autres revenus ; c'est le cas des déficits :

- provenant d'immeubles classés monuments historiques (les loyers sont inscrits page 4 de l'annexe) ;
- subis par les non-propriétaires-tenus d'effectuer

les travaux de grosses réparations (art. 605 du code civil) ou résultant de travaux effectués dans le cadre d'une opération groupée de restauration immobilière (et non pas d'une opération programmée d'amélioration de l'habitat) ; les travaux réalisés par un seul propriétaire agissant isolément ne sont pas imputables sur le revenu global mais doivent être déduits page 2 : arrêt du Conseil d'Etat du 22 juin 1983 ; le montant de ces travaux doit donc être inscrit page 4 de la déclaration n° 2044.

Si l'on n'a pu être imputé l'année de leur réalisation, ces déficits sont reportables jusqu'à épuisement pendant cinq ans maximum.

3) En pratique, pour les déficits subis en 1984, il vous suffit de les reporter sur la ligne B de la déclaration d'ensemble (exceptionnellement sur la ligne N). L'administration assure automatiquement les calculs.

Si des déficits des années antérieures n'ont pu encore être imputés, vous les mentionnez sur la ligne D de la rubrique REVENUS FONCIERS ou, s'il s'agit de déficits exceptionnels cités ci-dessus (monuments historiques...), à la rubrique « DÉFICITS GLOBAUX », page 4, rubrique 6, ligne D.

Attention ! Les intérêts des emprunts contractés pour l'acquisition de la nue-propriété ne sont pas déductibles du revenu global des non-propriétaires (BODGI du 29 octobre 1982, S-D-582).

3) Revenus des professions non salariées

● NOUVEAU : les taux d'imposition applicables aux plus-values de cession des éléments d'actifs professionnels sont majorés d'un point.

a) BÉNÉFICES AGRICOLES (colonne A).

Est exploitant agricole tout contribuable (propriétaire exploitant, métayer ou fermier) qui tire un revenu régulier de la vente des produits qu'il récolte (quelles que soient l'importance et la qualité des terres cultivées (même s'il exerce à titre principal une autre activité). Il en est de même si vous êtes membre d'une société de personnes ayant pour objet l'exploitation d'une propriété agricole ou forestière, d'un GAEC ou d'un groupement forestier.

● Régime du forfait.

Vous devez soumettre une déclaration spéciale n° 2342 avant le 1^{er} avril.

Vous disposez pour soumettre votre déclaration d'ensemble du même délai que celui qui vous est accordé pour dénoncer votre forfait, c'est-à-dire jusqu'au dernier jour du mois suivant celui de la publication des bénéfices forfaitaires agricoles au Journal officiel.

Mais si vous avez d'autres revenus, vous êtes tenu de soumettre la déclaration générale des revenus dans le délai normal, en inscrivant une croix dans la case de la ligne K, L ou M, colonne A (forfait non encore fini).

Le forfait tient compte de toutes les charges. Aucune autre déduction ne peut être pratiquée. Il peut toutefois être réduit, sur demande, en cas de pertes consécutives à des calamités.

REMARQUE. — Les revenus accessoires (location du droit d'affichage, de chasse, d'exploitation de carrières, indemnités de trébuchement...) perçus par les exploitants agricoles sont des revenus fonciers (déclaration n° 2044), sauf lorsque les terres sont inscrites à l'actif d'une exploitation soumise au régime du bénéfice réel. Dans ce dernier cas, ces produits sont imposables dans la catégorie des bénéfices agricoles.

● Régime du bénéfice réel simplifié.

Ce régime est applicable soit par option (déclaration n° 2143), soit obligatoirement lorsque les recettes de l'exploitation sont comprises entre 500 000 F et 1,8 million de francs pendant deux années consécutives (1982 et 1983). Pour l'appréciation de ces limites, les recettes provenant des opérations d'élevage ou de culture portant sur des animaux ou des produits appartenant à des tiers sont multipliées par cinq.

Vous devez alors soumettre la déclaration spéciale n° 2139, un bilan simplifié n° 2139 A et la déclaration d'ensemble des revenus avant le 1^{er} mars si l'exercice ne coïncide pas avec l'année civile, le 1^{er} avril dans le cas contraire.

● Régime du bénéfice réel normal.

Si la moyenne de vos recettes de 1982 et 1983 excède 1,8 million de francs, vous êtes de plein droit sous ce régime. Vous pouvez également opter pour ce régime si vos recettes sont comprises entre 500 000 F et 1,8 million de francs.

Dans ce cas, vous devez déposer la déclaration spéciale n° 2143 et la déclaration des revenus avant le 1^{er} mars si l'exercice coïncide avec l'année civile, le 1^{er} avril dans le cas contraire.

● Déduction des déficits.

Avant d'opter pour le régime du bénéfice réel, il convient de noter que les déficits d'exploitations agricoles ne peuvent donner lieu à imputation sur le revenu global lorsque le revenu net d'autres sources dont dispose le contribuable excède 40 000 F.

● NOUVEAU : l'amortissement des avances aux cultures constatées entre le 1-1-1984 et la date d'ouverture du premier exercice de deux mois est imposable, par cinquième, d'après le taux moyen applicable aux autres revenus (ligne X A).

b) BÉNÉFICES INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX.

En dehors des personnes qui exercent leur activité à titre professionnel, soit personnellement, soit comme associé d'une société de personnes, des particuliers peuvent être imposables dans cette catégorie de revenus lorsqu'ils réalisent certaines opérations :

- achats et reventes d'immeubles soit à titre d'intermédiaire, soit à titre personnel ;
- location d'établissements industriels ou commerciaux munis du matériel ou du mobilier nécessaires à leur exploitation ;
- location en meublé ; toutefois, les personnes qui louent ou sous-louent en meublé une ou plusieurs pièces de leur habitation principale sont exonérées de l'impôt sur le revenu pour les produits de cette location, à la double condition que les pièces louées constituent, pour le locataire, sa résidence principale et que le prix de location demeure fixé dans des limites raisonnables (2,5 fois la valeur locative pour les logements soumis à la législation sur les loyers).

● NOUVEAU : les locations de chambres d'hôtes n'excédant pas 5 000 F par an sont exonérées.

● Régime du forfait. — C'est le régime normal des petites entreprises dont le chiffre d'affaires n'excède pas 500 000 F (150 000 F pour un prestataire de services). Il faut alors déposer une déclaration spéciale

n° 951 M au plus tard le 15 février. Si votre bénéfice forfaitaire a déjà été fixé pour 1984, vous devez reporter le chiffre sur la déclaration des revenus, colonne B (dans ce cas, la déclaration 951 M peut être déposée jusqu'au 15 avril) ; si le bénéfice de 1984 doit être fixé en 1985, il convient de cocher la case correspondante de cette colonne.

● Régime simplifié d'imposition des petites et moyennes entreprises.

Relèvent de ce régime, outre les entreprises forfaitaires qui en font l'option, celles dont le chiffre d'affaires hors TVA est compris entre 500 000 F et 1,8 million de francs (vente de marchandises ou fourniture de logement), ou entre 150 000 F et 540 000 F (prestation de services).

Vous devez établir la déclaration de vos résultats sur le formulaire 2033 et reporter le bénéfice (ou le déficit) colonne C de la déclaration des revenus (lignes N à W). Vous disposez d'un délai expirant le 1^{er} avril pour déposer cette déclaration. Vous avez jusqu'au 2 mai si votre bénéfice n'est pas supérieur à 150 000 F.

● Régime du bénéfice réel pour les entreprises les plus importantes (déclaration de résultats n° 2031 et tableaux comptables annexes) : la déclaration des revenus doit être soumise avant le 1^{er} avril ou le 20 mai si votre bénéfice n'est pas supérieur à 150 000 F.

Les résultats sont reportés colonne B (lignes N à W) de la déclaration d'ensemble.

● NOUVEAU : entreprises nouvelles. Les entreprises créées en 1984 soumises de plein droit ou sur option à un régime réel d'imposition sont exonérées, dans certaines conditions d'amortissements, d'impôt sur le revenu à raison des bénéfices qu'elles réalisent pendant les trente-cinq mois qui suivent celui de leur création. Les bénéfices réalisés les vingt-quatre mois suivants ne sont retenus dans les bases de l'impôt que pour la moitié de leur montant.

● Locataires en meublé non professionnels. — Si le montant total des loyers que vous avez perçus en 1984 n'excède pas 21 000 F (DOM sans Guyane, 30 000 F), vous pouvez vous dispenser de la déclaration n° 951. Joignez simplement à votre déclaration une note donnant le montant et le lieu de vos locations et portez, colonne D de la déclaration des revenus, le régime spécial. Le montant brut des recettes (l'abattement de 50 % avec minimum de 1 500 F sera calculé par l'ordinateur).

ATTENTION ! — Si vous avez opté pour un régime de bénéfice réel, vous ne pouvez plus déduire vos déficits éventuels que des bénéfices réalisés de l'activité de location (portez vos résultats ligne X C s'il s'agit d'un bénéfice, ligne Y C s'il s'agit d'un déficit) ;

c) REVENUS NON COMMERCIAUX.

● Déclaration contrôlée (n° 2035). Ce régime est obligatoire pour les titulaires de charges et offices et pour les personnes ayant réalisé en 1984 plus de 175 000 F de recettes brutes (non compris les gains exceptionnels et les honoraires rétrocessés déductibles). Toutefois, les contribuables dont les recettes ont pour la première fois dépassé la limite de 175 000 F en 1984 sont autorisés à demeurer soumis au régime de l'évaluation administrative pour la fixation du bénéfice de cette année. Les adhérents à des associations agréées ont jusqu'au 1^{er} avril pour déposer la déclaration 2035 ainsi que les membres associés d'une société civile de moyens.

● Evaluation administrative (n° 2037). Ce régime est applicable aux personnes non soumises obligatoirement (ou qui n'ont pas opté) au régime de la déclaration contrôlée. La déclaration 2037 doit être soumise par chaque membre du foyer fiscal soumis à ce régime.

REMARQUES :

1) Possibilité de déduire immédiatement les petits matériels et outillages. Par une note du 21 septembre 1981 (B.O.D.G.I., référence 5 G-19-81), l'administration a admis que pouvaient être compris parmi les charges immédiatement déductibles des bénéfices (au lieu de la seule amnuité d'amortissement) :

— les matériels et outillages d'une valeur unitaire hors taxes n'excédant pas 1 500 F ;

— les matériels de bureau d'une valeur unitaire hors taxes ne dépassant pas 300 F.

2) Evaluation des dépenses d'automobile : dans une instruction du 28 décembre 1981 (B.O.D.G.I., référence 5 G-21-81), l'administration a précisé que les contribuables imposables dans la catégorie des bénéfices non commerciaux (quel que soit le régime) pouvaient déterminer leurs frais professionnels d'automobile par application du barème forfaitaire publié pour les salariés (voir paragraphe 5). Il s'agit, bien entendu, d'une simple option, les intéressés conservant la possibilité de se conformer aux règles habituelles.

● Revenus non commerciaux accessoires. — Si vous avez des revenus non commerciaux accessoires n'excédant pas, remboursement de frais compris, 21 000 F et intégralement déclarés par des tiers (partie versante), vous pouvez les porter directement à la colonne E de la rubrique « Régime du forfait ». Il convient de les inscrire pour leur montant brut : l'abattement de 25 % avec un minimum de 2 000 F sera calculé par l'ordinateur.

● Prix littéraires. — La fraction du prix n'excédant pas 16 140 F est exonérée (B.O.D.G.I. 5 G-7-83). Cette exonération n'est accordée qu'une seule fois tous les quatre ans.

● Activités lucratives non professionnelles dont les déficits ne sont déductibles que des revenus de la même

مكتبة ابن الجوزي

activité (droits d'auteur, certains produits d'inventeur, gains de professionnels des jeux et courses, des propriétaires de chevaux de course) : déclarez les résultats obtenus ligne XD, ou ligne YD s'il s'agit d'un déficit.

CAS PARTICULIERS :

Ont le caractère de revenus non commerciaux :

- les profits réalisés par les peintres et sculpteurs ;
- les revenus des photographes de mode non journaliers ;

- les droits d'auteur, même intégralement déclarés par les tiers, lorsque l'écrivain, ou le compositeur, opte pour le régime des revenus non commerciaux au lieu de celui des salaires ;
- les produits perçus par les bénéficiaires des écrivains et compositeurs ;

- les produits perçus par les inventeurs : en principe, les produits provenant de la cession de brevets ou concession de licences exclusives d'exploitation sont imposables au taux proportionnel de 16 % (11 % si l'activité d'invention est exceptionnellement exercée à titre principal) ; ils doivent alors être déclarés sous la rubrique « Plus-values » (§ 4, ligne C). Les autres produits de la propriété industrielle constituent des revenus non commerciaux imposables sous déduction d'un abattement de 30 % pour tenir compte des frais exposés pour la réalisation de l'invention. Les produits déclarés par l'inventeur ne bénéficient pas de cet abattement. Si l'inventeur exploite directement son invention, il relève alors de la catégorie des bénéfices industriels et commerciaux. Sauf si l'activité d'invention est exercée à titre principal, les déficits subis par les inventeurs ne peuvent être déduits que des produits de même nature réalisés la même année ou les cinq années suivantes. Ils doivent être inscrits ligne YD. L'inventeur doit attendre la réalisation de bénéfices pour imputer les déficits antérieurs. Toutefois, lorsqu'un inventeur expose des frais pour prendre un brevet ou en assurer la maintenance sans percevoir des produits imposables, ou lorsqu'il perçoit des produits inférieurs à ces frais, le déficit correspondant est déductible du revenu global de l'année de la prise du brevet et des neuf années suivantes : l'année de sa réalisation, ce déficit est reporté colonne D, ligne T (ou U ou W) du § 3 de la déclaration. Joignez alors à votre déclaration une note dans laquelle vous justifiez bénéficier de ce régime spécial d'imputation des déficits.

- NOUVEAU : Afin d'encourager le dépôt des brevets et d'en assurer une exploitation industrielle plus efficace, le régime de taxation atténuée des plus-values à long terme est étendu :

- aux concessions de licences non exclusives d'exploitation de brevets, procédés ou techniques de

fabrication et de certificats d'obtention de variétés végétales ;

- aux redevances perçues, par un inventeur, d'une entreprise concessionnaire qu'il a créée à compter du 1^{er} janvier 1984 pour l'exploitation de ses droits.

d) ADHÉRENTS DES CENTRES DE GESTION OU ASSOCIATIONS AGRÉES.

Les adhérents des centres de gestion agréés, placés de plein droit ou sur option sous un régime réel d'imposition, bénéficient d'un abattement de 20 % de leur bénéfice imposable pour la fraction n'excédant pas 182 000 F et de 10 % au-delà de cette limite jusqu'à 495 000 F. Pour bénéficier de cet avantage, l'adhésion au centre ou à l'association doit être antérieure au 1^{er} avril 1984.

- NOUVEAU : L'abattement doit être limité (avant d'être inscrit sur la déclaration des revenus) comme il est dit ci-dessous par personne et par catégorie de revenus.

REMARQUES :

- Associés des sociétés de personnes. — Si vous faites état de charges admises en déduction en dehors du résultat social — frais d'acquisition des parts, cotisations sociales, taxe professionnelle le cas échéant — vous devez joindre une note explicative à votre déclaration (les frais de voiture engagés pour l'exercice de la profession ne sont pas déductibles par l'associé mais seulement au niveau de la déclaration de la société). La société portera à votre connaissance la part qui vous revient dans le bénéfice social.

- Plus-values de cession d'éléments d'actif par un exploitant ou forfuit ou à l'évaluation administrative. — Si vous ne remplissez pas les conditions pour que vos plus-values professionnelles soient exonérées (voir plus loin « plus-values professionnelles ») joignez une note annexée à votre déclaration spéciale faisant apparaître le détail des plus-values. Celles qui sont réalisées à court terme seront ajoutées au bénéfice. Les plus-values à long terme doivent être portées au § 4 Plus-values ligne C dans la colonne correspondant au taux d'imposition.

- Déduction du salaire du conjoint participant effectivement à l'exploitation : ce salaire peut, dans certaines limites, être déduit des résultats professionnels. La limite de cette déduction a été relevée à 47 800 F (c'est-à-dire douze fois le SMIC mensuel pour un travail effectif pendant l'année 1984 entière) si vous êtes adhérent d'un centre de gestion ou association agréés (cette limite demeure à 17 000 F si vous n'êtes pas adhérent).

4) Les plus-values diverses et les profits de construction

I. — Les immeubles

Certaines ventes d'immeubles sont exonérées en tout ou en partie :

- la résidence principale, pourvu que vous l'ayez occupée pendant au moins cinq ans, ou depuis la date de l'achat, ou que vous soyez contraint de la vendre pour des impératifs d'ordre familial ou professionnel nécessitant un changement de résidence ;

- la première cession d'un logement (qu'il s'agisse d'une résidence secondaire ou d'un immeuble donné en location) lorsque le cédant ou son conjoint n'est pas propriétaire de sa résidence principale directement ou par personne interposée et que la cession est réalisée au moins cinq ans après l'acquisition ou l'achèvement. Toutefois l'exonération n'est pas applicable lorsque la cession intervient dans les deux ans de celle de la résidence principale. Ces délais de cinq ans et de deux ans ne sont pas exigés lorsque la vente est motivée par un impératif d'ordre familial ou un changement de résidence ;

- les cessions inférieures à 30 000 F ;
- les cessions de terrains à bâtir possédés depuis au moins trente-deux ans ou des autres immeubles détenus depuis au moins vingt-deux ans par suite des réductions qui sont maintenant applicables au-delà de deux ans de détention ;

- les ventes de terrains agricoles, non exploités par le propriétaire, pour un prix n'excédant pas 5 F le mètre carré (11 F pour les cultures maraîchères, fruitières et pépinières ; 33 F pour les vignobles à appellation contrôlée et cultures florales ; 9 F pour les vignobles V.D.Q.S. ; 6 F pour les autres vignobles) ;

- les expropriations consécutives à une déclaration d'utilité publique sous condition du rempli, dans les six mois, dans l'achat de biens de même nature.

- En outre, quand le total des immeubles que vous possédez vaut moins de 400 000 F (plus 100 000 F par enfant à charge à partir du troisième), les plus-values immobilières réalisées ne sont pas prises en considération. De même, sont exonérées les ventes effectuées par des retraités non imposables à l'impôt sur le revenu.

Ces principaux cas mis à part, les plus-values de cession d'immeubles doivent faire l'objet, en annexe à la déclaration des revenus, d'une déclaration spéciale n° 2049.

A. — Les ventes d'immeubles effectuées moins de deux ans après l'acquisition.

La plus-value est considérée comme un revenu courant. Elle est calculée par simple différence entre le prix de vente et le prix d'achat augmenté des frais et est soumise à l'impôt sur le revenu dans les conditions ordinaires.

B. — Plus-value à long terme de cession d'un bien détenu depuis plus de deux ans.

La plus-value est égale à la différence entre le prix de vente et les sommes constituant le prix de revient.

A l'exclusion des intérêts d'emprunt, ces différentes sommes sont actualisées en fonction de la hausse des prix survenue depuis lors. Les coefficients d'érosion monétaire applicables sont indiqués dans le tableau ci-contre.

Ces coefficients s'appliquent aux sommes exprimées en francs actuels. Par suite, lorsque l'acquisition ou des dépenses ont été effectuées avant le 1^{er} janvier 1960, il convient de convertir en francs actuels les sommes payées, en les divisant par 100.

Au-delà de la deuxième année de possession (période entière de douze mois), la plus-value est réduite de 5 % par an (3,33 % pour les terrains à bâtir). Par exemple, pour un bien détenu pendant quinze ans, la réduction est de treize fois 5 %, soit 65 %.

Un abattement de 6000 F est enfin opéré sur la plus-value ainsi calculée. Celle-ci est ensuite soumise au barème de l'impôt sur le revenu, mais avec application d'un système de quotient, destiné à atténuer la progressivité de l'impôt.

Année de l'acquisition ou de la dépense	Coefficient à appliquer au prix d'acquisition ou aux dépenses
1952	7,36
1953	7,43
1954	7,47
1955	7,48
1956	7,48
1957	7,48
1958	6,12
1959	5,79
1960	5,79
1961	5,39
1962	5,15
1963	4,92
1964	4,76
1965	4,64
1966	4,51
1967	4,40
1968	4,21
1969	4,05
1970	3,76
1971	3,56
1972	3,35
1973	3,13
1974	2,92
1975	2,66
1976	2,24
1977	2,05
1978	1,88
1979	1,70
1980	1,50
1981	1,32
1982	1,18
1983	1,08
1984	1,00

EXEMPLE : vous êtes marié et avez deux enfants, votre revenu courant imposable est de 80 000 F. Vous réalisez une plus-value nette de 60 000 F (après prise en compte de l'érosion monétaire et tous abattements). Cette plus-value est divisée par cinq et ajoutée au revenu courant :

12 000 F + 80 000 F = 92 000 F	
— Impôt à payer pour 92 000 F	6 741 F
— Impôt à payer pour 80 000 F	4 698 F
— Impôt relatif au cinquième de la plus-value	2 043 F
— Impôt dû pour l'ensemble de la plus-value : 2 043 x 5	10 215 F

CAS PARTICULIERS.

- En cas d'expropriation ou de cession à une collectivité publique, l'abattement est de 75 000 F au lieu de 6 000 F.

Non-résidents.

Le barème de l'impôt sur le revenu n'est pas applicable aux personnes n'ayant pas leur domicile réel en France. Si vous êtes dans ce cas et que vous réalisez une plus-value sur un immeuble situé en France, vous devez acquitter un prélèvement forfaitaire d'un tiers sur le montant de la plus-value et accablé auprès de l'administration un représentant domicilié en France.

Toutefois, la résidence possédée en France par un Français résidant à l'étranger est assimilée à une résidence principale et donc exonérée.

- Plus-value de la première cession d'une résidence secondaire :

Vous avez droit à un abattement supplémentaire de 20 000 F pour vous-même, de 20 000 F pour votre épouse et de 10 000 F pour chaque enfant vivant ou représenté.

Si vous êtes célibataire, divorcé ou veuf, vous avez droit à un abattement de 30 000 F.

II. — Les métaux et objets précieux

A. — OR ET AUTRES MÉTAUX PRÉCIEUX.

Les ventes par des particuliers sont soumises à une taxe forfaitaire de 6,5 % (au lieu de 6 % précédemment) tenant lieu d'imposition de la plus-value. Cette taxe est perçue notamment sur les ventes de lingots et de pièces. Aucune autre imposition n'est donc applicable au titre de l'impôt sur le revenu.

B. — OBJETS PRÉCIEUX (bijoux, objets d'art, de collection ou d'antiquité).

En principe, les ventes que vous avez effectuées pour un montant supérieur à 20 000 F ont été soumises à une taxe forfaitaire de 3 % s'il s'agit d'une transaction privée et de 2 % s'il s'agit d'une vente publique.

Toutefois, si vous possédez des pièces suffisantes pour justifier de la date et du prix de l'acquisition vous avez pu, au moment de la vente, opter pour le régime général des plus-values des particuliers (prise en compte de l'érosion monétaire, inclusion de la plus-value dans les bases de l'impôt sur le revenu). Le service des impôts dont vous relevez vous a alors notifié son acceptation. Vous devez donc maintenant remplir la déclaration n° 2049.

III. — Les profits de construction

Ils doivent être reportés, s'il s'agit de profits réalisés à titre habituel pour lesquels vous n'avez pas opté pour le caractère libératoire du prélèvement de 50 %, ligne B de la rubrique 4 de la déclaration. Le montant du prélèvement non libératoire doit être inscrit page 4, rubrique 7, ligne X.

Si vous avez opté pour le prélèvement libératoire vous devez joindre votre demande à votre déclaration et remplir le § O, page 3 de la déclaration. Vous supportez alors une contribution complémentaire de 1 %.

IV. — Plus-values professionnelles

- NOUVEAU : les taux d'imposition ont été relevés d'un point.

- 1. — Si vous êtes industriel, commerçant, artisan, agriculteur ou inventeur et que votre chiffre d'affaires dépasse la limite du forfait, les plus-values à court terme que vous avez réalisées doivent être incluses dans le revenu courant, tandis que les plus-values à long terme sont inscrites ligne C de la rubrique 4 de la déclaration des revenus (taux 16 % ou 26 %).

Si vous êtes membre d'une profession libérale et si vous ne dépassez pas la limite de 150 000 F de recettes brut (175 000 F), le régime est le même, excepté que le taux relatif à vos plus-values à long terme est égal à 11 %.

- 2. — Si vous êtes depuis au moins cinq ans commerçant, artisan, agriculteur ou membre d'une profession libérale et que vos recettes n'excèdent pas la limite du forfait ou de l'évaluation administrative, vos plus-values professionnelles sont exonérées sauf pour :

- les plus-values de cession de terrains à bâtir ;
- les plus-values de cession d'immeubles loués meublés si vous n'êtes pas inscrit au registre du commerce ou si, étant inscrit, votre activité de loueur n'a représenté moins de 50 % de votre revenu global et moins de 150 000 F de recettes annuelles.

Si l'activité est exercée depuis moins de cinq ans vous relevez du régime décrit au § 1 ci-dessus, sauf pour la vente de terres agricoles ou forestières qui suivent les règles des plus-values particulières (§ 1).

V. — Gains de cession de valeurs mobilières

Vous ne devez soumettre une déclaration n° 2074 que si vous avez effectué, directement ou par personne interposée, pour un montant excédant 251 500 F :

- des opérations de Bourse au comptant ou sur le marché à terme et, notamment, par ces dernières, des opérations faisant appel au crédit (opérations de découvert ou prorogées) ou conditionnelles (opérations à prime ou à option), même si elles ne se traduisent pas par un transfert effectif de la propriété des titres ;

- des cessions de gré à gré, à titre onéreux, de valeurs mobilières cotées ou négociées sur le marché hors cote de droits portant sur des valeurs ainsi que de titres représentatifs de telles valeurs (actions de SICAV, parts de fonds communs de placement quel que soit le nombre de porteurs de parts).

En cas d'intervention d'un événement exceptionnel dans la situation personnelle, familiale ou professionnelle du contribuable, cette limite s'apprécie par référence à la moyenne des cessions de l'année 1984 et des années 1983 et 1982.

Page 4 de la déclaration

ATTENTION. — Ne portez jamais de centimes Arrondissez toujours au franc afin d'éviter toute erreur d'imposition

5) Traitements, salaires et pensions

Doivent être déclarés les rémunérations principales (salaires, primes, traitements, soldes, gages, indemnités) et les gratifications et pourboires notamment.

A. — SALAIRES ET AVANTAGES EN NATURE.

- Si vous ne percevez que des salaires qui ne donnent pas lieu à un abattement spécial, vous n'avez que cette colonne à remplir, la déduction de 10 % étant calculée et déduite directement par l'ordinateur (pour chaque bénéficiaire, le minimum de déduction pour frais professionnels est de 1 800 F, sans toutefois pouvoir excéder le montant brut des salaires encaissés).

Cette déduction de 10 % est limitée à 54 770 F pour chaque bénéficiaire. Elle couvre les frais professionnels courants (trajet de la maison au lieu de travail, frais de repas, vêtements spéciaux, de documentation, etc.) dont le remboursement constituerait une allocation imposable.

- Vous devez déclarer des avantages en nature si votre employeur vous loge, vous nourrit, vous fournit des prestations ou des marchandises (eau, gaz, chauffage, électricité...) ou met une voiture à votre disposition. Ces avantages doivent être évalués pour leur montant réel. Toutefois, pour la nourriture et le logement, et si votre salaire n'a pas dépassé 99 600 F en 1984, vous pouvez les évaluer d'après le prix prévu en matière de sécurité sociale.

B. — CAS PARTICULIERS.

- Assistants maternels. — Le revenu à déclarer est égal à la différence entre, d'une part, le total des sommes encaissées tant à titre de rémunération que d'indemnités pour l'entretien et l'hébergement des enfants, et, d'autre part, une somme égale à trois fois le montant horaire du salaire minimum de croissance, par jour et par enfant, quatre fois lorsqu'il s'agit d'un

Sont considérés comme événements exceptionnels :

- le licenciement ;
- la mise à la retraite ;
- la survenance d'une invalidité ;
- le décès du conjoint du contribuable ;
- le divorce ou la séparation de corps ;
- le règlement judiciaire ou la liquidation des biens ;
- la survenance de tout autre événement exceptionnel (cataclysme naturel, par exemple).

Si vous êtes susceptible de bénéficier de cette disposition et consécutivement de l'exonération des gains réalisés sur les cessions de l'année 1984-bien que ces derniers excèdent 251 500 F, vous devez joindre à votre déclaration d'ensemble des revenus n° 2042 une note indiquant le montant des cessions réalisées en 1982, 1983 et 1984 ainsi que la nature et la date de l'événement exceptionnel qui motive l'appréciation de la limite par référence aux cessions des trois années.

REMARQUE IMPORTANTE. — Lorsque tous les titres que vous possédez ainsi que les membres de votre foyer fiscal sont réunis en un seul compte déposé chez un intermédiaire et lorsque celui-ci détermine lui-même le montant des gains réalisés, vous pouvez vous dispenser de remplir une déclaration n° 2074 : le gain net doit être reporté directement sur la déclaration d'ensemble des revenus n° 2042 à laquelle devra être joint le document fourni par l'intermédiaire.

Dans ce cas, l'option afférente au prix d'acquisition des titres acquis avant le 1^{er} janvier 1979 devra être exprimée dans une note jointe à la déclaration n° 2042, à moins que l'intermédiaire n'ait prévu de la faire figurer sur le document qu'il vous a adressé.

Si l'intermédiaire ne peut faire apparaître les pertes antérieures sur le document en cause, vous devez alors soumettre le formulaire n° 2074, afin de justifier du détail de l'imputation de ces pertes et ainsi de la différence avec le chiffre reporté sur la déclaration n° 2042, page 3, rubrique 4, ligne A. (N et P).

- NOUVEAU : les plus-values nettes que vous avez déclarées seront imposées au taux de 16 % (au lieu de 15 %).

VI. — Plus-values de cession de droits sociaux

Déclarez ligne B, case M, le montant imposable des plus-values réalisées lors de la cession de droits sociaux de sociétés passibles de l'impôt sur les sociétés dont vous avez détenu directement ou indirectement, à un moment quelconque au cours des cinq années précédentes, plus de 25 % des droits dans les bénéfices sociaux. En cas de demande d'échelonnement ou de report d'imposition d'une plus-value réalisée lors d'un échange résultant d'une fusion ou d'une scission de sociétés, joindre une note annexée à la déclaration : l'échelonnement est effectué par cinquièmes sur l'année de réalisation et les quatre années suivantes.

Une cession d'actions au porteur qui n'est soumise à aucune formalité de publicité est réputée réalisée dès que les parties se sont mises d'accord sur la chose et sur le prix, alors même que les titres n'ont pas été tout de suite remis au cessionnaire et que le prix n'a pas été immédiatement payé (arrêt du Conseil d'Etat n° 17953 du 10 juillet 1981).

- NOUVEAU : le taux d'imposition passe de 15 % à 16 %. D'autre part, les cessions à un membre de la famille, sont imposables lorsque les titres sont conservés dans la famille moins de cinq ans, c'est-à-dire lorsque le cessionnaire, membre de la famille, revend les droits à un tiers.

VII. — Levée d'option de souscription ou d'achat d'actions par les salariés

- NOUVEAU : l'avantage réalisé lors de la levée d'option d'achat d'actions de leur société par les salariés est désormais exonéré, mais à condition que les bénéficiaires conservent ces actions pendant les cinq ans qui suivent l'attribution et, en outre, pendant l'année qui suit la levée d'option. Si ces conditions ne sont pas remplies et sauf cas de mise à la retraite, invalidité, décès, licenciement, l'avantage est imposable, après abattements spécifiques aux salaires (10 % et 20 %), selon le système du quotient qui est fonction du temps écoulé entre l'option et la levée d'option, décompté en années entières (le quotient peut donc être de 1, 1/2, 1/3 ou 1/4 : dans le premier cas, l'avantage s'ajoute purement et simplement aux salaires ; dans les trois autres cas, le calcul de l'impôt est effectué selon une technique identique à celle qui est exposée au § 1 (« Exemple »).

Exemple : l'avantage est divisé par 1/2, 1/3 ou 1/4, et l'impôt multiplié ensuite respectivement par 2, 3 ou 4).

- Salaire versé aux apprentis munis d'un contrat régulier d'apprentissage. — Ne déclarez que la fraction du salaire excédant 31 800 F.

- Agents d'assurances. — Leur activité relève en principe des bénéfices non commerciaux ; cependant le régime fiscal des salariés leur est applicable dès lors que leurs revenus proviennent des commissions versées par les compagnies d'assurances qu'ils représentent et sont intégralement déclarées par elles.

- Service national. — Les sommes et avantages en nature dont bénéficient les militaires non officiers pendant la durée légale du service national ou la durée correspondante à ce service national pour les engagés ne sont pas imposables. Il en est de même des indemnités perçues par les jeunes gens affectés au service de l'aide technique et de la coopération.

- Etudiants. — En dehors des indemnités des stages obligatoires (n'excédant pas trois mois) des élèves des écoles techniques, qui sont exonérées, les rémunérations perçues par les étudiants qui travaillent pendant la période des congés scolaires sont imposables selon les règles du droit commun.

En revanche, les bourses versées aux étudiants en fonction de critères de ressources pour leur permettre de poursuivre leurs études lorsqu'ils appartiennent à des familles modestes ne sont pas imposables.

- Etudiants hospitaliers. — Les indemnités hospitalières doivent être déclarées ainsi que les traitements versés aux internes.

(Lire la suite page 14.)

كتاب الامتحان

● **Travailleurs privés d'emploi.** — Toutes les allocations de chômage versées par les ASSEDIC sont imposables.

Seules sont exonérées (sauf en cas d'option du bénéficiaire pour la déduction des frais réels), les primes et indemnités versées par le Fonds national de l'emploi pour faciliter la mobilité et la réinstallation.

REMARQUE. — Les allocations versées par les ASSEDIC et employeurs pour l'acquisition de parts sociales d'une société coopérative bénéficiaire de protection en constituant peuvent donner lieu à impositions qu'en cas de l'annulation de la liquidation des parts sont transférées au rachat. Pour bénéficier de ce report d'imposition, vous devez en faire la demande expresse en annexe à votre déclaration.

● **Allocations et vacations versées par l'Etat aux conseillers prud'hommes.** — Dans une instruction du 14 novembre 1983 (BODGI 5 F 25-83), l'administration a précisé que les vacations à taux fixe versées en vertu de l'article D-51-10-1, I du code du travail étaient exonérées des impôts sur le revenu des personnes physiques. En revanche, les vacations à taux majoré (article D-51-10-2), les indemnités horaires (article D-51-10-5) ou les indemnités « heure de salaire maintenu » sont imposables sous déduction d'un abattement égal à une fois la vacation prévue à l'article D-51-10-1.

● **Les médecins membres des commissions médicales des permis de conduire.** — Les allocations forfaitaires pour frais d'emploi doivent être ajoutées au salaire dans tous les cas, ainsi que les remboursements en cas d'option pour la déduction des frais réels ou de déduction supplémentaire.

L'administration a, ainsi, lors d'une réponse à M. Zeller, député (BODGI 5 F-16-84), précisé l'attribution de frais de déplacements calculés en fonction du barème kilométrique qu'elle publie chaque année ne revêt pas un caractère forfaitaire, s'il est justifié du nombre de kilomètres parcourus, mais constitue un « remboursement ».

Parmi les remboursements de frais exonérés — sauf option pour les frais réels ou une déduction forfaitaire supplémentaire, — le fisc admet : les frais de déplacements professionnels (restauration, transport, hôtel), les invitations professionnelles au restaurant, les cadeaux offerts aux relations professionnelles, à condition qu'ils soient appuyés de justificatifs (BODGI 5 F-25-84).

● **Participation des salariés aux fruits de l'expansion.** — Les sommes ainsi versées sont exonérées si elles restent indivisibles pendant cinq ans. En revanche, les produits de ces sommes (intérêts, dividendes) sont imposables en tant que revenus mobiliers, sauf s'ils sont versés sur des comptes ouverts en application d'un plan d'épargne d'entreprise.

● **NOUVEAU : déduction des intérêts d'emprunts contractés pour souscrire au capital de sociétés nouvelles ou pour participer à des opérations de rachat d'entreprises.** — Pour être déductibles, les intérêts à inscrire au § 5 de la déclaration les intérêts des emprunts contractés à partir de 1984 :

— pour souscrire au capital d'une société qui se crée (ou d'une SCOP nouvellement issue de la transformation d'une autre société), dans laquelle l'intéressé sera salarié ;

— pour racheter l'entreprise dans laquelle le contribuable exerce un emploi salarié et y détient, avec les autres salariés, plus de 50 % des droits de vote. Le montant déductible ne peut excéder 50 % du salaire versé par la société nouvelle ou rachetée, ni la somme de 100 000 F. Le déductible n'est autorisé que si les titres acquis sont conservés au moins cinq ans, et si les justificatifs nécessaires sont joints à la déclaration.

● **Indemnité de départ à la retraite.** — Elle est exonérée dans la limite de 10 000 F. Le surplus est imposable mais peut donner lieu à échelonnement sur l'année de perception (1984) et les quatre années antérieures (1983, 1982, 1981 et 1980). Il faut en faire la demande par note jointe à votre déclaration.

● **Primes de départ volontaire.** — Elles peuvent faire l'objet de l'étalement prévu par l'article 163 du code général des impôts même si leur montant n'excède pas la moyenne des revenus nets imposables des trois dernières années (étalement sur 1980 à 1984).

Les primes de départ volontaire doivent s'entendre des primes, indemnités ou allocations versées par l'employeur au salarié lorsque ce dernier quitte l'entreprise sans faire l'objet d'une mesure de licenciement, de mise à la retraite ou de préretraite.

Ne sont pas concernées des sommes perçues par les intéressés lors du départ et qui n'ont pas de lien avec la cessation de l'activité dans l'entreprise. Ces sommes, telles, par exemple, les indemnités de congés payés, restent imposables selon les conditions de droit commun.

● **Indemnité de licenciement.** — Quelles qu'aient été les circonstances dans lesquelles un contrat de travail a pris fin — rupture par l'employeur ou démission du salarié, — le Conseil d'Etat n'admet que de manière assez restrictive que les sommes qualifiées d'« indemnité de licenciement » se rapportent au dédommagement d'un préjudice exceptionnel autre que celui correspondant à la perte de revenu. Si ces sommes correspondent à l'attribution de salaire de complément, elles sont imposables ; si elles ont pour objet de réparer un préjudice exceptionnel, matériel ou moral, autre que la seule perte de revenu, elles constituent des dommages-intérêts qui n'entrent pas dans le champ d'application de l'impôt (arrêts du 17 décembre 1980, req. n° 18604 ; du 21 janvier 1981, req. n° 17793).

La fraction imposable de l'indemnité de licenciement peut, à la demande des intéressés, être répartie, sur son assujettissement à l'impôt sur le revenu, sur l'année de perception de l'indemnité et les quatre années antérieures.

Cette répartition par cinquièmes sera opérée même si le contribuable a commencé à travailler dans l'entreprise depuis moins de cinq ans (instruction du 21 avril 1981, BODGI 5 B 16-81).

● **Délat-congé.** — Lorsque le délat-congé se répartit sur plus d'une année civile, l'indemnité compensatrice due en application du code du travail peut, pour l'établissement de l'impôt sur le revenu, être déclarée par le contribuable en plusieurs fractions correspondant respectivement à la part de l'indemnité affectée à chacune des années considérées.

Exemple : Licencié le 1^{er} décembre 1984, et percevant une indemnité compensatrice de délat-congé de six mois, le contribuable, s'il opte pour cette possibilité, pourra rattacher :

— à ses revenus de 1984, la fraction de l'indemnité affectée au mois de décembre 1984 (soit un mois) ;

— à ses revenus 1985, la fraction de l'indemnité affectée aux mois de janvier à mai 1985 (soit cinq mois).

● **Indemnités représentatives d'avantages en nature.** — Elles doivent être soumises, à l'impôt sur le revenu dans les mêmes conditions que les avantages qu'elles remplacent. Tel est le cas notamment de l'indemnité représentative de logement des instituteurs.

De même, les avantages en nature accordés par un employeur aux anciens membres de son personnel retraités (maintien d'un logement de fonction...) constituent un complément de pension imposable.

● **Rémunérations versées en cas de maladie.** — Les indemnités journalières versées par les organismes de Sécurité sociale et de la Mutualité sociale agricole ou pour leur compte sont soumises à l'impôt sur le revenu dans les mêmes conditions que les salaires. Toutefois, les indemnités déclarées ne seront pas imposables si votre revenu global n'excède pas 30 980 F.

Sont exonérées des indemnités journalières :

● d'accidents du travail ;

● de repos, versées aux femmes pendant leur congé de maternité ;

● de maladie, versées aux assurés reconnus atteints d'une maladie comportant un traitement prolongé et de soins particulièrement coûteux.

Par ailleurs, les rémunérations qu'une entreprise verse en sus des prestations journalières de Sécurité sociale sont imposables (à déclarer dans la colonne « salaires »). Il en est de même si ces sommes sont payées par l'intermédiaire du comité d'entreprise ou versées par un organisme de retraite ou d'assurance directement au bénéficiaire pour le compte de l'employeur.

Lorsqu'un salarié se couvre personnellement du risque de perte de salaire en cas de maladie, auprès d'une compagnie d'assurance, les primes versées ne sont pas déductibles. Corrélativement, les sommes reçues en exécution du contrat ne sont pas imposables.

Enfin, les sommes versées en cas de maladie ou de maternité par les régimes spéciaux qui assurent le maintien du salaire sont toujours imposables (par exemple le régime des fonctionnaires).

● **FRAIS RÉELS JUSTIFIÉS.**

Vous avez la possibilité, si vous estimez que la déduction forfaitaire pour frais de 10 % est insuffisante ou égarée aux frais que vous avez engagés au cours de l'année 1984, de demander à ce que vos frais réels soient retenus, à la condition de fournir un état détaillé en annexe à votre déclaration et de conserver les justificatifs que le service des impôts peut exiger.

Vous devez alors ajouter à vos salaires les indemnités forfaitaires ou les remboursements de frais qui vous ont été alloués par votre employeur.

● **Dépenses faites à l'étranger en monnaies étrangères.** — Leur montant doit être converti en francs d'après le cours du change, à Paris, au jour du paiement de la dépense. Toutefois, dans un but de simplification, il est admis que le calcul soit fait en utilisant la moyenne arithmétique des derniers cours connus au 1^{er} janvier et au 31 décembre de l'année pendant laquelle la dépense a eu lieu.

L'option pour cette méthode de calcul est indivisible et vaut pour toutes les dépenses effectuées à l'étranger au cours de l'année.

● **Dépenses de mobilier, matériel et outillage pour les besoins de la profession.** — Vous pouvez déduire en une seule fois (et non pas seulement l'amortissement déduit sur la période d'utilisation) les matériels de bureau autres que les meubles dont le prix unitaire n'excède pas 300 F ainsi que les matériels et outillages (autres que de transport et de bureau) dont le prix d'achat n'excède pas 1 500 F (instruction de la direction générale des impôts du 12 octobre 1981, BODGI 5 F-26-81).

● **Frais d'études et d'examen.** — Les frais d'études et d'examen sont déductibles à titre de dépenses professionnelles lorsque les diplômés recherchés sont de nature à permettre l'exercice normal de la profession ou l'amélioration de la situation (préparation d'une licence par un instituteur, d'une thèse ou de l'agrégation par un professeur, inscription dans une faculté par un futur ingénieur, etc.).

En revanche, si c'est pour des raisons de convenances personnelles que vous avez financé votre habitation loin de votre lieu de travail, vous ne pouvez prétendre à la déduction des frais de transport.

Il n'est pas, dans le cas où le contribuable réside dans un lieu éloigné de celui de son travail, lui appartenant d'établir que cette circonstance n'a pas un caractère anormal, compte tenu du lieu où il exerce son activité et des circonstances propres à son cas particulier.

En revanche, si c'est pour des raisons de convenances personnelles que vous avez financé votre habitation loin de votre lieu de travail, vous ne pouvez prétendre à la déduction des frais de transport.

Pour évaluer vos frais de voiture dans le cas où vous ne disposez pas de la totalité des justificatifs, l'administration publie chaque année, à titre indicatif, un tableau des prix de revient kilométriques suivant la puissance du véhicule et le nombre de kilomètres parcourus pour la profession qu'en toute hypothèse il vous appartient de justifier. Ce prix comprend l'entretien du véhicule, les frais de réparation et d'entretien, les dépenses de pneumatiques, la vignette, la consommation d'essence et les primes d'assurances (voir tableaux ci-dessous).

● **Frais de logement.** — Un salarié contraint d'affecter une pièce de son habitation principale à son activité professionnelle peut comprendre une part des intérêts de l'emprunt contracté pour l'acquisition de

Prix de revient kilométrique (1984 ; frais de garage exclus).

Puissance des véhicules	Kilométrage professionnel type			
	5 000 km		10 000 km	
	Paris	Province	Paris	Province
2 CV et 3 CV	1,15	1,07	0,83	0,89
4 CV	1,22	1,14	0,97	0,82
5 CV	1,33	1,23	1,07	1,02
6 CV	1,45	1,36	1,15	1,11
7 CV	1,54	1,45	1,21	1,16
8 CV	1,67	1,57	1,32	1,27
9 CV	1,80	1,70	1,38	1,33
10 CV	1,87	1,77	1,47	1,42
11 CV	1,96	1,84	1,54	1,48
12 CV	2,08	1,95	1,67	1,58
13 CV et au-dessus	2,15	2,00	1,67	1,60

Les chiffres du tableau sont des francs par kilomètre.

cette habitation parmi ses frais professionnels ; cette part, qui ne peut alors figurer parmi les charges ouvrant droit à réduction d'impôt en application des dispositions de l'article 156-II du C.G.I., doit être déterminée en tenant compte du fait que la pièce peut être utilisée à des fins autres que professionnelles et du rapport existant entre la superficie de la pièce et la surface commune de l'immeuble (arrêt du Conseil d'Etat n° 17434 du 16 juin 1982).

● **Auteurs et compositeurs.** — Lorsqu'un contribuable perçoit à la fois des salaires et des droits d'auteur assimilés à des salaires, il ne peut demander la déduction de ses frais réels pour les droits d'auteur s'il a opté pour la déduction forfaitaire de 10 % et ce qui concerne son activité salariée (arrêt du Conseil d'Etat n° 16601 du 30 septembre 1981).

● **D. — DÉDUCTIONS SUPPLÉMENTAIRES.**

L'exercice de certaines professions ouvre droit à une déduction supplémentaire pour frais professionnels. Vous devez indiquer le montant de votre revenu qui y correspond, ainsi que le taux admis pour en permettre le calcul (vous devez ajouter vos indemnités de frais à votre salaire). Cette déduction est limitée par la loi à 50 000 F.

Une déduction supplémentaire de 25 % est accordée aux écrivains et compositeurs pour les droits d'auteur intégralement déclarés par des tiers et soumis au régime fiscal des salaires. Elle est limitée à 50 000 F (si vous percevez d'autres salaires ouvrant droit également à une déduction supplémentaire, joignez, pour permettre le calcul des plafonds de déduction, une note intitulée « Droits d'auteur - Déduction supplémentaire » indiquant, par taux de déduction, le détail et la nature des sommes inscrites lignes E et H du § 5 de la déclaration).

● **E. — PENSIONS, RETRAITES ET RENTES VIAGÈRES A TITRE GRATUIT.**

Il faut entreprendre par rentes viagères à titre gratuit celles dont le paiement n'est pas effectué en contrepartie du versement d'un capital en argent ou de l'allocation d'un bien meuble ou immeuble.

● **Principales exonérations.**

Sont exonérées de l'impôt sur le revenu : l'allocation aux vieux travailleurs salariés, l'allocation aux adultes handicapés, l'allocation supplémentaire allouée par le Fonds national de solidarité, les rentes viagères servies à titre de dommages-intérêts en vertu d'une condamnation judiciaire pour la réparation d'un préjudice corporel entraînant une incapacité permanente totale, les pensions et les rentes d'accidents du travail ou de maladies professionnelles, la pension alimentaire versée, pour un ascendant disposant de faibles ressources, directement à une maison de retraite ou à un établissement hospitalier.

● **Doivent être déclarées sous cette rubrique :**

— les pensions de vieillesse et de retraite servies par le régime général de la sécurité sociale ou les autres régimes, par les régimes complémentaires de retraite et de prévoyance, pensions des fonctionnaires civils et militaires ;

— les pensions d'invalidité ;

— les pensions alimentaires ou assimilées (rentes versées en cas de divorce) servies en exécution des obligations résultant des dispositions du code civil ;

— l'allocation servie aux travailleurs en préretraite, ou à ceux qui cessent volontairement leur activité professionnelle dans les conditions prévues par l'accord interprofessionnel du 13 juin 1977 ; les allocations servies par les entreprises en vertu d'accords particuliers ou de conventions collectives à leurs salariés qui acceptent de cesser leur activité avant l'âge de départ à la retraite ;

— les pensions d'invalidité ;

— les pensions alimentaires ou assimilées (rentes versées en cas de divorce) servies en exécution des obligations résultant des dispositions du code civil ;

— l'allocation servie aux travailleurs en préretraite, ou à ceux qui cessent volontairement leur activité professionnelle dans les conditions prévues par l'accord interprofessionnel du 13 juin 1977 ; les allocations servies par les entreprises en vertu d'accords particuliers ou de conventions collectives à leurs salariés qui acceptent de cesser leur activité avant l'âge de départ à la retraite ;

— les pensions d'invalidité ;

— les pensions alimentaires ou assimilées (rentes versées en cas de divorce) servies en exécution des obligations résultant des dispositions du code civil ;

— l'allocation servie aux travailleurs en préretraite, ou à ceux qui cessent volontairement leur activité professionnelle dans les conditions prévues par l'accord interprofessionnel du 13 juin 1977 ; les allocations servies par les entreprises en vertu d'accords particuliers ou de conventions collectives à leurs salariés qui acceptent de cesser leur activité avant l'âge de départ à la retraite ;

— les pensions d'invalidité ;

— les pensions alimentaires ou assimilées (rentes versées en cas de divorce) servies en exécution des obligations résultant des dispositions du code civil ;

— l'allocation servie aux travailleurs en préretraite, ou à ceux qui cessent volontairement leur activité professionnelle dans les conditions prévues par l'accord interprofessionnel du 13 juin 1977 ; les allocations servies par les entreprises en vertu d'accords particuliers ou de conventions collectives à leurs salariés qui acceptent de cesser leur activité avant l'âge de départ à la retraite ;

— les pensions d'invalidité ;

— les pensions alimentaires ou assimilées (rentes versées en cas de divorce) servies en exécution des obligations résultant des dispositions du code civil ;

— l'allocation servie aux travailleurs en préretraite, ou à ceux qui cessent volontairement leur activité professionnelle dans les conditions prévues par l'accord interprofessionnel du 13 juin 1977 ; les allocations servies par les entreprises en vertu d'accords particuliers ou de conventions collectives à leurs salariés qui acceptent de cesser leur activité avant l'âge de départ à la retraite ;

— les pensions d'invalidité ;

— les pensions alimentaires ou assimilées (rentes versées en cas de divorce) servies en exécution des obligations résultant des dispositions du code civil ;

— l'allocation servie aux travailleurs en préretraite, ou à ceux qui cessent volontairement leur activité professionnelle dans les conditions prévues par l'accord interprofessionnel du 13 juin 1977 ; les allocations servies par les entreprises en vertu d'accords particuliers ou de conventions collectives à leurs salariés qui acceptent de cesser leur activité avant l'âge de départ à la retraite ;

— les pensions d'invalidité ;

— les pensions alimentaires ou assimilées (rentes versées en cas de divorce) servies en exécution des obligations résultant des dispositions du code civil ;

— l'allocation servie aux travailleurs en préretraite, ou à ceux qui cessent volontairement leur activité professionnelle dans les conditions prévues par l'accord interprofessionnel du 13 juin 1977 ; les allocations servies par les entreprises en vertu d'accords particuliers ou de conventions collectives à leurs salariés qui acceptent de cesser leur activité avant l'âge de départ à la retraite ;

— les pensions d'invalidité ;

— les pensions alimentaires ou assimilées (rentes versées en cas de divorce) servies en exécution des obligations résultant des dispositions du code civil ;

— l'allocation servie aux travailleurs en préretraite, ou à ceux qui cessent volontairement leur activité professionnelle dans les conditions prévues par l'accord interprofessionnel du 13 juin 1977 ; les allocations servies par les entreprises en vertu d'accords particuliers ou de conventions collectives à leurs salariés qui acceptent de cesser leur activité avant l'âge de départ à la retraite ;

— les pensions d'invalidité ;

— les pensions alimentaires ou assimilées (rentes versées en cas de divorce) servies en exécution des obligations résultant des dispositions du code civil ;

— l'allocation servie aux travailleurs en préretraite, ou à ceux qui cessent volontairement leur activité professionnelle dans les conditions prévues par l'accord interprofessionnel du 13 juin 1977 ; les allocations servies par les entreprises en vertu d'accords particuliers ou de conventions collectives à leurs salariés qui acceptent de cesser leur activité avant l'âge de départ à la retraite ;

les rentes constituées à titre gratuit dont le régime d'imposition est identique à celui des pensions.

Le plafond maximum de l'abattement de 10 % dont bénéficient les pensions et rentes a été porté à 23 100 F mais s'apprécie par foyer. En revanche, l'abattement minimum reste fixé à 1 500 F par bénéficiaire. Lorsque le plafond doit être dépassé (pourcentage des pensions dont le montant est supérieur à 23 100 F), il est, pour le calcul de l'abattement, de 20 % (cf. § F ci-après), réparti au prorata des pensions de chacun.

REMARQUE. — Rachats de cotisations de retraite : joignez dans tous les cas une note justificative à votre déclaration.

Si le bénéficiaire de ces rachats perçoit un salaire ou une pension, la somme à déclarer sous ces rubriques est calculée déduction faite des rachats. Si ces derniers étaient supérieurs au montant des salaires et, le cas échéant, des pensions de la personne qui a personnellement effectué les rachats, ne portez aucune somme dans ces salaires ou pensions et faites apparaître le solde non imputé sur votre note explicative.

Si le bénéficiaire ne dispose pas de salaires ou pensions, les rachats doivent être portés dans la rubrique « Déductions diverses » de la quatrième page de la déclaration (§ 6).

● **F. — ABATTEMENT DE 20 % SUR LES SALAIRES ET PENSIONS.**

Cet abattement ne s'applique qu'à la fraction des salaires et pensions nets de chaque bénéficiaire n'excédant pas 495 000 F. Il est donc limité à 99 000 F.

Son taux est ramené à 10 % pour la fraction comprise entre 182 000 F et 495 000 F des salaires nets des dirigeants des sociétés cotées plus de 35 % des droits sociaux dans la société en cause (le Conseil d'Etat a jugé que, pour le bénéfice de ce taux, il fallait exclure les droits détenus par les membres de la famille : arrêt du 29 juillet 1983, Req. n° 35536).

● **G. — RENTES VIAGÈRES A TITRE ONÉREUX (en contrepartie de l'abandon d'un capital ou d'un bien meuble ou immeuble).**

Utilisez une colonne pour chaque rente et inscrivez le montant brut annuel de vos rentes et l'un des taux ci-après correspondant à l'âge que vous avez au moment de l'entrée en jouissance : moins de 50 ans : 70 % — 50 à 59 ans : 50 % — 60 à 69 ans : 40 % — plus de 69 ans : 30 %.

Si vous percevez une rente viagère en vertu d'une clause de réversibilité, retenez l'âge que vous avez au moment du décès du précédent bénéficiaire. Si elle a été initialement constituée au profit d'un ménage, c'est l'âge du conjoint le plus âgé au moment de l'entrée en jouissance qui peut être retenu.

● **H. — REVENUS PERÇUS DANS LE CADRE DE CONVENTIONS INTERNATIONALES**

ou par des fonctionnaires internationaux ou par des salariés envoyés à l'étranger par leur employeur et fiscalement domiciliés en France.

Si vous êtes dans un des cas prévus pour bénéficier de l'exonération des revenus « étrangers », déclarez ligne YA de la rubrique 5 ces revenus exonérés mais qui doivent être pris en compte pour le calcul du « taux effectif » d'imposition applicable à vos autres revenus normalement imposables (excluez toutefois de ce montant les indemnités d'expatriation). Joignez à votre déclaration une note dans laquelle vous justifiez de l'exonération de ces salaires et dont vous donnez le détail.

En ce qui concerne le détachement à l'étranger plus de 183 jours pour l'installation d'« ensembles industriels », l'Administration a admis que cette expression désignait les chantiers de tous travaux publics (RM Vadepiet J.O. du 5 novembre 1984, p. 4869).

En effet, si vous déduisez une pension alimentaire, celle-ci est imposable au nom de votre enfant à concurrence de ce qui est admis en déduction.

Dans le cas du rattachement, vous ne pouvez pas déduire de pension alimentaire mais vous devez ajouter à vos revenus ceux qui ont été éventuellement perçus par votre enfant (s'il a travaillé) ou par le jeune couple s'il est marié.

2) AUTRES PENSIONS ALIMENTAIRES (ligne AE de la déclaration).

Sont déductibles les pensions alimentaires versées aux ascendants et descendants (sauf en ce qui concerne les enfants majeurs : voir § I ci-dessus) en vertu de l'obligation alimentaire édictée par le code civil (à la condition de correspondre aux besoins de celui qui reçoit et aux ressources de celui qui donne) ou versées, entre époux séparés ou divorcés, en vertu d'une décision de justice lorsque le conjoint est imposé séparément.

REMARQUE. — Par une note du 10-12-1980, l'Administration a admis que les pensions versées pour l'entretien des enfants mineurs et rattachées spontanément soient intégralement déductibles si elles remplissent les conditions posées par les articles 203 et suivants du code civil. Il en est de même des versements au profit de l'ex-époux.

89 FM à Paris

du lundi au vendredi

à 8 h 50

Colette Godard

Claire Devarrieux

Caroline de Barancelli

150 من الاجل

صكنا من الاول

Le Monde

Loisirs

VOS REVENUS

Personnel type	
10 000 km	
Paris	Province
F	F
0,93	0,88
0,97	0,92
1,07	1,02
1,15	1,11
1,21	1,16
1,32	1,27
1,38	1,33
1,47	1,42
1,54	1,48
1,57	1,55
1,67	1,60

nées à titre gratuit dont le
lentique à celui des pensions.
de l'abattement de 10 % dont
trentes a été porté à 23 000 F
r. En revanche, l'abattement
00 F par bénéficiaire. Lorsque
er percevant des pensions don
à 231 000 F), il est, pour le
de 20 % (cf. § F. ci-après).
sions de chacun.

Rachats de cotisations de
s les cas une note justificative

se rachats perçoit un salaire ou
déclarer sous ces rubriques est
des rachats. Si ces derniers
untant des salaires et, le cas
la personne qui a personnelle
its, ne portez aucune somme
nsions et faites apparaître le
re note explicative.

disposée pas de salaires ou pen
it être portés dans la rubrique
de la quatrième page de la

DE 20 % SUR LES PENSIONS.

s'applique qu'à la fraction des
de chaque bénéficiaire n'exce
t donc limité à 99 000 F.

5 à 10 % pour la fraction com
495 000 F des salaires nets des
contrôlant plus de 35 % des
société en cause (le Conseil
le décompte de ce taux, il fallai
sains par les membres de la
loi 1983, Req. n° 35536).

GÈRES A TITRE ONÉ-

repartie de l'aliénation d'un
meuble ou immeuble).

pour chaque rente et inscrivez
de vos rentes et l'un des taux

à l'âge que vous avez au

naissance : moins de 50 ans :

1 % ; 50 à 69 ans : 40 % - plus

si percevez une rente viagère en

réversibilité, retenez l'âge que

des décès du précédent bénéfi

ciataire constitué au profit

ge du conjoint le plus âgé et sa

consistance qui peut être retenue.

ERCUS DANS LE CADRE

IONS. INTERNATIONALES

ctionnaires internationaux ou

envoyés à l'étranger par leur

sallement domiciliés en France.

si des cas prévus pour bénéficier

revenus « étrangers », déclarez

5 ces revenus exonérés mais qui

compte pour le calcul du « taux

applicable à vos autres revenus

es (excluez toutefois de ce mont

l'expatriation). Joignez à votre

dans laquelle vous justifiez de

salaires et dont vous donnez le

le détachement à l'étranger plus

installation d'ensembles indus

on a admis que cette expression

s de tous travaux publics (RM

tembre 1984, p. 4869).

impose, où vous mentionnez les

aux-parents de votre enfant ou de

union, cette déduction n'est possi

ble que si votre enfant, parmi les

in effet, sous certaines conditions

unis à charge ») vous avez per

pour le rattachement de votre

l vous ouvre droit, si tel est le cas

l vous ouvre droit, si tel est le cas

l vous ouvre droit, si tel est le cas

l vous ouvre droit, si tel est le cas

l vous ouvre droit, si tel est le cas

l vous ouvre droit, si tel est le cas

l vous ouvre droit, si tel est le cas

l vous ouvre droit, si tel est le cas

l vous ouvre droit, si tel est le cas

l vous ouvre droit, si tel est le cas

l vous ouvre droit, si tel est le cas

l vous ouvre droit, si tel est le cas

l vous ouvre droit, si tel est le cas

l vous ouvre droit, si tel est le cas

l vous ouvre droit, si tel est le cas

l vous ouvre droit, si tel est le cas

l vous ouvre droit, si tel est le cas

l vous ouvre droit, si tel est le cas

l vous ouvre droit, si tel est le cas

l vous ouvre droit, si tel est le cas

l vous ouvre droit, si tel est le cas

l vous ouvre droit, si tel est le cas

l vous ouvre droit, si tel est le cas

l vous ouvre droit, si tel est le cas

l vous ouvre droit, si tel est le cas

l vous ouvre droit, si tel est le cas

l vous ouvre droit, si tel est le cas

l vous ouvre droit, si tel est le cas

l vous ouvre droit, si tel est le cas

l vous ouvre droit, si tel est le cas

l vous ouvre droit, si tel est le cas

l vous ouvre droit, si tel est le cas

l vous ouvre droit, si tel est le cas

l vous ouvre droit, si tel est le cas

l vous ouvre droit, si tel est le cas

l vous ouvre droit, si tel est le cas

l vous ouvre droit, si tel est le cas

l vous ouvre droit, si tel est le cas



F. LE DIASCORNI/VIVA

A Venise, page III

Salon mondial du tourisme, page V à VIII

Mode : un Américain à Paris, page IX

Nos programmes commentés de radio et de télévision, pages XI à XV

Supplément au n° 12451. Ne peut être vendu séparément. Samedi 9 février 1985.

Londres, une valeur sûre

Rien ne change, tout se transforme.

MAIS qu'a donc Londres que Paris n'a pas ? Quel est ce curieux sentiment de confort et d'excitation qui envahit le voyageur fraîchement débarqué ? Etranger dans une ville étrange, il s'y sent néanmoins chez lui et il s'y sent bien. D'abord, rien n'a changé ; il n'a besoin de réapprendre ni les autobus, toujours rouges et à deux étages, ni les stations : le receveur les lui indique aimablement et lui vend, au détail, le ticket dont il a besoin. Ensuite tous les autres clin d'œil londoniens lui sourient : les taxis noirs, les cabines téléphoniques rouges et les beaux bancs de bois, confortables, accueillants, que l'on peut déplacer à son gré et que les Londoniens, curieusement, ne volent pas, pas plus que les pots et les arbustes disposés devant la porte des maisons, dans des rues non seulement fleuries, mais propres. Mais où font donc les chiens londoniens ? A n'en pas douter, les Britanniques et leurs compagnons à quatre pattes ne sont pas comme nous. N'ont-ils pas, d'ailleurs, ces Britanniques, écouté Alphonse Allais et construit Londres à la campagne, n'ont-ils pas assaini la Tamise ? Ah ! si la Seine était tamisée !

Célébre pour ses excès, la capitale de la Grande-Bretagne est aussi une ville pleine de bon sens et de dignité. Ici s'harmonisent en effet avec bonheur les extrêmes de l'avant-garde et les plus immuables traditions. Et la nouveauté n'est-elle pas l'une des plus solides traditions d'un Londres où les punks ont, depuis longtemps, rejoint, sur les cartes postales, bobbies et chapeaux melon.

Londres n'en finit pas de changer et pourtant elle reste elle-même, ville grise et verte, échevelée, immuable. Le nombre et l'ampleur des grands projets urbains achevés ou en cours d'achèvement auraient déjà dû la rendre méconnaissable ; il n'en est rien. A Covent Garden, a depuis longtemps quitté la ville, remplacé par le désormais classique coquet « restaurants-boutiques ». Mais le résultat est beaucoup plus naturel et beaucoup moins prétentieux que le « forum » parisien. De vrais musiciens, acrobates et jongleurs se succèdent devant le portique toscan de la petite église Saint-Paul, sous lequel Eliza Doolittle rencontra le professeur Higgins. Autour, des magasins originaux, et non pas des succursales de grandes marques ou des sous-traitants franchisés, gardent au quartier une identité. Et pour retrouver, en imagination, l'atmosphère du jardin de l'ancien couvent de Westminster, il suffit de faire le tour de l'église. De l'autre côté, sur l'emplacement du vieux cimetière disparu, un square au calme champêtre, vert et fleuri, embelli de chants d'oiseaux. L'église, comme le prévoyait son architecte, Inigo Jones, est sûrement la plus jolie grange d'Angleterre.

Un autre quartier rénové mais qui garde néanmoins quelque mystère est le dock Sainte-Katherine, près de la Tour de Londres. Le nom est tout ce qui demeure de l'histoire fondée par la reine Mathilde en 1146 et démolie en 1824 pour faire place à des entrepôts et des quais, dépassés dès 1880, abandonnés en 1968. Une marina agrémentée un ensemble de « restaurants-boutiques », avec un musée nautique d'une dizaine de jolis bateaux de début du siècle, amarrés là comme s'ils étaient seulement de passage, comme les autres. Tout autour, les bâtiments de style italien ont été restaurés et transformés en immeubles d'habitation.

Plus ambitieux et plus important pour la cité est le projet de réaménagement de Piccadilly Circus, qui, long-

temps l'une des places les plus élégantes de Londres, était récemment devenu presque miteux. Cela ne pouvait plus durer ! Même le célèbre Eros avait besoin de se refaire une beauté. Actuellement en cours de restauration, il reviendra à la fin de l'année et ne reconnaîtra plus sa place. Le projet comprend une grande zone piétonne, réservée aux quelques trente mille personnes qui passent par là, chaque jour, ainsi qu'un réaménagement des sorties du métro et différents projets privés, dont l'un, presque totalement terminé, vaut la visite : le nouveau Trocadéro. En 1740, le premier Trocadéro était un court de tennis transformé, vers 1820, en cirque, puis en théâtre. En 1832, il s'appela Théâtre de la Royale Albion, puis changera plusieurs fois de nom et de propriétaire. Au début du siècle, il se transforme en restaurant, puis, en 1965, en boîte de nuit. Les derniers travaux ont commencé en 1980 et s'achèvent tout juste.

Les promoteurs ont créé un village international où sont réunis les poncifs de chaque pays : dans le quartier français, une pâtisserie, une crêperie (sic), un bar à champagne (resic) et des restaurants français, sans oublier le gendarme et l'accordéoniste coiffé de l'inévitable béret. Ne manque que la concierge avec son chat.

Les deux autres villages sont, eux aussi, fidèles à leur réputation. La « piazza » italienne et le « square » anglais ont tout ce qu'il faut, là où il faut. La véritable idée géniale a été d'y installer le musée Guinness des records, illustration du célèbre livre. On s'attend au pire, mais, surprise, ce musée du superlatif échappe à l'horreur. Le mauvais goût va si loin qu'on ne peut que s'en amuser. Imaginez : être chatoillé et gratifié par Shridar Shillal, dont les ongles mesurent 321 centimètres en mars 1983 ! Déchiffrer, au clair de lune, la femme la plus tatouée du monde, et s'endormir roulé dans les 5 mètres de barbe du Norvégien Hans Langseth... après avoir partagé le repas de M. Lorito, un Grenoblois qui a déjà dévoré sept vélos, sept téléviseurs et un petit Cessna de tourisme ! Les mises en scène sont drôles et habiles ; le public suit. Tout comme chez M^{me} Tussaud, une autre institution anglaise en plein développement, qui ouvre des succursales en Grande-Bretagne et à l'étranger (Amsterdam). La dernière, à Windsor, est consacrée au jubilé de la reine Victoria. Un spectacle impressionnant, conçu avec des figures de cirque animées dignes de Disneyworld. Les personnages sont d'une vérité frappante, la palme allant sans discussion au petit toutou de la reine, à qui l'on meurt d'envie de jeter un biscuit. Les clin d'œil, pas de doute, ça marche encore !

ELISABETH SZIGETI.

Itinéraire

ABC londonien.

A **AMBRE.** L'un des seuls magasins spécialisés de cette matière, aussi mystérieuse que précieuse. Sac Frères, 45 Old Bond Street W1.

B **BED AND BREAKFAST.** Le plus élégant de Londres se trouve à Fulham, chez Lady Hardley, au 10 Donerale Street, SW6. Tél. : 731-21-92. Si vous ne trouvez pas de place chez Lady Hardley, adressez-vous à London Home to Home, 28 Ascott Avenue W5. Tél. : 567-29-98. Un service qui vous trouvera une chambre chez un particulier. Programme détaillé à l'Office britannique du tourisme, 6, place Vendôme, 75001 Paris.

BOTTIER. L'inimitable John Lobb, 9 St James Street, SW1. Le maître du « sur mesure » cache dans ses caves plus de vingt mille formes de bois. Pratique pour commander ses chaussures par téléphone ! Un autre bottier, moins cher et tout aussi bien (le prince Charles se fournit chez lui), Wildsmith and Co, 15 Princes Arcades, SW1. Si au bout de dix ans vos chaussures sont usées, Wildsmith vous les remet à neuf pour 30 livres.

BUS CULTURELS. Ils ne sont pas rouges mais jaunes. De Saint-Paul à la Tour en passant par Tussaud's et Hyde Park... une boucle de 30 kilomètres desservant vingt stations touristiques. Le billet pour la journée, montées et descentes illimitées, 28 F.

CHAPEAUX. Allez chez James Lock, 6 St James Street, SW1. Dans un amoncellement de cartons à chapeaux blancs sur fond de murs lambrissés de bois noir, vous poserez sur votre tête le « conformateur » qui vous permettra de connaître votre taille et de commander votre prochain haut-de-forme.

CHEMISES. Chez Turnbull et Asser, bien sûr ! 71 Jermyn Street, SW1. Un choix de tissus d'une richesse inimaginable dans des modèles si nombreux que vous n'aurez plus jamais la même chemise que votre meilleur ami, même s'il a les mêmes goûts.

CHOCOLAT. Si vous êtes invité à dîner, n'oubliez pas la boîte blanche de Charbonnel et Walker, 28 Old Bond Street, W1. Les plus classiques chocolats anglais d'après des recettes françaises d'une amie d'Edouard VII qui le suivit à Londres et finit par ouvrir une confiserie. Des chocolats royaux.

DÉJEUNER. Le plus aristocratique, dans la noble salle à manger du Connaught, le meilleur hôtel de Londres après le Claridge's. Au Connaught, vous goûterez, enfin, la cuisine anglaise dans ce qu'elle a de mieux. Connaught, Carlos Place, W1. Beaucoup plus piédestal, un bar à vin raffiné, dernière chez Harrod's, Le Metro, 28 Basil Street, SW3. Carrément peuple, la brasserie Soho, au 13 Old Compton Street, SW3, ou Smith, au 33 Shelton Street, WC2, près de Covent Garden.

ÉQUITATION. Dans Hyde Park, allez chez Lilo Blum et découvrez, par-dessus le marché, l'un des plus beaux manoirs (écurelles) de Londres. L'adresse est : 32 A Grosvenor Crescent Mews, Hyde Park Corner, SW1.

FROMAGES. Deux-cent-cinquante sortes de fromages et trente sortes de biscuits pour les accompagner chez Paxton et Witfield, experts en fromages depuis 1787. Au 93 Jermyn Street, SW1.

GAUCHERS. Tout le monde doit connaître l'amusante boutique « Anything Left Handed », 65 Beak Street, W1.

GRATUIT. Pour les enfants ! Britany Ferries offre le transport, la nuit d'hôtel et le petit déjeuner de votre enfant s'il partage votre chambre et votre cabine. En plus, un carnet de tickets gratuits pour toutes sortes de musées. Paris-Londres, une nuit à l'hôtel pour un adulte et un enfant, 595 F, passage de la voiture comprise. La nuit supplémentaire, 195 F, enfant inclus. Britany Ferries BP 72, 28211 Roscoff.

HARRODS. évidemment. Adresse : Knightsbridge, SW1. La seule limite est l'argent dont on dispose...

JOUETS. Le rayon des jouets ? Mais monsieur, répond la standardiste, ici, nous n'avons que des jouets ! Harrods est, d'après le Livre Guinness des records, le plus grand magasin de jouets du monde. Harrold's 188 Regent Street, W1.

KENSINGTON PALACE. Un palais royal plein de mystère et d'intimité, où habitent un grand nombre de membres de la famille royale. Le prince Charles et la princesse Margaret y ont leurs appartements londoniens. On visite les appartements qu'occupait la reine Mary II et, plus tard, la reine Anne, pour découvrir qu'ils sont parfaitement habitables !

LE MOSQUE. De Leicester Square, par le soir même, des places pour tous les spectacles de Londres, à des prix très réduits.

LIVRES. Hatchards Ltd, 187 Piccadilly, W1, une véritable caverne d'Ali Baba, et les vendeurs sont des puits de science et de patience !

LE MAGAZINE. Un nouveau mensuel londonien bilingue, avec en français, toutes les informations nécessaires sur Londres. Disponible chez Harrods.

MINI-SÉJOURS. British Airways et Air France proposent à leurs passagers des chambres d'hôtel à partir de 160 F la nuit pour deux, petit déjeuner compris, dans de très bons hôtels, en plein centre de Londres. Le billet d'avion à partir de 810 F.

NOUVEAU ! La salle du haut commandement où travaillaient Churchill et ses ministres pendant les bombardements de la seconde guerre mondiale. Les salles sont aménagées comme elles l'étaient le 15 octobre 1940, et tout y est fait pour donner l'impression que les ministres et leurs secrétaires sont simplement sortis pour quelques minutes... Impressionnant ! Cabinet War Rooms, Whitehall.

OFFICE BRITANNIQUE DE TOURISME. Il répond à toutes vos questions. Exemple : pour trouver une chambre à un prix raisonnable, une brochure en français Hôtels à bon marché, répertoire des hôtels abordables au centre de Londres, et bien d'autres...

OPÉRA. Covent Garden diminue le prix des places : le prix maximum a été fixé à 36 livres (au lieu de 50), et 40% des places sont vendues 110 F environ. Réservations : 48 Floral Street, Londres, WC2.

PARAPLUIES. Barnsbotti, millionnaire éclairé, ne se fournissait que chez Brigg. Il avait raison. Traditionnel ou classique, le parapluie de Brigg se fait dans quatorze bois différents courbés à la main et autant de cuirs. On peut aussi faire pleuvoir dans la poignée un petit crayon à tête d'argent, un flacon, un briquet, ou un poignard. Les cannes et les parapluies, fabriqués entièrement à la main, comme aux débuts de l'asphalte maison, en 1750, sont vendus accompagnés d'un mode d'emploi de quatre feuilles. Indispensable pour savoir enfin rouler son parapluie avec la dextérité d'un parfait butler. Swaine Adeney Brigg & Sons, 185 Piccadilly, W1.

PORTRAIT DE CIRE. Un cadeau original ! Faites donc faire, par un sculpteur spécialisé, une figure de cire comme celle de M^{me} Tussaud.

RITZ. Le célèbre hôtel sur Piccadilly. Incroyable mais vrai, on peut y passer un week-end pour un peu plus de 200 livres voyage compris ! Renseignements auprès de l'Office du tourisme britannique, 6, place Vendôme, 75001 Paris.

SENTEURS ET SAVONS. Penhaligon's et Floris, deux parfumeurs traditionnels. Le premier, 41 Wellington Street ; l'autre au 89 Jermyn Street.

SPORTS. Lilywhite's, à Piccadilly Circus, sur six étages.

THÉ. Il faut absolument prendre le thé à Londres, mais où ?

Dans les grands hôtels, pour 6 ou 7 livres, on vous apporte le high tea dans toute sa splendeur, avec petits sandwiches moelleux, « scones » tout chauds arrosés de crème épaisse, gâteaux... Grandiose au Hyde Park Hotel, élégant chez Claridge's, intime au Brown's, dansant au Ritz...

UNIQUE. Le musée Victoria & Albert, une immense collection très personnelle aussi et qui recèle, par exemple, des trésors d'art chinois.

ZOO. Celui de Londres est fascinant, aussi bien par ses pensionnaires que par l'architecture qui les abrite, en particulier des cages dessinées par Lord Snowdon. Il y a aussi le Hall du clair de lune, où l'on a inversé le jour et la nuit, ce qui permet d'observer des animaux nocturnes en activité. Regents Park, W1.

E. S.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

06600 ANTIBES
LE CARNAVAL, LE SOLEIL, LA MER
700 m. plage, HOTEL MERCATOR***, 18 studios, cuisine, s.d.b., w.c., tél., salon télé, jardin, parking, parc. Oct. à avril, 8 jours 495 F par pers. Par chemin des Grands. Tél. (93) 33-50-75.

05500 MENTON

HOTEL DU PIN DORÉ**
Tél. (93) 26-31-00
Chambres et petits déjeuners
Confort et accueil réputés
Le meilleur emplacement de Menton.
Centre ville et bord de mer. Proximité du casino, Jardin botanique, Piscine d'été.
Bar, 2 salons de TV. Tél. direct. Parking.

Châteaux de la Loire

37000 TOURS

Week-end châteaux de la Loire
HOTEL DE FRANCE*** centre, 30 m de la gare, vue pittoresque, sauna, salle vidéo, chambre, petit déj., télévision, bain, w.c., 225 F pour 2 pers. Repas gastronomique, à 150 m brasserie restaurant l'université. 70 F sec compris.
Tél. 16 (47) 05-35-32.

Provence

ROUSSILLON - 84220 GORGES

Le petit hôtel de charme du Lubéron aux portes de la Haute-Provence. Excellente cuisine de femme et de marché. Initiation à l'équitation et randonnées équestres.
Week-end et séjour.
MAS DE GARIBON***
Tél. : (90) 75-63-22.
Accueil : Christiane RECH.

Italie

VENISE

HOTEL LA FENICE ET DES ARTISTES
(près du Théâtre la Fenice)
5 minutes à pied de la place St-Marc.
Atmosphère intime, tout confort.
Prix modérés.
Réservation : 41-32-333 VENISE.
Tél. : 41-11-50 FENICE I.
Directeur : Dante Apollonio.

Suisse

CH 1938 CHAMPEX-LAC

Vacances Bleues en Valais
Hôtel familial, détente, bien-être où les enfants sont les bienvenus. Paradis du ski de fond - ski alpin - promenades, 7 jours en pens. compl. + skis pass. 1970 FF à 2280 FF, non skieur 1330 FF à 1600 FF selon saison.
Hôtel Splendide ** Tél. : 1941/26/41145

l'évasion bleue.

Confortablement installée à la terre de votre bateau BLUE LINE, avec « l'évasion bleue » en naviguant sur les canaux et les rivières des plus belles régions de France : Bretagne / Midi / Corse / Normandie / Bourgogne / Alsace-Lorraine

Je désire recevoir gratuitement votre documentation et tarifs concernant vos locations / bâteaux de 2 à 10 personnes.

Nom : _____
Adresse : _____

Blue Line
la France verte en bateau bleu

BP 21 91 - 77400 Commenyville - Tél. 01 69 22 31 21 ou BLUE LINE Paris 01 40 10 00 00 - Tél. 01 40 10 00 00

L'UNIVERS DU SKI DE FOND

NOTRE-DAME-DU-PIRE

La Résidence "LES MÉLÈZES"

Studio, 2 pièces et 2 pièces duplex avec vue panoramique imprenable, orientation plein sud à 4 Km des pistes de la Plagne.

2 PIÈCES DUPLEX 67 personnes 267.000F

Bureau de vente sur place tous les jours
NOTRE-DAME-DU-PIRE - 73000 MOUTERIS - Tél. (78) 34.32.33

SAHARA

Le plus grand hôtel de l'Algérie
Tél. 021 44 44 44 - 021 25 74 55

VACANCES D'HIVER

SAHARA
Studios et 2 pièces
Hôtels *** et **
Tél. 021 44 44 44 - 021 25 74 55

VOYAGES EXCEPTIONNELS

12 mai 1985
MARRAKECH
14-15-16 mai 1985
17-18-19 mai 1985
20-21-22 mai 1985
23-24-25 mai 1985
26-27-28 mai 1985
29-30 mai 1985
31 mai 1985
1er juin 1985
2-3-4 juin 1985
5-6-7 juin 1985
8-9-10 juin 1985
11-12-13 juin 1985
14-15-16 juin 1985
17-18-19 juin 1985
20-21-22 juin 1985
23-24-25 juin 1985
26-27-28 juin 1985
29-30 juin 1985
1er juillet 1985
2-3-4 juillet 1985
5-6-7 juillet 1985
8-9-10 juillet 1985
11-12-13 juillet 1985
14-15-16 juillet 1985
17-18-19 juillet 1985
20-21-22 juillet 1985
23-24-25 juillet 1985
26-27-28 juillet 1985
29-30 juillet 1985
31 juillet 1985
1er août 1985
2-3-4 août 1985
5-6-7 août 1985
8-9-10 août 1985
11-12-13 août 1985
14-15-16 août 1985
17-18-19 août 1985
20-21-22 août 1985
23-24-25 août 1985
26-27-28 août 1985
29-30 août 1985
31 août 1985
1er septembre 1985
2-3-4 septembre 1985
5-6-7 septembre 1985
8-9-10 septembre 1985
11-12-13 septembre 1985
14-15-16 septembre 1985
17-18-19 septembre 1985
20-21-22 septembre 1985
23-24-25 septembre 1985
26-27-28 septembre 1985
29-30 septembre 1985
30 septembre 1985
1er octobre 1985
2-3-4 octobre 1985
5-6-7 octobre 1985
8-9-10 octobre 1985
11-12-13 octobre 1985
14-15-16 octobre 1985
17-18-19 octobre 1985
20-21-22 octobre 1985
23-24-25 octobre 1985
26-27-28 octobre 1985
29-30 octobre 1985
31 octobre 1985
1er novembre 1985
2-3-4 novembre 1985
5-6-7 novembre 1985
8-9-10 novembre 1985
11-12-13 novembre 1985
14-15-16 novembre 1985
17-18-19 novembre 1985
20-21-22 novembre 1985
23-24-25 novembre 1985
26-27-28 novembre 1985
29-30 novembre 1985
30 novembre 1985
1er décembre 1985
2-3-4 décembre 1985
5-6-7 décembre 1985
8-9-10 décembre 1985
11-12-13 décembre 1985
14-15-16 décembre 1985
17-18-19 décembre 1985
20-21-22 décembre 1985
23-24-25 décembre 1985
26-27-28 décembre 1985
29-30 décembre 1985
31 décembre 1985
1er janvier 1986
2-3-4 janvier 1986
5-6-7 janvier 1986
8-9-10 janvier 1986
11-12-13 janvier 1986
14-15-16 janvier 1986
17-18-19 janvier 1986
20-21-22 janvier 1986
23-24-25 janvier 1986
26-27-28 janvier 1986
29-30 janvier 1986
30 janvier 1986
1er février 1986
2-3-4 février 1986
5-6-7 février 1986
8-9-10 février 1986
11-12-13 février 1986
14-15-16 février 1986
17-18-19 février 1986
20-21-22 février 1986
23-24-25 février 1986
26-27-28 février 1986
29-30 février 1986
30 février 1986
1er mars 1986
2-3-4 mars 1986
5-6-7 mars 1986
8-9-10 mars 1986
11-12-13 mars 1986
14-15-16 mars 1986
17-18-19 mars 1986
20-21-22 mars 1986
23-24-25 mars 1986
26-27-28 mars 1986
29-30 mars 1986
30 mars 1986
1er avril 1986
2-3-4 avril 1986
5-6-7 avril 1986
8-9-10 avril 1986
11-12-13 avril 1986
14-15-16 avril 1986
17-18-19 avril 1986
20-21-22 avril 1986
23-24-25 avril 1986
26-27-28 avril 1986
29-30 avril 1986
30 avril 1986
1er mai 1986
2-3-4 mai 1986
5-6-7 mai 1986
8-9-10 mai 1986
11-12-13 mai 1986
14-15-16 mai 1986
17-18-19 mai 1986
20-21-22 mai 1986
23-24-25 mai 1986
26-27-28 mai 1986
29-30 mai 1986
30 mai 1986
1er juin 1986
2-3-4 juin 1986
5-6-7 juin 1986
8-9-10 juin 1986
11-12-13 juin 1986
14-15-16 juin 1986
17-18-19 juin 1986
20-21-22 juin 1986
23-24-25 juin 1986
26-27-28 juin 1986
29-30 juin 1986
30 juin 1986
1er juillet 1986
2-3-4 juillet 1986
5-6-7 juillet 1986
8-9-10 juillet 1986
11-12-13 juillet 1986
14-15-16 juillet 1986
17-18-19 juillet 1986
20-21-22 juillet 1986
23-24-25 juillet 1986
26-27-28 juillet 1986
29-30 juillet 1986
30 juillet 1986
1er août 1986
2-3-4 août 1986
5-6-7 août 1986
8-9-10 août 1986
11-12-13 août 1986
14-15-16 août 1986
17-18-19 août 1986
20-21-22 août 1986
23-24-25 août 1986
26-27-28 août 1986
29-30 août 1986
30 août 1986
1er septembre 1986
2-3-4 septembre 1986
5-6-7 septembre 1986
8-9-10 septembre 1986
11-12-13 septembre 1986
14-15-16 septembre 1986
17-18-19 septembre 1986
20-21-22 septembre 1986
23-24-25 septembre 1986
26-27-28 septembre 1986
29-30 septembre 1986
30 septembre 1986
1er octobre 1986
2-3-4 octobre 1986
5-6-7 octobre 1986
8-9-10 octobre 1986
11-12-13 octobre 1986
14-15-16 octobre 1986
17-18-19 octobre 1986
20-21-22 octobre 1986
23-24-25 octobre 1986
26-27-28 octobre 1986
29-30 octobre 1986
30 octobre 1986
1er novembre 1986
2-3-4 novembre 1986
5-6-7 novembre 1986
8-9-10 novembre 1986
11-12-13 novembre 1986
14-15-16 novembre 1986
17-18-19 novembre 1986
20-21-22 novembre 1986
23-24-25 novembre 1986
26-27-28 novembre 1986
29-30 novembre 1986
30 novembre 1986
1er décembre 1986
2-3-4 décembre 1986
5-6-7 décembre 1986
8-9-10 décembre 1986
11-12-13 décembre 1986
14-15-16 décembre 1986
17-18-19 décembre 1986
20-21-22 décembre 1986
23-24-25 décembre 1986
26-27-28 décembre 1986
29-30 décembre 1986
30 décembre 1986
1er janvier 1987
2-3-4 janvier 1987
5-6-7 janvier 1987
8-9-10 janvier 1987
11-12-13 janvier 1987
14-15-16 janvier 1987
17-18-19 janvier 1987
20-21-22 janvier 1987
23-24-25 janvier 1987
26-27-28 janvier 1987
29-30 janvier 1987
30 janvier 1987
1er février 1987
2-3-4 février 1987
5-6-7 février 1987
8-9-10 février 1987
11-12-13 février 1987
14-15-16 février 1987
17-18-19 février 1987
20-21-22 février 1987
23-24-25 février 1987
26-27-28 février 1987
29-30 février 1987
30 février 1987
1er mars 1987
2-3-4 mars 1987
5-6-7 mars 1987
8-9-10 mars 1987
11-12-13 mars 1987
14-15-16 mars 1987
17-18-19 mars 1987
20-21-22 mars 1987
23-24-25 mars 1987
26-27-28 mars 1987
29-30 mars 1987
30 mars 1987
1er avril 1987
2-3-4 avril 1987
5-6-7 avril 1987
8-9-10 avril 1987
11-12-13 avril 1987
14-15-16 avril 1987
17-18-19 avril 1987
20-21-22 avril 1987
23-24-25 avril 1987
26-27-28 avril 1987
29-30 avril 1987
30 avril 1987
1er mai 1987
2-3-4 mai 1987
5-6-7 mai 1987
8-9-10 mai 1987
11-12-13 mai 1987
14-15-16 mai 1987
17-18-19 mai 1987
20-21-22 mai 1987
23-24-25 mai 1987
26-27-28 mai 1987
29-30 mai 1987
30 mai 1987
1er juin 1987
2-3-4 juin 1987
5-6-7 juin 1987
8-9-10 juin 1987
11-12-13 juin 1987
14-15-16 juin 1987
17-18-19 juin 1987
20-21-22 juin 1987
23-24-25 juin 1987
26-27-28 juin 1987
29-30 juin 1987
30 juin 1987
1er juillet 1987
2-3-4 juillet 1987
5-6-7 juillet 1987
8-9-10 juillet 1987
11-12-13 juillet 1987
14-15-16 juillet 1987
17-18-19 juillet 1987
20-21-22 juillet 1987
23-24-25 juillet 1987
26-27-28 juillet 1987
29-30 juillet 1987
30 juillet 1987
1er août 1987
2-3-4 août 1987
5-6-7 août 1987
8-9-10 août 1987
11-12-13 août 1987
14-15-16 août 1987
17-18-19 août 1987
20-21-22 août 1987
23-24-25 août 1987
26-27-28 août 1987
29-30 août 1987
30 août 1987
1er septembre 1987
2-3-4 septembre 1987
5-6-7 septembre 1987
8-9-10 septembre 1987
11-12-13 septembre 1987
14-15-16 septembre 1987
17-18-19 septembre 1987
20-21-22 septembre 1987
23-24-25 septembre 1

Risoul : ski doux en ces alpages

Une station où l'enfant est roi.

En piste

STUÉE à 1850 mètres au cœur des Hautes-Alpes, Risoul fait face au massif des Ecrins. Les quatorze remontées mécaniques donnent accès à 52 kilomètres de pistes (trente-six pistes, dont deux noires et onze rouges). Une liaison avec Vars ouvre sur 80 kilomètres de pistes supplémentaires. Il existe en outre 30 kilomètres de pistes balisées de ski de fond et des possibilités de hors piste, sous des bois de mélèzes qui retiennent particulièrement bien la poudre. Le forfait Risoul, pour sept jours, coûte 355 F. Il s'élève à 450 F pour l'ensemble Risoul-Vars. Les groupes bénéficient de réductions; les enfants de moins de six ans, de la gratuité.

● Accès : par la gare de Mont-Dauphin-Guilestre située à 12 kilomètres. Une navette est assurée (vingt minutes de trajet).

● Accueil : toutes les informations peuvent être données par le syndicat d'initiative (Syndicat d'initiative de Risoul, 05600 Guilestre).

— Saison : (92) 45-02-60.
— Hors saison : (92) 45-01-07.

● Hébergement-Equipement : la capacité d'accueil est de sept mille lits, répartis essentiellement en appartements. L'unité de base (quatre lits dans une pièce et d'entrée) se loue, en période de vacances scolaires, entre 1 600 et 2 500 F par semaine; entre 900 et 1 400 F hors vacances scolaires. Des forfaits particulièrement intéressants sont offerts à Risoul en janvier, de 519 F à 654 F par personne.

Un village-vacances de la Fédération Léo-Lagrange offre quatre cent cinquante lits supplémentaires. La pension complète, par adulte et par journée, revient entre 150 F et 200 F.

● Réservation : (16.42) 42-00-23 à Marseille; (16.92) 45-00-52 à Risoul.

Il n'y a pas d'hôtels à 1 850 mètres sur la station elle-même. En revanche, dans le village, à dix minutes de navette, il existe deux établissements.

● Ski : l'école de ski compte trente et un moniteurs. La carte de six jours vaut pour douze cours : 400 F pour les adultes, 311 F pour les enfants. (Directeur : Jacques Simond, tél. : (92) 45-19-22; 45-02-60.)

Pendant la journée, une crèche et une garderie peuvent accueillir les enfants (85 F par jour).

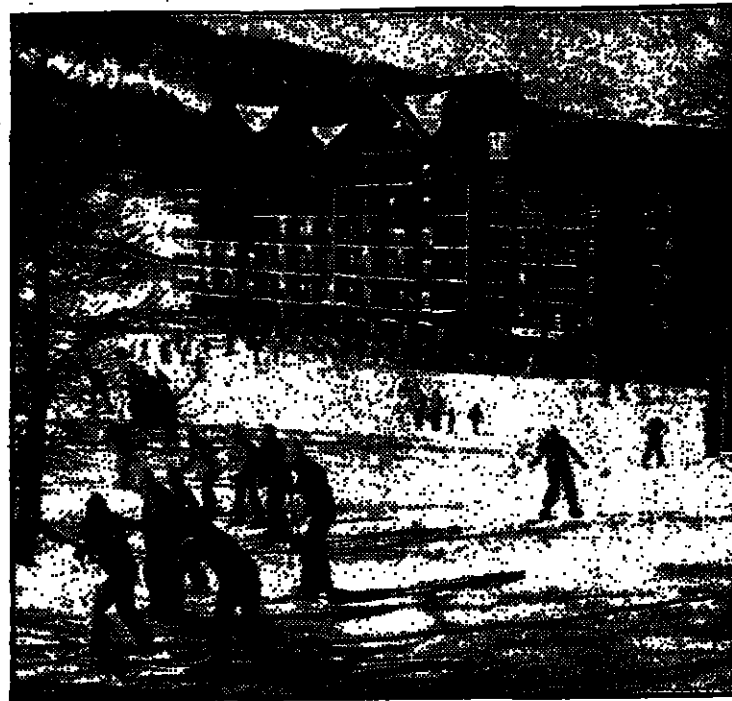
● Après-ski : quarante commerces, un night-club, une dizaine de restaurants et une salle polyvalente qui sert de cinéma.

RISOUL 1850, valeur refuge! Les temps sont difficiles; il faut, au Monopoli du ski alpin, jouer la station sûre. Or Risoul ne s'agit pas Val-d'Isère ou autres multinationales des neiges, aux valeurs trop élevées pour rester tout à fait abordables. Elle n'est pas restée pour autant, depuis sa création en 1970, une de ces stations éternellement pionnières aux pistes mal damées. Risoul s'est développée — 7 000 lits construits en quinze ans — à son rythme.

Risoul ou la sécurité : la neige y est assurée de 1 850 à 2 600 mètres d'altitude même en ce mois de janvier 1985, particulièrement démunis sur des pistes orientées au nord. L'ensoleillement est fréquent dans ces hautes Alpes qui sont les premières marches du Midi. Les bois de mélèzes, comme ces reliefs peu encaissés (une seule piste noire), donnent au site une douceur particulière.

Honnêtes pères de famille, voyez-y un placement sans risque. D'autant plus que la station, face au magnifique massif des Ecrins, se veut avant tout familiale. L'enfant y est roi. Pas d'équipées au long cours pour gagner avec une nuée de gosses le front des neiges; les grands chalets d'appartements sont très regroupés. Même le superbe village-vacances de la Fédération Léo-Lagrange de 450 lits ouvert cette année, est de plain-pied avec les pistes. Au départ des téléskis, les plus jeunes peuvent être pris en charge par une crèche ou, un peu en altitude, par un jardin d'enfants. Un téléski au milieu de quelques statues enfantes y a été réalisé à leur intention. Ils s'y essayent avec un plaisir évident. Même les moniteurs éprouvés y assurent leur tour de garde. Enfin, pas d'affres le soir pour les parents trop inquiets. L'unique discothèque de la station, le modeste Zoom, reste à l'échelle familiale. Fêtards, noceurs et autres amoureux de l'après-ski, s'abstiennent.

Risoul, c'est cela : l'anti-must. Sans misérabilisme pour autant. Avec ses quinze remontées et ses trente-six pistes, Risoul n'a pas à rougir. C'est la petite sœur des plus grandes, et sa liaison téléme-



nique avec son aînée, Vars, lui permet de démultiplier son domaine skiable. Ses trente et un moniteurs particulièrement jeunes organisent de multiples animations. « Skiez à l'éclair, à la glisse », nous conseillera Yves, beau et bronzé comme il se doit.

Il n'empêche : si Vars, sur l'autre versant, peut faire la cosmopolite, Risoul joue nature. Pas d'hôtel, du moins sur la station, pour attirer une clientèle plus sophistiquée. Aucune galerie marchande pour rappeler les lumières de la grande ville. Raquette pour tout le monde.

Risoul demeure résolument enfant du pays. Ainsi, la première halte dans la station à la descente du car est nécessairement pour « La Bergerie » d'Aimable, prénom et surnom tout à la fois d'un patron qui dira au visiteur le Risoul d'hier, la montée alors aux alpages à dos de mulet et la construction il y a quinze ans de son commerce de ses propres mains. Son menu à 48 F est, à lui seul, une marque d'authenticité. Dans la rue des Risoullins, l'artère centrale de la station, la plupart des commerçants, comme Aimable, sont originaires de la commune. De même pour les perchistes des remontées mécaniques dont la commune est maître-d'œuvre, les gardiens des immeubles et autres

communaux était de 100 000 F. Selon le mot terrible d'un sous-préfet : « La commune n'avait ni la surface financière ni la surface intellectuelle d'un développement touristique ».

M. Dijoud, député des Hautes-Alpes, et quelques autres encourageaient alors le lancement de projets. Arrivèrent quelques jeunes gens ambitieux qui arrachèrent une concession à un maire trop âgé. On construisit deux premiers immeubles, deux blocs de béton au toit plat, sans caractère. On les remarqua encore qui dénotent dans un ensemble architectural assez réussi de pierre et de bois peints. Risoul semblait condamné à perdre son âme, si la commune n'avait pas bénéficié d'une double chance : la faillite de la société de promotion dès 1972 et l'élection d'un nouveau maire, M. Jean Escoffier, sans étiquette politique mais formé à la dure école du syndicalisme agricole.

L'homme, entreprenant, avait négocié en 1970 le départ de l'usine Nestlé de Gap et la mise en place de coopératives. Il fut un redoutable interlocuteur pour l'aménageur, la Société foncière de la vallée des Allues (SFVA), mal nommée pour avoir cessé toute activité, voici quatre ans, dans la susdite vallée. Sept avants furent négociés à la concession initiale pour préserver toujours plus les intérêts des Risoullins. Pas une expropriation n'a été nécessaire.

« On ne s'est jamais fait de cadeaux », admet le maire, mais nous avons toujours eu affaire en face à de bons joueurs, à des gens sérieux ».

La SFVA, pour être sérieuse, a été pourtant atteinte de plein fouet en 1983.

par la conjoncture difficile de l'immobilier. Elle s'est trouvée dans l'impossibilité de régler à la commune une dette de 3 millions de francs. Bagatelle : Risoul, forte d'un budget de 25 millions de francs, éponge le passif de la société contre l'attribution des sept dernières remontées mécaniques dont la commune n'était pas encore propriétaire. « En somme, j'ai fait de l'argent aux promoteurs », dit le maire dans un sourire, et d'ajouter : « J'ai fait une très bonne affaire, même si l'opération, à la limite des lois communales, nous a valu une observation de la Banque de France ». Le maire-entrepreneur parle insensiblement de Risoul à la première personne. Risoul 1850, c'est un peu son œuvre; et son petit-fils de treize ans est un des espoirs du ski du canton.

Le bilan, à ses yeux, est totalement positif, à une nuance près : « On les a peut-être trop protégés, nos Risoullins; on trouve parmi eux plus de perchistes que de moniteurs ». Et le président, par ailleurs, de la chambre d'agriculture des Hautes-Alpes de conclure : « La seule chance de survie de l'agriculture de haute montagne, c'est le tourisme. Le nord du département où l'enneigement est meilleur s'en sort mieux, du point de vue agricole, que le sud ».

A Risoul, les skieurs n'ont pas chassé les bergers et les alpages ont résisté aux téléskis. On sent cela, même au cœur de l'hiver. Au pied du téléski qui relie Vars à Risoul vient d'être construite une immense bergerie d'élevage aux bénéfices dégagés par la station.

NICOLAS BEAU.

AVEC **CAMINO** VISITEZ **L'AMÉRIQUE**

en version française

Même si vous ne parlez pas anglais, votre accompagnateur CAMINO, chevronné, parfaitement bilingue, vous fera comprendre et aimer l'Amérique.

CAMINO : la qualité
Pour ses circuits, CAMINO a choisi les vols transatlantiques réguliers Air France et, en Amérique, cars climatisés et vols réguliers de compagnies réputées. Les hôtels sont de premier ordre, et la plupart des repas inclus.

CAMINO : le prix
L'expérience, la compétence et le volume des achats de CAMINO vous font bénéficier du meilleur rapport qualité/prix.

CAMINO : le dollar maîtrisé
Si vous réglez 70% du prix de votre voyage à l'inscription, les éventuels mouvements du dollar ne vous seront répercutés qu'à la baisse.

CAMINO : les réductions Early Bird
En vous inscrivant tôt, vous pouvez bénéficier de réductions pouvant atteindre 10% du prix de votre voyage.

CAMINO : pour les anglophones confirmés
Un programme "séjours et circuits individuels" leur est destiné. Demandez-le si vous comprenez un film américain en V.O.

Inscriptions dans toutes les bonnes Agences de voyages

coupon à découper et adresser à CAMINO
21, rue Alexandre-Charpentier,
75017 Paris
Tél. (0) 572.06.11

Je désire recevoir sans frais, ni engagement vos programmes 1985 : ☐ circuits individuels ☐ séjours et circuits individuels

Nom : _____
Prénom : _____
Profession : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Ville : _____

ENIT - OFFICE NATIONAL ITALIEN DU TOURISME

présente

TOUT LE TOURISME ITALIEN « A LA CARTE »

des régions

◆ CALABRE	◆ OMBRIE
◆ ÉMILIE-ROMAGNE	◆ PIÉMONT
◆ FRIUL-VÉNÉTIE-JULIENNE	◆ SARDAIGNE
◆ HAUT-ADIGE	◆ SICILE
◆ LATIUM	◆ TOSCANE
◆ MARCHES	◆ VÉNÉTIE

« ESPACE ITALIE »

dans le cadre du

**10^e SALON MONDIAL
DU TOURISME ET DES VOYAGES**

PARIS - CNIT DÉFENSE

8-17 FÉVRIER 1985

Rendez-vous

Le 9 février à 13 h 30, à la mairie de Paris, un colloque sur le thème de l'immobilier. L'après-midi, à 15 h, un séminaire sur le thème de l'immobilier. Le 10 février, à 10 h, un séminaire sur le thème de l'immobilier. Le 11 février, à 10 h, un séminaire sur le thème de l'immobilier. Le 12 février, à 10 h, un séminaire sur le thème de l'immobilier. Le 13 février, à 10 h, un séminaire sur le thème de l'immobilier. Le 14 février, à 10 h, un séminaire sur le thème de l'immobilier. Le 15 février, à 10 h, un séminaire sur le thème de l'immobilier. Le 16 février, à 10 h, un séminaire sur le thème de l'immobilier. Le 17 février, à 10 h, un séminaire sur le thème de l'immobilier. Le 18 février, à 10 h, un séminaire sur le thème de l'immobilier. Le 19 février, à 10 h, un séminaire sur le thème de l'immobilier. Le 20 février, à 10 h, un séminaire sur le thème de l'immobilier. Le 21 février, à 10 h, un séminaire sur le thème de l'immobilier. Le 22 février, à 10 h, un séminaire sur le thème de l'immobilier. Le 23 février, à 10 h, un séminaire sur le thème de l'immobilier. Le 24 février, à 10 h, un séminaire sur le thème de l'immobilier. Le 25 février, à 10 h, un séminaire sur le thème de l'immobilier. Le 26 février, à 10 h, un séminaire sur le thème de l'immobilier. Le 27 février, à 10 h, un séminaire sur le thème de l'immobilier. Le 28 février, à 10 h, un séminaire sur le thème de l'immobilier. Le 29 février, à 10 h, un séminaire sur le thème de l'immobilier. Le 30 février, à 10 h, un séminaire sur le thème de l'immobilier.

PARIS MONS

Illustration de Paris Mons

سلا من الرحيل

**LAL
VOYAGES
SE**

PRATIQUE MONDE

PRATIQUE MONDE

PRATIQUE MONDE

PRATIQUE MONDE

ABRÉVIATIONS

Géographie
Cap. : Capitale
Sup. : Superficie
Pop. : Population
(en millions d'habitants)
Lang. : Langues
Féc. Nat. : Fête Nationale

Économie
Cartes : Diner's Club
AE : American Express
EC : Eurocard
CB : Carte bleue Visa
CB + C : Carte bleue + chèque
Ind. Tél. : indicatif téléphonique

Diplomatie
Amb. Franc. : Ambassade française
Amb. en France : Ambassade en France du pays cité
Cie Aér. Locale : Compagnie aérienne locale

Banques
BNP : Banque Nationale de Paris
CL : Crédit Lyonnais
SG : Société Générale

Formalités
CNI : Carte nationale d'identité
FJ : Fibre jaune (vacances et risques)
P : Paludisme (vacances et risques)
C : Choléra (vacances et risques)

GAMBIE

Géographie
Cap. : Banjul
Sup. : 11 300 km²
Pop. : 1,2
Lang. : Français
Féc. Nat. : 18.02

Formalités
Passport : FJ+P

Économie
Monnaie : Dalasi
Cartes : DC, CB + C
Ind. Tél. : (33) 220
Banques : BNP 21.44

Diplomatie
Amb. Franc. : 640.10.49
Cie Aér. Locale : Gambia Airways

MAURITANIE

Géographie
Cap. : Nouakchott
Sup. : 1 000 000 km²
Pop. : 1,8
Lang. : Français
Féc. Nat. : 28.11

Formalités
Passport : FJ+P

Économie
Monnaie : Ouguiya
Cartes : CB + C
Ind. Tél. : (33) 222
Banques : SG 21.79

Diplomatie
Amb. Franc. : 517.40
Amb. en France : 504.88.54
Cie Aér. Locale : Air Mauritanie

TOGO

Géographie
Cap. : Lomé
Sup. : 56 000 km²
Pop. : 2,5
Lang. : Français
Féc. Nat. : 27.04

Formalités
Passport : FJ + P

Économie
Monnaie : Franc CFA
Cartes : DC, AE, CB + C
Ind. Tél. : 228
Banques : BNP 21.48.41
CL 21.64.11

Diplomatie
Amb. Franc. : 25.71
Amb. en France : 380.12.19
Cie Aér. Locale : Air Togo

ÉTATS-UNIS

Géographie
Cap. : Washington
Sup. : 9 400 000 km²
Pop. : 226,6
Lang. : Anglais
Féc. Nat. : 4.07

Formalités
Passport : Visa

Économie
Monnaie : Dollar des États-Unis
Cartes : AE, EC, CB
Ind. Tél. : 1

Diplomatie
Amb. Franc. : 23.81.88

JAMAÏQUE

Géographie
Cap. : Kingston
Sup. : 11 000 km²
Pop. : 2,16
Lang. : Anglais
Féc. Nat. : 1.08

Formalités
Passport : Visa FJ

Économie
Monnaie : Dollar
Cartes : DC, AE, EC, CB
Ind. Tél. : 1

Diplomatie
Amb. Franc. : 827.98.11
Amb. en France : 3.88.11.02
Cie Aér. Locale : Air Jamaica

SÉNÉGAMBIE

VOL + 1 NUIT

2 780 F

UNICLAM

Tél. : (1) 329.12.36

TUNISIE

Géographie
Cap. : Tunis
Sup. : 164 000 km²
Pop. : 6,3
Lang. : Arabe
Féc. Nat. : 2.10

Formalités
Passport : FJ

Économie
Monnaie : Dinar
Cartes : DC, AE, CB, CB + C
Ind. Tél. : 216

Diplomatie
Amb. Franc. : 225.57.60
Amb. en France : 555.95.98
Cie Aér. Locale : Tunis Air

BRÉSIL

5 200 F

UNICLAM

Tél. : (1) 329.12.36

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD

Géographie
Cap. : Pretoria
Sup. : 1 221 000 km²
Pop. : 28,5
Lang. : Anglais
Féc. Nat. : 31.15

Formalités
Passport : Visa, FJ+P

Économie
Monnaie : Rand
Cartes : DC, AE, CB
Ind. Tél. : 27

Diplomatie
Amb. Franc. : Pretoria (12) 43.55.64
Amb. en France : 553.92.37
Cie Aér. Locale : South African Airways

COMORES

Géographie
Cap. : Moroni
Sup. : 2 240 km²
Pop. : 0,344
Lang. : Français
Féc. Nat. : 6.07

Formalités
Passport : Visa, P

Économie
Monnaie : Franc CFA
Cartes : DC, CB + C
Ind. Tél. : (33) 289

Diplomatie
Amb. Franc. : 23.53
Amb. en France : 763.91.78
Cie Aér. Locale : Air Comores

ALGÉRIE

Géographie
Cap. : Alger
Sup. : 2 400 000 km²
Pop. : 20,5
Lang. : Arabe
Féc. Nat. : 5.07

Formalités
Passport : FJ+P

Économie
Monnaie : Dinar
Cartes : DC, AE
Ind. Tél. : 213

Diplomatie
Amb. Franc. : 60.44.88
Amb. en France : 553.91.49
Cie Aér. Locale : Air Algérie

RÉP. POP. DU CONGO

Géographie
Cap. : Brazzaville
Sup. : 342 000 km²
Pop. : 1,2
Lang. : Français
Féc. Nat. : 16.08

Formalités
Passport : FJ+P

Économie
Monnaie : Franc CFA
Cartes : DC, CB + C
Ind. Tél. : (33) 242

Diplomatie
Amb. Franc. : 81.14.23
Amb. en France : 553.47.89
Cie Aér. Locale : Air Afrique

BOURKINA

Géographie
Cap. : Ouagadougou
Sup. : 274 000 km²
Pop. : 6,73
Lang. : Français
Féc. Nat. : 11.12

Formalités
Passport : FJ + P

Économie
Monnaie : Franc CFA
Cartes : DC, CB + C
Ind. Tél. : 226

Diplomatie
Amb. Franc. : 32.27.0
Amb. en France : 553.90.83
Cie Aér. Locale : Air Volta

CÔTE D'IVOIRE

Géographie
Cap. : Abidjan
Sup. : 322 000 km²
Pop. : 1,7
Lang. : Français
Féc. Nat. : 7.12

Formalités
Passport : FJ+P

Économie
Monnaie : Franc CFA
Cartes : DC, AE, CB + C
Ind. Tél. : 228

Diplomatie
Amb. Franc. : 32.27.49
Amb. en France : 501.53.10
Cie Aér. Locale : Air Ivoire

CAMEROUN

Géographie
Cap. : Yaoundé
Sup. : 475 000 km²
Pop. : 8,28
Lang. : Français
Féc. Nat. : 20.05

Formalités
Passport : Visa, FJ+P

Économie
Monnaie : Franc CFA
Cartes : DC, AE, CB + C
Ind. Tél. : 237

Diplomatie
Amb. Franc. : 23.40.13
Amb. en France : 503.21.06
Cie Aér. Locale : Cameroun Airline

DJIBOUTI

Géographie
Cap. : Djibouti
Sup. : 21 800 km²
Pop. : 0,22
Lang. : Français
Féc. Nat. : 27.06

Formalités
Passport : FJ+P

Économie
Monnaie : Franc CFA
Cartes : CB + C
Ind. Tél. : 253

Diplomatie
Amb. Franc. : 35.08.67
Amb. en France : 72.78.22
Cie Aér. Locale : Air Djibouti

CAP-VERT

Géographie
Cap. : Praia
Sup. : 4 033 km²
Pop. : 0,32
Lang. : Portugais
Féc. Nat. : 5.07

Formalités
Passport : Visa, C+FJ+P

Économie
Monnaie : Escudo
Ind. Tél. : (33) 238

Diplomatie
Amb. Franc. : 290
Amb. en France : 225.63.31
Cie Aér. Locale : T.A.C.V.

RÉP. ARABE D'ÉGYPTÉ

Géographie
Cap. : Le Caire
Sup. : 1 000 000 km²
Pop. : 42
Lang. : Arabe
Féc. Nat. : 23.07

Formalités
Passport : Visa, C+FJ+P

Économie
Monnaie : Livre
Cartes : DC, AE, CB, CB + C
Ind. Tél. : 20

Diplomatie
Amb. Franc. : 22.71.58
Cie Aér. Locale : Air Egypte

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Géographie
Cap. : Bangui
Sup. : 623 000 km²
Pop. : 2,31
Lang. : Français
Féc. Nat. : 1.12

Formalités
CNI ou Passeport FJ+P

KENYA

Géographie
Cap. : Nairobi
Sup. : 583 000 km²
Pop. : 15,3
Lang. : Anglais et Swahili
Féc. Nat. : 12.12

Formalités
Passport : Visa, FJ+P

Économie
Monnaie : Shilling
Cartes : DC, AE, CB, CB + C
Ind. Tél. : 254

Diplomatie
Amb. Franc. : 338.78.34
Amb. en France : 553.35.00
Cie Aér. Locale : Kenya Airways

NIGER

Géographie
Cap. : Niamey
Sup. : 1 270 000 km²
Pop. : 5,16
Lang. : Français
Féc. Nat. : 18.12

Formalités
Passport : C + FJ + P

Économie
Monnaie : Franc CFA
Cartes : DC, AE, CB + C
Ind. Tél. : 227

Diplomatie
Amb. Franc. : 72.24.31
Amb. en France : 508.80.60
Cie Aér. Locale : Air Niger

MALI

Géographie
Cap. : Bamako
Sup. : 1 240 000 km²
Pop. : 6,9
Lang. : Français
Féc. Nat. : 22.08

Formalités
Passport : FJ+P

Économie
Monnaie : Franc CFA
Cartes : DC, CB + C
Ind. Tél. : (33) 242

Diplomatie
Amb. Franc. : 81.10.67
Amb. en France : 553.91.49
Cie Aér. Locale : Air Mali

SÉNÉGAL

Géographie
Cap. : Dakar
Sup. : 197 000 km²
Pop. : 6,5
Lang. : Français
Féc. Nat. : 4.03

Formalités
Passport : FJ + P

Économie
Monnaie : Franc CFA
Cartes : DC, AE, CB + C
Ind. Tél. : 221

Diplomatie
Amb. Franc. : 21.01.81
Amb. en France : 720.39.45
Cie Aér. Locale : Air Sénégal

MAROC

Géographie
Cap. : Rabat
Sup. : 450 000 km²
Pop. : 19,5
Lang. : Arabe
Féc. Nat. : 18.04

Formalités
Passport : P

Économie
Monnaie : Dirham
Cartes : DC, AE, CB, CB + C
Ind. Tél. : 212

Diplomatie
Amb. Franc. : 22.29.51
Amb. en France : 548.58.43
Cie Aér. Locale : Air Maroc

SEYCHELLES

Géographie
Cap. : Port-Victoria
Sup. : 310 km²
Pop. : 0,08
Lang. : Français
Féc. Nat. : 5.06

Formalités
Passport : FJ + P

Économie
Monnaie : Roupie
Cartes : DC, AE
Ind. Tél. : (33) 248

Diplomatie
Amb. Franc. : 22.12.3
Amb. en France : 720.39.45
Cie Aér. Locale : Air Seychelles

MAURICE

Géographie
Cap. : Port-Louis
Sup. : 2 040 km²
Pop. : 0,912
Lang. : Anglais
Féc. Nat. : 12.03

Formalités
Passport : FJ+P

Économie
Monnaie : Roupie
Cartes : DC, AE
Ind. Tél. : (33) 230

Diplomatie
Amb. Franc. : 08.37.55
Amb. en France : 227.30.19
Cie Aér. Locale : Air Mauritius

SIERRA-LEONE

Géographie
Cap. : Freetown
Sup. : 72 000 km²
Pop. : 3,4
Lang. : Anglais
Féc. Nat. : 19.04

Formalités
Passport : Visa, FJ + C

Économie
Monnaie : Leone
Cartes : DC, AE
Ind. Tél. : (33) 232

Diplomatie
Amb. Franc. : 224.77
Amb. en France : 500.46.30
Cie Aér. Locale : Sierra Leone Airways

L'île Maurice

c'est

MVM

le spécialiste de l'océan Indien
et la chaîne des hôtels

BEACHCOMBER

Trou aux Biches, Chaland,
Méditerranée et Brabant

16, rue Littré, 75006 PARIS
Tél. : 544-38-41
(Toutes agences de voyages)

ZAIRE

Géographie
Cap. : Kinshasa
Sup. : 2 360 000 km²
Pop. : 28
Lang. : Français
Féc. Nat. : 2.11

Formalités
Passport : Visa, FJ + P

Économie
Monnaie : Dinar
Cartes : DC
Ind. Tél. : 243

Diplomatie
Amb. Franc. : 226.89
Amb. en France : 225.57.60
Cie Aér. Locale : Air Zaïre

ZAMBIE

Géographie
Cap. : Lusaka
Sup. : 753 000 km²
Pop. : 5,96
Lang. : Anglais
Féc. Nat. : 24.10

Formalités
Passport : Visa, C + FJ + P

Économie
Monnaie : Kwacha
Cartes : DC, AE
Ind. Tél. : 260

Diplomatie
Amb. Franc. : 21.29.17
Amb. en France : 223.43.52
Cie Aér. Locale : Zambia Airways

AMÉRIQUES

ARGENTINE

Géographie
Cap. : Buenos-Aires
Sup. : 2 360 000 km²
Pop. : 27
Lang. : Espagnol
Féc. Nat. : 25.06

Formalités
Passport : Visa, P

Économie
Monnaie : Peso
Cartes : DC, AE, EC, CB, CB + C
Ind. Tél. : 54

Diplomatie
Amb. Franc. : 311.13.68
Amb. en France : 553.14.69
Cie Aér. Locale : Aerolineas Argentinas

BAHAMAS

Géographie
Cap. : Nassau
Sup. : 14 000 km²
Pop. : 0,226
Lang. : Anglais
Féc. Nat. : 10.07

Formalités
Passport : FJ

Économie
Monnaie : Dollar Bahamas
Cartes : DC, AE, EC, CB, CB + C
Ind. Tél. : 1

Diplomatie
Amb. Franc. : 322.74.80
Cie Aér. Locale : Air Bahamas

BARBADE

Géographie
Cap. : Bridgetown
Sup. : 430 km²²
Pop. : 0,29
Lang. : Anglais
Féc. Nat. : 30.11

Formalités
Passport : FJ

Économie
Monnaie : Dollar de Barbade
Cartes : DC, AE, EC, CB
Ind. Tél. : 1

Diplomatie
Amb. Franc. : 8. Londres : (01) 235.88.86
Cie Aér. Locale : Caribbean Airways

BRÉSIL

Géographie
Cap. : Brasilia
Sup. : 8 500 000 km²
Pop. : 126
Lang. : Portugais
Féc. Nat. : 7.09

CANADA

Géographie
Cap. : Ottawa
Sup. : 9 980 000 km²
Pop. : 24
Lang. : Anglais et Français
Féc. Nat. : 1.07

Formalités
Passport

Économie
Monnaie : Dollar
Cartes : DC, AE, EC, CB, CB + C
Ind. Tél. : 1

Diplomatie
Amb. Franc. : 223.01.01
Amb. en France : 223.01.01
Cie Aér. Locale : Air Canada

Transcanada Wardair

voiture porte d'entrée
en Amérique du Nord

PROMOTION SPÉCIALE SMTV

Vol charter Montréal ou Québec
3 790 F 3 550 F aller-retour
Vol + Circuit accompagné
Ontario-Québec 8 390 F 7 990 F
en pension complète.

Chez tous les agents de voyage
et 12, rue de Castiglione, 75001 Paris
SMTV, stand 3L20

COLOMBIE

Géographie
Cap. : Bogota
Sup. : 110 000 km²
Pop. : 27,328
Lang. : Espagnol
Féc. Nat. : 20.07

Formalités
Passport : Visa, FJ+P

Économie
Monnaie : Peso
Cartes : DC, AE, EC
Ind. Tél. : (33) 57

Diplomatie
Amb. Franc. : 295.43.11
Amb. en France : 295.46.08
Cie Aér. Locale : TWA, Pan Am

CUBA

Géographie
Cap. : La Havane
Sup. : 111 000 km²
Pop. : 10,916
Lang. : Espagnol
Féc. Nat. : 1.01

Formalités
Passport : Visa FJ

Économie
Monnaie : Peso
Cartes : DC, AE, EC, CB
Ind. Tél. : 53

Diplomatie
Amb. Franc. : 36.335
Amb. en France : 587.55.35
Cie Aér. Locale : Cubana de Aviacion

DOMINIQUE

Géographie
Cap. : Roseau
Sup. : 750 km²
Pop. : 0,08
Lang. : Anglais
Féc. Nat. : 3.11

Formalités
Passport : Visa FJ

carrefour du Mexique

connaître et aimer le Mexique

Une équipe franco-mexicaine pour vous aider à réaliser votre voyage

- des Pays
- des Mexicains

12 rue de la Paix - 75001 Paris - Tél. 585.43.46

NICARAGUA

Géographie
Cap. : Managua
Sup. : 130 000 km²
Pop. : 2,5
Lang. : Espagnol
Féc. Nat. : 18.07

Formalités
Passport : Visa, P

Économie
Monnaie : Cordoba
Cartes : DC, EC, CB
Ind. Tél. : 505

Diplomatie
Amb. Franc. : Managua (2) 26.210
Amb. en France : 500.35.42
Cie Aér. Locale : Aeromexico

PÉROU

Géographie
Cap. : Lima
Sup. : 1 280 215 km²
Pop. : 17,3
Lang. : Espagnol
Féc. Nat. : 28.07

Formalités
Passport : FJ+P

Économie
Monnaie : Sol
Cartes : DC, AE, EC, CB
Ind. Tél. : (33) 51

Diplomatie
Amb. Franc. : 23.86.16
Amb. en France : 704.34.53
Cie Aér. Locale : Aero Peru

HAÏTI

Géographie
Cap. : Port-au-Prince
Sup. : 28 000 km²
Pop. : 4,520
Lang. : Français
Féc. Nat. : 1.01

UNICLAM

63, rue Monsieur-le-Prince
75006 PARIS - Tél. : (1) 329.12.36

ASIE

ISRAËL

Géographie
Cap. : Jérusalem
Sup. : 20 335 km²
Pop. : 2,7
Lang. : Hébreu et Arabe
Féc. Nat. : 5.07

Formalités
Passport : Visa

Économie
Monnaie : Sheqel
Cartes : DC, AE, EC, CB
Ind. Tél. : 972

Diplomatie
Amb. Franc. : 23.81.88
Amb. en France : 553.91.49
Cie Aér. Locale : El Al

EXPÉDITION

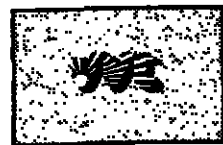
aux quatre coins du monde

EXPLORE

DES VACANCES ORIGINALES ET ÉCONOMIQUES PLUS DE 300 FORMULES DE SÉJOURS



DÉCOUVERTE DE LA FRANCE
AVEC LA PLUS IMPORTANTE ASSOCIATION
DE TOURISME FAMILIAL



L'INVITATION AUX VOYAGES
POUR TOUS LES AGES
EN FRANCE ET À L'ÉTRANGER

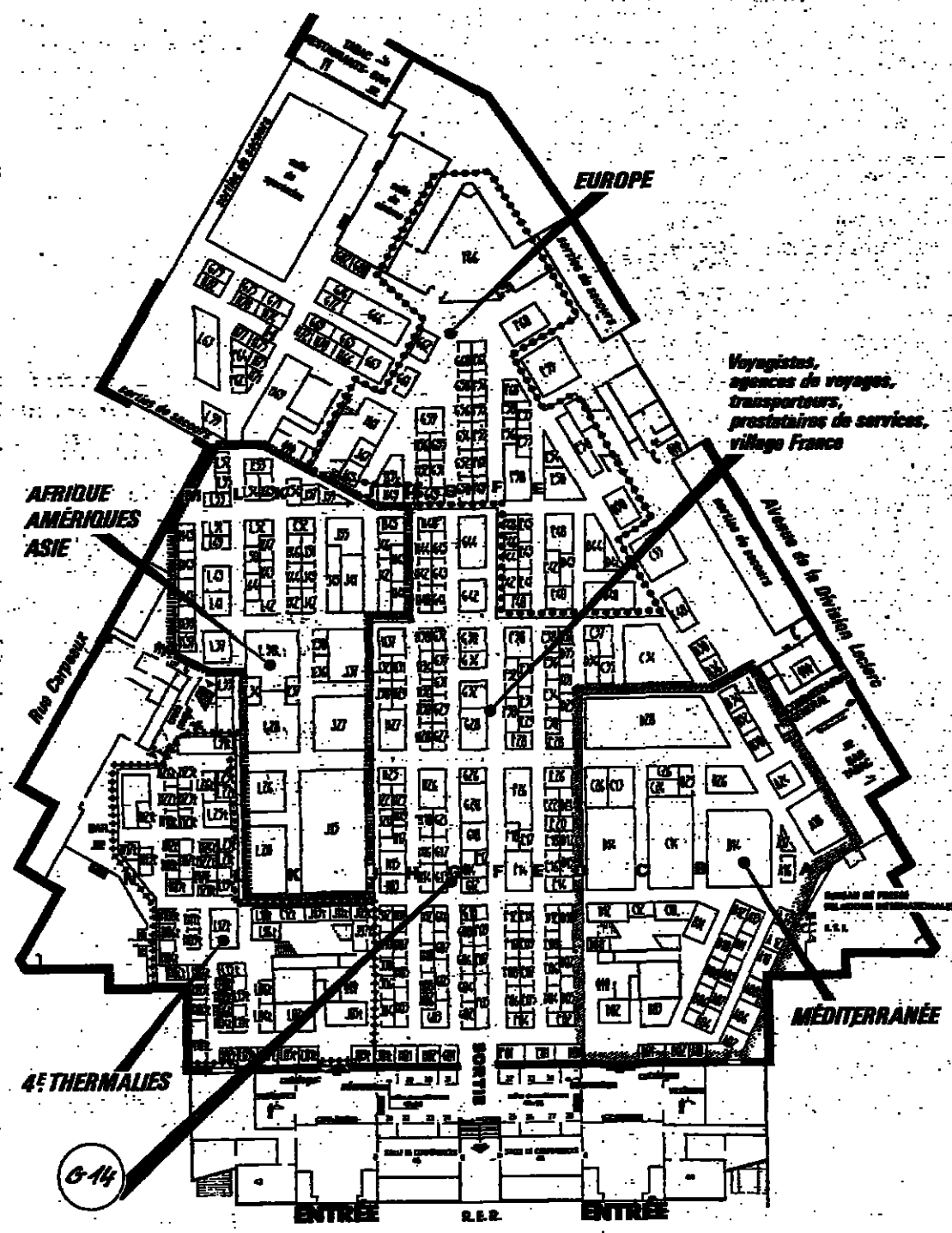


LA 1^{re} CHAÎNE
DE CAMPING-CARAVANAGE

*VVF VVT CAMPEOLES
sont heureux de vous offrir ce plan du
"Salon Mondial du Tourisme et des
Voyages" et, vous invitent à leurs
rendre visite sur le stand H26-14
du Samedi 9 au Dimanche 17 Février 85*

Lic. 625 A

LE 10^e SALON MONDIAL DU TOURISME ET DES VOYAGES



NOUVEAU
Voyages individuels à la carte.
Demandez notre documentation.

Carrefour de la Chine l'accueil, l'information, les prix.

L'accueil :



« L'équipe de Carrefour de la Chine »

Carrefour de la Chine est animé par une équipe franco-chinoise. Qui mieux que des Chinois et des Français spécialistes de la Chine pourraient vous parler de ce pays qu'ils aiment et connaissent, vous aider à choisir vos dates de voyage, votre itinéraire ? L'accueil, c'est le début du voyage. L'accueil de Carrefour de la Chine, c'est votre premier pas en Chine.

L'information :

Voyager est un moyen de connaître la Chine ? Ce n'est pas le seul. Carrefour de la Chine est un centre d'information où l'on peut s'initier à la langue chinoise, découvrir l'art, les traditions, la littérature chinoise... Et préparer son voyage, avec les cartes, les guides, les plans de villes. Les "Carnets de la Chine", régulièrement mis à jour et disponibles sur simple demande, donnent renseignements pratiques, bonnes adresses à Paris et sur place. S'informer sur la Chine, c'est aussi un moyen de connaître la Chine.

"Le cours de chinois du lundi soir par Madame Lu Ping An."



Les prix :



Si Carrefour de la Chine peut pratiquer les prix les plus bas, c'est qu'il est unique, et organise ses voyages directement du voyageur au voyageur sans aucun intermédiaire. Ce qui lui permet d'être le moins cher.

Exemples :
PARIS/PÉKIN : 6.000 F A/R

Circuit culturel

"PANORAMA DE LA CHINE" 19 jours : 18.900 F.

Spécialiste de la Chine, Carrefour de la Chine propose toutes les formules pour découvrir la Chine dont certaines, originales, spécialement conçues par Luxingshe pour les voyageurs de Carrefour de la Chine : 74 circuits accompagnés par un guide chinois et un français sinologue.



A retourner à Carrefour de la Chine
12, rue Sainte-Anne, 75001 PARIS

Je désire recevoir :

"Les Carnets de la Chine"

Ci-joint 6 Francs en timbres poste pour frais d'envoi.

NOM _____ Prénom _____

Adresse _____

Code Postal _____ Ville _____

LES CARNETS DE LA CHINE

Documentation entièrement gratuite à votre disposition :

- Carte géographique de la Chine.
- Sélection des 250 bonnes adresses pour découvrir la Chine à Paris.
- Documentation sur les principaux sites touristiques.
- Bibliographie.
- Lexique du voyageur.
- Chine "Mode d'Emploi".

- Brochure comportant le détail des 74 départs en groupe prévus pour 1985, regroupés selon 17 sujets et itinéraires différents. Certains s'organisent autour d'un thème précis (archéologie, acupuncture, art des jardins, etc.) d'autres proposent plusieurs itinéraires pour une première découverte de la Chine.
- Et aussi, des voyages individuels à la carte : Vols simples sur Pékin ou Hong Kong et réservation d'hôtels sur place.

Carrefour de la Chine

12, rue Sainte-Anne, (2^e étage), 75001 PARIS - Tél. : (1) 261.08.28/261.60.26
Métro Palais Royal ou Pyramides - Ouvert du lundi au samedi de 9 h à 19 h.

LICENCE A 1328

سكزا من الالهي

Sous les couleurs d'un Noir américain

Peter Kea, révélation du Salon de l'habillement masculin.

On le traque à Paris ou bien encore à Lyon, Toulouse ou Montpellier, dans le sillage d'une boutique, à l'occasion d'un concert ou d'une exposition ; quoi de plus naturel finalement que de découvrir, à l'occasion d'un salon professionnel, le signe, le signe vrai d'un nouveau talent ?

Alors que nous aurions voulu nous laisser convaincre par le travail d'un jeune créateur français, une fois de plus la surprise du Salon international de l'habillement masculin qui a eu lieu la semaine passée à Paris vient de l'étranger. Mais, surprise dans la surprise, il n'est pas italien, ou japonais, non. Peter Kea est américain.

A simplement regarder les trente-six pièces qu'il a présentées aux professionnels, on s'est pris à croire à l'éclosion d'un goût singulier. A les voir de plus près, on s'est laissé convaincre. Peter Kea affectionne, mieux que les autres, les belles matières. Ses lainages sont épais mais toujours légers ; ses tweeds sont confortables sans perdre leur tenue ; ses peaux sont choisies, admirables. La soie dont il s'amuse en chemises que l'on portera haut le soir et beau le jour vient des Indes, où il a lui-même sélectionné les étoffes.

Ses vêtements comportent toujours le détail qui les différenciera des autres et signe déjà une virtuosité certaine.

Le col de ses chemises de lin est en cuir. La poche se décale vers l'épaule et le bras. Un fragile dessin géométrique est pressé sur la peau d'un blouson ou d'une veste. Ses chemises de cuir se boutonnent de bleu. Un liseré d'or souligne un poignet ou une épaule. Les hanches d'un pantalon de moiré gris s'habillent de cuir noir.

Le tout est beau, et simple. « Ce serait presque ennuyeux si je n'avais voulu que ce soit intéressant, et fort, dit Peter Kea, âgé de vingt-quatre ans aujourd'hui. Je tiens par-dessus tout à ce que mes vêtements soient aisément portables, d'excellente qualité, pour que cela dure longtemps, l'année d'après, et celle d'après encore... Ainsi mes couleurs sont le noir, le gris, le brun et le bleu. Seuls le rouge et l'orange viennent les bousculer, parce qu'ils seront toujours dans la mode, parce qu'ils sont sûrs. »

Peter Kea est-il un créateur inspiré ? « L'inspiration n'a rien à faire avec la mode, répond-il. Mon travail est plus simplement la combinaison de deux choses : une silhouette volée à l'enfant — les hommes sont tous de grands enfants, vous savez — et un style appris d'André Putnam, créatrice de meubles contemporains, en plein dans ce siècle, et qui a accueilli mes pre-



« La France, un des seuls pays où l'on respecte les créateurs. »

miers défilés dans sa galerie new-yorkaise. L'ambiance y est d'aujourd'hui, internationale et intemporelle. »

Une façon de se distinguer des autres, dont il a bien examiné les styles. « Les créateurs parisiens font des vêtements plus pour eux-mêmes que pour le public. Ils affirment leur ego sans penser beaucoup aux gens qui veulent juste s'habiller. Quelquefois, ils ont du talent, de l'humour,

comme Jean-Paul Gaultier ou Thierry Mugler. Mais, quand on porte leurs vêtements, on a plus l'impression d'être déguisés en publicité qu'autre chose. »

Peter Kea voue pourtant un culte à M^{me} Grès — « son travail est la meilleure chose qui puisse arriver à un corps féminin » — et à Azzedine Alaïa — « le créateur le plus nouveau des dix, des vingt dernières années ». « La mode n'est pas

un art, soutient-il. Elle vit à travers les magazines qu'on lit puis que l'on jette ; elle atterrit souvent dans des armoires où on l'oublie. La mode est un métier. »

Tout autour du monde, les magazines se sont pourtant intéressés à Peter Kea. En Italie, en Allemagne, au Japon, en Suède, mais surtout aux États-Unis, où tout a commencé. Assez mal. Issu des quartiers populaires de Boston — il refuse de parler de son père ; sa mère et sa sœur travaillent chez General Motors — Peter Kea a appris les rudiments de son métier chez un petit faiseur de la ville. Sans sa-
laire. Alors, à 6 heures du soir, il quittait les ateliers de confection pour une grande boucherie du centre ville où, jusque tard dans la nuit, il préparait la viande. « La meilleure viande de toute la côte est. »

Fâché avec les siens, les mains et l'esprit abîmés par le bœuf, il quitte Boston pour New-York. Il y rencontre Giorgio Sant Angelo, dont il devient le premier assistant.

Après deux ans, un groupe de financiers lui offre de créer sous son propre nom une petite société, qui connaît très vite le succès à New-York et bientôt dans plusieurs pays. Son contrat avec eux s'achève en août dernier, moment où il décide de partir à la conquête de Paris.

« La France est un des seuls pays où les créateurs sont respectés, dit-il. Aux États-Unis, il n'y a pas de mode, juste des affaires. Ici, le public, les critiques sont raffinés, notre travail est reconnu. » Récemment, Peter Kea a rencontré à Paris Chantal Rousseau, représentante des magasins Bloomingdale en Europe. Enthousiasmée par son travail, elle lui a fait rencontrer industriels et investisseurs éventuels afin de créer une société autour de lui.

Ainsi a-t-il pu réaliser cette première collection française, après six collections à New-York. Désormais, il cherche d'autres partenaires financiers et un espace où il pourrait ouvrir boutique. Peut-être dans le Marais. Alors le grand public pourra prendre contact avec lui, avec son travail. Un aiguillon dans le maquis désordonné des jeunes créateurs de la capitale.

OLIVIER SCHMITT.

• Show Room Peter Kea, 17, rue Dugay-Trouin, 75006 Paris. (Réservé aux professionnels.)

La laine, décontractée

Après les jeans et le costume formel.

LE SEHM, Salon international de l'habillement masculin, fête ses vingt-cinq ans par une manifestation qui témoigne de la vitalité de l'industrie. En effet, les jeans, phénomène social et philosophique autant que vestimentaire, sont en net recul, de sorte que leurs fabricants doivent recycler leur production ou disparaître. A l'inverse, le costume formel a atteint un degré de saturation difficile à dépasser. Ainsi la campagne de la Woolmark en faveur du casual wool (laine décontractée) remplit-elle un nouveau créneau, exploitable au niveau européen.

En Suède, Bjorn Borg joue les superpositions de faux unis, souples et non doublés, qu'il s'agisse de manteaux, survestes ou ensembles mêlant plusieurs dessins.

En France, Marcel Fuks propose des survestes de gros natié, à empiècement aux épaules, deux grandes poches à rabat, sur pantalons de tweed à chevrons. L'indispensable chandail accompagnant toutes ces panoplies joue l'opposition des reliefs à l'écossaise.

Cacharel marie un prince de Galles en tweed granité, une écharpe en pied-de-poule et un pantalon en faux uni dans les harmonies gris bleu. New Man lance les vestes et chandails assortis à point fantaisie. Thomas Maier pour Gem Yack ourle de cuir les poches en diagonale de pantalons de tweed en faux unis.

Daniel Hechter propose un pardessus ceinturé en chevrons bleu et blanc sur vestes prince de Galles et pantalons de flanelle grise que rehausse un tricot pastel. Daniel Crémieux coupe en vestes de trappeurs un arraché de laine en tarian

rouge énorme à grand col cranté, deux poches fendues, fermées d'une glissière sur un chandail à côte anglaise.

Michel Faret, une jeune griffe en pleine croissance dans le Bordelais, taille en blousons des survestes à dessins géométriques qui viennent gonfler les soufflets d'aisance leur permettant de couvrir un deux-pièces à veste à tweed chevronné et granité sur pantalon de whipcord peigné à pinces.

Lacoste délaisse le crocodile en faveur de deux-pièces d'aspect shetland : pulls ras-du-cou et cardigans à poches. Façonnable s'inspire des vestes de footballeurs universitaires américains pour ses blousons-gilets en drap fermés d'une glissière, à encolure et bas en bords côtes assortis aux pulls.

Parmi les couturiers créateurs, Nino Cerruti est aussi créatif en draperies qu'en vêtements. L'usine de famille à Biella, près de Milan, est unique : à la fois musée et unité de production de demain. Les vieux métiers permettent le tissage des échantillons de collections très variés aux couleurs d'une merveilleuse subtilité. Il nous a montré les cinq coloris mis au point pour teindre... le noir selon que l'on cherche la profondeur, le mat ou le brillant. Sa gamme d'hiver comprend des jerseys à relief pour les tenues de sport actif, du gris-vert et du bleu froid en tenues de ville, voire des mélanges foncés éclairés de notes vives pour le soir.

La chemise se renouvelle avec des formes qui ne gênent plus aux entournures, notamment chez Roussé, une des entreprises Boussac qui voit son chiffre d'affaires progresser. Equipée en 1983 pour la

découpe au laser, elle produit trois collections : Pierre Cardin en haut de gamme, Pierre Clarence en classique et Harryland en sport chic. Depuis un an, le bureau de style de Dominique Peclers a rééquilibré les formes et les couleurs avec succès. D'après les études de marché, les marques jouent un rôle sécurisant auprès des hommes, qui tendent à acheter leurs propres chemises au rythme de cinq par an, alors que la moyenne nationale n'est que de 1,7 pièce. Les nouvelles formes offrent des pans plus longs, des cols plus souples, des manches et côtés montés à double surpiqûre. On a le choix entre les cotons à rayures fortes, les tartans foncés et les mélanges de laine et coton pour les grands froids. Le repassage de ces modèles ne paraît pas poser de problème, les hommes jeunes



Nino Cerruti : Costume droit jersey tweedé. Surveste jacquardée. Polo jacquardé petits dessins, cravate.

ayant — dit-on — appris à manier le fer à vapeur avec maestria.

J. de Jil vient de réussir une formidable présentation de caleçons pour hommes avec des modèles imprimés en jersey de coton, des tartans, des motifs BD, ainsi qu'une série en maille de soie naturelle ivoire... pour le soir.

NATHALIE MONT-SERVAN.

• Bjorn Borg, Galfa-Club aux Galeries Lafayette. • Cacharel : 5 place des Victoires. • Cerruti : 27, rue Royale. • Daniel Crémieux : 2, place Saint-Sulpice. • Daniel Hechter : 146, boulevard Saint-Germain. • Façonnable : 25, rue Royale. • Gem Yack : Claude Rey, 17, rue de l'Ancienne-Comédie. • Lacoste : 86, avenue Victor-Hugo. • Marcel Fuks : 127, boulevard Saint-Germain. • Michel Faret : Brummel au Printemps. • New Man : 14, rue de l'Ancienne-Comédie.

LES HOMMES PETITS ONT ENFIN LEUR PRET-A-PORTER

Si vous êtes petit, fort ou mince, vous n'êtes plus condamné au sur-mesure pour être bien habillé. Au 167 rue Saint-Honoré, Roland Eveline, maître-tailleur, explique : « Pourquoi détruire l'harmonie d'un vêtement en le raccourcissant ? J'ai créé, pour tous les hommes dont la taille est courte, un rayon spécial "prêt-à-porter" : costumes coupés spécialement dans les plus belles draperies anglaises (de 1590 F à 3800 F) ; vestes sports cashmere, shetland, harris, tweed (de 1590 F à 4000 F) ; pardessus classiques et sports, lodens tyroliens, cashmere, vigogne, teddy bear (de 1700 F à 5900 F) ; imperméables Daks, Burberry... »



ROLAND EVELINE

167, RUE SAINT-HONORÉ - 75001 PARIS TEL. (1) 260.4726 (PLACE DU THÉÂTRE FRANÇAIS)

COSTUMIER-TAILLEUR DES VEDETTES

Claude Berceville

4, BOULEVARD MALESHERBES - 75008 PARIS
TÉLÉPH. 265 36-28 - 265 47-27

BERTEIL SOLDES

3, PLACE SAINT-AUGUSTIN
75008 PARIS
TEL. : 285-28-52
10 h 00 à 18 h 30

« Works », de Pat Metheny

Aussi cet enregistrement présente-t-il un indéniable intérêt, tant esthétique que musicologique.

Avec Vladimir Khrulen, Alexandre Podbolotov, Ludmila Kolmekova, Vladimir Tybenko. Orchestre symphonique du ministère de la culture d'URSS, direction Guennadi Rikhtsvenski.

• Chant du Monde,
LDX 78.785.

les revues de jazz en

lents, les dernières relèvent du grand style romantique (cf. la célèbre *Didone abbandonata*, opus 50 n° 3). On retrouve avec plaisir l'opus 13 n° 6 en fa mineur ou l'opus 34 n° 2 en sol mineur, jadis gravés par Horowitz, mais certaines découvertes ne retiennent pas moins l'attention. Pietro Spada joue toute cette musique avec vigueur et sensibilité, et sans trace de maniérisme. A l'heure des intégrales, celle-ci n'est vraiment pas de trop.

● **Frequenz, distr. Schott,**
21 DAF S 21031, on trois disques
S 7034.

Si les revues de jazz en France n'ont pas encore consacré d'étude en règle à Pat Metheny, c'est peut-être que ce guitariste, souvent « pianiste », et qui flâne volontiers du côté du Brésil, draine vers lui plutôt le public du pop et du folk. Nous ne pouvons oublier tout de même qu'il a joué Wes Montgomery, puis Larry Coryell associé à Gary Burton, qu'il a de l'attachement pour les thèmes d'Ornette, et pour le sens de la mélodie d'un Jarrett.

D.R.

Il paraît qu'à Boston, récemment, Matheny a plongé tête baissée dans l'improvisation jazzique à tout crin, avec Eddie Gomez et Paul Motian. Y avait-il seulement un preneur: de son dans la salle, pour un disque qui, à cette heure, nous manque beaucoup? Ne laissons pas pour autant passer l'occasion du quinzième anniversaire

Cet autodidacte, dont nul ne conteste la technique impeccable non plus que la joliesse du phrasé, est aussi l'image même du guitariste qui jouit de l'estime inconditionnelle de ses pairs, à la façon d'un Mike Brecker qui rafle les suffrages des saxophonistes. Metheny dans *Down Beat* - Joe Pass dans *Down Beat* - C'est dire.

LUCIEN MALSON.

« Hot House Flowers », de Wynton Marsalis

familiers en outre de ce répertoire : Teresa Berganza, Felicity Lott, Mady Mesplé, Jessye Norman, Gabriel Bacquier, José Van Dam. Un peu moins lorsqu'on écoute ces récitals dans la continuité (mais est-ce possible ? nécessaire ?) et qu'on passe, alors d'un style à l'autre, d'une diction à l'autre.

Il n'empêche. En dépit de l'aspect de « produit international » de l'entreprise, c'est là sans doute l'une des initiatives les plus intéressantes qui nous aient été données récemment au disque, anthologie et panthéon à la fois d'un univers musical majeur et un peu méconnu.

• •

● Trois disques EMI. 1732-013.

« Scipion », de Haendel

On nous avait prévenus. L'année 1985 serait à l'enseignement de Haendel tant que de Bach. Déjà les éditeurs se ruent et les albums affluent : nous disent avant tout le bon son sonore du musicien profane, s'inspirent du visuel, inlassable surveilleur d'opéras dans le style poltain du temps, mais avec toute ampleur, cet appétit d'espace, ces tourbillons et ces vertiges, dans une passion comme dans le deuil, qui est d'un individualiste forcé, d'une nature toujours en mouvement, en mutation, en devenir.

Ce *Seipion*, écrit en 1726 et remis sur le métier en 1730 pour la saison d'opéra à Londres, est une œuvre chaleureuse, frémissante, impétueuse, qu'animent récitatifs et ariettes superbes, et où l'autour point maintes fois dans l'opéra, le héros s'effraye quasiment le couleuvre le criste infatigable. Bien que nous ayons à une transcription anglaise due au regretted Edward Dent (dommage, quand même, pour l'italien original), l'auditeur, est pris par l'intensité du jeu dramatique, avec un secteur de valeurs, où brillent la Bérénice, l'Alceste, le héros, le héros, et le contre-ténor aérien, impondable, inimitable, de Paul Eswood dans le rôle de son amant, le prince

Lucejo. Peut-être la direction de Charles Farncombe — bon esprit, tastes accutés, temps vifs — reste-t-elle un peu en retrait par rapport à ce chant, tout comme l'excellent orchestre du Haendel Opera Society, qui joue plutôt la carte de la tradition — rythmes, timbres, dynamique, — assez loin des approches à l'ancienne qui ont su renouveler l'image d'un musicien allemand, mais spécialement de Strauss. Mais, après tout, l'opéra importe. Haendel renait ici, au grès d'une véritable célébration lyrique, avec ce que cela implique d'humanité dans le ton- et dans l'émotion, cette émotion qui laisse deviner l'ardent Mozart des opéras de jeunesse.

ROGER TELLART.

● Trois disques FNAC-Rapports.

« **Références** » : de Sabata, Hotter, Flagstad, Schwarzkopf

Dernières parutions de la bien nommée collection « Références » : l'écroumé historique *Requiem* de dir dirigé par Sabata, dans une édition toute interiorisée, avec une profondeur et une densité d'effets, une subtilité dans l'équilibre des timbres et des instruments, laissent perplexes alors, tant était accoutumé à une vision « dramatique et spectaculaire », et interprété par un quatuor idéal de subtilité et d'harmonie : Di Stefano, Pertierra, Dominguez et une Schwarzkopf chantant sous *Libera me* comme dans une extase.

ans en abandonner ni la tenue ni la vision et se plie à la sobriété accueillie de Bach et à la simplicité de Schubert, avec un génie des couleurs, une souplesse de l'émission et un ferveur qui portent le chant vers la consécration religieuse.

rencontre privilégiée avec Walter Giesekind, retrouvant les finesses d'un répertoire pourtant dédaigné et que seuls des artistes supérieurs peuvent servir.

A. A.

● **Requiem de Verdi** : deux disques EMI, 1009.373.

● **Récital Hotter : EMI, 902.071.**

● **Récital Flagstad : EMI, 902.061.**

● **Récital Schwarzkopf: EMI**
015.781.

ca débute par une guitare : quelques accords plaqués, tout simples, des bêtes, et l'on sait déjà. Ca sonne-voilà, mais pas ethnique, direct, ça n'appartient qu'à lui, ça n'avait pas entendu depuis des lunes et qu'on retrouve comme attendu hier. Ensuite vient la batterie, là, c'est la même chose : le son familier si parfaitement collé, puis à la guitare qu'on ne saurait imaginer d'autre, tout simple comme ça. Tiens, le genre de frappe

Clearwater Revival nous refait le coup de la belle époque. Rappelons-nous 1969-1972, les champions du rit-parade, les Beatles du moment, les seuls à faire du rock sans chercher midi à quatorze heures, *Proud Mary*, *Born On The Bayou* et consorts. L'alchimie, depuis oulipée, entre rock and roll et country and western, dont ils étaient seuls détenteurs, exception faite du vieux Jerry Lee Lewis. Et la mélodie pop au prime

faisait dire de Ringo Starr qu'il
 était un mauvais batteur quand il avait
 envie d'en faire juste ce qu'il fal-
 lait. La voix se fait entendre,
 émue, rurale, un brin écorchée et
 en pologne, plus aucun doute,
 c'est la voix de Peggy, qui nous
 rappelle tout ce qu'en lumière ont
 été ses dix années qui nous séparent
 du dernier enregistrement (en
 1965) s'étaient évaporées sur les
 routes du Midwest. Dix ans que le
 monde s'était rangé des quai-
 sés, alors si, au hasard de la cir-
 constance, l'intrusion d'une batterie
 électronique, histoire de voir ce que
 nos nouveaux joujoux peuvent
 faire dans le ventre, pour le
 plaisir d'un leader, du Grand

ALAIN WAIS

● WEA. 925203.1

Dans le numéro de février.
88 pages

L'ESCRIME

Thématique

de cape et d'épée

« Dossier »

Identification des timbres

**Nouveautés
du monde entier**

**En vente dans les kiosques :
11.50 F**

هكذا من الاصل



Illusions françaises, magies anglo-saxonnes

On arrive au bout de cette série honnête, sans plus, sur les grands studios de cinéma dans le monde. Honnête, parce qu'on y retrouve parfois l'atmosphère des grandes émotions cinématographiques. Sans plus, parce qu'on y évoque peu les crises, les défauts, les vices, les grands problèmes du cinéma dans le monde. C'est un peu du *Real-der's Digest*, mais on a plaisir à écouter des grands metteurs en scène, des grands décorateurs, et Jeanne Moreau n'abuse pas de sa présence, elle est une hôtesse intelligente et discrète. Après un regard sur l'Italie, la Chine, la Russie, voici donc cette semaine la France, une réalisation de Stéphane Kuro qui raconte ces fameux studios de Billancourt, de Joinville, de la Victorine à Nice, qui faillirent disparaître il y a vingt-cinq ans. Des décorateurs, des réalisateurs, des producteurs parlent... Voici encore l'histoire des *Ateliers du rêve*, États-Unis - Grande-Bretagne jumelés. Elle est contée par Stephen Bayly. On découvre que les studios de Hollywood se sont installés, il y a quelques années, sur les bords de la Tamise, et que Stanley Kubrick et Richard Lester aiment y travailler en raison du très haut niveau technique des installations qui permettent des tournages à effets spéciaux.

CATHERINE HUMBLÔT.

Sélection

VARIÉTÉS

Tap Dancing (la folie des claquettes, des grands précurseurs, comme Fred Astaire et Gene Kelly, à Phil Black et Chuck Green : un show primé dans de nombreux festivals), le 9, à 7 h 25.

Show D'après (film tourné sur Jacques Dutronc en Corse à l'automne 1983, sketches, nonchalance...), le 9, à 21 h 20, le 11, à 14 heures, le 13, à 11 h 5, dans la nuit du 15 au 16, à 2 h 10.

Les films

DE SI GENTILS PETITS MONSTRES. — Film américain de M. Kalmanovics (1980), avec M. Shaker, G. Rogers, G. Garnett. Diff. le 9 à 23 h, dans la nuit du 11 au 12 à 1 h 15, et du 15 au 16 à 3 h 5.

LES MONTAGNARDS SONT LA. — Film américain de J.-G. Blystone (1938), avec S. Laurel, O. Hardy (N.). Le 15 à 21 h 45.

LE BAL. — Film franco-italien d'E. Sciolà (1983), avec M. Berman, J.-C. Poncelet. Diff. le 10 à 20 h 30, le 14 à 22 h, dans la nuit du 15 au 16 à 0 h 25.

Les époques de changements et d'illusions historiques de la société française, à travers la chronique d'un dancing populaire, de 1936 à nos jours. Adaptation d'une pièce sans paroles mais avec chansons et musique, créée par la troupe du théâtre du Campagnol. Sciolà en a repris les interprètes et magnifiquement organisé sa propre chorégraphie filmique pour un spectacle explorant la mémoire collective.

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS. — Film anglais de P. Greenaway (1984), avec A. Higgins, J. Suman. Diff. le 9 à 9 h, le 14 à 15 h 50.

REPORTERS. — Film français de R. Depardon (1980) avec des journalistes de l'agence Gamma. Diff. le 11 à 20 h 30, le 12 à 10 h 55, dans la nuit du 14 au 15 à 0 h 33.

Travaillant lui-même à la caméra, Raymond Depardon, photographe, a filmé pendant tout le mois d'octobre 1980 les reportages photographiques de l'agence Gamma en train de « couvrir » l'actualité. C'est à la fois une suite de documents passionnants et une réflexion sur le métier.

LA BOUM 1. — Film français de C. Pinoteau (1980), avec C. Brasseur, S. Marcou. Diff. le 12 à 20 h 30, le 14 à 9 h.

Les premiers émois amoureux, après la première « boum », d'une adolescente, fille de parents libéraux qui ont des problèmes. Ce film, habilement conçu comme une comédie familiale sur la jeunesse « branchée », est devenu un phénomène de société avec un gros succès commercial. Il y a une suite.

KARATEKA CONNECTION. — Film américain de P. Aaron (1979), avec C. Norris, J. O'Neill. Diff. le 14 à 20 h 30.

Un champion de karaté enquête sur les meurtres cruels d'agents d'une brigade de choc, qui semblent être victimes d'un spécialiste des « arts martiaux ». Ou comment accommoder une intrigue de film policier américain à la sauce Kung-fu, en utilisant la popularité d'un vrai

champion, Chuck Norris. C'est à peine moins débile que les productions de Hongkong.

LES MONTAGNARDS SONT LA. — Film américain de J.-G. Blystone (1938), avec S. Laurel, O. Hardy (N.). Le 15 à 21 h 45.

Les mésaventures de Laurel et Hardy, venus vendre des pièges à rats dans les Alpes suisses, des sketches inégaux, des intermèdes chantés. Ce film n'est pas très bon, mais il y a deux épisodes burlesques extraordinaires : la rencontre de Laurel et d'un chien Saint-Bernard ; le transport d'un piano sur un pont de cordages... face à un gorille.

REPRISES

Pour les films suivants, lire nos commentaires parus dans les suppléments précédents.

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS. — Film anglais de P. Greenaway (1984), avec A. Higgins, J. Suman. Diff. le 9 à 9 h, le 14 à 15 h 50.

TROCADERO. BLEU CITRON. — Film français de M. Schock (1978), avec A. Duperey, M. Garcin. Diff. le 9 à 11 h, le 11 à 10 h 50.

UNE CHAMBRE EN VILLE. — Film français de J. Demy (1982), avec D. Derieux, M. Piccoli. Diff. dans la nuit du 9 au 10 à 0 h 30.

LES BIJOUX DE FAMILLE. — Film français de J.-C. Laureux (1975), avec F. Brion, M. Fortin. Diff. dans la nuit du 9 au 10 à 2 h 40, le 13 à 21 h 50, le 15 à 22 h 55.

JE SUIS UN CRIMINEL. — Film américain de B. Berkeley (1939), avec J. Garfield, A. Sheridan. Diff. dans la nuit du 9 au 10 à 5 h 15, du 12 au 13 à 0 h 45, le 15 à 15 h 50.

L'AMI DE VINCENT. — Film de P. Granier-Deferre (1983), avec Ph. Noiret, J. Rochefort. Diff. le 10 à 11 h 25, le 15 à 14 h.

FLICS DE CHOC. — Film français de J.-P. Desagnat (1983), avec C. Nobel, P. Massim. Diff. dans la nuit du 9 au 10 à 0 h 20, du 13 au 14 à 0 h et le 12 à 15 h 15.

1941. — Film américain de S. Spielberg (1979), avec J. Belushi, L. Gary. Diff. le 11 à 9 h.

LA CHUTE DE LA MAISON USHER. — Film américain de R. Corman (1980), avec V. Price, M. Damon. Diff. le 12 à 14 h, le 14 à 10 h 45.

VIVRE VITE. — Film espagnol de C. Saura (1980), avec A. Falcon, A. Douyey. Diff. le 12 à 22 h 20, le 14 à 14 h, le 15 à 9 h.

Samedi

9 février

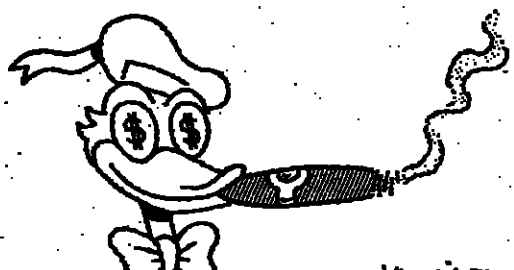
1

1

8.00 Journal.
9.00 Reprise : les jeudis de l'information. *Etre pauvre en Suisse* (diffusé le 7 février).
10.15 Challenges 88, animé par Y. Mourou.
10.45 Cinq jours en Bourse.
11.00 Concert : *Concerto pour piano n° 1* de Liszt, par M. Argerich. *L'Amateur canaille* du trio Arochide de Beethoven, par l'Orchestre de Paris, dir. Daniel Barenboim.
11.50 Couleurs de la musique.
11.55 Pic et Poku.
12.10 Accroché-cœur.
12.30 Bonjour, bon appétit : Châtreaux de lapin au chou.
12.00 Journal.
13.35 La séquence du spectateur.
14.05 Dessin animé.
14.20 Série : Pour l'amour du risque.
15.15 Dessin animé : le Merveilleux Voyage de Nils Holgersson.
15.40 Casques et bottes de cuir. Magazine du cheval et du tir.
16.15 Temps X.
17.05 Série : Marcel Sylvestre.
18.05 Trente millions d'amis.
18.35 Magazine auto-moto.
19.00 D'accord pas d'accord (INC).
19.15 Les : *Avignon*.
19.40 Coccinelleboy.
20.00 Journal.
20.35 Tirage du Loto.
20.40 Première à la une : Loulou.
En direct du théâtre des nouveautés. Filles de Jean Barbier, mise en scène F. Joffe. Réal. P. Ducrest. Avec Y. Cloch, J.-M. Prosser, M. Mado.
Autour de deux minables désargentés, une gardienne d'immeuble et un chauffeur-routier, etc., *chémage*. L'un des deux fait courir le bruit qu'il a gagné au Loto. Une comédie légère.
22.40 **Droit de réponse : Enfants de Mao, enfants de Marie.**
Emission de Michel Polac.
Avec Ph. Sollers, écrivain ; J.-L. Godard, cinéaste ; G. Artaud, R. Deforges, P. Grainville, écrivains ; J.-C. Siméon, éditeur, R. Sorin, des journalistes et des critiques.
0.10 Journal.
0.30 Ouvert le nuit.
Alfred Hitchcock présente. *Instinct de survie* ; *Extérieur nuit* ; *la Nuit de Charlie*.

10.00 Journal des sourds et des malentendants.
10.20 Vidéomaton.
10.35 Reprise : *Pierrot 45*. (diff. le 6 fév.)
11.05 Les carnets de l'aventure. Fenêtre sur fjords ; solo ascot.
12.00 A nous deux.
12.45 Journal.
13.30 Série : Les enquêtes de Remington Steele.
14.15 Top 50.
14.55 Terre des bêtes : le retour du loup ?
15.25 Les jeux du stade et Numéro 10.
17.30 *Révis A 2*.
Le Schtroumpf. Téléchat.
17.55 Le magazine.
L'entraînement des astronautes français ; les Maharadjahs de l'oubli ; la lingerie féminine.
18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19.10 D'accord pas d'accord (INC).
79.15 Emissions régionales.
19.40 Le théâtre de Bouvard.
20.00 Journal.
20.35 Variétés Champs-Élysées.
De Michel Drucker.
Spécial Jacques Brel : extraits de concerts, avec la participation de P. Perret, Mort Schumann, D. Bowie...
22.05 Magazine : Les enfants du rock.
Rockline ; Spécial Eurythmics.
23.15 Journal.
23.40 Bonsoir les clips.

12.30 Les pieds sur terre. Magazine de la mutualité agricole.
14.00 Entrée libre.
Emission du Centre de documentation pédagogique.
16.15 Liberté 3. Emission des associations.
17.30 Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions.
20.05 Disney Channel.
Cocktail de dessins animés et de divers programmes de Walt Disney Channel.
La grande soirée familiale : les aventures de Winnie l'ourson, Mickey, Zorro, Donald, et, trésors de la soirée, les DTV, les vidéo-clips, montages inédits de dessins animés sur les plus grands « tubes » des vingt dernières années.
21.55 Journal.
22.20 Feuilleton : *Dynastie*.
Blake coule Fallon qui prend brusquement la décision de divorcer. Jeff affronte de son côté Mark... sur un cours de tennis. La saga continue.
23.05 La vie de château.
Jean-Claude Brialy reçoit trois invités vedettes selon l'actualité culturelle.
23.15 Prélude à la nuit.
Festival de La Chaise-Dieu : A la mémoire de Bela Bartok. Musique funèbre pour orchestre à cordes de W. Lutoslawski.



• RTL, 20 h, A vous de choisir : le Lauréat, de Mike Nichols ou *Garypère pour quatre*, de M. Gordon ; 21 h 40, Feuilleton : *Châteauvallon* ; 22 h 40, Ciné-Club : *Salvatore Giuliano*, de Francesco Rosi.
• TMC, 21 h, *Le jeune homme et le lion*, film de Jean Delannoy.
• ETE, 20 h, Le jardin extraordinaire ; 20 h 35, *Doc Holiday*, film de Frank Perry ; 22 h 10, Cinéclip.
• RTB-TELE 2, 20 h, Automobillisme ; 21 h, Document : Jacky Ickx.
• TSR, 20 h, *Starkey et Hutch* ; 21 h, Variétés : Que la fête continue ; 22 h 5, Journal ; 22 h 20, Sports ; 23 h 20, *Coup de torchon*, film de Bertrand Tavernier.

Dimanche

10 février

8.00 Journal.
9.00 Emission islamique.
9.15 A Bible ouverte.
9.30 Foi et tradition des chrétiens orientaux.
10.00 Présence protestante.
10.30 Le Jour du Seigneur.
11.00 Réunion célébrée en la paroisse de Bois (Morbihan).
12.02 **Midi presse**, de P.-L. Séguillon.
Invités : M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget.
12.30 Téléfoot 1.
13.00 Journal.
13.25 Série : *Starkey et Hutch*.
14.20 Sports dimanche.
16.30 Variétés : La belle vie, de Sacha Distel.
Avec *Sanny Frey pour la sortie de la Vie de famille*, le dernier film de Jacques Dutilleul, France Gall, Cookie Dinger, Les animaux du monde.
17.30 *Le retour des éléphants de mer*.
18.10 Série : Le vent d'Australie.
19.00 **Septu sept.**
Le magazine de la rédaction présente cette semaine par Jean Lant. Avec Pierre Salinger, chef du bureau d'ABC à Paris.
20.00 Journal.
20.35 Cinéma : Danton.
Film d'Andrzej Wajda.
22.20 Sports dimanche soir.
L'actualité sportive du week-end.
23.40 Journal.
0.05 C'est à lire.

9.35 Journal et météo.
9.40 Les chevaux du terroir.
10.10 Révis A 2. Candy.
10.40 Gym tonique.
11.15 Dimanche Martin. Entrez les artistes.
12.45 Journal.
13.20 Dimanche Martin (suite).
Si j'ai bonne mémoire : 14.30, Série : Simon et Simon ; 15.15, L'école des fims ; 16.00, Dessin animé ; 16.15, Théâtre dansant.
17.00 Série : Les Brigades du Tigre.
18.00 Stade 2 (et à 20 h 20).
19.00 **Feuilleton : Clémence Aletti.**
Clémence gagne incognito le Canada en compagnie de Livie, la sœur du terroriste. Mais Livie s'échappe, tandis que Laure signale dans son journal la présence de Clémence à Montréal.
20.00 Journal.
20.35 Jeu : Le grand raid.
21.35 Série : Pour le meilleur ou pour le pire.
URSS : « les quatre filles du docteur Marx ».
La vie quotidienne des femmes soviétiques. Qui sont-elles ? A travers les portraits de sept femmes de quatre générations différentes qui résument l'histoire contemporaine de la société soviétique, cette émission tente de répondre.
22.40 Concert en simultané sur France-Musique.
Présenté par E. Ruggieri.
Concerts pour piano et orchestre n° 2 en sol mineur de Saint-Saëns par l'Orchestre de Paris, dir. R. Chailly, sol. R. Engerer.
23.00 Journal.
23.35 Bonsoir les clips.

9.00 Emission pour les jeunes.
Inspecteur Gadget, Disney Channel.
10.00 Mosaïque. Emission de l'ADRI.
13.00 Magazine 88. Emission de la Garantie mutuelle des fonctionnaires.
15.00 Musique pour un dimanche (et à 17.05).
15.15 **Théâtre : Kean ou désordre et génie** (2 parties).
De Jean-Paul Sartre. Mise en scène J.-C. Drouot. Avec A. Barthélemy, P. Pelletier, S. Deschamps.
Une évocation grandiose du tragédien anglais Edmond Kean, célèbre au dix-huitième siècle pour ses interprétations de Shakespeare.
18.00 Emission pour les jeunes.
Fraggle rock ; Lucky Luke ; l'ours Colargol.
19.00 Au nom de l'amour. Emission de Pierre Ballemaire.
Retrouvailles, amour perdu et retrouvé. Rien de nouveau...
20.00 RFO Hebdo.
Concours 200 pages à la réunion.
20.35 **Architecture et géographie sacrée.**
Delphes, nombril du monde grec. Série de Barba-Negra.
Centre du monde grec et symboliquement centre de l'univers occidental, Delphes incarne la problématique de toute fondation d'une civilisation. Un essai-poème, parfois magistral et inspiré.
21.30 Aspects du court métrage français.
Le Diable au cœur, de Caroline Beaune ; Chagrin d'amour, de Guy Pinon.
22.00 Journal.
22.30 **Cinéma de minuit : la Citadelle du silence.**
Film de Marcel L'Herbier (cycle M. L'Herbier).
0.05 Prélude à la nuit.
The Man I love, de G. Gershwin, interprété par Magali Damonte, mezzo-soprano et Jacques Chalmeau, pianiste.

DIMANCHE 10 FÉVRIER
• RTL, 20 h, Le Locataire, de R. Polanski ; 22 h 10, Série : Soap ; 22 h 40, Extraits du Grand Jury RTL-Le Monde ; 22 h 50, Portrait d'artiste : le peintre R. Cavallo.
• TMC, 21 h, Le Démon de midi, film de Blake Edwards.
• ETE, 20 h 15, Variétés : A qui le gant ? 21 h 40, Téléfilm : le loup-cervier, d'A. Dhoully.
• TSR, 20 h, Le grand raid ; 20 h 55, Dis-moi ce que tu lis : F. Gigon, journaliste ; 21 h 50, Cadences.

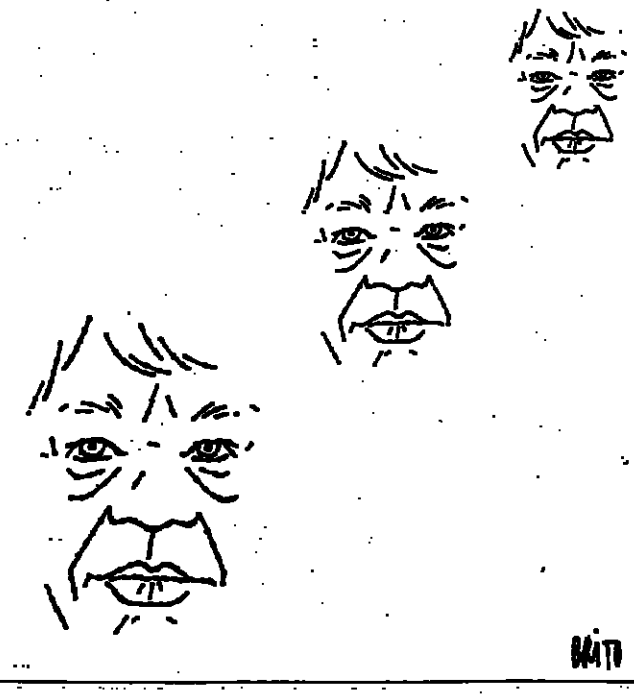
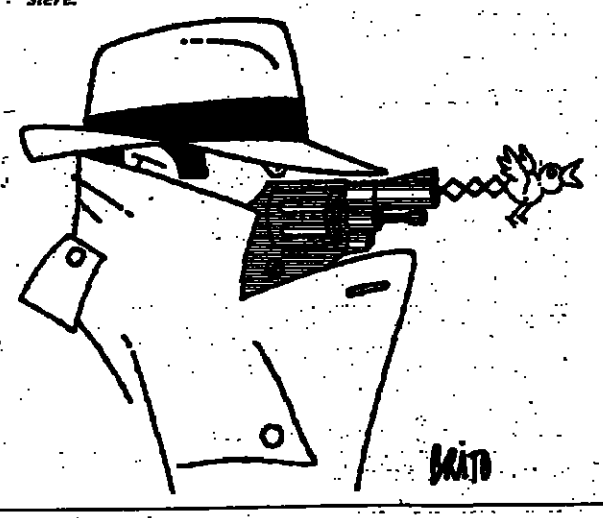
سكرا من الاميل

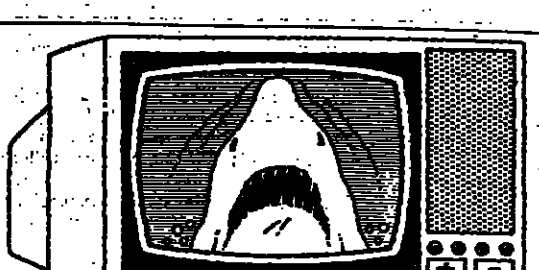
صلى الله عليه وسلم

TÉLÉVISION

LE MONDE LOISIRS
SAMEDI 9 FÉVRIER 1985 XIII

Lundi 11 février	Mardi 12 février	Mercredi 13 février	
<p>11.15 ANTIOPE 1 11.45 La Une chez vous. 12.00 Feuilleton : Buffalo Bill. 12.30 La bouteille à la mer. <i>Invitée de la semaine : Line Renaud.</i> 13.00 Journal. 13.50 A pleine vie. Série : Fame ; 14 h 40, La maison de TF 1 ; 15 h 15, Les choses du lundi : Vive le cirque ! ; 16 h 30, Croque vacances ; 17 h 30, La chance aux chansons. 18.00 Nounours. 18.05 Le village dans les nuages. 18.25 Mini-journal pour les jeunes. 18.40 Série : Huit ça suffit. 19.15 Jeu : Anagram. 19.40 Cocoricocoboy. 20.00 Journal. 20.35 Cinéma : Propriété interdite. Film de Sydney Pollack. 22.25 Étoiles et toiles. Magazine du cinéma de F. Mitterrand et M. Josselin. The Killing Fields, avec la participation de S. Schanberg, correspondant du New York Times au Cambodge au début des années 70, et de son assistant, Dith Pran ; Ciné presse : Variety ; portrait de Robert Duvall. 23.30 Journal. 23.50 C'est à lire.</p>	<p>11.15 ANTIOPE 1. 11.45 La une chez vous. 12.00 Feuilleton : Trois mâts pour l'aventure. 12.30 La bouteille à la mer. 13.00 Journal. 13.50 A pleine vie. Série : Fame ; 14.45, La maison de TF 1 ; 15.15, Mode d'emploi-magazine ; 16.15, Portes ouvertes, le magazine des handicapés ; 16.30, Croque vacances ; 17.30, La chance aux chansons. 18.00 Nounours. 18.05 Le village dans les nuages. 18.25 Mini-journal pour les jeunes. 18.40 Série : Huit ça suffit. 19.15 Jeu : Anagram. 19.40 Expression directe : CNPF et RPR. 20.00 Journal. 20.30 D'accord pas d'accord (INC). 20.35 Jeu : Enigmas du bout du monde. Proposé par J. Antoine et C. Savarit. Un remake de « La course autour du monde » de « La chasse au trésor ». 21.30 L'odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau. Le Nil, séculaire, mythique. Pendant dix mois, l'équipe a survolé le cours de ce fleuve à bord d'un Catalina spécialement aménagé pour l'expédition. 22.25 Tintam'arts : La nouvelle peinture. Émission d'Antoine Gallien ; réal. : N. Monti. Dossier : condition de l'artiste contemporain, dans la société. Comment conjuguer les exigences de l'art et la vie quotidienne. Témoignages de peintres. Les actualités de la semaine. 23.25 Journal. 23.45 C'est à lire.</p>	<p>11.15 ANTIOPE. 11.45 La Une chez vous. 12.00 Feuilleton : Trois mâts pour l'aventure. 12.30 La bouteille à la mer. 13.00 Journal. 13.40 Vitamine. <i>Variétés, dessins animés, feuilletons.</i> 16.25 Infos-jeunes (et à 18 h 25). 16.40 De A à Zèbre. Rock, B.D., photo, look, graphisme... 17.30 La chance aux chansons. 18.00 Nounours. 18.05 Le village dans les nuages. 18.40 Série : Huit ça suffit. 19.15 Jeu : Anagram. 19.40 Cocoricocoboy. 19.53 Tirage du Tac-o-tac. 20.00 Journal. 20.35 Tirage du Loto. 20.40 Série : Dallas. <i>Mark souhaite que ses amis assistent à son mariage. Pam est préoccupée par sa santé.</i> 21.30 Documentaire : Caractères chinois. Réal. A. Fournier. (Lire notre article.) 22.40 Cote d'amour. Présenté par Sidney. Avec Paul Young, Taxi Girls, Agathe, Al Corley, Madona... 23.25 Journal. 23.45 C'est à lire.</p>	TÉLÉVISION FRANÇAISE 1
<p>6.45 Télévision du matin. 8.30 Feuilleton : Une femme seule. 12.00 Journal et météo. 12.10 Jeu : L'académie des neuf. 12.45 Journal. 13.30 Feuilleton : Les amours des années 50. 13.45 Aujourd'hui la vie. 14.50 Série : Embarquement immédiat. 15.40 Reprise : Apostrophes. (L'argent et le pouvoir diff. le 8 février.) 16.55 Patinage artistique, championnat d'Europe. 17.40 Récré A 2. Pocchia ; les Schtroumpfs ; Latulu et Lirelli ; Pac Man ; Tchaou et Grodo, Téléchat. 18.30 C'est la vie. 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.10 D'accord, pas d'accord (INC). 19.15 Émissions régionales. 19.40 Le théâtre de Bouvard. 20.00 Journal. 20.35 L'heure de vérité : Jean Popereau. Émission présentée par F. H. de Virion. Jean Popereau, secrétaire national du PS, interrogé par Alain Duhamel, Catherine Nay (Europe 1), Albert du Roy et Jean-Louis Lescène. 21.55 Le Petit Théâtre : Arbres de vie. Spectacle conçu et interprété par C. Giraud. Réal. C. Santelli. Ronsard, Baudelaire, Hugo récités par Claude Giraud. 22.30 La traversée des apparences. Anschütz, l'album de la mémoire. Réal. A. Jaubert. (Lire notre article.) 23.15 Journal. 23.40 Bonsoir les clips.</p>	<p>6.45 Télévision du matin. 8.30 Feuilleton : Une femme seule. 10.30 ANTIOPE. 12.00 Journal et météo. 12.10 Jeu : L'académie des neuf. 12.45 Journal. 13.30 Feuilleton : Les amours des années 50. 13.45 Aujourd'hui la vie. 14.50 Série : Embarquement immédiat. 15.40 Reprise : Le grand raid (diff. le 10 février). 16.45 Le journal d'un siècle. Édition 1900 : la Belle Époque. 17.45 Récré A 2. Pocchia ; Les quat'z'amis ; Latulu et Lirelli ; Terre des bêtes ; Téléchat. 18.30 C'est la vie. 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.15 Émissions régionales. 19.40 Le théâtre de Bouvard. 20.00 Journal. 20.30 D'accord pas d'accord (INC). 20.40 Cinéma : Fanfan la Tulipe. Film de Christian-Jaque. Mardi cinéma. Avec Samy Frey, Richard Berry, Evelyne Bouix, Isabelle Huppert. 23.30 Journal. 23.55 Bonsoir les clips.</p>	<p>6.45 Télévision du matin. 8.30 Feuilleton : Une femme seule. 10.30 ANTIOPE. 12.00 Journal et météo. 12.10 Jeu : L'académie des neuf. 12.45 Journal. 13.30 Feuilleton : Les amours des années 50. 13.45 Dessins animés. 14.15 Récré A 2. Les Schtroumpfs ; les 4 z'amis, Pac Man, Latulu et Lirelli... 16.50 Micro-Kid. 17.25 Platine 45. Sheila, Daryl Hall et J. Oates, Platine Sixties... 18.00 Les carnets de l'aventure. Les faibles de l'océan. 18.30 C'est la vie. 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.15 Émissions régionales. 19.40 Le théâtre de Bouvard. 20.00 Journal. 20.35 Téléfilm : Les lendemains qui chantent. De J.-C. Grumberg, réal. J. Fausten, avec W. Pzonziak, A. Marev. Au début des années 50 à Paris, une famille de juifs communistes tente de rencontrer un neveu, membre d'une troupe de ballets soviétiques. Sans y parvenir. Une fiction historique et politique. 22.10 Les jours de notre vie. Magazine de Danielle Thibault. « L'homme et le travail ». Les accidents du travail. Sur les risques encourus lors de la manipulation de produits toxiques... Un reportage au centre de Belloy, près de Beauvais, avec la participation de médecins. 23.05 Journal. 23.30 Bonsoir les clips.</p>	ANTENNE 2
<p>17.00 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions. 19.55 Dessin animé : Lucky Luke. 20.05 Les Jeux. 20.35 Cinéma : le Samourai. Film de Jean-Pierre Melville. 22.20 Journal. 22.50 Thalassa. Magazine de la mer, de G. Pernoud. Élevage à hauts risques... ou le prix d'un poisson sur mesure, reportage de Dominique Yadel et Philippe Jasselin. 23.35 Henri Vincenot dans Histoires de trains. Série : L'arrivée du chemin de fer. Le début d'une grande épopée, merveilleusement racontée par un conteur né qu'on ne se lasse pas d'écouter. On voudrait que ces cinq petites minutes s'éternisent. Aujourd'hui, Henri Vincenot retrace la « sacrée révolution » qui a secoué la France à la fin du siècle dernier, lorsque l'idée de monter le réseau ferré est devenue réalité. A. Rd. 23.40 Prélude à la nuit. Musique baroque à Monaco : « Fantaisie pour flûte seule », de J.-J. Quantz, interprétée par Robert Claire, flûte traversière.</p>	<p>17.00 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions. 19.55 Dessin animé : Lucky Luke. 20.05 Les Jeux. 20.30 D'accord pas d'accord (INC). 20.35 Cinéma : Naïs. Film de Raymond Le Boursier et Marcel Pagnol. 22.40 Journal. 23.10 Bleu outremer. Émission de la radio-télévision française d'outre-mer : Djido, film d'Alain Plagne, sur la réalité culturelle mélanésienne. 0.15 Henri Vincenot dans Histoires de trains. Série : Les grands travaux. La grande épopée du rail racontée par un conteur né. 0.20 Prélude à la nuit. Kreisleriana, de Robert Schumann, interprétée par Mikhail Rudy au piano.</p>	<p>17.00 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions. 19.55 Dessin animé : Lucky Luke. 20.05 Les Jeux. 20.35 Cadences 3. Émission de Léa Milcic et Guy Lux. Autour de Dalida. 22.05 Journal. 22.25 Portrait de Simone Signoret. Émission présentée par Jérôme Garcin. Simone Signoret, grande actrice et romancière, avec son dernier livre, « Adieu Volodia ». 23.20 Henri Vincenot dans Histoires de trains. Série : Saint-Simon. La grande épopée du rail racontée par un conteur né. 23.25 Prélude à la nuit. Festival de Monte-Carlo : scherzo du « Quatuor en mi bémol », de F. Schubert, interprété par le Quatuor Tatral.</p>	FRANCE RÉGIONS 3
<p>• RTL, 20 h, Dynasty ; 21 h, La Femme flic, d'Yves Boissin ; 22 h 45, Journal ; 23 h 55, La joie de lire ; 23 h, RTL-Théâtre. • TMC, 20 h, Dallas ; 20 h 55, La photo-mystère ; 21 h, Boulevard, film de Julien Duvinier ; 22 h 45, M.C. Magazine : festival de TV. • KTB, 20 h, Bécassins : Edith et Marcel, film de Claude Lelouch. • KTB-TÉLÉ 2, 20 h, Le temps retrouvé ; 20 h 30, Théâtre wallon : le cabaret tournaisien. • TSR, 20 h 15, Spécial cinéma : Eugénio, film de L. Comencini ; les studios de Cinecittà.</p>	<p>• RTL, 20 h, Série : V ; 21 h, Le Grand Escogriff, de Claude Pinoteau ; 22 h 45, Journal ; 23 h 55, La joie de lire. • TMC, 20 h, Grands cirques ; 20 h 55, La photo-mystère ; 21 h, Silent Running, film de Douglas Trumbull ; 22 h 40, Festival international de TV. • KTB, 20 h 5, Feuilleton : Le joyau de la couronne ; 21 h 5, Grand écran : 1900, film de B. Bertolucci (avec G. Depardieu) (2^e partie). • KTB-TÉLÉ 2, 20 h, Le point de la médecine ; 21 h, Culture club (spectacles, livres, art). • TSR, 20 h 10, Châteauneuf ; 21 h 15, Le monde dans tous ses états ; 22 h 10, Journal ; 23 h 25, Hockey sur glace.</p>	<p>• RTL, 20 h, La croisière s'amuse ; 21 h, La Guerre des abîmes, film de J. Jameson ; 23 h, Journal ; 23 h 10, La joie de lire. • TMC, 20 h, Série : Cosmos 1999 ; 20 h 55, La photo-mystère ; 21 h, Téléfilm : Émile Zola, de St. Lorenzi ; 23 h 10, Festival international de TV ; 23 h 25, Sports. • KTB, 20 h, Cap 60 ; 21 h 5, Série : Pour l'amour du risque ; 21 h 55, Propos et confidences : Marguerite Yourcenar. • KTB-TÉLÉ 2, 20 h, Caméra sports : basket-ball. • TSR, 20 h 10, Les Bromés, film de Patrice Leconte ; 21 h 50, Documentaire ; 22 h 50, Journal ; 23 h 5, basket-ball.</p>	PÉRIPHÉRIE



	Jeudi 14 février	Vendredi 15 février	Le prochain week-end
TÉLÉVISION FRANÇAISE 1	<p>11.15 ANTIOPE 1. 11.45 La Une chez vous. 12.00 Feuilleton : Trois mât pour l'aventure. 12.30 La bouteille à la mer. 13.00 Journal. 13.45 A pleine vie. Série : Fane ; 14.45, La maison de TF 1 ; 15.25, Quarté à Vincennes ; 15.55, Images d'histoire : sauvetage en montagne ; 16.30, Croque-vacances ; 17.30, La chance aux chansons.</p> <p>18.00 Nounours. 18.05 Le village dans les nuages. 18.25 Mini-journal pour les jeunes. 18.40 Série : Huit, ça suffit. 19.15 Jeu : Anagram. 19.40 Cocoricocoboy. 20.00 Journal. 20.35 Feuilleton : Au nom de tous les miens. D'après le livre de Martin Gray et Max Gallo. Réal. R. Emico, avec J. Penot, M. Meril, H. Hugues. Varsovie, hiver 1940 : le ghetto, la férocité, l'acharnement des nazis et de certains aryens de la capitale polonaise contre les juifs entassés dans leur « réserve ». La débrouillardise, aussi, de ces relégués pour tenter de lutter contre la faim, le froid, la misère. Un des rares bons épisodes.</p> <p>21.30 L'enjeu. Magazine économique de F. de Cécilia, E. de la Taille et A. Weiler. L'homme du mois, Yves Rocher ; Energie : les réussites hors de prix ; le pragmatisme finlandais, l'enjeu de l'innovation et d'écritures pour cadres menacés.</p> <p>22.45 Journal. 23.15 Étoiles à la une. Émission de Frédéric Mitterrand. Cinéma : Courts métrages. Petite Mort, de G. Goulet ; Scope, de G. Montell.</p>	<p>11.15 ANTIOPE 1. 11.45 La Une chez vous. 12.00 Feuilleton : Trois mât pour l'aventure. 12.30 La bouteille à la mer. 13.00 Journal. 13.45 A pleine vie. Série : Fane ; 14.45, la maison de TF 1 ; 15.20, Temps libres... aux jeunes et aux jeux ; 16.30, Croque-vacances ; 17.25, La chance aux chansons.</p> <p>18.00 Nounours. 18.05 Le village dans les nuages. 18.25 Mini-journal pour les jeunes. 18.40 Série : Huit, ça suffit. 19.15 Jeu : Anagram. 19.40 Cocoricocoboy. 20.00 Journal. 20.35 Variétés : Midem 85. Trophées internationaux. Avec Jermaine Jackson, Pia Zadora, Nino de Angelo, Iban, etc.</p> <p>21.50 Théâtre : les Bonnes. de Jean Genet. Réal. Michel Dumoulin avec Dominique Blanchard, Francine Bergé, Maria Casarès. (Lire notre article).</p> <p>23.45 Journal. 0.05 C'est à lire.</p>	<p>Samedi 16 février 8.00 Journal : 9.00 Reprise : Les jeudis de l'information (diff. le 14 fév.) ; 10.15 Challenges 85 ; 10.45 Cinq jours en Bourse ; 11.00 Concert ; 11.45 Couleurs de la musique ; 11.55 Ric et Poku ; 12.10 Accroche-cœur ; 12.30 Bonjour, bon appétit ; 13.00 Journal ; 13.35 La séquence du spectateur ; 14.30 Série : Pour l'amour du risque ; 15.15 Dessins animés ; 15.40 Casques et bottes de cuir ; 16.05 Trente millions d'amis ; 16.35 Auto-moto ; 16.55 D'accord, pas d'accord ; 17.15 Jeu : Anagram ; 19.40 Cocoricocoboy ; 20.00 Journal ; 20.35 Tirage du Loto. 20.40 Au théâtre ce soir : Courteline au travail. De Sacha Guitry, avec F. Maistre, G. Caillaud, G. Maspiller, Bouhassouche, de G. Courteline, avec G. Caillaud, D. Eyraud, R. Mammé. 22.05 D'yeux de réponses ou l'esprit de confection : Les secrets de l'herbe. Émission de Michel Polac. Avec J. Séguella, M. Thoulouze, B. Langlois, D. Guichard. 0.00 Journal. 0.20 Ouvert la nuit. Alfred Hitchcock présente : ... Extérieur nuit.</p> <p>Dimanche 17 février 8.00 Bonjour la France ; 9.00 Émission islamique ; 9.15 A Bible ouverte ; 9.30 Source de vie ; 10.15 Présence protestante ; 10.30 Le Jour du Seigneur ; 11.00 Messe ; 12.02 Midi presse ; Avec M. Jean Lecanuet, président de l'UDF ; 12.30 Télé-foot ; 13.00 Journal ; 13.25 Série : Starsky et Hutch ; 14.20 Sports dimanche et tiercé ; 16.30 La belle vie ; 17.30 Les animaux du monde ; 18.10 Série : Le vent d'Australie ; 19.00 7 sur 7, magazine de la semaine ; 20.00 Journal. 20.35 Cinéma : Z. Film de Costa Gavras. 22.45 Sports dimanche soir. Actualité sportive du week-end, par Jean-Michel Leclerc. 23.25 Journal. 23.45 C'est à lire. 0.00 Séance de nuit : Nuit brésilienne.</p>
ANTENNE 2	<p>6.45 Télévision du matin. 8.30 Feuilleton : Une femme seule. 10.30 ANTIOPE. 12.00 Journal et météo. 12.10 Jeu : L'académie des neuf. 12.45 Journal. 13.30 Feuilleton : Les amours des années 50. 13.45 Aujourd'hui la vie : Des auteurs et vous. 14.50 Cinéma : Jeux interdits Film de René Clément. 16.15 Magazine : Un temps pour tout. De M. Cass et A. Valentin. Autour du carnaval. Qui est qui ? 17.20 Dessins animés. 17.45 Récité A2. Pochie : Mes mains ont la parole ; Latulu et Lireli ; M. Merlin ; Téléchat. 18.30 C'est la vie. 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.10 D'accord, pas d'accord (INC). 19.15 Émissions régionales. 19.35 Expression directe : CGC et le groupe PS à l'Assemblée nationale. 20.00 Journal. 20.35 Feuilleton : L'amour en héritage. De R.-A. Simon et J. Feely. Réal. K. Connor. Avant-dernier épisode. Mercures revient chez Kate après un long exil et recommence à peindre. Une saga-peplum bien mise en scène, une caverne d'Ali Baba, image d'Épinal des Années folles. 21.35 Musiques au cœur. Magazine musical d'Éric Ruggieri et Patrick Camus. Monterrat Caballé : Portrait d'une grande cantatrice, des extraits de ses interprétations. Vivaldi, Rossini, Verdi, Puccini, Bellini. 22.45 Histoires courtes. Ballade sanglante, de S. Madigan ; Histoire du petit chaperon rouge, de D. Sugata ; Conservez votre billet jusqu'à la sortie, de P. Brune. 23.25 Journal. 23.50 Bonsoir les clips.</p>	<p>6.45 Télévision du matin. 8.30 Feuilleton : Une femme seule. 10.30 ANTIOPE. 12.00 Journal et météo. 12.10 Jeu : L'académie des neuf. 12.45 Journal. 13.30 Feuilleton : Les amours des années 50. 13.45 Aujourd'hui la vie. 14.50 Série : Embarquement immédiat. 15.40 La télévision des téléspectateurs. 16.00 Reprise : les jours de notre vie (diff. le 13 fév.). 17.00 Itinéraires, de Sophie Richard. Laos 85 : Messages personnels pour familles dispersées. 17.45 Récité A2. Pochie ; Teddy ; Latulu et Lireli ; Téléchat. 18.30 C'est la vie. 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.15 Émissions régionales. 19.40 Le théâtre de Boulevard. 20.00 Journal. 20.35 Feuilleton : Châteaullavall De J.-P. Petrolacci ; réal. P. Planchon et S. Friedman. La mort du « vieux » Berg déclenche la prise de pouvoir de la Démocratie républicaine par Florence, avec l'assistance de Travers. Drame pour son frère Jean-Jacques, rédacteur en chef, évincé. Mieux, Florence s'est mis en tête de faire campagne pour l'adversaire de son ancien amant, Quentin. Entré en scène, d'autre part, d'Albertas Kovalic, chef du clan adverse. 21.30 Apogées. Magazine littéraire de B. Pivot. Sur le thème : les mauvais sentiments. Avec Louis Julien (la Vandalie), Marc-Edouard Nabe (Au régal des vermines), Jean-Marc Roberts (Méchant), Morgan Sportes (Je t'aime, je te tue), Tabary (Le Complice d'Emogoud), Anne Vergne (L'innocence du boucher). 22.50 Journal. 23.00 Ciné-club : El Pisito. Film de Marco Ferreri (cycle M. Ferreri).</p>	<p>Samedi 16 février 10.00 Journal des sœurs et des malentendus ; 10.20 Vidéo-matin ; 10.35 Platine 45 ; 11.05 Les carnets de l'aventure ; 12.00 A nous deux ; 12.45 Journal ; 13.25 Série : L'homme qui tombe à pic ; 14.15 Top 50 ; 14.55 Les Jeux du stade ; 15.00 Rugby, tournoi des cinq nations France-Ecosse ; 16.30 Numéro 10 ; 17.05 Terre des bêtes ; 17.30 Récité A2 ; 17.55 Le magazine de la rédaction ; 18.30 Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19.10 D'accord, pas d'accord (INC) ; 19.15 Émissions régionales ; 19.40 Le théâtre de Boulevard ; 20.00 Journal. 20.35 Variétés : Champs-Élysées. 22.05 Magazine : Les enfants du rock. Rock à Nice... à Riviera Rock... 23.20 Journal. 23.45 Rugby : Tournoi des cinq nations. Galles-Angleterre.</p> <p>Dimanche 17 février 9.35 Informations et météo ; 9.40 Les chevaux du tiercé ; 10.07 Récité A2 ; 10.40 Gym tonique ; 11.15 Dimanche Martin (Entrez les artistes) ; 12.45 Journal ; 13.15 Dimanche Martin (suite) ; Si j'ai bonne mémoire ; 14.25 Série : Simon et Simon ; 15.15 L'école des fans ; 16.00 Dessin animé ; 16.15 Thé dansant ; 17.00 Série : Molière ou la vie d'un honnête homme ; 18.00 Stade 2 (et à 20 h 20) ; 19.00 Série : Clémence Alexi ; 20.00 Journal. 20.40 Jeu : Le grand raid. 21.35 Série : Pour le meilleur ou pour le pire. USA : Pagne d'amour à New-York. 22.40 Désirs des arts. 23.10 Journal. 23.35 Bonsoir les clips.</p>
FRANCE RÉGIONS 3	<p>17.00 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions. 19.55 Dessin animé : Lucky Luke. 20.05 Les jeux. 20.35 Le polar du soir : Connaissez-vous Maronne ? Real. Maurice Dugowson. Avec S. Frey, R. Planchon, M. Laborit. Dans une petite localité déserte des Flandres, deux hommes entament un jeu vertigineux. Une disparition, un cadavre de jeune femme. Crime ou suicide ? Le huis clos commence entre un solitaire et un commissaire. 21.30 Journal. 22.00 Cinéma : Nous nous sommes rencontrés dans un autre rêve. Film d'Alain Schwarzstein. 23.20 Henri Vincenot dans Histoires de trains. Série : Une déesse nommée locomotive. La grande épopée du rail racontée par un conteur né. 23.25 Prélude à la nuit. Gaal d'Emmanuel Sejourne, interprété par le groupe Noco Music.</p>	<p>17.00 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions. 19.55 Dessin animé : Lucky Luke. 20.05 Les jeux. 20.35 D'accord, pas d'accord (INC). 20.35 Vendredi : Histoire d'un jour. Magazine d'information d'André Campana et L. Barrère. 22 octobre 1962, le jour où la guerre nucléaire a failli éclater. Le 18 octobre 1962, des appareils de reconnaissance américains, survolant Cuba, repèrent les travaux d'installation de fusées. Le 22 octobre, le président Kennedy institue un blocus autour de l'île. Avec la participation des généraux Gallois, Buis, Clouzeau. 22.10 Décibels de nuit. Émission présentée par Jan-Lou Jancir. Spécial hard rock. Tête d'affiche : Dépêche mode, Touré Kunda. 22.55 Journal. 23.20 Henri Vincenot dans Histoires de trains. Série : L'Embarcadere. La grande épopée du rail racontée par un conteur né. 23.25 Prélude à la nuit. Concerto pour orgue en fa majeur, opus 4, n° 5, de G.F. Haendel, par l'Orchestre de RTL, soliste et direction Leopold Hager.</p>	<p>Samedi 16 février 12.30 Les pieds sur terre ; 13.30 Horizon ; 14.00 Entrée libre ; 16.15 Libertés 3 ; 17.30 Émissions régionales ; 20.40 Disney Channel, pour les tout-petits. 20.55 Disney Channel pour les jeunes et les moins jeunes. Cocktail de dessins animés et divers programmes de Walt Disney Channel. La grande soirée familiale : les aventures de Winnie l'ourson, Mickey, Zorro, Donald et, trésors de la soirée, les DTV, les vidéo clips, montage inédit de dessins animés, sur les grands « tubes » des vingt dernières années. 21.50 Journal. 22.15 Feuilleton : Dynastie. 23.00 La vie de château. Jean-Claude Brialy reçoit trois invités vedettes selon l'actualité culturelle. 23.45 Prélude à la nuit.</p> <p>Dimanche 17 février 9.00 Programme pour les jeunes ; 10.00 Mosaïque ; 13.00 Magazine 85 ; 15.05 Musique pour un dimanche (et à 17.40) ; 15.15 Théâtre : Cortolan de W. Shakespeare ; 18.00 Émissions pour la jeunesse (Fraggle rock ; Lucky Luke...) ; 19.00 Au nom de l'amour ; 20.00 RFO Hebdo. 20.35 Architecture et géographie sacrée. Egypte, miroir du ciel. De Paul Barba-Negra. 21.30 Aspect du court-métrage français. Le Séducteur, d'Yves Benoit. 22.00 Journal. 22.30 Cinéma de minuit : la Tragédie impériale. Film de Marcel L'Herbier (cycle Marcel L'Herbier). 23.00 Prélude à la nuit.</p>
PÉRIPHÉRIE	<p>● RTL, 20 h, Dallas ; 21 h, les Faucons de la nuit, de B. Malahut ; 22 h 45, Journal ; 22 h 50, La joie de lire. ● TMC, 20 h, Série : Le souffle de la guerre ; 20 h 55, La photo-mystère ; 21 h, Bobosse, film d'E. Périot ; 22 h 40, Festival international de TV. ● RTL, 20 h, Minute papillon ; 20 h 25, l'Attentat, film d'Yves Boisset ; 22 h 25, Carrousel aux images. ● RTL-TELE 2, 20 h, Téléfilms : Pierre Harnel ; 21 h 15, Concert. ● TSR, 20 h 10, Temps présent ; 21 h 20, Dynasty ; 22 h 10, Journal ; 22 h 25, Nocturne (cycle cinéma soviétique) ; Pastorale, film d'Oscar Isaacson.</p>	<p>● RTL, 20 h, Chronique des années 30 ; 21 h, Série : Hôtel ; 22 h, Numéro 10 ; 22 h 30, Journal ; 22 h 35, Incubus, film de J. Hough. ● TMC, 20 h, Retro-Séries : avec J. Gréco, N. Courcel ; 20 h 30, Festival international de TV (avec Kim Wilde, Lio, William Schellier...) ; 21 h 45, La nuit sous les chats sous gris, film de Gérard Zingg. ● RTL, 20 h, A suivre ; 21 h, Ciné-club : Identification d'une femme allemande, de J. Mocrappel. ● RTL-TELE 2, 20 h 5, Billet de faveur : Maître et noblesse, d'E. Scarpitta ; réal. Michel Rochat. ● TSR, 20 h 10, Tel Quel ; 21 h 30, Variétés : Que la fête continue ; 22 h 30, Les visiteurs du soir : Alexandre ; 23 h, Journal ; 23 h 15, Caribbean experience.</p>	

هكذا من الامم

صلى الله عليه وسلم

RADIO

LE MONDE LOISIRS
SAMEDI 9 FÉVRIER 1985

XV

A Ecouler

Liszt en cinq épisodes

Cinq émissions consacrées à « Liszt le novateur ». Jean Roy pourrait aussi bien en proposer dix, ou même plus, tant celui qui tout un chacun connaît à cause du piano a repoussé les limites de cet instrument, forçant les virtuoses à redoubler d'audace. Liszt écrivait à une amie en 1874 : « Ma seule ambition de musicien était et serait de lancer mon javelot dans les espaces indéfinis de l'avenir pourvu que ce javelot soit de bonne trempe et ne retombe pas à terre. » Ce Liszt-là, qui ne croyait pas si bien dire, est aussi l'auteur des œuvres symphoniques et religieuses, et sur tout, on apprendra en compagnie de Michaël Lévinas et de Francis Bayer comment, transcrit par l'inédit, il fit connaître et apprécier en leur temps

les musiques de Schubert, Berlioz et déjà Wagner : comment encore il participa à la naissance d'écoles nationales (Smetana, les cinq Russes), il suivit les travaux de Chopin et Moussorgski, etc. Il trouvait dans la poésie et la peinture matière à inspiration (écouter la *Danse macabre*, les *Années de pèlerinage*, la *Bataille des Huns*). Enfin, dernier chapitre du voyage, on saura tout des innovations de Liszt sur le terrain de l'harmonie, soit qu'il utilise les échelles modales, soit qu'il s'oriente vers l'atonalité : où l'on glisse vers Debussy, Bartok, Scriabine et Schoenberg.

● Le matin des musiciens : Liszt, le novateur, France-Musique, du lundi 11 au vendredi 15, de 9 h à 12 h.

Une architecte peu banale

Charlotte Perriand, « une grande bonne femme, scandaleusement méconnue ». C'est ainsi que nous la présente fort justement M. Eugène Claudius-Petit, ancien ministre de la reconstruction et de l'urbanisme, pour cette série de huit entretiens entre Charlotte Perriand et la réalisatrice Paula Chavasse.

Née en 1903, Charlotte Perriand, après des études à l'école de l'Union centrale des arts décoratifs, acquiert une première renommée avec son bar en cuivre chromé et en aluminium, dit « le bar sous le toit ». En 1927, elle rencontre Le Corbusier : « Il m'a ouvert un mur, grâce à lui, je découvrais d'autres horizons, au moment même où j'allais abandonner la profession. » Dix ans de travail et de recherche, au sein de l'atelier « Le Corbusier », rue de Sévres. Un travail d'équipe, avec le grand « maître », mais aussi Pierre Jeanneret, Fernand Léger, René Herbst... Les étudiants étrangers qui passent à l'agence confirment son goût marqué pour les voyages. En 1937, trop indépendante et trop différente, car plus chaleureuse et plus fantasiste que Le Corbusier, elle quitte l'atelier : « Le Corbusier parlait de machine à habiter, je préférais l'expression « l'art d'habiter ». En 1940, elle s'envole vers le Japon, moment privilégié de sa vie : la rencontre d'un art traditionnel proche de son « rituel ».

Ce qui l'amènera à remplacer très souvent l'acier par des matériaux plus traditionnels (bois, bambou, paille...). De retour en France, en 1946, elle reprend ses études sur les refuges en montagne, tout en continuant à sillonner le monde. Elle travaille avec de grands architectes, Prouvé et Kandinskij, sa toute dernière réalisation étant les « Arcs » en Savoie.

Simple et secrète, elle se dévoile peu pendant ces entretiens, mais fait revivre cette « période euphorique de l'architecture où on croyait à ce que l'on faisait ». Elle transmet sa passion, sa volonté à vouloir créer un espace chaleureux, vivant et mobile : « Il y a l'espace visionnaire et l'espace créé (...) l'architecture doit être arrachée de la planche à dessin, elle doit être dans le cœur et dans la tête. »

Si l'on peut regretter que Le Corbusier (par sa voix, documents d'archives ou par des textes) envahisse parfois trop les entretiens, on occulte cette « grande dame » de l'architecture, l'envie de visiter l'exposition qui lui est consacrée au Musée des arts décoratifs à Paris (depuis le 5 février, lire *Le Monde* daté 7) reste la plus forte.

CÉCILE URBAIN.

● Charlotte Perriand au Paris d'aujourd'hui, France Culture, tous les mardis, de 12 février au 2 avril, de 21 h à 21 h 30.

France-Inter

Après RTL, Radio Bleue, Europe 1 et RMC, nous publions cette semaine la grille des programmes de France-Inter.

DU LUNDI AU VENDREDI :

4 h 30, Louis Bozon (On aurait dû se coucher tôt) ; 6 h, Inter matin : informations non-stop et almanach de la vie pratique ; Les rendez-vous familiaux ; 7 h 40, L'invité de Ph. Caloni ; 8 h, Journal ; 8 h 30, Revue de presse de D. Soulier ; 8 h 45, Eve Ruggieri raconte... ; 9 h 30, Contacts, magazine de J. Pradel ; 11 h 30, Et un raton laveur (L. Broomhead) ; 12 h 30, La puce à l'oreille ; 12 h 45, Le jeu des mille francs ; 13 h, Journal ; 14 h, Star sans trousse ; 14 h 45, Boulevard de l'étrange ; 15 h, Tiroti cour ; 15 h 45, Chaire de poule ; 16 h, Les mille et un jours ; 16 h 45, Histoire d'un jour ; 17 h, Quotidien pluriel (J. Chancel) ; 17 h 45, Poussière d'étoiles ; 18 h, Histoires d'animaux ; 18 h 30, A qui ai-je l'honneur ? (J. Artur) ; 19 h, Journal ; 19 h 20, Actualité ; Face au public (le lundi). Le téléphone sonne (du mardi au jeudi). Confrontation politique (le vendredi) ; 20 h, Comme des mouches ; 21 h, Pollen (J.-E. Fouquier) ; 22 h, Jazz ; 23 h, José Artur ; 24 h, Dramatique ; à 1 h, Tempo ; 2 h, Très star dans la nuit ; 3 h, Si on comptait les moutons ensemble.

LE SAMEDI

5 h, Matins qui chantent (journaux toutes les demi-heures jusqu'à 7 h 10) ; 7 h 10, Michel LEE, le jardinier ; 7 h 35, Bleu citron ; 8 h, Spécial info week-end ; 8 h 32, Les sept vérités de la personnalité marquée de la semaine ; 9 h, Quotidien pluriel (J. Chancel) ; 10 h, Hier à la Une ; 11 h, Action ; 12 h, Rue des entrepreneurs ; 13 h 30, Téléscopages ; 14 h, Les étoiles de l'été (W. Leymargie) ; 15 h, La bonne mémoire ; 16 h, Les étoiles de l'été (W. Leymargie) ; 17 h, Paroles d'hommes ; 18 h, Stars jazz (A. Francis) ; 19 h, Journal et sports ; 20 h, Tribune de l'histoire ; 21 h, La musique est à vous (J. Fontaine) ; 22 h, Trésors de la nuit ; 23 h, La radio des autres (M. Godard) ; 24 h, Inter danse (Jo Donné).

LE DIMANCHE

5 h, Matins qui chantent (journaux toutes les demi-heures jusqu'à 7 h 15) ; 7 h 15, Entre nous ; 7 h 35, Bleu citron ; 8 h 30, Spécial info week-end ; 9 h 30, L'oreille en coin ; 12 h, Tabou ; 13 h, Journal ; 14 h, L'oreille en coin ; 18 h, Magazine de Pierre Bouteiller ; 21 h, La musique est à vous ; 22 h, Dossier X en cavale ; 23 h, Hot ou cool (A. Francis) ; 24 h, Les choses de la nuit.

France-Culture

SAMEDI 9 FÉVRIER

0.00 Émission spéciale en direct de la Bibliothèque nationale.
7.03 Fréquence bulgarienne.
8.04 Littérature pour tous : Pirandello.
8.30 Voix du silence : la Corée du Sud.
8.05 Musique du monde contemporain.
10.30 Musique : Le mémoire en chantant ; les médailles d'or du siècle français.
11.00 Grand angle : Autoparc d'un immeuble du VI^e arrondissement ; bruits courants entre cave et grenier.
12.00 Panorama. Variété jazz, cinéma, tombé dans la Pano.
14.00 Une vie, une œuvre : Bachetard ou une enfance parmi les eaux.
15.30 Le bon plaisir de... Georges Aperghis.
19.15 Passage du témoin. Thomas Feronzi rencontre Michel Péroz, directeur pour l'Europe du développement individuel dans l'entreprise.
20.00 Musique fatale : la Femme abandonnée.
20.30 Nouveau répertoire dramatique : Hollywood, de J.-L. Lagarde.
22.10 Démonstrations : avec J. Gérard.
22.30 Musique : Récitons, de la tradition orale à l'écriture : Bela Bartok.

DIMANCHE 10 FÉVRIER

0.00 Émission spéciale à la Bibliothèque nationale.
7.03 Chasseurs de son.
7.15 Horizon, magazine religieux.
7.28 La fenêtre ouverte.
7.30 Littérature pour tous.
7.45 Dits et rêvés : le château en coquille d'œuf.
8.00 Orthodoxie.
8.25 Protestantisme.
9.05 Écoute larvel.
9.35 Divers aspects de la pensée contemporaine : le Livre Pensée-français.
10.00 Mésse.
11.00 Histoire du futur.
12.00 Des Papous dans la tête.
13.40 L'exposition du dimanche : Tableaux parisiens d'Auguste Chabou.
14.00 Le temps de se parler.
14.30 Série noire : le Ballon mort, de M. Villard.
16.30 La tasse de thé : Rencontre avec André Duboulet ; à 17 h 45, Histoire-actualité : les catholiques polonais.
19.10 Le cinéma des cinéastes : l'auteur de film aujourd'hui.
20.00 Musique : Passions opus 10.
20.30 Atelier de création radiophonique : Affaire à suivre.
22.30 Musique : Jazz (Quartet Couturier).

LUNDI 11 FÉVRIER

0.00 Clair de nuit.
7.00 Le goût du jour.
8.15 Les enjeux internationaux.
8.30 Les chemins de la connaissance : Autour de la Montagne Noire, le mémoire du peuple et à 10 h 50 : La note du traducteur.
9.05 Les bandes de l'histoire : Colloques Henri Queuille et Pierre Mendès France.
10.30 Musique : miroirs (et à 17 h).
11.10 Passage pour l'avenir : L'enseignement technique à l'école : rénovation et perspectives.
11.30 Feuilleton : Tristan et Isaut.
12.00 Panorama. Entretien avec Simone Signoret.
13.40 Le quatrième coup.
14.00 Un livre, des voix : le Crépuscule des anges, le désastre, de P. Tchekmélian.
14.30 Grands documents : Marcel Duchamp, le transparent prince des ténèbres.
16.30 Les arts et les gens : Regards croisés, 16 h, Périscope ; à 18 h 20, Enquête.
17.10 Ile-de-France : Chef-lieu Paris.
18.00 Subjectif : Agorà ; à 18 h 35, Tira ta langue ; à 19 h 15, Rétro ; à 19 h 25, Jazz.
19.30 Perspectives scientifiques : la dynamique de la terre ; la formation des continents.
20.00 Musique mode d'emploi.
20.30 Série noire : Graffiti rock, de Tito Topin.
21.30 Musique : Latitudes, musique traditionnelle africaine, russe.
22.30 Nuits magnétiques : Ça suit son cours.

MARDI 12 FÉVRIER

7.00 Le goût du jour.
8.15 Les enjeux internationaux.
8.30 Les chemins de la connaissance : autour de la Montagne Noire, le mémoire du peuple (et à 10 h 50 : la note du traducteur).
9.05 La martinière des autres : le Bakouchiari.
10.30 Musique : Miroirs (et à 17 h).
11.10 L'école des parents et des éducateurs : les formations nationales de la RNEP.
11.30 Feuilleton : Tristan et Isaut.
12.00 Panorama : entretiens avec Simone Signoret.
13.40 Musique instantanée.
14.00 Un livre, des voix : la vocation du bonheur, journal d'Henriette Vogel, de Karin Reschke.

France-Musique

SAMEDI 9 FÉVRIER

2.00 Les nuits de France-Musique : Carl Schuricht, chef d'orchestre.
7.03 Avis de recherche : œuvres de Haydn, Komitas, Schubert, Abail.
9.05 Carnet de notes.
11.00 Moment musical : œuvres de Chopin, Debussy, Liszt, Ravel.
12.05 Le temps du jazz : Jazz s'il vous plaît : Hexagonal.
13.00 Opéra : « Madame Butterfly », de Puccini ; complément de programme : œuvres de Scarlatti, Vivaldi.
16.00 Dénouement parisiens : (en direct du Grand Palais à Paris), concert : œuvres de Debussy, Ravel, par Pascal Rogé, piano ; à 17 h, débat avec Jean Roy et ses invités : « Peut-on parler d'impressionnisme musical ? »
19.05 Les cinéastes du music-hall : au hasard des cassettes-archives.
20.04 Avant-concert.
20.30 Concert (en direct de la Salle Pleyel à Paris) : Sonate pour piano n° 15 en ré mineur, Sonate pour piano n° 3 en ut majeur, Sonate pour piano n° 24 en fa mineur, Sonate pour piano n° 30 en mi majeur de Beethoven ; son opéra sur piano n° 14 en ut mineur, « Sonate pour piano n° 6 en fa mineur », « Sonate pour piano n° 31 en la bémol majeur » de Beethoven, par Daniel Barenboim, piano.
22.35 Les soirées de France-Musique : entretiens de Francis Poulenc avec Claude Rostand : sa musique religieuse, son pèlerinage à Rome, son opinion sur Messiaen et Mahler ; 23 h 5, Club des archives : Marcel Moyse, flûtiste ; à 1 h, l'arbre à chansons : Isabelle Mayereau.

DIMANCHE 10 FÉVRIER

2.00 Les nuits de France-Musique : « Histoires et Fictions ».
7.03 Concert-promenade : musique viennoise et musique légère.
9.05 Carrière : BWV 18 de Bach.
10.00 Gustav Mahler : l'été 1904 à Vienne.
12.05 Magazine international.
14.04 Des goûts réunis.
17.00 Concert : l'ensemble des œuvres de la musique et ses évolutions par Michel Giotz, producteur de disques ; œuvres de Verdi, Chopin, Bellini, Puccini, Mendelssohn, Bruch.
19.05 Jazz vivant : le trio de Michel Péroz.
20.04 Avant-concert : Mozart par le Quatuor Artati.
20.30 Concert : Symphonie n° 4 en si bémol majeur de Beethoven, Symphonie n° 8 en ut majeur de Schubert par l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. C. Abbado.
22.35 Les soirées de France-Musique, concert (en simultané avec Antenne 2) : concerto pour piano et orchestre n° 2 en sol mineur de Saint-Saëns par l'Orchestre de Paris, dir. R. Chelly, sol. B. Engerer.

LUNDI 11 FÉVRIER

2.00 Les nuits de France-Musique.
7.10 L'imprévu : magazine d'actualité musicale.
9.08 Le matin des musiciens : Liszt le novateur, l'extension du champ pianistique, vitesse et espace ; œuvres de Liszt, Balokov, Albeniz, Ravel.
12.05 Le temps du jazz : feuilleton « Eric Dolphy ».
12.30 Concert : œuvres de Gabriel par le grand ensemble de cuivres de l'Orchestre national de France et le Nouvel orchestre philharmonique, dir. R. Norrington, sol. M. Péroz, orgue.
14.02 Répères contemporains : musique romaine (années 1960-1970), Tiberiu Olah, Ansof Vian, Octavian Nemescu.
15.00 Les après-midi de France-Musique : Hommage à Léonard Rose ; à 16 h, La P'tite Opéra : « La Vie perdue » d'Offenbach.
18.02 La royaume de la musique.
18.30 Jazz d'aujourd'hui : vient de paraître.
19.15 Suite lyrique.
20.04 Avant-concert.
20.30 Concert (donné le 3 décembre 1984 à Paris) : Œuvre pour instruments à vent de Stravinsky, « Concerto », de Dallapiccola, « Chiffre 7 » de Rahn, « Chiffre 1 » de Lutoslawski, Messe pour chœur, messe et double quatuor à vent de Stravinsky, par le Groupe vocal de France, et l'ensemble intercontemporain.
22.30 Les soirées de France-Musique : entretiens de Francis Poulenc avec Claude Rostand : sa musique de chambre ; à 23 h 5, Manteau de fleurs : quelques introuvables de Ravel.

MARDI 12 FÉVRIER

6.00 Musique légère.
7.10 L'imprévu : magazine d'actualité musicale.
9.08 Le matin des musiciens : Liszt le novateur. Créer mais aussi servir la musique de l'avenir.
12.05 Le temps du jazz : feuilleton Eric Dolphy.
12.30 Concert : œuvres de Busoni, Saint-Saëns, Chostakovitch par l'Orchestre symphonique de la radio de Berlin, dir. M. W. Chung.
14.02 Répères contemporains : Stefan Nussens, Liana Alexandra.
14.30 Les enfants d'Orphée : école brunoise.
15.00 Les après-midi de France-Musique : Hommage à Léonard Rose ; œuvres de Dvorak, W. Schu-

mann ; à 16 heures La P'tite Opéra : « Le fils du régiment » de Donizetti.
18.02 Acoustimathèque.
19.30 Jazz d'aujourd'hui : Lecture au laser.
19.15 Premières loges : Florence Austral, soprano.
20.04 Avant-concert.
20.30 Concert (en direct de la salle Pleyel à Paris) : « Sonate pour piano n° 16 en sol majeur », « Sonate pour piano n° 14 en ut mineur », « Sonate pour piano n° 6 en fa mineur », « Sonate pour piano n° 31 en la bémol majeur » de Beethoven, par Daniel Barenboim, piano.
22.00 Les soirées de France-Musique : Jazz club (en direct du Petit Opéra).

MERCREDI 13 FÉVRIER

2.00 Les nuits de France-Musique : Arturo Toscanini.
7.10 L'imprévu, magazine de l'actualité musicale.
9.08 Le matin des musiciens : Liszt le novateur, l'éveil des écoles nationales : œuvres de Liszt, Smetana, Moussorgski, Bartok.
12.05 Le temps du jazz : feuilleton « Eric Dolphy ».
12.30 Concert : œuvres de Marceland, Scherchen, Chaynes, Mafano, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. G. Amy, sol. V. Glöckner, trombone.
14.02 Tempo primo.
15.00 Les après-midi de France-Musique : Hommage à Léonard Rose ; œuvres de Schubert, Mozart, Brahms ; à 16 h, La P'tite Opéra : « Les Cloches de Corneville » de Planquette.
18.02 Les chants de la terre.
19.30 Jazz d'aujourd'hui : Où jouent-ils ?
19.15 Spirales. Magazine de la musique contemporaine.
20.04 Avant-concert.
20.30 Concert : Œuvre cubaine. Extraits de « Porgy and Bess », Songs, « Un Américain à Paris » de Gerashwin par l'Orchestre national de France, dir. A. Litton, sol. C. Delé, soprano.
22.30 Les soirées de France-Musique : La voix et la musique contemporaine.

JEUDI 14 FÉVRIER

2.00 Les nuits de France-Musique.
7.10 L'imprévu : magazine d'actualité musicale.
9.08 L'oreille en écoute.
9.20 Le matin des musiciens : Liszt le novateur. Où l'on peut évoquer les correspondances : baudelairiennes ; œuvres de Liszt, Rachmaninov, Constant.
12.05 Le temps du jazz : Feuilleton « Eric Dolphy ».

mémoire du peuple (et à 10 h 50 : la note du traducteur).
9.05 Les Martinières : Une vie, une œuvre : Jorge-Luis Borges.
10.30 Musique : Miroirs.
11.10 Répères, dit le maître : les nouvelles technologies.
11.30 Feuilleton : « Tristan et Isaut ».
12.00 Panorama : Entretiens avec Simone Signoret.
13.40 Peintres et ateliers : Atelier d'Amal.
14.00 Un livre, des voix : « Zayni Barachier », de Gamal Ghany.
14.30 Il n'y a plus de bonnes réponses, il y a parfois de bonnes questions : Henri Laborit.
15.00 Entretien avec Henri Guichard, architecte.
15.30 Musique : Musicomania.
17.00 Taux d'amour.
17.10 Le pays d'ici.
18.00 Subjectif : Agorà ; à 18 h 35, Tira ta langue ; à 19 h 15, Rétro ; à 19 h 25, Jazz.
19.30 Les progrès de la biologie et de la médecine.
20.00 Musique, mode d'emploi.
20.30 Un zoom de trop, de B. Audry.
21.30 Musique, Vocalyse : La voix dans l'œuvre de C. Balif.
22.30 Nuits magnétiques : Entretien avec John Updike.

VENDREDI 15 FÉVRIER

0.00 Les nuits de France-Culture.
7.00 Le goût du jour.
8.15 Les enjeux internationaux.
8.30 Les chemins de la connaissance : Autour de la Montagne Noire, le mémoire du peuple (et à 10 h 50 : la note du traducteur).
9.05 Martinière du temps qui change : Vivre la crise depuis 1974.
10.30 Musique : Miroirs (et à 17 h).
11.10 L'école hors les murs.
11.30 Feuilleton : « Tristan et Isaut ».
12.00 Panorama : Entretien avec Simone Signoret.
13.40 On congénère : l'imaginaire au théâtre.
14.00 Un livre, des voix : l'espérance de beaux voyages, d'Yves Navarre.
14.30 Sélection par l'Italie.
15.30 L'échappée belle : les derviches tourneurs de Konya.
17.10 Le pays d'ici : Saint-Lé.
18.00 Subjectif : Agorà ; à 18 h 35, Tira ta langue ; à 19 h 15, Rétro ; à 19 h 25, Jazz.
19.30 Les grandes avenues de la science moderne : Le squelette intérieur des cellules.
20.00 Musique mode d'emploi.
20.30 Le grand débat : Têtes bien faites ou têtes bien pleines.
21.30 Black and Blue : Le jazz de l'été 86.
22.30 Nuits magnétiques : Fanzine.

VENDREDI 15 FÉVRIER

2.00 Les nuits de France-Musique.
7.10 L'imprévu : magazine de l'actualité musicale.
9.08 Le matin des musiciens : Liszt le novateur. Au carrefour de deux voix : vers le local, vers l'atona, œuvres de Liszt, Wagner, Ravel, Debussy.
12.05 Le temps du jazz : feuilleton « Eric Dolphy ».
12.30 Concert : Œuvres de Dvorak, Wallf par l'Orchestre symphonique de Prague, dir. Jiri Balcikovek.
14.02 Répères contemporains : musique romaine : Stefan Nussens.
14.30 Les enfants d'Orphée : Ecole brunoise.
15.00 Varvaine-Scottish : V.-S. revient à l'école.
17.00 Histoire de la musique.
18.02 Les chants de la terre.
18.30 Jazz d'aujourd'hui : Dernière édition.
19.15 Les musées en dialogue.
20.04 Avant-concert.
20.30 Concert : « Cross sections and colour fields » de Brown, Concerto pour violon et orchestre en la mineur de Dvorak, Symphonie n° 2 en ré mineur de Brahms par l'Orchestre radio-symphonique de Sarrebruck, dir. M. W. Chung, sol. K. W. Chung, violon.
22.20 Les soirées de France-Musique : Les pêcheurs de perles : compositeurs et artistes français : à 24 heures, Musique traditionnelle.

صكزا من الامم

THERMALISME

LE MONDE LOISIRS XIX
SAMEDI 9 FÉVRIER 1985

Vichy se refait une santé

Un look et des slogans qui changent.

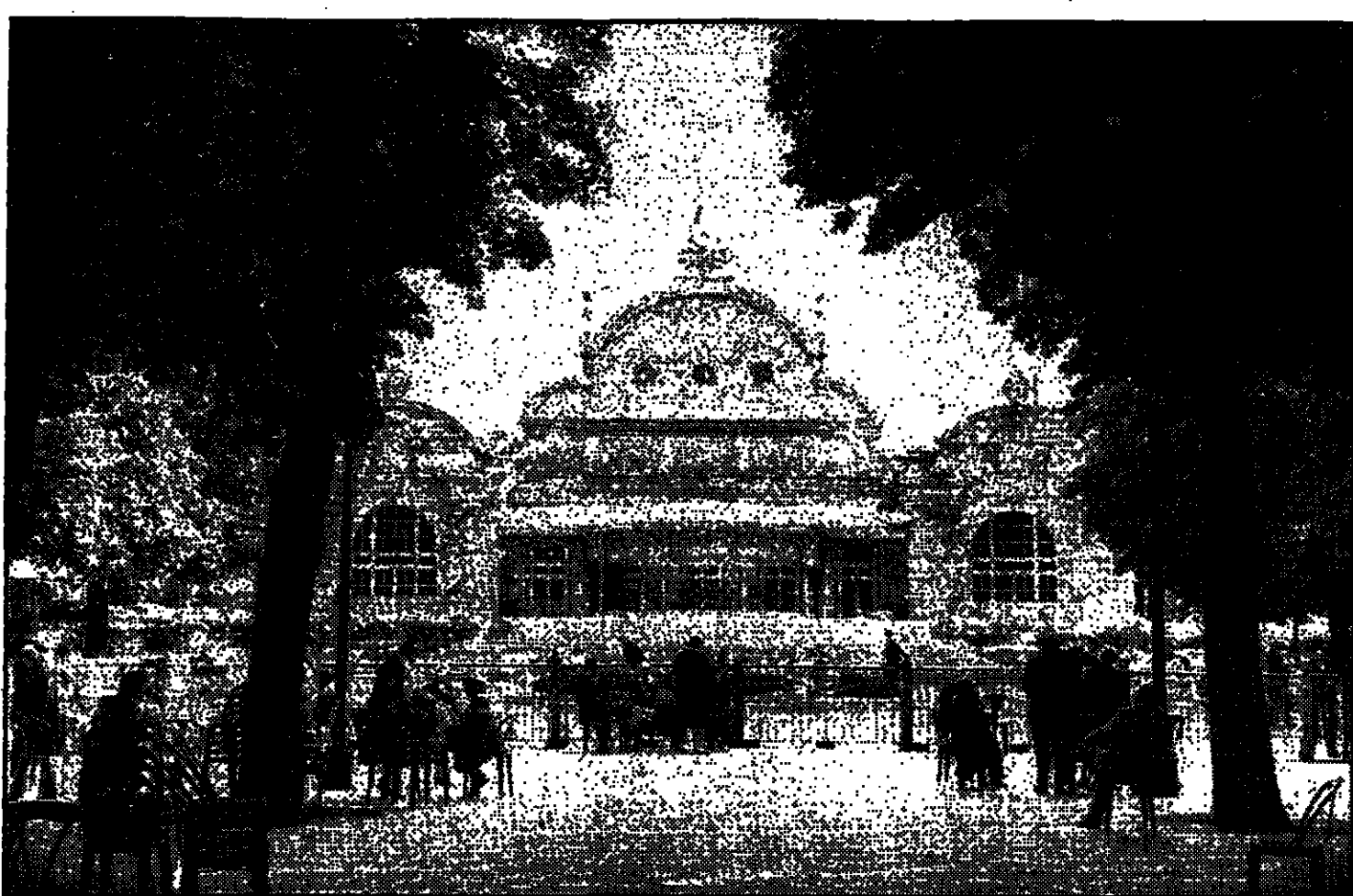
SANS délibérément tourner le dos au passé prestigieux des cures qui firent sa renommée et les délices de M^{me} de Sévigné, Vichy, depuis l'année dernière, se donne un nouveau look.

La Compagnie fermière, qui gère et exploite les trois établissements thermaux et les sources (lesquelles sont propriété de l'Etat), ne lésine pas sur les moyens. S'il n'est point question pour l'équipe de son président, M. Paul Bodier (groupe Perrier), de reléguer aux oubliettes l'image de Vichy et de ses eaux miraculeusement bénéfiques aux hépatiques (on a encore en mémoire la grande époque des coloniaux); s'il n'est point question de sous-estimer les curistes traditionnels et les séjours pris en charge, en tout ou en partie, par la Sécurité sociale (bains Callou et grand établissement), qui représentent encore la majorité de sa clientèle (18 250 en 1984), Vichy rénove son image de marque.

Médicalement, la station mise sur l'originalité de sa cure, à même de prendre en compte, au cours d'un même séjour, deux pathologies: l'une rhumatologique et l'autre digestive, fréquemment associées.

La cure de boisson d'eau-de-Vichy est l'élément essentiel du traitement des affections digestives. Six sources sont utilisées exclusivement à cet effet: Célestins, Chomel, Grande-Grille, Hôpital, Lucas et Parc.

En rhumatologie, l'eau et la chaleur utilisées dans les soins externes thermaux sont des facteurs idéaux de réadaptation. C'est en tenant compte



de cette réalité thermale que la Compagnie fermière réalise depuis un an un important programme de modernisation et de développement de ses installations autour de trois axes principaux. Il s'agit de l'accroissement de la capacité et du confort des établissements thermaux, de l'amélioration de l'accueil et du suivi psychologique des curistes, et de l'intensification des relations entre les équipes médicales de la station et les médecins traitants des curistes.

Les investissements sont à la mesure de la réalisation: 2 097 514 F en 1984, 11 396 070 F pour cette année.

Cette innovation en matière thermale s'accompagne depuis 1984 de la mise en place simultanée d'un nouvel institut et d'un forfait antistress. D'ores et déjà, la campagne est lancée sur le thème percutant: « Dix jours c'est gagné ».

La notion même de cure selon cette formule est battue en brèche. Premièrement, puisqu'il s'agit d'un forfait (8 000 F par personne en moyenne en demi-pension, déjeuner ou dîner en hôtel 4 étoiles); deuxièmement, puisque cette formule tient compte du stress engendré par la vie moderne.

Le nouvel institut, en proposant ce forfait, entend associer les bienfaits des soins thermaux traditionnels à ceux des activités sportives, de la détente et de la relaxation. Vichy, ville préolympique, offre à cet égard un nombre important de disciplines: golf, tennis, piscine, équitation et sports nautiques.

Dès son arrivée, le forfaitaire, avant même d'entreprendre un traitement pour retrouver un tonus efficient, aura droit à un bilan biologique dont le résultat permettra au médecin de prescrire un traitement personnalisé réparti sur la durée du séjour.

Aux cures de boisson et aux soins thermaux s'ajoutent un large éventail d'activités sportives mesurées, mais aussi des séances de relaxation et de yoga, sans compter une animation conduite par le chanteur Gilles Dreu.

Bref, de quoi permettre aux « stressés » de se refaire une santé et de retrouver le parfait équilibre.

En 1984, lors du lancement de l'opération, le nouvel institut a accueilli près de mille forfaitaires, ce qui constitue un bon présage pour cette année, le premier forfait de dix jours commençant le 18 mars.

JEAN-PIERRE ROUGER.

Chez les voisins

Remise en forme à Korbous (Tunisie). A quarante kilomètres de la capitale, dans le golfe de Tunis, une belle station thermale. Prix: 3 650 F (pension complète et transport).

Comitour, 1, rue Daunou, 75002 Paris, tél.: 261-67-08.

Thalasso au Maroc. L'institut de thalassothérapie « le Lido » de Casablanca est situé face à l'océan et utilise les techniques les plus modernes. L'hébergement est prévu à l'hôtel Rial Salam (cinq étoiles). De quoi bien retaper les curistes. Prix: 4 100 F (quatre jours et transport). Forfait thalassothérapie: 7 785 F (six jours en pension complète et transport).

Maroc Hôtels, 19, rue Duphot, 75001 Paris, tél.: 260-56-90.

Cures thermales à Ischia. Une île dans la baie de Naples pour traiter ses rhumatismes et ses voies respiratoires. Prix: 8 900 F (quatorze jours), catalogue « Jet Tonic ».

Dans toutes les agences de voyages.

STATIONS THERMALES

TOUTES ORIENTATIONS TOUS RENSEIGNEMENTS SUR DEMANDE (pensez à nous écrire)

ETABLISSEMENTS

THERMALISME DE FRANCE
SYNDICAT NATIONAL
10, rue Clément-Marot
75008 Paris
TÉLÉPHONE 730 45 25

INFOS THERMALES TELEPHONEES 24 h sur 24

720 14 65

URIAGE

10 km de Grampont
Les Bains d'Uriage

PERIARIS - ECZEMAS
DERMATITES
RHEUMATISMES-ARTHROSES
MAIGRE - GROSSE - GELULES

Étab. Thermo 33410-URIAGE
(76) 89-10-17

Divonne-les-Bains
Les-Eaux-Chaudes
Lamaury-les-Bains
Lons-le-Saunier
Luchon
Luxeuil-les-Bains
Luz-Saint-Sauveur
Neyrac-les-Bains
Plombières
Propriétés-les-Bains
Remiremont-les-Bains
Rochefort-sur-Mer
Royat
Sables-de-Beaune
Salles-de-Saint-Christophe
Seduisse
Thonon-les-Bains
Ussat-les-Bains
Vais-les-Bains
Vernet-les-Bains

URIA (U.N.E.T.)
(1) 325.11.85

Cycle de formation professionnelle
AGENT DE
DEVELOPPEMENT

**THERMALISME
THALASSOTHERAPIE
TOURISME DE SANTÉ**

Baie 1/4/75, durée 1 an, Stage
financé par l'Etat (1) 576-84-94

06450 ROQUEBILLYÈRE - Alpes-Maritimes

Voies respiratoires B rhumatologie.

BERTHEMONT les BAINS
Station Thermale de la Côte-d'Azur

(Publicité)

CURE THERMALE 1985

Elle sera plus agréable et plus efficace si elle est doublée d'une cure de détente et de soleil. De l'Océan à la Méditerranée, choisissez les stations de détente de la CHAÎNE THERMALE DU SOLEIL. Leader du Thermalisme Français.

04 GASSOUX LES BAINS (Haute-Provence). Alt. 400 m. Le meilleur climat d'Europe, méditerranéen, tempéré (sec et doux). RHUMATISMES, arthrites, polyarthrites, arthroses, arthroses, traumatologie. Mouvements actifs en piscine thermale pilote. VOIES RESPIRATOIRES, O.R.L. Thermes hydrogènes, cures, soins, massages adaptés à tous.

05 LE BOULOU. Tout près de la Côte d'Azur. Alt. 90 m. Climat méditerranéen. Station du FOIE et de la VESICULE BILIAIRE. Distorsions hépatobiliaires, allergies digestives, migraines, eczéma, urticaire, sécheresse d'hypothèque virale. MALADIES DE LA NUTRITION (grossesse, diabète). Station en voie de rénovation.

06 AMELIE LES BAINS (en Roussillon). Station la plus méditerranéenne de France (Sud de France). Alt. 230 m. Climat méditerranéen tempéré, N° 1 en France pour le traitement des RHUMATISMES et VOIES RESPIRATOIRES, O.R.L., arthroses, arthrites, réduction, Thermes neutres.

07 LA FRESSE LES BAINS (Haut Pays Catalun). Alt. 1130 m. Climat méditerranéen tempéré, N° 1 en France pour le traitement des RHUMATISMES et VOIES RESPIRATOIRES, O.R.L., arthroses, arthrites, réduction, Thermes neutres.

08 LA STATION DES VOIES URINAIRES, sécheresse, cystite, prostate, colite, COLICULOSIS. Eau sulfocarbonate, sulfocarbonate. Toute l'année expédition directe de la source Apollon pour traitement pré et post-cure. Thermes rénovés.

09 BOUTS LES BAINS (en Roussillon). Alt. 450 m. Climat méditerranéen tempéré, sec et doux. PEAU, VOIES RESPIRATOIRES, O.R.L., rhumatismes, diabète, ostéoporose, obésité. Thermes neutres. Parc, lac, plage, sports.

10 BOUTS LES BAINS (en Roussillon). Alt. 450 m. Climat méditerranéen tempéré, sec et doux. PEAU, VOIES RESPIRATOIRES, O.R.L., rhumatismes, diabète, ostéoporose, obésité. Thermes neutres. Parc, lac, plage, sports.

Documentation gratuite n°417 (hébergement et cures): SOCIÉTÉ THERMALE à chaque station précitée et à la CHAÎNE THERMALE DU SOLEIL. Maison du Thermalisme, 32 av. de l'Opéra 75002 PARIS. Tél. (1) 742-67-91.

ALLEVARD 38580 ISÈRE

Station respiratoire du Dauphiné
Nez - Gorge - Oreilles - Bronches

Tel. Allevard (76) 45 10 11
Tel. Paris (1) 522 31 65

20 Mai
26 Sept.

Aux portes de l'Audover
**Spasmophilie
Stress - Dépression
Pathologie neurovégétative
Gynécologie**

Renseignements Thermes d'USSAT 09400
Tél.: (61) 05.75.75
Relaxation dans un parc de 10 ha.

Station du magnésium et du système nerveux.

USSAT-LES-BAINS

CURES THERMALES 1985

BOURBON L'ARCHAMBAULT ALLIER 03160 Rhumatismes	CHATEAUNEUF LES BAINS PUY DE DOME 63380 Rhumatismes
CRANSAC AVEYRON 12110 Rhumatismes	LE MONT DORE PUY DE DOME 63240 Asthme - O.R.L. Voies respiratoires Rhumatismes
PRECHACQ LES BAINS LANDES 40465 Rhumatismes Voies respiratoires	ST HONORE LES BAINS NIÈVRE 58300 Asthme - O.R.L. Voies respiratoires

PROMOTHERMES:
63-67, Bd Malesherbes 75008 Paris - Tél. (1) 522.64.14

M. _____
Adresse _____
(Cochez d'une croix la case correspondante à la station de votre choix.)

"LE PARADIS DES PYRÉNÉES"
VERNET LES BAINS

Adultes et Enfants - Ouvert toute l'année

Voies respiratoires: O.R.L. et les affections broncho-pulmonaires. Rhumatismes: toutes ses formes.

Rens.: Et. Thermal Vernet - 66820 - Tél.: (68) 05.52.84

Varices, Phlébites, Rhumatismes:
Faites aussi une cure de bon temps à SAINT-PAUL-LES-DAX

Choisissez d'abord une cure efficace: des équipements ultra-modernes uniques en France, une eau 100% thermale et des équipes para-médicales spécialisées dans le traitement des séquelles de phlébites, troubles fonctionnels dus aux varices, stases lympho-cédématueuses, ulcères variqueux; spécialisées aussi dans le traitement des rhumatismes grâce à l'authentique Boue de Dax mondialement connue.

Choisissez aussi le grand confort de nos formules d'hébergements (hôtels, résidences-studio, camping-caravanning) avec établissement thermal incorporé ou navettes à votre service.

Enfin, choisissez la situation privilégiée de Dax et St-Paul-les-Dax, la vie à la landaise, et mille et un loisirs: pour faire aussi une cure de bon temps.

**ENSEMBLE THERMAL ET HÔTELIER
THERMES ADOUR**

Dax et St-Paul-les-Dax (Hôtel du Lac et Thermes de Christus: premier centre français de physiothérapie)
Réservation Centrale: Thermes Adour, Boulevard des Sports, B.P. 29 - 40100 DAX - Tél.: (58) 74.84.58.
Agrée par les caisses de Sécurité Sociale pour la phlébologie, la rhumatologie et le double handicap.

Bon pour une information gratuite

Je désire recevoir une information sur vos possibilités de cure et d'hébergement concernant: Dax (rhumatologie) ☐
St-Paul-les-Dax (rhumatologie et phlébologie) ☐

Nom _____ Prénom _____
Adresse _____
Code postal _____ Ville _____
Séjour envisagé du _____ au _____
A retourner à Thermes Adour, B.P. 29, 40100 DAX.

32

Un centre de loisirs aquatiques en Alsace

A Haguenau, ouverture du « Nautiland ».

« **P**OUR nous, ce n'est pas une piscine : la directrice du « Nautiland » de Haguenau (Bas-Rhin), M^{me} Isabelle Kemystetter, ne manque pas d'adjectifs pour décrire le nouveau centre de loisirs aquatiques dont vient de se doter cette commune alsacienne. Tout près du centre-ville, le « Nautiland » avec ses bassins, son toboggan, sa rivière, son sauna, son solarium et tous ses jeux d'eau, ressemble plus aux équipements américains qu'allemands qu'à la piscine « clés en main » des petites villes françaises.

Première impression : l'espace. Le parti pris de la vitre et du bois, la répartition des cascades et des plans d'eau y font oublier les « cubes » classiques et bruyants. Au-dessus des deux bassins principaux s'enchevêtrent toutes les attractions : les enfants pataugent dans une « rivière » qui descend en escalier, des baigneurs s'esclaffent dans les tourbillons d'un « bain bouillonnant » et surtout, montent à l'assaut d'un petit escalier métallique pour prendre leur tour au « toboggan ».

Soixante mètres de long, sept mètres de dénivellation, ce long tuyau, où court un tapis d'eau, fascine les enfants : pieds en avant, droit comme un « i », chacun se lance dans le courant, oscille

en pleine vitesse, pour amerrir dans un petit bassin rectangulaire, pareil à un message dans les tuyauteries des pneumatiques. Des images courantes aux États-Unis, inattendues à Haguenau...

Au sous-sol du « Nautiland » sont installés les saunas ; à l'étage, le restaurant. Pas encore de bar, mais le restaurant tourne bien, notamment en soirée. Car le centre — c'est l'une de ses originalités — est souvent ouvert jusqu'à 20 h 30, voire 22 heures, et même au-delà de minuit, les vendredis et samedis. Les nocturnes cherchent à attirer un public différent, celui qui dînera entre une première trempette et un bain de minuit. Qui choisira d'y passer la soirée, plutôt que d'aller en boîte ou au cinéma.

« Nous faisons huit cents entrées un vendredi, mille un dimanche, précise la directrice. On vient souvent en famille, surtout de Strasbourg — Haguenau est à vingt minutes de la métropole alsacienne, par l'autoroute et par une « quatre-voies », — mais, paradoxalement, assez peu d'Allemagne pour l'instant. Nous comptons sur eux, ils viendront ensuite. » La publicité pour le « Nautiland » couvre d'ailleurs l'Alsace, mais aussi le Palatinat et le Pays de Bade, de l'autre côté de la frontière.



Le centre — c'est l'une de ses originalités — est ouvert au-delà de minuit les vendredis et samedis.

Pour la commune de Haguenau, qui a placé la barre très haut, il s'agit en effet de rentabiliser un investissement coûteux (36 millions de francs) pour une piscine de luxe. Les tarifs sont élevés : 28 F les deux heures pour un adulte, 22 F pour un enfant, avec il est vrai de nombreuses formules d'abonnements ou de forfaits « famille ». De plus, la zone d'attraction peut largement déborder l'Alsace du Nord.

C'est à un groupe privé, Montanay SA, que la municipalité a confié la gestion du « Nautiland ». Un premier contrat probatoire de deux ans, puis la convention courra de dix ans en dix ans. Ce groupe international — 5 milliards de chiffre d'affaires en Europe, aux États-Unis, au Canada et au Moyen-Orient, — spécialisé notamment dans le commerce du fuel ou du charbon, s'occupe également de maintenance et de gestion d'installations et envisage aujourd'hui la création d'une véritable chaîne de parcs aquatiques à l'image de celui de Haguenau.

Une vingtaine de permanents ont été embauchés à Haguenau ou dans les environs : personnel technique, maîtres-nageurs et personnel administratif. Des vacataires, surtout des étudiants, complètent l'équipe. « Un tel centre, explique M^{me} Kemystetter,

supporte de lourdes charges de personnel », contrepartie d'un équipement sophistiqué, d'un souci constant d'hygiène, et d'un entretien important. « C'est la seule piscine avec de la moquette », relève la directrice.

Reste un pari de taille pour une commune d'un peu moins de 30 000 habitants. Mais le maire de Haguenau, qui défend bec et ongles sa « grande petite ville », compte beaucoup sur toute la zone d'attraction de la ville. « Notre zone de chalandise compte 120 000 habitants », aime-t-il à rappeler. « Le « Nautiland » devrait en profiter, mais aussi séduire les Strasbourgeois. » « Le soir », constate M^{me} Kemystetter, aucune piscine n'est ouverte à Strasbourg.

Dans les vestiaires, des gamins s'amuse avec les sèche-cheveux. Leurs parents les ont mis au « Nautiland » pour l'après-midi, le temps de faire leurs achats. De la multiplication de tels comportements, dépendra aussi la réussite du projet, et du pari du maire de Haguenau.

JACQUES FORTIER

• Nautiland, 8, rue des Dominicains, 67500 Haguenau. Heures d'ouverture variables selon les jours. Nocturnes jusqu'à 0 h 30 les vendredis et samedis. Prix d'entrée : 28 F les deux heures. Nombreuses possibilités d'abonnement. Réductions pour les enfants et les familles. Tél. : (88) 73-49-59.

DES VOLS « LONG COURRIER » SUR LIGNES REGULIERES A PRIX CHARTER

PARIS
MEXICO
A PARTIR DE
4 400 F A/R

PARIS
TOKYO
A PARTIR DE
6 200 F A/R

PARIS
BANGKOK
A PARTIR DE
4 050 F A/R

PARIS
RIO-DE-JANEIRO
A PARTIR DE
5 100 F A/R

PARIS
LOS ANGELES
A PARTIR DE
4 950 F A/R

PARIS
JAKARTA
A PARTIR DE
5 690 F A/R

PARIS
BUENOS-AIRES
A PARTIR DE
6 400 F A/R

PARIS
MAURICE
A PARTIR DE
6 750 F A/R

PARIS
SYDNEY
A PARTIR DE
7 900 F A/R

CHINE EXPRESS

PARIS
PEKIN
SHANGHAI
CANTON
KUNMING

Les portes
de la Chine
ouvertes
au voyageur
individuel

PRIX AU 20 JANVIER 1985

La Compagnie des Voyages

28, rue Pierre-Lescot
75001 Paris ☎ (1) 508.44.88
Métro : Etienne-Marcel
ou Châtelet-Les Halles

501 من الامم

سكزا من الاصل

La revalorisation doit toutefois être conforme à l'évolution du coût de la vie (indice INSEE des prix à la consommation).

Par ailleurs, si vous vous acquittez en nature de l'obligation alimentaire en recueillant sous votre toit un de vos ascendants dans le besoin, vous pouvez déduire de votre revenu global, sans avoir à fournir de justification, une somme correspondant à l'évaluation forfaitaire des avantages en nature retenue pour le calcul des cotisations de Sécurité sociale. En 1984, cette évaluation s'élève à 12 810 F.

Sauf exception, les pensions alimentaires doivent être déclarées par les bénéficiaires sous la rubrique « Pensions... » (lorsqu'elles ne sont pas déductibles, il est admis qu'elles ne soient pas imposables).

LA DÉDUCTIBILITÉ DES RENTES EN CAPITAL PRÉVUES EN CAS DE DIVORCE

La pension alimentaire due en cas de divorce, pour l'entretien d'un enfant mineur, peut être remplacée, en tout ou partie, par le versement d'une somme d'argent entre les mains d'un organisme agréé chargé, en contrepartie, de verser à l'enfant une rente indexée.

Si vous avez choisi de vous libérer de votre obligation alimentaire par la constitution d'une rente, vous pouvez déduire une somme égale au montant du capital versé divisé par le nombre d'années au cours desquelles la rente doit être servie.

La déduction ne peut excéder 18 000 F par an pour un même enfant, cette limitation n'étant toutefois pas applicable pour un enfant infirme.

À la déclaration des revenus, vous devez joindre, la première fois que vous pratiquez cette déduction, une attestation délivrée par l'organisme agréé chargé du versement de la rente, comportant les indications suivantes :

- votre identité et votre adresse ;
- identité, adresse, date et lieu de naissance de votre enfant bénéficiaire de la rente ;
- identité et adresse de votre ex-conjoint qui a la garde de votre enfant ;
- montant du capital versé et date du versement ;
- dates de départ et terme du service de la rente.

Cette attestation est destinée à vous éviter de recevoir ultérieurement des demandes de renseignements de la part de l'administration fiscale.

c) DÉDUCTIONS DIVERSES

Il s'agit des :

- rentes payées à titre obligatoire et gratuit et constituées avant le 2 novembre 1959 ;
- versements effectués pour la constitution de la retraite mutualiste des combattants et destinée à la constitution d'une rente dont le montant de la majoration de l'État (le montant maximum de cette rente a été porté de 4 000 F à 4 300 F à compter de 1984) ;

- intérêts payés, au titre des prêts de réinstallation ou de reconversion, par les Français rapatriés ou rentrant de l'étranger ;

- fraction des charges foncières relatives aux monuments historiques ne procurant aucune recette à leurs propriétaires s'en réservant la jouissance ;

- versements obligatoires ou volontaires de cotisations ouvrières de sécurité sociale qui n'ont pas été déduits pour la détermination d'un revenu particulier (rachats de cotisations, de retraite, cf. paragraphe « Pensions ») ; ne sont pas déductibles les charges sociales afférentes aux rémunérations versées aux employés de maison (réponse ministérielle Pierre Vallon, du 20 juin 1981 J.O. Sénat du 23-10-1981, p. 2165) ; il est rappelé que les cotisations ouvrières de Sécurité sociale ont déjà été déduites du salaire, il n'y a pas lieu de les déduire une deuxième fois.

d) SOUSCRIPTIONS AU CAPITAL DE SOCIÉTÉS DANS LES DOM et TOM

La moitié de la souscription (ou la totalité en cas d'agrément) au capital des sociétés de développement régional des DOM et TOM (secteur industriel, hôtelier ou de la pêche) est déductible (ligne AP) sans si elle a été prise en compte pour la déduction du revenu investi en actions ou au titre du compte d'épargne en actions (vous devez joindre une attestation de la société).

Toutefois la déduction ne peut excéder 25 000 F ou le revenu net selon que celui-ci est inférieur ou non à 100 000 F (la limitation sera automatique).

Si vous avez cédé en 1984 les actions ou parts des sociétés ci-dessus pour lesquelles vous avez bénéficié d'une déduction en 1983, vous devez réintégrer cette déduction à votre revenu en la mentionnant ligne AR.

e) DONS AUX ŒUVRES

ATTENTION : le régime de déduction des dons et subventions versés à des œuvres est subordonné à la production de reçus :

- les versements à l'ensemble des œuvres ou organismes d'intérêt général de caractère philanthropique, éducatif, scientifique, social, familial ou culturel (non reconnus d'utilité publique) ; (indiquez leur montant ligne BE) seront admis en déduction dans la limite de 1 % du revenu net imposable ;

- les versements faits au profit de fondations ou associations reconnues en outre d'utilité publique ouvrent droit à une déduction supplémentaire de 4 % (si les versements sont effectués en totalité à ces dernières, la déduction est ainsi de 5 %) ; Mentionnez-les à la ligne BB.

Si vous ne joignez pas de reçu, la déduction sera rejetée.

f) PRIMES D'ASSURANCE-DÉCÈS

Lorsque les contrats ont été conclus entre le 1^{er} janvier 1950 et le 1^{er} janvier 1957 ou entre le 1^{er} juillet 1957 et le 31 décembre 1958 et garantissent en cas de décès le versement de capitaux aux conjoints, ascendants ou descendants de l'assuré, les primes sont déductibles dans la limite de 10 % du revenu net avec un maximum de 400 F plus 100 F par enfant à charge.

g) LA DÉTAXATION DU REVENU INVESTI EN ACTIONS

Si vous (ou votre conjoint) êtes né avant 1932 et si vous avez déjà bénéficié d'une déduction entre 1978 et 1981, vous pouvez déduire de votre revenu imposable les sommes consacrées par vous-même, votre conjoint ou les personnes à votre charge à de nouveaux achats d'actions de sociétés françaises ou de valeurs assimilées. Cette déduction porte sur l'excédent des acquisitions sur les cessions réalisées au cours de l'année 1984.

Toutefois, si vous avez cédé de telles valeurs après le 1^{er} juin 1978, la déduction est limitée au montant de l'excédent des acquisitions sur les cessions réalisées depuis cette date.

Deux autres conditions sont encore exigées :

- vous ou votre conjoint devez être en activité au 1/1/1984 ;
- vous ne devez pas avoir ouvert un CEA.

La déduction est automatiquement (en fonction de vos charges de famille) limitée à 5 000 F augmentés de

500 F pour chacun des deux premiers enfants à charge et de 1 000 F par enfant à partir du troisième. La limite de 5 000 F est portée à 6 000 F si vous avez déjà demandé une déduction au titre de 1978, 1979 ou 1980.

CETTE DÉDUCTION PEUT ÊTRE CUMULÉE AVEC LES AUTRES EXONÉRATIONS PRÉVUES POUR L'ÉPARGNE :

- abattement de 5 000 F sur les revenus d'obligations, sans limitation ;
- abattement de 3 000 F sur les dividendes. Le cumul est admis ici dans la limite d'un total de 3 000 F.

Exemples

● Si vous demandez au titre du revenu investi en actions une déduction égale ou supérieure à 3 000 F, aucun abattement ne sera effectué pour l'imposition des dividendes que vous aurez éventuellement perçus.

● Si vous demandez à bénéficier de la détaxation pour une somme inférieure à 3 000 F, l'abattement sur les dividendes sera accordé, s'il y a lieu, pour une somme égale à la différence entre 3 000 F et le montant de la déduction demandée.

● OPÉRATIONS OUVRANT DROIT À DÉDUCTION DES REVENUS DE 1984

- Achats ou souscriptions d'actions de sociétés françaises dont les titres sont inscrits à la cote officielle ou au compartiment spécial du hors-cote des Bourses françaises de valeurs (les certificats pétroliers sont assimilés à des actions).

- Achats ou souscriptions d'actions de sociétés françaises dont les titres sont traités au hors-cote et qui sont inscrites sur une liste publiée par arrêté (Journal officiel du 29 décembre 1983, p. 3787).

- Achats des droits ou bons de souscription ou d'attribution se rapportant à ces actions.

- Acquisitions d'actions de sociétés à capital variable (SICAV), lorsque ces sociétés se sont engagées à employer plus de 60 % de leur actif en valeurs et droits indiqués ci-dessus.

- Achats de parts de fonds communs de placement, lorsque le règlement du fonds prévoit que plus de 75 % de l'actif doit être employé en valeurs et droits ci-dessus.

- Souscriptions en numéraire d'actions de sociétés anonymes ou de commandite par actions dont les titres ne sont pas cotés en Bourse, ainsi que de parts de sociétés à responsabilité limitée.

● CONDITIONS À REMPLIR

- Dépôt des valeurs

Les achats d'actions ou souscriptions des valeurs doivent être effectués par l'intermédiaire d'un intermédiaire agréé (banque, agent de change, société émettrice, etc.), qui conserve ensuite les titres en dépôt.

Les valeurs concernées et détenues par les membres de votre foyer antérieurement à la date de la première acquisition pour laquelle vous entendez bénéficier de la détaxation doivent être déposées chez un intermédiaire agréé au plus tard le jour de cette acquisition.

Cette obligation ne fait pas obstacle à la possibilité de vendre des valeurs, notamment pour en acheter d'autres entrant dans le champ d'application de la loi.

Vous pouvez également vendre des valeurs pour vous procurer des disponibilités ; mais dans ce cas, et sans licenciement, invalidité ou décès, les sommes déversées devront être rajoutées au revenu imposable de l'année au cours de laquelle les valeurs auront été cédées.

- Conservation des valeurs

Les valeurs doivent être conservées pendant les quatre ans qui suivent l'année de la dernière déduction. À défaut, l'excédent de cessions doit être ajouté au revenu imposable.

Toutefois si vous n'avez pas bénéficié de la détaxation sur 1982 et 1983, vous devez conserver vos valeurs jusqu'à la fin de la 4^e année qui suit celle de votre première déduction.

Si vous avez cédé des valeurs en 1984 sans avoir respecté l'obligation de conservation indiquée ci-dessus, vous devez réintégrer à votre revenu imposable (ligne CB) l'excédent de cessions réalisé (dans la limite des déductions précédemment obtenues et non encore réintégrées).

Si vous avez bénéficié de la détaxation pour la dernière fois en 1982 en ayant obtenu une déduction des 1978 ou 1979, sa somme à ajouter au revenu est limitée à la déduction de 1982.

En cas de cessions successives, l'administration précise que la réintégration des déductions est opérée dans l'ordre où elles ont été réalisées.

Votre obligation de conservation peut prendre fin par anticipation, soit au 31 décembre 1986 soit au 31 décembre de l'année de départ en retraite.

● PIÈCES À JOINDRE

Pour bénéficier de la détaxation, vous devez joindre à votre déclaration de revenus les états annuels remis par ces intermédiaires ou sociétés et mentionner dans la case prévue (au bas de la quatrième page de déclaration) le nombre de ces intermédiaires. Si plusieurs, indiquez les numéros de ces comptes sur une note annexée ; il en est de même si vous avez déjà bénéficié de la détaxation pour 1980 à 1982 et n'avez réalisé aucune acquisition en 1983.

Pour calculer la somme à déduire (ligne CA), en cas d'excédent de vos acquisitions sur les cessions, ou, au contraire, à ajouter à votre revenu (ligne CB), si les cessions sont supérieures, vous pouvez utiliser la fiche de calcul figurant pages 3 et 4 de la notice spéciale numéro 2041 A que vous avez reçue à domicile si vous avez déjà bénéficié de la détaxation ou que vous pouvez demander dans les centres des impôts. Vous pouvez d'ailleurs joindre, si vous le désirez, cette fiche de calcul à votre déclaration afin d'éviter toute demande d'explications.

h) FRAIS D'ACCUEIL D'UNE PERSONNE DE PLUS DE SOIXANTE-QUINZE ANS

● NOUVEAU : une déduction est désormais accordée aux contribuables qui accueillent sous leur toit une personne de plus de soixante-quinze ans (non parent en ligne directe) remplissant les conditions de ressources prévues pour bénéficier de l'allocation du FNS. Il n'est, bien entendu, pas possible de cumuler cette déduction avec la prime en compte dans le nombre de parts s'il s'agit d'une personne de plus de soixante-quinze ans ayant la carte d'invalidité. La limite de déduction est fixée, pour l'année, à 12 810 F par personne. Contrairement aux principes habituels, cet avantage ne constitue pas un revenu imposable pour le bénéficiaire dès lors qu'il ne résulte pas d'une obligation alimentaire comme c'est le cas entre ascendant et descendant (portez le nom de cette personne cadre VI de la deuxième page).

7) Charges ouvrant droit à des réductions d'impôt

a) DÉPENSES AFFÉRENTES À L'HABITATION PRINCIPALE

N'oubliez pas de joindre la ou les notes justificatives.

1) - SI VOUS ÊTES PROPRIÉTAIRE, une réduction de 20 % ou 25 % est accordée sur les dépenses ci-après dont le montant est plafonné par l'ordonnance à 9 000 F + 1 500 F par personne à charge.

● Les intérêts des emprunts

Il s'agit des intérêts des emprunts contractés pour l'acquisition, la construction, ou les grosses réparations de votre habitation principale.

● NOUVEAU : Les intérêts des emprunts contractés en 1984 sont pris en compte au taux de 25 % (pour les cinq premières années). Les intérêts des emprunts antérieurs restent au taux de 20 % pour les dix premières années.

- Définition des grosses réparations. - Doivent être regardées comme grosses réparations les travaux d'importance excédant celle des opérations courantes d'entretien et de réparation et consistant en la remise en état, la réfection, voire le remplacement d'équipements qui, au même titre que les gros murs, les charpentes et les couvertures, sont essentiels pour maintenir l'immeuble en état d'être utilisé conformément à sa destination. (Arrêt du Conseil d'État du 30 mai 1980 - req. n° 19387). Ainsi, le remplacement d'un ascenseur devenu vétuste constitue une grosse réparation. Il en est de même du remplacement d'une chaudière de chauffage central ou de la réfection totale d'une installation sanitaire (remplacement des tuyauteries et de l'ensemble des appareils sanitaires).

Des travaux d'aménagement de pièces dans des combles seraient admis s'ils avaient pour effet d'augmenter le volume et la surface habitable.

En revanche, les opérations courantes d'entretien et de réparation d'un immeuble ne peuvent être considérées comme des travaux de grosses réparations, ni les travaux d'amélioration tels que l'installation d'un ascenseur, d'une salle de bains ou du chauffage central dans un immeuble qui en était dépourvu.

- La base de la réduction comprend également la prime de l'assurance-décès liée au prêt (et, l'année de la signature du contrat, les frais de constitution du dossier). Ne sont pas pris en compte : le remboursement du capital, les honoraires du notaire et les frais d'acquisition de votre habitation.

- Cas particulier du partage de communauté entre époux, à charge de soule. - En vertu de l'effet déclaratif du partage, l'époux divorcé auquel est attribuée l'ancienne habitation principale du ménage est censé en avoir toujours été le seul propriétaire. Par suite, l'emprunt contracté pour désintéresser l'ex-conjoint ne peut normalement être regardé comme ayant été souscrit en vue d'une acquisition. Toutefois, pour ne pas dévaloriser les contribuables tenus au paiement d'une soule par rapport aux autres personnes accédant à la propriété, il est admis que l'attributaire du logement familial peut déclarer, dans les conditions prévues à l'article 156-II-1^{er} bis du Code général des impôts, les dix premières années (emprunts antérieurs à 1984) ou les cinq premières années (emprunts 1984) d'intérêts des emprunts contractés pour désintéresser son ex-conjoint. Ces dix ou cinq années sont décomptées à partir de la date de conclusion du prêt destiné au financement de la soule et non à compter de la date d'achat du logement par le ménage. (Réponse à M. Schneider, député - J.O. du 14-6-82, p. 2448).

● Les dépenses de ravalement (remise en état des façades : crépis, peintures).

● NOUVEAU : Le taux de la réduction est porté de 20 % à 25 %.

Ces dépenses peuvent être portées sur la déclaration une fois tous les dix ans pour un même immeuble et doivent être imputées sur une seule année. Aussi, si vous ne devez régler le solde de ces travaux qu'en 1985, vous pouvez attendre jusqu'en 1986 pour faire état de l'intégralité des sommes versées en 1984 et 1985. Si les façades de votre immeuble sont en bois, la réduction peut être accordée tous les cinq ans.

REMARQUES - Si vous n'habitez pas encore votre logement, vous pouvez tout de même bénéficier de la réduction ; vous devez prendre l'engagement, par lettre jointe, de l'occuper avant le 1^{er} janvier de la troisième année suivant celle de la conclusion du prêt ou du paiement des dépenses de ravalement.

- La réduction est possible, en cas de changement de domicile, même si vous avez déjà bénéficié d'une déduction pour votre précédente habitation.

- L'acquisition par un contribuable d'un deuxième appartement situé à proximité de son habitation principale, laquelle est assez vaste pour accueillir l'ensemble des personnes du foyer, ne peut être regardée comme une extension de cette habitation et ne peut donc être admise (arrêt du Conseil d'État du 14 octobre 1983).

- La circonstance que la résidence principale d'une personne impossible en France soit située à l'étranger ne s'oppose pas à ce que l'intéressé puisse faire état des intérêts de l'emprunt contracté pour l'acquisition de cette résidence (arrêt du Conseil d'État du 14 octobre 1983).

2) - SI VOUS ÊTES PROPRIÉTAIRE, LOCATAIRE OU OCCUPANT À TITRE GRATUIT : DÉPENSES POUR ÉCONOMISER L'ÉNERGIE

La réduction d'impôt est de 25 % des dépenses ci-après dont le montant est plafonné à 8 000 F + 1 000 F par personne à charge ; ce plafond s'applique à l'ensemble des dépenses effectuées du 1-1-1982 au 31-12-1986 dans les logements existant au 1-1-1981 ; cela signifie que la somme à inscrire ligne GP de la déclaration ne peut excéder la différence entre le plafond ci-dessus et le montant éventuellement déduit en 1982 et 1983.

VOUS POUVEZ AINSI INSCRIRE MÊME POUR UNE CONSTRUCTION NEUVE :

● Certaines dépenses relatives à l'utilisation des énergies nouvelles :

- les frais d'installation de captation, transformation et utilisation des énergies renouvelables pour le chauffage ou la production d'eau chaude sanitaire (capteurs solaires, machines solaires, matériels pour la valorisation énergétique de la biomasse...);

- les aménagements réalisés dans les constructions neuves en vue d'accroître des apports solaires ;

● L'installation de pompes à chaleur ;

● les frais de raccordement à un réseau de chaleur utilisant une énergie nouvelle ;

● la fourniture et la pose des équipements permettant l'utilisation de plusieurs énergies (chaudière à biomasse ou polycombustibles...);

● la fourniture et la pose de microcentrales hydrauliques destinées aux besoins énergétiques du logement ;

● les frais d'études et de diagnostics destinés à apprécier l'intérêt des travaux d'économie d'énergie.

SI VOTRE IMMEUBLE A ÉTÉ ACHÉVÉ AVANT LE 1-7-81 (ou a fait l'objet d'une demande de permis de construire avant cette date) VOUS POUVEZ INSCRIRE LES DÉPENSES CI-APRÈS :

● Les frais de remplacement d'une chaudière usagée par une chaudière neuve de puissance non supérieure et fonctionnant à l'aide d'une source d'énergie autre que l'électricité, à condition, si l'ancienne chaudière fonctionnait à l'aide de combustibles non pétroliers, que la nouvelle fonctionne à l'aide de produits non pétroliers (fuel, butane, propane). Il doit s'agir d'un générateur de chaleur fixe et en aucun cas d'un appareil de chauffage d'appoint (la partie « chambre de combustion fermée » d'un poêle-cheminée utilisant le bois ou la biomasse est admise).

Les frais de pose et de fourniture d'une chaudière polycombustible pouvant utiliser une énergie renouvelable (bois, déchets, végétaux, etc.) sont admis, quelle que soit sa puissance (remplacement ou non).

● Les frais de remplacement d'un brûleur de chaudière usagé par un brûleur neuf d'un débit au plus égal.

● La fourniture et la pose de récupérateurs de chaleur sur les fumées de chaudières, à l'exclusion des systèmes d'obturation des conduits de fumée.

● Le calorifugeage de tout ou partie d'une installation de production ou de distribution de chaleur ou d'eau chaude sanitaire.

● Le raccordement à un réseau de distribution de chaleur.

● Les dépenses relatives à la mesure et à la régulation du chauffage :

- fourniture et pose d'appareils permettant de réaliser le comptage ou la répartition des frais de chauffage collectif et d'eau chaude sanitaire en fonction des consommations individuelles ;

- fourniture et pose d'appareils permettant le réglage manuel ou automatique ou la programmation des équipements de chauffage ou de production d'eau chaude sanitaire. Sont notamment concernés : les robinets thermostatiques ; les systèmes de régulation par thermostats d'ambiance ou par sondes extérieures ; les horloges de programmation.

● Les dépenses destinées à l'amélioration de l'isolation thermique. Elles concernent l'achat et la pose :

- de doubles ou triples vitrages isolants ou de sur-vitrages ;

- de doubles fenêtres ;

- de châssis de fenêtre à étanchéité renforcée si leur installation est rendue nécessaire par la mise en place de vitrages isolants ;

- de volets isolants ;

- des matériaux composés essentiellement de : laine de verre ou de roche ; lièges ; mousses de polystyrène cellulaire ; polyéthylène ; mousses rigides à base de polychlorure de vinyle ou de polyuréthane ; verre cellulaire ; vermiculite ou perlite ;

- des panneaux tendres de fibres de bois (en revanche, les panneaux « durs » ou « extra-durs » ne sont pas considérés comme des matériaux isolants et sont donc exclus du droit à réduction) ;

à condition que ces matériaux soient d'une épaisseur d'au moins 5 cm et qu'ils soient appliqués sur :

- des planchers bas sur sous-sol, sur vide sanitaire ou sur passage ouvert ;

- des toitures sur combles et des toitures terrasses ;

- des murs en façade ou en pignons (y compris les portes donnant sur l'extérieur de l'immeuble) ;

Toutefois la réduction pourra continuer à être accordée lorsque l'épaisseur des matériaux est comprise entre 3 cm et 5 cm dans le cas où l'agencement ne permet pas d'utiliser des matériaux plus épais ou s'il est fait usage de matériaux très performants donnant un résultat identique à ceux d'une épaisseur plus grande.

Les dépenses de limitation des déperditions thermiques par renouvellement d'air (bouches aérauliques, joints d'étanchéité, échangeurs de chaleur).

JUSTIFICATIONS À PRODUIRE

● Vous devez être en mesure de justifier que les dépenses ont été payées en 1984, et de produire les factures correspondantes qui doivent mentionner :

1^o Dans tous les cas :

- l'identité et l'adresse du client ;

- le prix des travaux et des fournitures ;

- la nature et la marque des matériaux ;

- la date du paiement.

2^o En cas de pose de matériaux isolants :

- l'épaisseur de ces matériaux.

● Ces factures doivent être accompagnées :

1^o En cas de pose de volets isolants : d'une attestation du fournisseur certifiant que les matériaux installés satisfont aux normes techniques définies par l'article 1^{er} de l'arrêté du 20 avril 1982.

2^o En cas de remplacement de l'installateur certifiant la reprise des matériels remplacés ainsi que la puissance et le type de ces matériels et des matériels neufs.

3^o En cas d'installation de pompe à chaleur d'une attestation du fournisseur certifiant que le matériel installé ne peut être utilisé à des fins autres que le chauffage.

4^o En cas d'aménagements spécifiques réalisés dans les constructions neuves en vue d'accroître les apports solaires : d'une attestation de l'entreprise de construction visée par la direction départementale de l'équipement.

3) - NOUVEAU

● La réduction prévue au titre des dépenses de grosses réparations de l'habitation principale, lorsque celle-ci a plus de vingt ans, sera applicable en 1984 pour les dépenses payées à compter de 1985.

(Lire la suite page 16.)

ce

te de lourdes charges
ersonnel », contrepartie
équipement sophistiqué,
souti constant d'ingénierie,
un entretien important,
et la seule piscine avec de
quette », relève la direc-

ste un pari de taille pour
commune d'un peu moins
0 000 habitants. Mais le
re de Haguenau, qui
and bec et ongles sa
nde petite ville, compte
icoup sur toute la zone
raction de la ville. « Notre
de chalandise compte
000 habitants », aime-t-il
ppeler. - Le - Nautiland
ait en profiter mais aussi
re les Strasbourgais.
e soir, constate
Kemystetter, aucune pu-
n'est ouverte à Stras-
rg. »

ans les vestiaires, des
ains s'amuse avec les
ne-cheveux. Leur perm
ont mis au « Nautiland »,
r l'après-midi, le temps de
e leurs achats. De la melle-
ation de tous compagne-
na, dépendra aussi la rue-
du projet, et du par de
ire de Haguenau.

JACQUES FORTIER

Nautiland, 8, rue des Dominicains, 67500 Haguenau. Horaires d'ouverture variables selon les jours. Soirées jusqu'à 20 h 30. Vendredi et samedi, 20 h 30 à 22 h. Les deux beaux salons possèdent d'abondantes réductions pour les enfants et familles. Tel. : 88 73-45.

TER

HINE
RESS

PEKIN
SHANGHAI
CANTON
WING

portes
à Chine
vertes
voyageur
individuel

20 JANVIER 1985

no Pierre-Lescot
p (1) 508.44.88
Etienne-Marcel
Métrol-les Halles

b) ASSURANCE-VIE ET RENTE-SURVIE

● **NOUVEAU** : pour l'assurance-vie la réduction est portée à 25 %, non plus de la prime, mais de la part de cette prime représentative de l'opération d'épargne (cette part doit être obligatoirement mentionnée sur le certificat de déductibilité remis par la compagnie d'assurances : c'est ce montant qu'il faut inscrire ligne HA).

Il doit s'agir de contrats comportant la garantie d'un capital en cas de vie et d'une durée effective au moins égale à six ans, ou bien comportant la garantie d'une rente viagère avec jouissance effectivement différée d'au moins six ans. Son assiette est la somme des versements effectués dans le cadre de l'assurance collective, ainsi que les versements opérés dans le cadre de livrets de Caisse nationale de prévoyance. La base de calcul de la réduction est limitée à 4 000 F + 1 000 F par enfant à charge.

La réduction est de 25 % pour les primes afférentes aux contrats d'assurance souscrits au profit d'enfants infirmes (« Rente survie »). La base de calcul est limitée à 7 000 F + 1 500 F par enfant à charge.

Vous devez annexer à votre déclaration les certificats de déductibilité fiscale et, pour les contrats souscrits en 1984, une attestation de souscription.

c) RÉDUCTION D'IMPÔT AU TITRE DU CEA

Si vous êtes domicilié en France (ou considéré comme tel) et n'êtes pas redevable de l'impôt sur les grandes fortunes au titre de 1984, vous pouvez bénéficier d'une réduction d'impôt de 25 % des achats nets d'actions françaises effectués en 1984 sur votre CEA (compte d'épargne en actions). La base de calcul de la réduction (achats nets) est plafonnée à :

- 7 000 F pour les contribuables célibataires, veufs ou divorcés ;
- 14 000 F pour les couples mariés.

Si vous avez d'autres comptes que le CEA, pour bénéficier de la réduction, le total des soldes nets annuels réalisés depuis 1982 sur ces comptes ne doit pas être négatif ; en outre, si vous avez bénéficié de la réduction l'an dernier, la somme algébrique des soldes trimestriels pondérés de 1984 ne doit pas être négative.

CAS PARTICULIER des personnes nées avant le 1^{er} janvier 1932 et ayant déjà bénéficié jusqu'à présent de la déduction de revenu investi en actions : vous avez

la possibilité d'ouvrir un CEA au cours de l'une quelconque des années de prolongation du régime de la déduction. Cette option entraîne renonciation définitive au régime de la déduction du revenu investi en actions mais n'a pas pour effet de supprimer vos obligations contractées sous ce régime (voir notice spéciale n° 2041 A).

OPÉRATIONS OUVRANT DROIT À LA RÉDUCTION. Ce sont les mêmes que celles qui ont été exposées au § 6 g (DÉDUCTION) ainsi que les achats de parts de certaines sociétés coopératives et de leurs unions.

OBLIGATION DE DÉPÔT. Vous devez déposer toutes vos valeurs chez un ou plusieurs intermédiaires agréés (ainsi que celles de tous les membres de votre foyer) et les maintenir en dépôt pendant au moins cinq ans après votre dernière réduction d'impôt. En cas d'excédent de cessions en 1984 un reversement d'impôt doit être calculé selon les modalités indiquées page 4 de la déclaration n° 2048 (cette reprise d'impôt est reportée ligne HR de la déclaration des revenus).

ATTENTION : pour obtenir la réduction, vous devez joindre à votre déclaration de revenus la déclaration spéciale n° 2048 ainsi que les états délivrés par les établissements gérant vos comptes. Ces états vous permettront de remplir la déclaration n° 2048 en suivant les instructions qui sont portées sur la page 4 de ce formulaire puis de reporter les sommes en cause sur la déclaration n° 2042.

d) RÉDUCTION D'IMPÔT POUR FRAIS DE TENUE DE COMPTABILITÉ ET D'ADHÉSION À UN CENTRE DE GESTION AGRÉÉ

Une réduction d'impôt (plafonnée à 2 000 F) pour frais de comptabilité et d'adhésion est accordée afin d'inciter les artisans, commerçants, agriculteurs et membres des professions libérales à adhérer à un centre de gestion agréé ou à une association agréée.

Cette réduction qui apparaît sur la déclaration spéciale de résultats est portée ligne HE (page 4) de la déclaration des revenus.

e) VERSEMENTS À UN FONDS SALARIAL

● **NOUVEAU** : une réduction est accordée aux salariés qui participent au financement d'un fonds salarial. Le taux est de 25 % sur le montant des verse-

ments, plafonné à 5 000 F par bénéficiaire. Les intérêts qui seront servis sur ces sommes bénéficieront du régime des produits d'obligations.

f) NOUVEAU POUR 1986

● Une réduction d'impôt pour les achats d'immobilisations locales. Afin de soutenir le secteur de la construction, les contribuables qui, entre le 1^{er} septembre 1984 et le 31 décembre 1985, feront construire ou feront l'acquisition d'un logement neuf situé en France et destiné à la location locative, à 400 000 F pour un couple marié. Il en sera de même pour ceux qui souscrivent, à compter du 1^{er} janvier 1985, à la constitution ou à l'augmentation du capital des sociétés immobilières d'investissement ou des sociétés civiles de placements immobiliers : la réduction de 5 % sera calculée sur les trois quarts du montant de la souscription.

SI VOUS ÊTES DOMICILIÉ À L'ÉTRANGER

Délais spéciaux

Selon le pays dans lequel vous résidez, vous disposez des délais suivants pour le dépôt de votre déclaration de revenus :

- Europe, pays du littoral méditerranéen et de la mer Noire, Turquie : 30 avril 1985.
- Afrique (sauf pays du littoral méditerranéen), Amérique du Nord : 15 mai 1985.
- Amérique centrale et Amérique du Sud : 31 mai 1985.
- Asie, Océanie, autres pays : 30 juin 1985.

Lieux de dépôt

Vous devez adresser votre déclaration au Centre des impôts des non-résidents, 9, rue d'Uzès, 75084 Paris Cedex 02.

Toutefois, si vous résidez à Monaco, vous devez l'adresser au Centre des impôts de Menton, Le Triton, 7, rue Victor-Hugo, 06507 Menton.

Distribution des imprimés

La distribution des imprimés de déclaration de revenus est assurée par les services consulaires français à l'étranger.

Personnes concernées

Les mesures ci-dessus sont applicables :

- aux personnes physiques qui n'ont pas leur domicile en France mais y possèdent une ou plusieurs résidences ; elles sont imposables sur un revenu forfaitaire égal à trois fois la valeur locative réelle de cette ou ces habitations ou sur les revenus de source française s'ils sont plus élevés ;
- aux personnes qui n'ont pas en France de domicile et n'y disposent pas de résidence ; elles sont imposables si elles perçoivent des revenus de source française ;
- aux fonctionnaires ou agents de l'État qui exercent leurs fonctions ou sont chargés de mission dans un pays étranger ;
- aux sociétés ou personnes morales qui exercent une activité en France sans y avoir d'établissements.

Lorsqu'une retenue à la source a été effectuée sur vos rémunérations non commercialisées ou vos salaires de source française, portez cette retenue au bas de la 4^e page de la déclaration, ligne XE (rubrique 7) et joignez à votre déclaration une note indiquant :

- le détail des sommes portées sur la déclaration et, pour chacune, le nom et l'adresse de la partie versante ;
- le montant des retenues correspondantes.

REMARQUE : transfert du domicile à l'étranger. Si vous quittez la France définitivement, vous devez déclarer, dix jours avant votre départ, vos revenus de l'année du transfert de votre domicile à l'étranger, faute de quoi vous n'obtiendrez pas le « quinqu fiscal » vous permettant de quitter le territoire français.

REVENUS ENCAISSÉS HORS DE FRANCE

Après avoir rempli l'annexe n° 2047, reportez ces revenus sur votre déclaration d'ensemble sous la rubrique correspondant à leur nature, en les ajoutant éventuellement à vos autres revenus.

Si ces revenus ont été encaissés en monnaie étrangère, ils doivent être déclarés pour leur contre-valeur en franc français, calculée d'après le cours du change à Paris au jour de l'encaissement.

Comment calculer votre impôt

Les principaux changements par rapport à l'an dernier portent sur les points suivants :

1) BARÈME

Les limites de toutes les tranches du barème sont relevées de 7,6 %, cette révision des tranches entraîne également un relèvement de divers plafonds ou limites (dont certains ont été examinés lors de l'exposé des différentes rubriques) ;

2) MESURES D'ACCOMPAGNEMENT

- Le seuil d'exonération générale d'impôt sur le revenu est relevé. Ainsi, pour l'imposition des revenus de 1984, les contribuables âgés de moins de soixante-cinq ans sont exonérés si leur revenu net de frais professionnels n'excède pas 31 800 F. Cette limite est portée à 34 700 F pour les contribuables âgés de plus de soixante-cinq ans ;

- Les abattements spéciaux accordés aux personnes âgées de plus de soixante-cinq ans ou invalides sont portés à :

● 6 960 F si le revenu net global n'excède pas 43 100 F ;

● 3 480 F si le revenu net global est compris entre 43 100 F et 69 600 F ;

- La limite en dessous de laquelle les cotisations d'impôt sur le revenu ne sont pas mises en recouvrement est fixée à 320 F (au lieu de 295 F l'an dernier). Ce seuil s'applique, le cas échéant, après application de la décade pour les contribuables ayant 1 part ou 1,5 part, et après la minoration de 5 %.

L - Comment déterminer votre revenu imposable

Pour déterminer votre revenu imposable (R), vous pouvez utiliser les pages 6 et 7 de la notice explicative jointe à la déclaration des revenus.

Tout au long de l'exposé des différents revenus catégoriels et des charges déductibles, nous vous avons précisé les modalités de calcul et les limitations utilisées par l'administration lors de l'exploitation informatique de votre déclaration. Reportez-vous aux rubriques qui vous concernent.

II - Votre nombre de parts (N), suivant votre situation de famille et le nombre d'enfants à votre charge, est le suivant :

Nombre d'enfants à charge	CÉLIBATAIRE		DIVORCÉ		VEUF		MARIÉ			
	Cas général	Cas part. (inval.)	Cas général	Cas part. (inval.)	Cas général	Cas part. (inval.)	Enfant issu du mariage (2)	Cas général	1 conj. inval. (4)	2 conj. inval. (5)
0	1	1,5 (1)	1	1,5 (1)	1	1,5 (1)	2	2	2,5	3
1	2	2,5	2	2,5	2	2,5	3	3	3,5	4
2	3	3,5	3	3,5	3	3,5	4	4	4,5	5
3	4	4,5	4	4,5	4	4,5	5	5	5,5	6
4	5	5,5	5	5,5	5	5,5	6	6	6,5	7
5	6	6,5	6	6,5	6	6,5	7	7	7,5	8
6	7	7,5	7	7,5	7	7,5	8	8	8,5	9

(1) C'est le cas où vous avez coché, sur la déclaration, une ou plusieurs des cases P, E, K, S ou W du cadre II de la deuxième page et où vous n'avez aucune personne à votre charge.

(2) C'est le cas où vous avez coché la case L du cadre II de la deuxième page de la déclaration, c'est-à-dire qu'un ou plusieurs de vos enfants à charge est issu du mariage avec votre conjoint décédé.

(3) Aucun de vos enfants à charge n'est issu du mariage avec votre conjoint décédé.

(4) Un conjoint est titulaire de la carte d'invalidité (vous avez coché l'une des cases P ou A du cadre I de la deuxième page de la déclaration).

(5) Vous avez coché les deux cases P et A du cadre I de la deuxième page de la déclaration.

(6) C'est le cas où vous avez coché la case P du cadre II de la deuxième page de la déclaration.

● **Personnes à charge autres que vos enfants** : Si vous comptez à votre charge une personne invalide autre que vos enfants ajoutez au nombre de parts ci-dessus, correspondant au nombre de vos enfants à charge, 1 part par personne invalide.

● **Enfants mariés** : Ne comptez pas vos enfants mariés ; ils ne modifient pas le nombre de parts, mais ouvrent droit à un

abattement sur le revenu de 15 330 F par personne (soit 30 660 F pour le jeune couple).

● **Enfants infirmes** : Si vous avez un ou des enfants infirmes, le nombre de parts ressortant du tableau ci-dessus est majoré d'une demi-part supplémentaire par enfant titulaire de la carte d'invalidité.

III - Le calcul de l'impôt

a) APPLICATION DU BARÈME (IMPÔT BRUT)

1. Si vous n'avez pas plus de cinq parts : Arrondissez votre revenu imposable (R) à la dizaine de francs inférieure et utilisez le barème de l'impôt publié page 29 dans le *Monde* du 15 janvier. Ce barème tient compte du plafonnement des effets du quotient familial (mais pas de la minoration de 5 % ou de la majoration de 3 %).

Pour utiliser ce barème, recherchez dans la colonne qui correspond à votre nombre de parts et à votre situation la ligne où se situe votre revenu imposable. Appliquez alors le taux indiqué et déduisez du résultat obtenu la somme mentionnée au-dessous du taux.

EXEMPLE : Vous êtes marié(e), vous avez 3 parts et votre revenu imposable est égal à 319 480 F, le montant de votre impôt brut est égal à :

(319 480 x 50 %) - 74 270 = 85 470 F.

Dans les DOM le montant brut de l'impôt est réduit d'un abattement de 30 % limité à 27 230 F (40 % en Guyane, limité à 36 050 F).

2. Si vous avez plus de cinq parts : Arrondissez votre revenu imposable (R) à la dizaine de francs inférieure, divisez-le par le nombre de parts (N) et regardez dans le tableau page ci-contre quelle formule vous devez appliquer.

- Ce qui reste quand on a tout oublié - "Questions d'Actualité" Collection dirigée par Claude Glayman

PHILIPPE AUBERGER

L'ALLERGIE FISCALE

Préface de Jacques CHIRAC

Calmann-Lévy

LIVRES

POLONAIS

et livres français sur la Pologne et l'Europe de l'Est

Catalogues sur demande

LIBELLA

12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4

Tél : 326-51-09

LES AVENTURES DE LA RAISON

Le Monde dossier et documents

LES AVENTURES BRAUDELCH ATELECHOMBARTDELAUWE DESCOMBESDURANDCARAUD Y GENETTE GREEN GUILLAUM E HABERMAS JACQUART L'YRO RITLACOSTELYOTARDMELHIE RMOLESFARALTPECKERPRIC OGNE SEVE SPEZ SPERBER T HOMTODOROVTOIRAINETOU RNIERVERNES DE LA RAISON

Du 1^{er} juillet au 2 septembre 1984, le *Monde* Aujourd'hui a interrogé des chercheurs (philosophes, mathématiciens, biologistes, historiens, psychologues, linguistes) sur l'usage et les formes de la rationalité contemporaine. Il leur a demandé s'il y avait du neuf sous le soleil de la raison, et si tout n'était pas joué dans le ciel éternel des idées.

Les réponses publiées ont été regroupées dans une brochure de 36 pages.

EN VENTE AU « MONDE » EXCLUSIVEMENT

BON DE COMMANDE « LES AVENTURES DE LA RAISON »

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

NOMBRE D'EXEMPLAIRE (S) X 22 F (prix d'expédition inclus) = F

COMMANDE À FAIRE PARVENIR AVEC VOTRE RÈGLEMENT AU MONDE SERVICE DE LA VENTE AU NUMÉRO, 5, RUE DES ITALIENS 75427 PARIS CEDEX 09

سكرا من الاميل

50 من الاموال

DE VOS REVENUS

DE L'ANNÉE 1984

... LE MONDE - Samedi 9 février 1985 - Page 17

Les règles applicables :

Les règles qui n'ont pas leur domicile y possèdent une ou plusieurs fois la valeur locative réelle de la source ou sur les revenus de source des élevés ;

Si n'ont pas en France de domicile de résidence : elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Si n'ont pas de domicile en France, elles sont rattachées au domicile de leur conjoint ou de leur parent ;

Le montant de l'impôt « I » obtenu est, le cas échéant, arrondi au franc le plus voisin, l'arrondissement étant opéré au franc supérieur si le nombre de centimes est égal ou supérieur à 50.

Dans les départements d'outre-mer, ce montant d'impôt est réduit d'un abattement de 30 % limité à 27 230 F (40 % en Guyane, limité à 36 050 F).

R = 14 820 ; I = 0

14 820 < N < 15 490 ; I = (0,05 x R) - (741 x N)

15 490 < N < 18 370 ; I = (0,10 x R) - (1 515,5 x N)

18 370 < N < 29 050 ; I = (0,15 x R) - (2 434 x N)

29 050 < N < 37 340 ; I = (0,20 x R) - (3 886,5 x N)

37 340 < N < 46 920 ; I = (0,25 x R) - (5 753,5 x N)

46 920 < N < 56 770 ; I = (0,30 x R) - (8 099,5 x N)

56 770 < N < 65 590 ; I = (0,35 x R) - (10 938 x N)

65 590 < N < 109 140 ; I = (0,40 x R) - (14 213 x N)

109 140 < N < 150 100 ; I = (0,45 x R) - (19 670 x N)

150 100 < N < 177 550 ; I = (0,50 x R) - (27 175 x N)

177 550 < N < 201 970 ; I = (0,55 x R) - (36 052,5 x N)

201 970 < N < 228 920 ; I = (0,60 x R) - (46 151 x N)

228 920 < N < 257 597 ; I = (0,65 x R) - (57 597 x N)

EXEMPLE. - Contribuable marié ayant 5,5 parts et un revenu imposable de 185 570 F, arrondi à 185 570 F :

R = 185 570 ; 5,5 = 34 649

N = 34 649

Formule à appliquer : 29 050 < N < 37 340

d'où I = (0,20 x 185 570) - (3 886,5 x 5,5) = 37 114 - 21 375,75 = 15 738,25 arrondi à 15 738 F

● Pour les contribuables les plus importants : PLAFONNEMENT DE LA RÉDUCTION D'IMPÔT RESULTANT DES EFFETS DU QUOTIENT FAMILIAL

L'avantage en impôt résultant du fonctionnement du quotient familial est plafonné à 9 960 F par demi-part excédant :

- 1 part pour un contribuable célibataire, divorcé ou veuf ;

- 2 parts pour un couple marié.

Le tableau ci-après indique, pour un certain nombre de cas, les limites du revenu global imposable à partir desquelles intervient ce plafonnement.

Pour apprécier s'il trouve ou non à s'appliquer, recherchez :

1°) la ligne qui correspond à votre situation (marié ou non) ;

2°) la colonne dans laquelle est mentionné le nombre de parts correspondant à votre situation et vos charges de famille (y compris vos enfants majeurs célibataires rattachés).

La limite du revenu imposable à partir de laquelle le plafonnement est applicable se lit à l'intersection de cette ligne et de cette colonne.

Domicile en	Nombre de parts	5	5,5	6	6,5	7
Célib., veuf, div., séparé	276 520	293 410	310 290	327 180	344 070	
Marié	404 990	419 260	433 530	447 800	462 070	

Lorsque le plafonnement trouve à s'appliquer, l'impôt est calculé en retenant un nombre de parts égal à 1 (si vous êtes célibataire, veuf, divorcé, séparé) ou 2 (si vous êtes marié) et diminué d'une somme égale au produit de 9 960 F par le nombre de demi-parts excédant 1 part (non marié) ou 2 (marié).

EXEMPLE : soit un contribuable marié ayant 6 parts et dont le revenu imposable - égal à 435 310 F - excède la limite de 433 530 F.

Le montant des droits simples ressort à :

- nombre de parts auquel le contribuable a droit compte tenu de sa situation et de ses charges de famille : 6 ;

- nombre de demi-parts excédant 2 (contribuable marié) : 8 ;

- calcul des droits simples (formule applicable pour un nombre de parts égal à 2 et un revenu imposable de 435 310 F) :

(R x 0,60) - (46 151 x 2) = 261 786 - 92 302 = 169 484 F

à retrancher : 9 960 x 8 = 79 680 F

Montant des droits simples : 89 204 F (avant majoration de 3 %)

N.B. - Dans les cas, sans doute exceptionnels, où les seuils du plafonnement ne pourront pas être appréciés à l'aide du tableau ci-dessus (revenus perçus dans les DOM, nombre de parts supérieur à 7), procédez à une double liquidation :

● calculez d'abord l'impôt (A) en retenant le nombre de parts auquel vous avez droit (après réduction éventuelle s'il s'agit de revenus perçus dans les DOM) ;

● déterminez ensuite le montant de l'impôt (B) dont vous seriez redevable en retenant un nombre de parts égal à 1 (si vous n'êtes pas marié) ou 2 (si vous êtes marié) puis faites la différence entre B et A.

Si cette différence excède une somme C égale au produit de 9 960 F par le nombre de demi-parts excédant 1 part (non marié) ou 2 (marié), le montant des droits simples dû sera obtenu en retranchant C de B.

Dans le cas contraire, ce montant sera égal à A.

EXEMPLE : soit un contribuable domicilié en métropole, divorcé, ayant droit à 8 parts et dont le revenu net global imposable est égal à 700 000 F.

Le montant de l'impôt est égal à :

- première liquidation (compte tenu d'un nombre de parts égal à 8) :

Quotient familial 700 000 F

8 parts

= 87 500 F

Formule applicable :

I = (0,40 x R) - (14 213 F x N) ;

I = (0,40 x 700 000) - (14 213 F x 8) = 166 296 F (A) ;

- deuxième liquidation (en retenant un nombre de parts égal à 1) :

Formule applicable :

I = (0,65 x 700 000) - (57 597 x 1) = 397 403 (B) ;

La différence entre B et A, soit 231 107 F, étant supérieure à 139 440 F, c'est-à-dire 9 960 F x 14 (nombre de demi-parts excédant une part), le montant des droits simples dû par le redevable est égal à :

B : 397 403 F

- : 139 440 F

= 257 963 F (avant application de la majoration de 3 %. Voir ci-après).

b) CORRECTIFS A APPORTER ÉVENTUELLEMENT A L'IMPÔT BRUT.

● RÉDUCTIONS D'IMPÔT

Elles s'imputent sur le montant de l'impôt résultant de l'application du barème. Si elles excèdent cet impôt, elles ne peuvent constituer un avoir restituable ou reportable.

Les modalités de calcul des réductions sont exposées plus haut (§ 7).

● Pour les petits contribuables ayant 1 part ou 1,5 part, déduction d'une DÉCOTE :

Une décote est accordée en faveur de certaines personnes seules et, dont l'impôt (I) calculé d'après le barème est inférieur (après réduction d'impôt éventuelle) à 4 000 F si elles ont 1 part, ou 1 600 F si elles ont 1,5 part.

Cette décote est égale respectivement à (4 000 - I) ou (1 600 - I).

Il s'ensuit que ne sont pas imposables : les contribuables dont le revenu net imposable (après tous abattements) est inférieur à 30 280 F pour 1 part et 30 800 F pour 1,5 part (compte tenu de la minoration de 5 % examinée ci-après).

● PLUS-VALUES A TAUX PROPORTIONNELS

Les impositions proportionnelles, dont les taux sont, cette année, majorés d'un point, doivent être ajoutées à l'impôt résultant du barème avant calcul de la minoration ou de la majoration.

● NOUVEAU - REPRISES D'IMPÔT : doivent, de même, être ajoutées à l'impôt les versements ou reprises à effectuer :

- en cas d'excédent de cessions d'actions réalisées sur un C.E.A. (Régie HR du § 7) ;

- en cas de remboursement par votre propriétaire des dépenses d'économie d'énergie pour lesquelles vous avez précédemment bénéficié d'une réduction d'impôt (Régie XR du § 7) ;

- au titre des dépenses de recherche (Régie XR).

c) MINORATION OU MAJORATION.

● NOUVEAU

- Lorsque votre impôt calculé jusqu'au stade ci-dessus n'excède pas 21 520 F, vous bénéficiez d'une minoration de 5 %.

- Lorsque votre impôt est compris entre 21 521 F et 26 900 F, vous bénéficiez d'une minoration dégressive égale à quatre fois la différence entre la somme de 1 345 F et 5 % de votre impôt.

- Entre 26 901 F et 32 280 F d'impôt, vous n'êtes plus redevable de la majoration de 5 % (l'impôt est ni majoré ni minué).

- Au-delà de 32 280 F d'impôt, celui-ci est majoré de 3 % (au lieu de 8 % l'an dernier).

EXEMPLE : pour 23 000 F d'impôt, la minoration est égale à : 4 [1 345 - (23 000 x 5 %)] = 780 F.

La majoration s'applique après les corrections visées au § b ci-dessus (et non plus, comme l'an dernier, avant imputation des réductions d'impôt). Elle se calcule, comme la minoration, avant déduction, s'il y a lieu, de l'avoir fiscal ou du crédit d'impôt afférents aux revenus de valeurs mobilières, de la retenue à la source de 25 % sur les salaires et pensions versés à des personnes non domiciliées en France (ou de la retenue à la source de 33,33 % sur les revenus non salariaux), du prélèvement non libératoire sur les profits de construction ou du crédit d'impôt sur les dépenses de recherche.

REMARQUES :

- Les contribuables ayant réalisé en 1984 un revenu exceptionnel (notamment prime de départ volontaire à la retraite) ou différé (indemnités de départ à la retraite par exemple) répondant aux conditions fixées à l'article 163 du C.G.I. pourront en demander, dans une note jointe à leur déclaration de revenus, l'étalonnage prévu par cet article.

- La minoration ou la majoration s'appliquera alors seulement à la fraction de ce revenu qui demeurera comprise dans le revenu imposable de 1984.

d) CONTRIBUTION COMPLÉMENTAIRE DE 1 %

● NOUVEAU : si votre impôt tel qu'il a été calculé ci-dessus est au moins égal à 320 F, vous êtes redevable d'une contribution complémentaire de 1 % dans les deux cas suivants :

- vous avez réalisé des profits de construction pour lesquels vous avez opté pour le prélèvement libératoire (Régie YA du § 0 de la déclaration) ;

- vous avez des revenus de capitaux mobiliers non placés sous le régime du prélèvement libératoire et, donc, déclarés au § 1 de la déclaration ; dans ce cas, la contribution fiscale de 1 % est calculée sur le montant imposable de ces revenus, après déduction des abattements éventuels et des frais.

e) DÉDUISSEZ DE VOTRE IMPÔT calculé comme ci-dessus §§ a à d :

SPORTS

LES CHAMPIONNATS DU MONDE DE SKI ALPIN

Markus Wasmaier vainqueur du « géant »

Bormio. — Le duel entre le Suisse Pirmin Zurbriggen et le Luxembourgeois Marc Girardelli pour le titre mondial de slalom géant a tourné, jeudi 7 février, à l'avantage d'un troisième larro, l'Allemand de l'Ouest, Markus Wasmaier.

Wasmaier, qui s'était classé deuxième du « géant » dans la Coupe du monde à Sestrières, est ainsi devenu le premier champion du monde allemand depuis un demi-siècle. A cause d'une légère faute à la fin de la première manche, Zurbriggen, qui a accusé un total 5 centièmes de retard, a dû se contenter de la

deuxième place tandis que Girardelli, précédé de 32 centièmes, a reçu une médaille de bronze en étant vainqueur du slalom géant. Les deux autres champions du monde allemands, Christian Gaidet (dixième) et Yves Taverier (dix-septième) ont été éliminés. Directeur de l'équipe française depuis l'été dernier, le Suisse Roland Francey est, pour sa part, assez satisfait des résultats des coureurs nationaux. — Christian Gaidet (dixième), Franck Piccard (sixième), Yves Taverier (dix-septième) et Luc Alphand (vingt-deuxième). — résultats qui témoignent d'un certain redressement dans cette spécialité.

La précision suisse de M. Francey

Les Français, après les performances des coureurs nationaux au slalom géant, on les entend déjà de Bormio : Gaidet, dixième, ce n'est pas un résultat ! Douzième quand on a eu des Vuarinet, Kelly, Pélissier, Bonlieu et Bozon, c'est à pleurer. Depuis qu'on a laissé décapiter l'équipe en 1973, il n'y a plus de champion.

Ce n'est pas l'avis de Roland Francey, et il mérite d'être entendu parce que le directeur de l'équipe de France est sur le terrain et sait manifestement de quoi il parle. C'est lui qui a formé, entre autres, le champion olympique Max Julien et la nouvelle star du ski alpin, Pirmin Zurbriggen. Avec de pareils succès, qu'est-ce qui a bien pu pousser Roland Francey à s'engager dans une galère comme l'équipe de France, où ont ramé, en vain, depuis 1978 des hommes comme Honoré Bonnet et Jean Béranger ?

Pour des raisons d'équilibre entre les communautés linguistiques, ce Suisse romand n'a pas pu prendre la direction de l'équipe helvétique à la fin de la dernière saison. D'autres nations ont voulu profiter de son expérience, parce qu'il connaît tous les domaines du ski de compétition : coureur, préparateur de club, moniteur, guide, directeur de club, organisateur de compétitions internationales... A trente-neuf ans, Roland Francey a pensé que sortir de l'ornière le ski masculin français était un défi passionnant à relever.

De notre envoyé spécial

En prenant ses fonctions, il a trouvé des garçons qui arrivaient aux portes de l'équipe nationale « pressés comme des citrons » par l'abus de compétitions dès le plus jeune âge, techniquement essouffés et physiquement diminués par les séquelles de blessures mal soignées.

Avec une patience et une précision toutes suisses, il s'est appliqué à remettre la pyramide sur sa base. Aux entraîneurs de club il est allé dire qu'ils devaient suivre des stages de formation permanente, ensuite qu'ils ne devaient pas privilégier les résultats sportifs mais les progrès techniques. Aux techniciens, il a proposé des virages de moyen rayon et à vitesse modérée pour acquérir une plus grande finesse du geste. Aux coureurs, il a fait réviser les mouvements fondamentaux sur des parcours éducatifs et, aux dirigeants fédéraux élus, il a dit qu'ils assumaient seuls la responsabilité des sélections.

Il reste encore beaucoup de travail à faire : approfondir le suivi médical, améliorer l'assistance technique, encore confiée à des saisonniers, responsabiliser les coureurs. Sur ce point, l'une des grandes surprises de Roland Francey en arrivant dans l'Hexagone a été de découvrir à quel point les coureurs étaient des assistés. — Les athlètes suisses, dit-il, montent moins vite que les Français mais savent mieux

se prendre en charge une fois dans la ligne d'arrivée.

« Il n'y a pas de recette magique. Il faut du travail et du sérieux », réplique Roland Francey. Les ennuis et les coureurs en sont les premiers conscients ; ils sont mieux dans leur peau. Ils osent davantage. « Il fallait avoir du poil sur l'estomac », comme disent les Suisses, pour se lancer dans la première manche du « géant », jeudi. Et, dans ces conditions, on ne doit pas regarder avec surprise la douzième place du Français Christian Gaidet.

ALAIN GIRAUD.

■ **PATINAGE ARTISTIQUE :** Katarina Witt championne d'Europe. — Malgré un déviant « programme court », l'Allemande de l'Est Katarina Witt est devenue championne d'Europe, jeudi 7 février à Göteborg (Suède) ; elle a devancé la Soviétique Kira Ivanova, deuxième, et l'Allemande de l'Ouest Claudia Leistner.

■ **TENNIS :** Tournoi de Delray Beach. — Yannick Noah s'est qualifié, jeudi 7 février, pour les sélections de finale des championnats internationaux de Delray Beach (Floride) en battant l'Américain Terry Moor (6-2, 6-4). Catherine Suire s'est qualifiée pour les trente-deuxièmes de finale en battant l'Américaine Jenny Klitch (6-2, 6-3).

EN BREF

Au Conseil d'Etat : la nomination de M^{me} Macciocchi à Paris-VII est annulée

M^{me} Marie-Antoinette Macciocchi enseignait à l'université Paris-VIII (Vincennes à Saint-Denis) depuis plusieurs années lorsqu'elle postula à un emploi de professeur associé de sciences politiques à compter de la rentrée universitaire de 1979.

Ce poste lui fut refusé le 15 juillet 1980 par le ministre des universités, M^{me} Alice Saunier-Seïte, en raison d'un mandat de parlementaire européen qu'elle exerçait l'intéressée.

Le nouveau ministre de l'Éducation nationale refusa ce refus, le 22 décembre 1981, estimant que l'incompatibilité évoquée par son prédécesseur ne pouvait être opposée qu'à un représentant français au Parlement européen. Or, M^{me} Macciocchi est de nationalité italienne.

Par décret du 3 février 1982, le président de la République nommait M^{me} Macciocchi comme professeur associé à l'université Paris-VIII, à compter de la rentrée universitaire 1979, et jusqu'au 30 septembre 1981.

Saisi par la Fédération nationale des syndicats autonomes de l'enseignement supérieur, le conseil d'Etat, le 6 février 1985, a annulé le décret présidentiel comme « entaché d'une rétroactivité illégale ».

Cette annulation résulte de l'application de la règle selon laquelle une personne postulant à un emploi public ne peut être nommée rétroactivement dans cet emploi.

■ **Explosion de gaz à Marseille :** un sixième mort. — M. Patrick Blancquet, vingt-neuf ans, l'un des trente-huit blessés dans l'explosion de gaz survenue à Marseille, le 5 février vers 15 heures, est mort le 7 février. C'est le sixième décès dû à cet accident.

■ **Pas de tarifs de faveur autour des centrales nucléaires.** — Les voisins des chantiers de construction de centrales nucléaires ne pourront pas bénéficier de tarifs d'électricité préférentiels, comme le prévoyait l'arrêté pris en 1980 par les ministres de l'économie et de l'industrie. Dans sa décision, rendue le 1^{er} février, le Conseil d'Etat donne ainsi raison à l'Union départementale des consommateurs de Paris, qui contestait la légalité de ces tarifs. L'arrêté de 1980 avait pour but, en effet, de compenser les nuisances occasionnées aux voisins des chantiers, et non des « motifs d'ordre économique » comme il est de règle pour les prix fixés par arrêté ministériel.

M. Jacques Pommatou réélu secrétaire général de la FEN

M. Jacques Pommatou a été réélu jeudi 7 février secrétaire général de la Fédération de l'éducation nationale, actuellement réunie en congrès à Lille (Le Monde du 8 février). M. Pommatou occupe depuis juin 1981 ce poste dans lequel il a succédé à M. André Henry après son entrée au gouvernement.

La presse et le rôle du juge d'instruction

En réponse à certains articles et commentaires suscités par la mise en liberté de M. Bernard Laroche, l'Association française des magistrats chargés de l'instruction (AFMI) a publié, jeudi 7 février, un communiqué dans lequel elle met en cause les « pratiques » qui ont conduit certains journaux « à braver les feux des projecteurs sur les magistrats (...) à privilégier le sensationnel et à conduire des enquêtes parallèles aux seules fins de dénigrer le « scoop » qui va faire vendre ».

L'association — qui groupe environ 150 membres — estime que la presse n'a pas analysé le rôle du juge d'instruction dans la procédure pénale « avec l'objectivité et le recul que requiert un tel sujet ». Son communiqué évoque enfin la question « particulièrement complexe » du secret de l'instruction pour conclure qu'il « n'est pas juste d'en faire porter toute la responsabilité sur les juges d'instruction ».

■ **Pleine de mort.** — M. Adrien Zeller, député apparenté UDF du Bas-Rhin, nous indique qu'il n'est pas signataire de la proposition de loi de M. Nungesser tendant à rétablir la peine de mort pour certains crimes (Le Monde du 7 février) et qu'il demeure fidèle à son vote de 1981 en faveur de l'abolition de la peine de mort.

■ **La remise du prix SOVAC.** — Ce prix, d'un montant de 250 000 francs, a été remis jeudi 7 février à l'équipe des professeurs Luc Montagnier, Jean-Claude Chermann et Françoise Barré-Sinoussi, de l'Institut Pasteur de Paris, pour leurs travaux concernant le virus du SIDA. Le montant du prix a été réuni par souscription auprès des clients de la SOVAC (Banque Lazard).

Au Pays basque : arrestation d'un membre présumé de FETA militaire

Un membre présumé de l'organisation indépendantiste basque-espagnole ETA-militaire, M. Isidro Garralde, placé en résidence surveillée dans la région parisienne depuis décembre dernier, a été arrêté, le jeudi 7 février, près de Bayonne. M. Garralde avait été interpellé le 22 juin 1984 à Biarritz et condamné à quatre mois de prison pour port d'arme. Il avait observé en août et septembre 1984 une grève de la faim en même temps que les sept autres Basques menacés d'extradition.

D'autre part, une importante cache d'armes a été découverte dans des dunes de sable à Tarnos (Landes) dans la nuit du jeudi 7 au vendredi 8 février. Deux hommes armés, qui avaient déposé la trappe d'accès, se sont enfuis à l'approche de la police.

CORRESPONDANCE

Les réfugiés italiens en France

Après notre article sur les réfugiés italiens en France (Le Monde du 3-4 février), où nous indiquions que « Francesco de Martis et Philomena de Filippo ont été interpellés et incriminés en décembre 1984 pour avoir abrité dans leur maison de Gargès-les-Gonnesse trois clandestins italiens soupçonnés de terrorisme », Philomena de Filippo nous écrit :

(...) Il apparaît clairement que : 1) aucun des interpellés n'a revendiqué l'appartenance à des mouvements terroristes agissant en France, et il n'y a aucun élément ni de preuves ni de données ; 2) les trois personnes avec qui nous cohabitons s'étaient mises en contact, dès leur arrivée en France, et sur notre conseil, avec un avocat pour régulariser leur situation. (...) Il y a également donc ni de clandestins ni de terroristes, mais de réfugiés italiens comme des centaines d'autres à Paris.

[Francesco de Martis et Philomena de Filippo ont été et sont toujours, depuis décembre, de « possesseurs de faux documents d'identité », et de « recel de vol ». Ils ont été maintenus en détention pour cette raison pendant un mois.]

LE CARNET DU Monde

Décès

— Le Seigneur a succédé en Sa paix à

généraliste CARTIER, né Isabelle Sagnier d'Antioche, décédée le 25 janvier 1985, en sa quatre-vingt-dixième année.

De la part de :

M. et M^{me} Jean-François Cartier, M. et M^{me} Guy Cartier, M. et M^{me} Jean-Louis Cartier, Guillaume et Pierre-Antoine, M^{me} Anne Cartier, M. et M^{me} Remy Cartier, Jean-Baptiste, François, Edouard, Léo, Estienne, M^{me} Brigitte Cartier, Jérôme et Laure, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, Et de toute la famille. Et aussi du

général de division Georges CARTIER, 1877-1960, grand officier de la Légion d'honneur, d'Elisabeth CARTIER, 1922-1923.

sa chère petite fille,

de Remy CARTIER, 1914-1945, mort pour la France à Buchenwald-Dora, d'Alain CARTIER, 1926-1974.

ses fils qui l'ont précédée sur le chemin de l'Eternité.

— Les obsèques religieuses protestantes et l'inhumation ont eu lieu dans l'antichambre familiale à Jacob-Bellecombette (Savoie).

« Je t'ai appelé par ton nom, tu es à moi ». Es. 43, 1.

Cet avis tient lieu de faire-part.

55, boulevard Saut, 75012 Paris. Sals, 46150 Caus.

— La Fédération nationale des militaires belges mutilés et invalides de guerre (section de France), Sa famille, Ses amis,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Gaston d'HOSE,

président de la FNI, commandeur de l'Ordre de Léopold II, officier de l'Ordre de Léopold, croix de guerre 1914-1918, médaille de l'Yser, médaille de la Victoire, médaille Inter Allié, croix d'honneur de la reconnaissance FNI,

survécu le 2 février 1985, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Le service religieux a été célébré dans l'intimité à la mission belge.

L'inhumation a eu lieu au cimetière de Franceries (Belgique).

— M^{me} Yvonne Giraud, son épouse, M^{me} Robert Giraud, sa bru, Les familles Cocho, Chahouri, Ses amis,

ont la douleur de faire part du décès, le 3 février 1985, de

Jean Camille GIRAUD, préfet honoraire,

et rappelle le souvenir de la mort de son fils,

docteur Robert GIRAUD,

décédé le 8 janvier 1985.

Ses obsèques ont eu lieu le 6 février à l'église de Vieille-Brionne (Haute-Loire), et l'inhumation à Bellac.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et M^{me} Patrick Gordon et leurs enfants, M. et M^{me} Marc Gordon, Elisabeth Gordon-Bondelac, Stanley Benbelac et leurs filles, ses enfants et petits-enfants, M^{me} Renée Roubine, née Goltman, sa sœur,

ont la douleur de faire part du décès de

Olette GORDON, née Goltman,

qui s'est éteinte le 7 février, entourée de l'affection des siens.

L'inhumation aura lieu le lundi 11 février, à 11 h 15 précises, à la porte principale du cimetière israélite de Bagneux-Parisien.

Cet avis tient lieu de faire-part.

13, avenue de la République, 94100 Saint-Maur.

— M^{me} Robert Tournay, M. et M^{me} Michel Pruniers, M. et M^{me} Philippe Grenier, Le lieutenant-colonel et M^{me} Claude Bije-Duval, ses enfants, M. et M^{me} Dimitri Chrysalos, M. Frédéric Tournay, M. et M^{me} Bruno Tournay, M. et M^{me} Henry Clacy, M. et M^{me} Jean-Baptiste Tournay, M. et M^{me} Alain Pruniers, M. Nicolas et M^{me} Sophie Grenier, M^{me} Odile et M. Philippe Bije-Duval, ses petits-enfants, Alexandre Chrysalos, Remy et Marie Tournay, Jules et Thomas Clacy, Caroline et Florence Pruniers, ses arrière-petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès, survenu le 5 février à Châlons-sur-Marne, de

généraliste GRENIER, né Sébastien Huet, chevalier de la Légion d'honneur, président du comité de la Marche de la Fondation maréchal de Lattre, président honoraire de l'Association d'entraide des veuves et orphelins de guerre de la Marche, ancien membre du conseil départemental des anciens combattants et victimes de guerre de la Marche.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 11 février, à 11 heures, en l'église Saint-Alpin à Châlons-sur-Marne.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

15900 Mailly-Champagne, 51, avenue de Breteuil, 75007 Paris, 75004 Paris, 75004 Paris, 22, boulevard Fernand-Mouroux, 14360 Trouville.

— Le chalet des Sables, Poitiers. On nous prie d'annoncer le décès de

M. Pascal HERMÉS,

ingénieur ECP, chevalier de la Légion d'honneur, médaille militaire, engagé volontaire 1914-1918,

survécu le 6 décembre 1984, dans sa quatre-vingt-dixième année.

Selon son désir, la cérémonie religieuse a eu lieu dans l'intimité familiale.

De la part de :

M^{me} Françoise Costa-Hermès, sa fille, Et M^{me} Pascal Costa, sa petite-fille.

On rappelle le souvenir de

M^{me} Pascal HERMÉS, née Marcelle Maguin,

son épouse, décédée le 21 juillet 1984, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

— M^{me} Pierre-Gaston Linon, Henri et Micheline Linon, Geneviève Linon, Jean-Cyprien, Hilde et Olivier Linon, Pierre-Jean et Ingrid Linon, Christian et Brigitte Linon,

ont la douleur de faire part du décès, survenu à Toulouse le 31 janvier 1985, dans sa quatre-vingt-neuvième année, de

Pierre-Gaston LINON, docteur en droit, directeur vétérinaire, directeur honoraire des services vétérinaires, ancien professeur à l'Institut de législation et d'économie rurale, ancien avocat à la cour, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre national du Mérite, croix de guerre 1914-1918.

— M^{me} Isack Korn, M. et M^{me} Maurice Korn et leurs enfants, M. et M^{me} Albert Korn et leur fils, M. et M^{me} Louis Korn, M. et M^{me} David Cersone

Et toute la famille, très sensibles et profondément touchées par les nombreux témoignages de sympathie qui leur ont été présentés lors de la disparition de

M. Isack KORN,

remercient sincèrement toutes les personnes qui se sont associées à leur peine.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu, le 2 février, à Castelnau-Montrouzier (Lot).

Cet avis tient lieu de faire-part.

11, rue Jean-Bédouin, 31500 Toulouse.

— M^{me} Roland Fecquignol, son épouse, M. et M^{me} Fecquignol-Buzis, ses enfants, Noémie et Amal, ses petites-filles, Sa famille, Ses amis,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Roland PECQUOUES, ingénieur civil en infrastructures, chevalier du Mérite,

survécu le 3 février 1985, à Paris, à l'âge de soixante-deux ans.

On se réunira à la porte principale du cimetière du Père-Lachaise, à 14 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Dominique et Philippe Raimbourg, ses fils, Ainsi que toute sa famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jeanne RAIMBOURG,

survécue accidentellement le 19 janvier 1985.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, le 23 janvier à Montainville (78124).

— M^{me} Blanche Wiguszyn, son épouse, M^{me} Christine Marteau, sa fille, M. Pierre Marteau, son gendre, Emmanuelle et Géraldine, ses petites-filles,

ont l'honneur de faire part du décès, survenu à l'âge de soixante-trois ans, de

Léon WIGUSZYN, ingénieur IEG,

à Montréal (Canada), le 16 décembre 1984.

Cet avis tient lieu de faire-part.

2311 Old Orchard, apt 206, Montréal H4A 3B6 (Canada), 48, rue André-Thomas, 75010 Paris.

Remerciements

— M^{me} Isack Korn, M. et M^{me} Maurice Korn et leurs enfants, M. et M^{me} Albert Korn et leur fils, M. et M^{me} Louis Korn, M. et M^{me} David Cersone

Et toute la famille, très sensibles et profondément touchées par les nombreux témoignages de sympathie qui leur ont été présentés lors de la disparition de

M. Isack KORN,

remercient sincèrement toutes les personnes qui se sont associées à leur peine.

L'Éducation

FÉVRIER 1985

LA RUÉE VERS L'ADMINISTRATION

De l'ENA aux régions, les recrutements et les salaires des fonctionnaires.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX 11,50 F

MUSIQUE

LA VENUE D'OR

Le guépard

Les trois grandes œuvres de ce compositeur sont à l'opéra : le Guépard, le Roi des Rois, le Roi des Rois. Le Guépard est une œuvre de jeunesse, écrite en 1911, à l'âge de vingt-cinq ans. Elle est une œuvre de jeunesse, écrite en 1911, à l'âge de vingt-cinq ans. Elle est une œuvre de jeunesse, écrite en 1911, à l'âge de vingt-cinq ans.

Les trois grandes œuvres de ce compositeur sont à l'opéra : le Guépard, le Roi des Rois, le Roi des Rois. Le Guépard est une œuvre de jeunesse, écrite en 1911, à l'âge de vingt-cinq ans. Elle est une œuvre de jeunesse, écrite en 1911, à l'âge de vingt-cinq ans. Elle est une œuvre de jeunesse, écrite en 1911, à l'âge de vingt-cinq ans.

Les trois grandes œuvres de ce compositeur sont à l'opéra : le Guépard, le Roi des Rois, le Roi des Rois. Le Guépard est une œuvre de jeunesse, écrite en 1911, à l'âge de vingt-cinq ans. Elle est une œuvre de jeunesse, écrite en 1911, à l'âge de vingt-cinq ans. Elle est une œuvre de jeunesse, écrite en 1911, à l'âge de vingt-cinq ans.

Les trois grandes œuvres de ce compositeur sont à l'opéra : le Guépard, le Roi des Rois, le Roi des Rois. Le Guépard est une œuvre de jeunesse, écrite en 1911, à l'âge de vingt-cinq ans. Elle est une œuvre de jeunesse, écrite en 1911, à l'âge de vingt-cinq ans. Elle est une œuvre de jeunesse, écrite en 1911, à l'âge de vingt-cinq ans.

Les trois grandes œuvres de ce compositeur sont à l'opéra : le Guépard, le Roi des Rois, le Roi des Rois. Le Guépard est une œuvre de jeunesse, écrite en 1911, à l'âge de vingt-cinq ans. Elle est une œuvre de jeunesse, écrite en 1911, à l'âge de vingt-cinq ans. Elle est une œuvre de jeunesse, écrite en 1911, à l'âge de vingt-cinq ans.

Les trois grandes œuvres de ce compositeur sont à l'opéra : le Guépard, le Roi des Rois, le Roi des Rois. Le Guépard est une œuvre de jeunesse, écrite en 1911, à l'âge de vingt-cinq ans. Elle est une œuvre de jeunesse, écrite en 1911, à l'âge de vingt-cinq ans. Elle est une œuvre de jeunesse, écrite en 1911, à l'âge de vingt-cinq ans.

Les trois grandes œuvres de ce compositeur sont à l'opéra : le Guépard, le Roi des Rois, le Roi des Rois. Le Guépard est une œuvre de jeunesse, écrite en 1911, à l'âge de vingt-cinq ans. Elle est une œuvre de jeunesse, écrite en 1911, à l'âge de vingt-cinq ans. Elle est une œuvre de jeunesse, écrite en 1911, à l'âge de vingt-cinq ans.

Les trois grandes œuvres de ce compositeur sont à l'opéra : le Guépard, le Roi des Rois, le Roi des Rois. Le Guépard est une œuvre de jeunesse, écrite en 1911, à l'âge de vingt-cinq ans. Elle est une œuvre de jeunesse, écrite en 1911, à l'âge de vingt-cinq ans. Elle est une œuvre de jeunesse, écrite en 1911, à l'âge de vingt-cinq ans.

Les trois grandes œuvres de ce compositeur sont à l'opéra : le Guépard, le Roi des Rois, le Roi des Rois. Le Guépard est une œuvre de jeunesse, écrite en 1911, à l'âge de vingt-cinq ans. Elle est une œuvre de jeunesse, écrite en 1911, à l'âge de vingt-cinq ans. Elle est une œuvre de jeunesse, écrite en 1911, à l'âge de vingt-cinq ans.

150 من الدول

culture

MUSIQUE

LA VENUE D'OZAWA ET DE GIULINI

Le guépard et l'échassier

Les très grands chefs d'orchestre sont si peu nombreux à travers le monde qu'il ne faut pas manquer leur venue. Carlo Maria Giulini a réduit son activité pour des raisons personnelles, alors que sa réputation montait au zénith, et les trois soirées où il dirige la *Deuxième* et la *Quatrième Symphonie* de Brahms, avec l'Orchestre de Paris, ne suffiront pas à combler tous ses admirateurs parisiens. Mais le public de la salle Pleyel pourra, le 10 février, retrouver Seiji Ozawa à la tête de ses compatriotes du New Japan Philharmonic.

Nous avons pu entendre ces derniers, quelques jours auparavant, dans la belle salle du Barbican Center (deux mille cent places) à Londres, où l'orchestre nippon commençait sa tournée européenne patronnée par une importante marque japonaise, la NEC, « persuadée que la communication intégrée par ordinateurs permettra un jour aux hommes de communiquer entre eux librement, indépendamment de toute barrière linguistique ». Quel meilleur drapeau choisir que la musique ?

Le New Japan Philharmonic, qui a treize ans à peine, est un ensemble très homogène, bien sonnant et redoublant comme le plus docile des ordinateurs. Mais c'est par la grâce d'un seul homme qu'il s'élève tout à coup sur les hauteurs de l'interprétation dans l'*Ouverture de Lohengrin* de Beethoven, et la *Symphonie pathétique* de Tchaïkovski. Ozawa a façonné l'instrument à son image, l'a nourri de cette musicalité profonde et subtile qui exalte le clinquant, le dynamisme trop bruyant sans rien décolorer du lyrisme le plus fort.

Il a rendu en particulier à la *Symphonie pathétique* une dignité d'âme, une fraîcheur exceptionnelle par une qualité de détail, une vibration des sonorités et surtout cette manière de phraser chaque mouvement d'un seul jet, intégrant toutes les « péripéties » du drame. Elle témoignait de l'irrépressible nécessité créatrice de Tchaïkovski, à travers ces moments de dépression, de crise violente, de mélancolie, d'espoir fou, d'enthousiasme vigoureux jusqu'à cette plainte du final s'embrasant pavillon haut.

Au milieu de ce programme, un œuvre étonnante de Toru Takemitsu, *November Steps*. Elle allie discrètement les sons de l'orchestre occidental, comme des résonances flexibles et légères, à la méditation de deux instruments typiquement japo-

CINÉMA

« LES FAVORIS DE LA LUNE », d'Otar Iosseliani

Un Paris sans dessus dessous

Douze voleurs ou les Favoris de la lune, tel serait, pour Otar Iosseliani, selon un dossier très fourni de la revue *Positif* (janvier 1985), le meilleur titre possible pour un film qui ne se veut ni conte moral à la Eric Rohmer ni déambulation poétique innocente à la Vincente Minnelli (*Un Américain à Paris*). Plutôt le compte rendu froidement objectif d'un arpentage maniaque qui calcule au quart de millimètre les retombées de son enquête.

Une douzaine de personnages, tricheurs, malingres, toujours prêts à faire une rique à la morale ou vivant carrement en dehors de la morale. Pas d'histoire à proprement parler, mais des silhouettes, des décors révélateurs, des situations lourdes de sens. Le personnage le plus aisément repérable, à cause de son physique anguleux, de son allure dégingandée, c'est ce voleur professionnel qui tra-

vaillait en famille, avec son fils. Un bon bourgeois de la fauche, l'entraîneur des voleurs de l'Opéra de quant'sous, sans qu'il travaille sans filer, sans espoir de rachat, sans jouer les Zorro.

Remarquable, cet anarchiste aux cheveux blancs, qui vit parmi les clochards, fait sauter dans les squares les statues un peu trop voyantes. Touchant, ce pauvre serurier qui invente des détecteurs capables de réduire en miettes leur utilisateur maladroit, mais se meurt du désespoir des amoureux transis. Les dames font le trottoir en famille, les éboueurs noirs se donnent l'illusion du soleil avec leur tenue de travail aux couleurs vives. Un armurier a choisi de franchir régulièrement la ligne de partage entre le bien et le mal. Le terroriste de service complotte comme il respire. La police ressemble à une vaste bureaucratie.

Familier de nos mœurs, Otar Iosseliani jette sur Paris le regard offusqué du touriste légèrement désabusé qui connaît ses classiques, René Clair, Jacques Tati, le tandem Carné-Prévert : Paris replié frileusement sur soi, qui a perdu le goût de la nonchalance, du plaisir de vivre. Ajoutez deux doigts d'histoire, une ouverture rétro, de belles assiettes qu'on ne cesse de casser, un tableau qui se réduit comme peau de chagrin au gré des voies successives, et vous avez une table peu amène sur le temps qui égale tout, sur l'amour qui fait mal, sur la ville qui tue dans tous les sens du terme. Ah ! ces Parisiens qui font de la chasse au taxi une véritable guerre de tranchée !

LOUIS MARCORELLES.

* Voir les films nouveaux.

UN ENTRETIEN AVEC LE RÉALISATEUR

« La société est faite d'enfants qui n'ont pas su grandir »

C'est lui qui a sauvé l'honneur de la France au Festival de Venise. Vainqueur inattendu du Prix spécial du jury, Otar Iosseliani, Géorgien par sang, ne visite le monde que pour mieux se persuader que c'est à Tbilissi qu'il préfère vivre. Citoyen soviétique, vraiment internationaliste, il a réalisé en France son quatrième long métrage, « avec la participation du CNC (1), du ministère de la culture, de la radiodiffusion italienne, dans le cadre de la coopération culturelle France-Géorgie et avec l'assistance de Sovinifilm ».

Avec autant de parrains, la mise sur pied de l'entreprise n'était pas, on peut s'en douter, facile. Malgré le capital d'estime accordé à ses films précédents, Otar Iosseliani restait, à cinquante et un ans, un inconnu pour la grande industrie cinématographique occidentale. Et il est peu près certain que, sans le producteur indépendant Philippe Dussart, les *Favorites de la lune* n'auraient pu voir le jour. Le courage, parfois, paie.

Arrivé au bout de cette expédition, Iosseliani, le cinéaste soviétique le plus francophone, aura pu vérifier qu'ici ou là-bas, à l'ouest comme à l'est, avec des obstacles et des critères différents, il n'est pas aisé de tourner un film exigeant, personnel, sans compromission. Sans vedettes non plus.

« J'ai besoin de ne pas avoir de vedettes », explique-t-il maintenant avec une expérience de quatre longs métrages (en dix-huit ans). Cela

gênerait tout. Une vedette entrerait comme une brigue dans mon film, avec toutes les associations d'idées et les souvenirs qui l'accompagneraient. »

Pour lui, faire du cinéma, c'est avant tout « laisser une trace », recréer d'une autre manière son album de famille, l'album de l'expérience commune, pour retrouver le goût et l'esprit des êtres qui vous ont précédé. Comme dans ces photos sépia qu'il feuillette de film en film, de génération en génération, où les objets circulent, s'usent, se brisent, perdent leur fonction, se défigurent comme le visage qui, dans *Pastorale*, les musiciens laissent à la jeune fille et qui, sur le vieux phonos, ne produira plus qu'un bruit inaudible.

« Qu'est-ce que faire du cinéma ? reprend-il. « Je ne prends pas le cinéma comme la possibilité de produire une œuvre qui va refléter la profondeur de ma pensée, de ma précieuse âme, ajoute-t-il, pincé sans-rire. Ce qui est, pour moi, le plus important, c'est de fixer ce qui me rend joyeux et qui me donne l'impression de ne pas être seul. Quand je me dis : « Lui, il pense comme moi... Qui ? Boulgakov, par exemple, pense comme moi. Mais il a mieux formulé ce que je voudrais dire moi-même. Il y a aussi Barnett, John Ford, Tati... »

Lui, il se méfie de la parole. Est-ce pour cela qu'il s'en tient mordicus à la technique de la post-synchronisation et refuse d'utiliser le

son direct, préférant reconstruire lui-même un autre dialogue que celui qui a été prononcé, plus neutre, plus anodin ? « Je ne veux pas travailler avec une caméra synchronisée. Je serais obligé de suivre la parole prononcée... D'ailleurs, je m'aime pas les belles phrases, et c'est pour quoi je crois que mes films n'ont pas besoin de traduction. Même dans *Pastorale*, les personnages parlent une langue incompréhensible aux Géorgiens eux-mêmes. Je conçois des séquences-tableaux dans lesquelles les gens parlent, et ce qu'ils disent n'a pas d'importance. »

Le monde ennemi

A travers toutes les aventures de la gestation du film (un synopsis pour l'Italie, retransposé pour la France qu'il avait écrit en URSS, puis un scénario avec Gérard Brach), il a conservé l'idée première : le portrait d'une dame qui passe de main en main, dans les vicissitudes de l'histoire. Il a gardé aussi le titre - *les Favoris de la lune* - tiré de Shakespeare (*Henri IV*, acte 1, scène 2), dont tous les mots ont l'air d'avoir été pesés pour lui spécialement. « Pourquoi nous appelons-on les voleurs ? Nous qui sommes les gardes du corps de Diane dans les forêts, les chevaliers des ténèbres, les favoris de la lune... » Et il n'y voyait ni escrocs, ni putains, ni voleurs...

« Ces gens ne sont pas des escrocs. Ce sont des politiciens, sourit-il. Des grandes personnes qui n'ont pas réussi à devenir des grandes personnes. Etrange, mon film ? Pas du tout. Il est clair, net, transparent. Tout est ordonné, articulé. Seulement, cela n'entre pas dans les clichés de ceux qui sont habitués à lire sur l'écran toujours de la même manière.

Ceux qui me demandent des explications me peinent. C'est la même erreur que de considérer les films que j'ai faits en Géorgie comme une critique de la société socialiste. Ceux qui me font ce reproche n'ont pas compris que l'âme humaine, comme celle d'Orlando, de Don Quichotte, de *Roméo et Juliette*, vit dans un « monde ennemi ». Dans les *Favorites de la lune*, le monde ennemi, c'est ce qui est ingrat, ingrat, ingrat. Mon but, c'était de découvrir que le « monde ennemi » est innocent : il est manipulé, il ne sait pas où il va, pourquoi il fait quoi, pourquoi il commet des erreurs, ce qui est bon, ce qui est mauvais, mais il essaie de remplir le vide de sa propre vie par de petits amusements.

« Si on considère une œuvre qui ressemble à la réalité comme la critique de cette réalité, on va se tromper. Méfions-nous ! Ici la critique de la société ? Moi, j'essaie d'expliquer que la société est composée d'enfants qui n'ont pas su grandir. Tout le monde est infantile. C'est le vingtième siècle. Aujourd'hui, on est mou, on est devenu beaucoup trop gâté, trop tendre, trop sensible... »

Otar Iosseliani, alors que son film sort à Paris, s'est envolé pour le Festival de Miami avant de se rendre au Festival de Berlin. Ensuite, il veut faire un film, chez lui, à Tbilissi. « Je n'aime pas les voyages », dit-il. Puis il se mettra à penser à un autre projet sur la *Jeune d'Arc* d'Honegger...

Propos recueillis par NICOLE ZAND.

(1) Centre national de la cinématographie.

Les aventures de Francis Perrin

Né d'un père aveugle et d'une mère voyante, François Pépin avance à tâtons dans l'existence. Voulé aux calamités, il rencontre pourtant l'antidote du destin : l'interprète Prudence, fille du sinistre Culloudou, magistral de la presse.

Mais est-elle vraiment la chance de sa vie, cette belle héritière qui prétend approcher de près les malfrats qui veulent l'enlever ? Ça n'arrive qu'à moi, dit le titre du film. De désastres en sauvetages, en chariot à roulettes ou en deltaplane, Pépin sera un garde du corps pas comme les autres.

Gentiment accompagné par Véronique Genest, Francis Perrin s'applique dans le rôle de l'« amoureux (parfois transi), et met en boîte ces inoffensives aventures. Sortent de l'ordinaire, Bernard Blier en père affectueux et François Perrin en nonchalant chef des malfrats. Voilà un divertissement qui aurait à peine mérité qu'on en parle si l'on n'avait remarqué, au générique, que le délégué général du Festival de Cannes, Gilles Jacob, a dû bien s'amuser à l'écrire.

CLAIRE DEVARREUX.

* Voir les exclusivités.

Violon jazz avec Pifarelly

A la suite de Stéphane Grappelli, le violon ne manque pas de talents dans le jazz français. Jean-Luc Ponty, Didier Lockwood, et d'autres maintenant, plus jeunes, comme Pierre Blanchard ou Dominique Pifarelly, qui tient une place de choix dans la musique d'Édith Piaf.

Ses points communs à tous ces descendants : une solide assise technique, un désir d'enflammer le jeu et une certaine élégance de maintien en scène. Pour le reste, les styles diffèrent avec les individus. On peut se faire une idée des qualités de Pifarelly (« Pif » pour le petit monde des musiciens) dans un club récent, le Music-Hall. Amour du jeune violoniste, Hervé Sellin au piano, Ricardo del Fra à la basse et Eric Dervieu à la batterie.

FRANCIS MARMANDE.

* Music-Hall, 27, rue Saint-Denis, Paris-1^{er}. Les 8 et 9 février, à 22 heures.

Eternel Cyrano

Directeur du Centre dramatique national de Reims, Jean-Claude Drouot met en scène et interprète *Cyrano de Bergerac*, dont le charme, chaque fois, nous surprend. On ne se lasse pas de sa tendresse déguisée en violence, de sa beauté déguisée en laidure, de ses tirades longues comme son nez. Mais Cyrano est poète avant d'être fanfaron, et Jean-Claude Drouot a préféré dissimuler une partie de ses combats : on voit en ombres chinoises derrière des toiles qui courent le décor.

Au centre de la scène, il y a un monticule de couleur grisâtre. La lune, peut-être, afin de rappeler que Cyrano de Bergerac, qui vécut au dix-septième siècle, rédigea un ouvrage intitulé *Le Monde*. Il écrivait : « La lune est un monde comme celui-ci, à qui le nôtre sert de lune. »

Cape, coiffe et fraise au vent, Jean-Claude Drouot est un Cyrano plus réel qu'ironique, plus bougon qu'impertinent. Un Cyrano trépassé, emplumé de mille mots, qui parle parfois trop fort et trop haut. Mais, quand il enfonce ses grandes colères, il donne l'impression de pouvoir embrasser au bout de son épée une centaine de manans.

Aux côtés de Jean-Claude Drouot, Jacques Zabor incarne le comte de Guiche et Geoffrey Thibaut, Christian. Sylvie Barjot donne un grand bonheur de vivre à la blonde Roxane.

C. Ba.

* Théâtre de l'Hexagone, Agorà d'Evry. Jusqu'au 14 février, 20 h 30.

■ CINÉMA DU TIERS-MONDE. - L'Ecole nationale des poètes et chansonniers organise ce vendredi 8 février, à partir de 21 heures, une Nuit de cinéma du tiers-monde. Parmi les quatre films présentés, *Le Troupeau*, de Zeki Olkun et Yilmaz Gunay (28, rue des Saint-Pères, 75006 Paris).

■ CINÉMA D'AVANT-GARDE. - Le Studio 43 écrit jusqu'au 12 février le FIAG 85 (Festival International de l'Avant-garde). Le 9 février, notamment, de 20 heures à 22 heures, sont projetés des films de l'Armada d'Armand Pelechian (Union soviétique) (43, rue de Faubourg-Montmartre, 75009 Paris).

THÉÂTRE

« MÉLITE », de Pierre Corneille

La première comédie d'un jeune avocat de Rouen

Un soir de 1629, une troupe nouvelle de comédiens présente une « pièce comique » dans un jeu de paume de l'actuelle rue Beaubourg, tout près de notre Centre Pompidou. Il n'y eut, les trois premiers soirs, que peu de monde, car cette pièce inédite avait pour auteur un jeune inconnu de vingt-trois ans, avocat, dit aujourd'hui, il perd la tête, est victime d'hallucinations exprimées, avec beaucoup de précision clinique, par Corneille. Or, tout un public s'entassait, ces jours-là, à ce que l'on appelait la « mélancolie érotique ».

L'histoire de cette comédie fait évoluer deux jeunes femmes et trois jeunes gens : coups de foudre, jalousies, machination au moyen de fausses lettres. Dispositif dramatique complété par un personnage très curieux de nourrice cartésienne qui s'ennuie et déjoue l'intrigue.

La vie, la vigueur, le rythme, de cette comédie, sont d'un grand écrivain déjà. Étrangement, les chasses-croisés et les quiproquos de *Mélite* font inévitablement penser à Marivaux, mais chez ce dernier il y a un besoin de compliquer les données des situations amoureuses, comme s'il n'admettait pas de dire les choses simplement, alors que, dans *Mélite*, le point de départ est simple, puis les mensonges, malentendus et l'escalade avec « tanté ».

Une bonne équipe de Rouen le Théâtre des Deux Rives, présente ce mois de février, à Aubervilliers, *Mélite*, si rarement jouée, ainsi que deux autres comédies des débuts de Corneille, *la Galerie du Palais* et *la Place Royale*.

Le décor, de boiseries fraîches et de tentures rouges, est beau et moderne - il est de Patrick Chiozzotto. La mise en scène d'Alain Bezu, claire, bien scandée, avec des détails amusants bien venus, s'emploie surtout à mettre en lumière le jeu de jeunes comédiens intéressants : Brigitte Joncherot, Isabelle Janier, Maxime Leroux, Bruno Madinier, Didier Mahieu, Marjorie Ravera.

MICHEL COURNOT.

* Théâtre de la Commune, Aubervilliers, mercredi, jeudi et vendredi à 20 h 30, dimanche, 17 heures, et le samedi, les trois comédies de 17 heures à 23 heures.

SALE CORTOT
Vendredi 8 février - 20 h 30
Pierre HOMMAGE (Violon)
Danièle RENAULT-FASQUELLE (Piano)
SAINT-SAËNS - SLAVICKY (Création) - RAVEL - MESSIAEN
Place 80 F. - Sociétaires UFPC, étudiants, JMF, cartes Varmel 35 F.

CLUNY-PALACE (V.O.) 2 SALLES
PRIX DE LA CRITIQUE INTERNATIONALE - FESTIVAL DE VENISE 1984
HEIMAT
UN FILM DE EDGAR REITZ

QUELQUE CHOSE DANS VOTRE PRÉSENT PEU IMPORTÉ CE QUE C'EST VA VOUS BOULEVERSER
STILL LIFE
Théâtre de la Bastille
357 42 14
prolongation jusqu'au 9 mars

سكرا من الاموال

COMMUNICATION

A propos de la diffusion des quotidiens à Paris

Le Figaro daté 2-3 février a publié un tableau des ventes de la presse nationale pour la semaine du lundi 21 au samedi 26 janvier (inclus).

Traditionnellement seuls les chiffres établis chaque année par l'Office de justification de la diffusion (OJD), en correspondance avec l'éditeur, sont rendus publics; ceux établis quotidiennement par les Nouvelles Messageries de la presse parisienne (NMPP) appartiennent à chaque éditeur et ne sont pas publics.

Le Figaro ayant choisi de rompre avec cette coutume et ayant avancé, concernant le Monde, des chiffres inférieurs de 20 % à la réalité, nous devons de rétablir la vérité. Le Monde a vendu, à Paris, au cours de la semaine considérée 96 000 exemplaires en moyenne et par jour, et non 81 000.

Une comparaison plus rigoureuse des chiffres entre les quotidiens devrait d'ailleurs conduire à séparer la diffusion des cinq premiers jours de la semaine (du lundi au vendredi) et celle du samedi; le dernier jour, en effet, le Figaro publie, avec le quotidien, un magazine couleur dont le succès indéniable porte la diffusion à un niveau très supérieur à celui des autres jours de la semaine (11); la vente du Monde le samedi après-midi et le dimanche est, en revanche, à Paris, nettement inférieure aux autres jours, en raison notamment de la fermeture de nombreux points de vente après-midi.

Ainsi pour la semaine de janvier prise en référence par le Figaro, les ventes moyennes quotidiennes sur cinq jours (hors suppléments magazine) étaient les suivantes: France-Soir, 147 000; le Monde, 103 000; le Figaro, 84 000; et l'Aurore, 12 000, qui forment désormais un même journal: 96 000; le Parisien libéré, 84 000, etc.

La saignée et légitime concurrence entre les quotidiens justifie-t-elle de la part d'un confrère la diffusion de chiffres doublement inexacts?

(1) Les derniers chiffres de l'OJD comme font apparaître pour le Figaro une diffusion moyenne quotidienne (France et étranger) de 361 206 exemplaires, mais cette moyenne inclut les 623 267 exemplaires de diffusion du numéro du samedi (Figaro-Magazine); sur cinq jours (du lundi au vendredi), la diffusion moyenne quotidienne payée est de 310 000 exemplaires. Celle du Monde, selon les mêmes sources et le même mode de calcul (c'est-à-dire sans le numéro de fin de semaine) est de 385 000.

LA BATAILLE DES SATELLITES

Le gouvernement luxembourgeois veut faire de la CLT une des premières entreprises de télévision européennes

Après Canal Plus, qui sera la prochaine victime du débat sur la télévision privée? La Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT) songe déjà à abandonner son projet de chaîne sur le satellite TDF 1 pour se lancer dans la bataille. Dans un entretien au Financial Times, son directeur général, M. Gustav Grass, estime que RTL doit tout faire pour obtenir 30 % de ce nouveau marché.

Luxembourg. — La crise couve depuis longtemps. On sait, à Luxembourg, que l'Élysée supporte mal la chronique de Philippe Alexandre sur RTL, que le gouvernement français voulait que M. Jacques Pomont reprenne en main la station en remplaçant M. Jacques Rigaud. On dit aussi que le président de la République, mécontent, a annulé un voyage au Luxembourg prévu pour le mois de juin. Mais, malgré ces signes d'impatience de son imposant voisin, le gouvernement luxembourgeois fait la sourde oreille.

Pour comprendre cette surprenante obstination, il faut savoir que la CLT pèse d'un poids décisif dans l'économie de ce petit pays. « La CLT est notre premier contribuable », explique M. Santor, président du conseil d'administration. Il est donc naturel que nous nous préoccupions de son avenir économique. Comme cette entreprise est avant tout tournée vers l'extérieur, la France, la Belgique, l'Allemagne, il est indispensable qu'elle entretienne de bonnes relations avec ces pays, quel que soit leur gouvernement du moment. Nous devons donc défendre l'indépendance de la CLT comme son premier atout économique. »

Qui détiendrait vraiment le pouvoir au sein de la CLT? Concessionnaire de l'Etat luxembourgeois, la compagnie est une société privée. Son capital est détenu majoritairement par des actionnaires étrangers, un ensemble franco-belge au sein duquel, par une mécanique complexe, le groupe Havas détient une minorité de blocage. En revanche, les Luxembourgeois ont la majorité chez les administrateurs; mais quatre d'entre eux sont des délégués du personnel et un autre représente la part d'opposition. Un dispositif subtil sur lequel l'Etat français s'est cassé les dents lorsqu'il a envisagé de se débarrasser de M. Rigaud en décembre dernier.

« Un Etat ne peut pas intervenir de cette manière dans la vie d'une entreprise », explique M. Santor. Imaginez-vous le Luxembourg remettant de l'ordre dans la rédaction de RTL comme si nous jouissions d'un droit de poursuite sur le territoire français? Le gouvernement luxembourgeois ne demande pas le remplacement de M. Rigaud, mais, même s'il était d'accord avec une autre candidature, il ne pour-

rait imposer son choix aux administrateurs luxembourgeois. Au reste, on ne saurait désigner de nouveaux responsables à la tête de la CLT avant de mettre en place les autres pièces du puzzle. Qui présidera les sociétés d'exploitation des canaux germanophones et francophones du satellite? Quel rôle donner aux nouveaux partenaires de la CLT dans cette aventure? »

De notre envoyé spécial Cette demande est d'autant plus pressante que d'autres positions de la CLT sont menacées. En Belgique, l'introduction de la publicité sur le service public signifiera la fin du monopole de fait exercé par RTL. En Allemagne, l'apparition de nouvelles chaînes privées concurrence RTL Plus.

Pour la principale entreprise du Luxembourg, la crise politique se double d'une crise économique. Pour la résoudre, il faut ouvrir un second front, ce qui est fait dès l'été 1983, avec le satellite Coronet proposé au gouvernement luxembourgeois par un homme d'affaires américain, M. Clay Whitehead. Avec ses seize canaux de télévision, Coronet offre au Luxembourg une filière spatiale indépendante de tous ses voisins, aussi indispensable à la souveraineté nationale que l'était autrefois un débouché sur la mer.

En France on s'insurge: Coronet est traité de satellite Coca-Cola, cheval de Troie américain contre TDF 1, et le gouvernement luxembourgeois passe pour la brebis galeuse de l'unité européenne. Pendant quelques mois on ne parle plus de Coronet jusqu'à ce que M. Santor

Pas d'objection de la France

Voilà qui risque de prolonger quelque temps le statu quo à la tête de la CLT, car les projets de RTL sur le satellite TDF 1 ont manifestement le plomb dans l'ail. « Nous sommes prêts, pour notre part, à honorer l'accord qui nous lie à la France sur la télévision directe par satellite », plaide M. Santor. Mais la CLT, elle, s'interroge: que devient son marché publicitaire protégé si ce gisement est exploité par des dizaines de télévisions privées? Dans cette perspective, je ne peux qu'appuyer les demandes de M. Gustav Grass: RTL doit posséder en France un nombre suffisant de télévisions privées. »

Au Caire

La première conférence des ministres francophones de la communication

Le Caire. — L'Égypte célèbre sans complexe ses retrouvailles avec la francophonie, à l'occasion de la réunion au Caire, du 3 au 8 février, de la première conférence des ministres de la communication des pays membres de l'Agence (francophone) de coopération culturelle et technique (ACCT).

Elu président de la conférence au Caire, M. Boutros Boutros-Ghali, ministre d'Etat aux affaires étrangères, a qualifié le français de « langue de la coexistence pacifique et du non alignement ». En revanche, le document de travail présenté par la délégation égyptienne a adopté un ton moins diplomatique pour décrire les besoins de « l'information au service du développement socio-économique ». Reprenant certaines des thèses développées au cours de

De notre envoyé spécial la décennie écoulée dans l'enceinte de l'UNESCO sur « le nouvel ordre mondial de l'information et de la communication » (NOMIC), le document égyptien rappelle que « la plupart des Etats sont réduits à recevoir passivement une information insuffisante, déformée et encachée de préjugés ».

Malheureusement, le statut de l'information en Égypte même, malgré un réel effort actuel de libéralisation n'est pas toujours exemplaire. Au moment où se déroule au Caire la conférence des ministres francophones de la communication, Paris-Match y est vendu avec des pages arrachées par ordre des censeurs et l'International Herald Tribune n'y est pas distribué pour cause de reportage sur l'Égypte, tandis que les milieux de la presse égyptienne font état de récents cas de censure parmi eux.

L'autre intervention la plus remarquée jusqu'à présent a été celle de M. Georges Fillioud. Le secrétaire d'Etat français chargé des techniques de la communication, après avoir préconisé l'expression « nouvel équilibre de la communication » plutôt que celle de « nouvel ordre mondial de l'information », a lancé une proposition inédite:

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

« CANAL PLUS QUE JAMAIS! »

Le 16 mars 1985 sera pour « Canal plus que jamais » — nouveau slogan de la quatrième chaîne — une seconde naissance, le quinze ou double d'un fabuleux défi. Diffusée ce jour-là sur une grande partie de l'ouest de la France, la chaîne expérimentera une nouvelle grille « plus attractive et plus performante », et élargira à quatre heures sa tranche quotidienne d'émissions non cryptées, en fin d'après-midi, qu'elle ouvrira à des spots classiques de publicité.

Diabole d'homme! Vedette en même temps que victime, gagnant devenu soudain « loser » (perdant), le voici au centre d'une tornade cruelle dans un milieu où la chance fait figure d'exigence. Diabole d'homme dont l'étoile a pâli, mais qui a décidé de se battre comme un fou pour sortir de l'impasse. Il contre-attaque tous azimuts, fort, déclarait-il jeudi 7 février devant les journalistes, de ce que « certaines annonces » concernant les télévisions privées constituent « une agression (contre Canal Plus) qui demande réparation ».

La colère est latente, la blessure évidente et l'occasion rêvée de tout redessiner: avec le gouvernement, avec Télédiffusion de France (TDF), avec le cinéma. Le premier a cédé et accepté le principe d'une ouverture en clair financée par la publicité. Une avance de 200 millions de francs, sur les 400 demandés, lui serait également consentie par une banque nationale.

TDF, semble-t-il, se fait tirer les cheveux, et les maladrances du président de Canal Plus lors de sa rencontre avec le président de TDF n'ont guère permis de conclure, comme souhaité, sur le principe d'une remise de 100 millions de francs sur la facture des prestations. Enfin, malgré leur « grande compréhension », les « amis » du BLIC (Bureau de liaison des industries cinématographiques) dont paraît jeudi M. Rousselet, ne lui ont guère permis de se présenter devant son conseil d'administration avec la certitude d'un accord.

Si M. Rousselet se refuse fermement à chiffrer les prévisions d'audience et de ressources escomptées, il semblerait cependant que Canal Plus ait mis sur 500 millions de francs de recettes publicitaires (200 millions en « sponsoring » et 300 millions en publicité commerciale). Des prévisions que les spécialistes jugent par trop optimistes, les 10 % d'audience moyenne espérée par Canal Plus entre 18 heures et 20 h 30 étant loin d'être acquis.

M. Rousselet doit aussi se battre pour convaincre de la spécificité du « produit » Canal Plus. Et de sa foi dans le redémarrage de sa chaîne. Reste à savoir s'il l'aménagement de la grille, avec avantages de sport et toujours beaucoup de films, sera de nature à susciter un nouveau mouvement d'adhésion, le point d'équilibre se situant autour de 670 000 abonnés. Comment effacer l'image d'échec de ces derniers jours et ôter aux téléspectateurs l'idée que Canal Plus émettra un jour complètement en clair? Comment enrayer le mouvement et casser la spirale du déclin? La direction de la chaîne mise sur une meilleure communication. Une vaste campagne commencera dès le mois de mars.

ANNICK COJEAN.

Vendredi 8 février

PREMIÈRE CHAÎNE: TF 1

- 20 h 35 Variétés: Le jeu de la vérité. De P. Sabatier et R. Grumbach. Enrico Macias répond aux questions des téléspectateurs et de Patrick Sabatier. Autour de lui, Yves Duteil, Céline Dion, Francis Cabrel et Kim Wilde.
- 22 h Championnat d'Europe, de patinage artistique.
- 22 h 50 Histoires naturelles. Émission d'E. Laloë, L. Barthe et J.-P. Fleury. Le plomb et l'acier.
- 23 h 20 Journal.
- 23 h 40 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAÎNE: A 2

- Retrouvez tous les héros du feuilleton TV dans le livre de Eliane Roche.
- Châteauvallon I/la fortune des Berg. Editions Robert Laffont.
- 20 h 35 Feuilleton: Châteauvallon. De J.-P. Petrucci, réal. P. Planchon et S. Friedman. Tandis que l'enquête sur l'assassinat de Paul Bonetti se poursuit et que Travers cherche à faire tomber le maître des Sablons, Florence Berg décide de prendre la direction de la Dépêche républicaine. Le vieil Antoine est ravi et peut mourir tranquille.
- 21 h 35 Apostrophes. Magazine littéraire de P. Pivot. Sur le thème « L'argent et le pouvoir », sont invités: Eugène Corbière (le Banquier du Vatican), Daniel Dubert (Argent, pouvoir et société au Grand Siècle), Jack Dion (conteur de Sur la piste des grandes fortunes), Valérie Ferr (le Pingouin), Michel Tardieu (l'Argent).
- 22 h 50 Journal.
- 23 h Ciné-club: Place aux jeunes. Film américain de L. McCarey (1937), avec V. Moore, B. Bressi, F. Reinhard, T. Mitchell, P. Hall, B. Reed (v.a. sous-titrée N.). Après cinquante ans de mariage, deux vieillards, obligés de quitter leur maison, demandent asile à leurs enfants, qui les hébergent séparément et à contre-cœur. Comédie sentimentale mélancolique sur les rapports des générations, les malentendus qui peuvent en naître, et la fin

TROISIÈME CHAÎNE: FR 3

- 20 h 35 Vendredi, Face à la 3: Pierre Joxe. Magazine d'information d'A. Campana et L. Barrère. Portraits et interviews de M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, député de Saône-et-Loire depuis 1973. Ce vendredi est animé par Geneviève Guichemy, Robert Nahmias et André Campana.
- 21 h 50 Rock: Disclab de nuit. La nouvelle émission de rock, consacrée à partir de reportages réalisés dans les régions: Serge Gainsbourg en tournée à Caen; le rock à Poitiers. Une séquence sur les musiciens noirs dans la musique rock, avec Prince, Jimi Hendrix et le groupe égyptien Zeké.
- 22 h 35 Journal.
- 23 h 5 Folles ordinaires: Charles Bukowski.
- 23 h 5 Prélude à la nuit.

FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

- 17 h 5, Dessin animé: Wil Coyote Cwac; 17 h 18, Thalassa; 17 h 31, Écoute le vent sur la lande; 17 h 57, Paris c'est d'ail; 18 h 18, Musique occitane; 18 h 27, Paris imprévu; 18 h 51, Feuilleton: Janique Aimée; 19 h 6, Actualité; 19 h 15, Informations.

CANAL PLUS

- 20 h 30, Ellis Island; 21 h 50, Cinéma: Je suis un criminel, de R. Berkeley; 23 h 25, Cinéma: Contes d'Espagne, de L. Coates; 0 h 55, Cinéma: Mourir dans un jardin anglais, de P. Greenaway; 2 h 40, Tap dancin'; 3 h 30, Cinéma: Les Bonheurs de famille, de J.-C. Lagrèze; 5 h, Hill street blues; 5 h 50, Les studios du rêve: France.

FRANCE-CULTURE

- 20 h 30 Émission spéciale, en direct de la Bibliothèque nationale.
- 22 h 30 Les maîtres de France-Culture.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 30 Concert (donné le 16 décembre 1983 au Grand Auditorium): Symphonie n° 3, op. 11, d'Albéric Magard; Concerto pour piano et orchestre en ré majeur pour le maître gauche et le Boléro, de Maurice Ravel.
- 22 h 20 Les solistes de France-Musique: Les Pêcheurs de perles, œuvres de Mozart, Duparc, Chabrier, Roussel, Koehlin; à 0 h, musique traditionnelle; la vraie musique des Thaïgans de Hongrie.

L'événement du samedi...

UN JOURNAL FINANCIÉ UNIQUEMENT PAR SES LECTEURS

Une idée neuve qui a déjà 43 ans

Témoignage Chrétien

En vente en kiosque, dans les gares et les Maisons de la presse et 49 boulevard Poissonnière - 75009 Paris

samedi 9 février 1985

Un nouveau bond en avant!

Les programmes du samedi 9 et du dimanche 10 février se trouvent dans « le Monde Loisirs ».

économie

REPÈRES

Commerce extérieur : déficit de 107,6 milliards de dollars aux Etats-Unis

Le déficit de la balance commerciale des Etats-Unis — calculé sur la base de la balance des paiements — est ressorti à 107,6 milliards de dollars en 1984, contre 61,1 milliards l'année précédente. Ce total exclut le commerce des armes et n'intègre pas les coûts des assurances et des transports. Le déficit des échanges en termes douaniers atteint 123,3 milliards de dollars. Enfin, selon M. Baldrige, secrétaire au commerce, la balance des transactions courantes a été déficitaire de 100 milliards de dollars. — (AFP.)

Pétrole : baisse des prix vénézuéliens

Le Venezuela a abaissé de 1,75 dollar le prix de son baril de brut léger, qui représente 10 % des quantités exportées. Cette décision fait suite à l'annonce par le Mexique d'une réduction de 1,25 dollar par baril de son brut léger.

Prix : le pain augmente

Aux termes d'un accord passé entre l'administration et la Confédération nationale de la boulangerie, le prix du pain augmentera d'environ 4 % à partir du 11 février. Les boulangers pourront augmenter de 10 centimes le prix de la baguette de 250 grammes ou celui de la flûte de 200 grammes, et de 5 centimes le pain de 400 grammes. Pour les autres catégories de produits, la hausse sera d'environ 1 %.

CONJONCTURE

UNE ÉTUDE DE L'« ECONOMIST »

Les Français non chômeurs vivent encore bien

Le bilan de quatre ans de pouvoir des socialistes français n'est pas aussi sombre qu'il n'est parfois présenté. L'actuel infortuné du président François Mitterrand, estime l'hebdomadaire des milieux d'affaires britanniques, *The Economist*.

Dans une étude de seize pages consacrée à l'état de la France, l'hebdomadaire constate que le pays « est engagé dans une période de changements politiques et économiques » et que les socialistes eux-mêmes ont largement modifié leur approche politique entre 1981 et 1985.

Il met notamment à l'actif du gouvernement de gauche sa politique de décentralisation, de sécurité sociale, de commerce extérieur, de lutte contre l'inflation.

Malgré le programme d'austérité, « les Français réussissent encore à vivre bien, à partir du moment où ils ne font pas partie des rangs de plus en plus fournis des chômeurs de longue durée. Les gens « résistent » contre la rigueur, pour employer le terme que le gouvernement applique à l'austérité, mais la France n'a pas fait l'expérience d'une vraie récession, comme l'Amérique ou la Grande-Bretagne ».

L'hebdomadaire souligne que, dans le domaine économique, « contrairement à ce qu'on pouvait penser, un gouvernement socialiste, après avoir constaté ses propres erreurs, a corrigé des faiblesses chroniques auxquelles ses prédécesseurs conservateurs ne s'étaient pas attaqués ».

A propos des nationalisations, et du rôle de moteur que les so-

cialistes en attendaient, l'hebdomadaire remarque : « Ces cuirassés n'ont tenu beaucoup moins bien la mer que ne le croyaient les nouveaux commandants ». Les choses ont été plus difficiles à cause des « rigidités » des structures et parce que le gouvernement a voulu tout sauver, de l'acier au textile, tout en souhaitant développer de nouveaux secteurs. Des crédits « disproportionnés » ont été affectés aux activités en déclin que l'on restreint trop lentement ajoute *The Economist*.

« Le chômage est en France toujours inférieur au niveau atteint en Grande-Bretagne, en Italie ou en Belgique, mais il croît plus vite ». Les jeunes sont frappés, en France plus qu'ailleurs. « Le chômage atteint un jeune sur quatre, niveau considérable par rapport à la moyenne de 15,5 % de l'OCDE ».

En ce qui concerne les partis d'opposition, *The Economist* estime qu'ils « ont perdu beaucoup de crédibilité » dans l'exposé de leur programme et que le danger pour eux vient de ce qu'il y a « trop de cuisiniers » devant les électeurs.

Actuellement, poursuit l'hebdomadaire, « l'humeur nationale est à la grogne, sinon aux cris », mais il ne se risque pas à faire un pronostic pour les prochaines élections. « Les électeurs de 1986, conduits à montrer certainement combien la France a changé, et combien ils font peu confiance aux vieux dogmes de la gauche et de la droite ».

L'INSEE confirme le redressement de la situation financière des entreprises en 1983

En publiant, jeudi 7 février, les premiers résultats financiers des entreprises industrielles, l'INSEE confirme le redressement constaté en 1983. Ce redressement de l'industrie (à l'exclusion de l'agro-alimentaire et du bâtiment) est obtenu grâce au développement des exportations (+ 13,1 %), qui progressent plus vivement que les ventes sur le marché intérieur (+ 8 %) pour un chiffre d'affaires en augmentation de 9,6 %, soit 1 % en volume.

« A la suite d'une gestion plus rigoureuse des effectifs et des rémunérations, le partage de la valeur ajoutée se déplace en faveur des entreprises », note l'INSEE. Les effectifs diminuent de 3 %, soit davantage qu'en 1982, et les frais de personnel n'augmentent que de 6,9 % (contre 14 % en 1982). En définitive, il se dégage un excédent brut d'exploitation en augmentation de 11,7 % par rapport à l'exercice précédent.

Les frais financiers n'ont augmenté que de 6,3 % en 1983, contre 17 % en 1982, le profit brut courant avant impôt progresse de 18,4 % et la capacité d'autofinancement de 21,3 %.

Ce sont les secteurs des biens de consommation courante qui réalisent les meilleures performances du fait d'une progression modérée des charges, tandis que l'automobile, malgré une activité soutenue à l'exportation, connaît encore une dégra-

dation de ses résultats d'exploitation. Le secteur des biens d'équipement ménager est très largement touché par la contraction de la demande intérieure. Enfin, le secteur des biens intermédiaires, dont les comptes s'étaient le plus dégradés au cours de ces dernières années, voit ce mouvement s'inverser, du moins au niveau des résultats financiers.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DÉVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ ou -	+ ou -	+ ou -	+ ou -
SE-UL	3,8998	3,9005	+ 127	+ 137
DM	7,4978	7,4186	+ 12	+ 39
Yen (100)	3,7978	3,7998	+ 119	+ 159
DM	3,8528	3,8531	+ 96	+ 104
DM	3,8528	3,8531	+ 96	+ 104
F.R. (100)	15,2903	15,2502	- 39	- 88
F.S.	3,8982	3,8910	+ 136	+ 148
L. (1 000)	4,9669	4,9781	- 154	- 137
E.	11,8564	11,8450	- 394	- 264

Taux des EUROMONNAIES

	8 1/2	8 3/4	8 7/8	9	9 1/8	9 1/4	9 1/2	9 3/4	10
SE-UL	8 1/2	8 3/4	8 7/8	9	9 1/8	9 1/4	9 1/2	9 3/4	10
DM	6 3/8	6 1/2	6 1/4	6 3/8	6 1/2	6 3/4	6 1/2	6 3/4	6 1/2
Yen (100)	10 1/4	10 3/4	10 1/2	10 1/4	10 1/2	10 1/4	10 1/2	10 1/4	10 1/2
F.R. (100)	14	14 1/2	14 1/4	14 1/2	14 1/4	14 1/2	14 1/4	14 1/2	14 1/4
F.S.	14	14 1/2	14 1/4	14 1/2	14 1/4	14 1/2	14 1/4	14 1/2	14 1/4
L. (1 000)	14 1/4	14 1/2	14 1/4	14 1/2	14 1/4	14 1/2	14 1/4	14 1/2	14 1/4
E.	10 3/8	10 5/8	10 3/8	10 5/8	10 3/8	10 5/8	10 3/8	10 5/8	10 3/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

SOCIAL

APRÈS LE REJET DE L'ACCORD SUR LA FLEXIBILITÉ DE L'EMPLOI

Les partenaires sociaux semblent prêts à négocier l'extension des congés de conversion

En à peine une semaine, M. Michel Delebarre, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, a effectué le tour prévu (le Monde du 26 janvier) des organisations syndicales et patronales pour leur présenter son projet d'extension des congés de conversion — rapidement dénommés contrats de formation-reclassement (CFR) — à tous les salariés, dans le cas d'un licenciement économique (le Monde du 24 janvier).

Commencée par un « conac » magistral, les informations ayant été rendues publiques (le Monde du 24 janvier) avant même que tous les partenaires sociaux en aient été prévenus, « la mise en musique » du projet de CFR (contrat de formation-reclassement) a, pendant un moment, fait craindre le pire, c'est-à-dire l'annulation pure et simple du concert. Mais le véritable chef d'orchestre, M. Michel Delebarre, ministre du travail, a su, en une semaine d'entrevues très pédagogiques, contrer les mauvaises interprétations de solistes pour obtenir, à la fin des répétitions, un chœur presque accordé de réactions tant syndicales que patronales. Au gouvernement, ceux qui défendaient le projet soufflent enfin.

De la CGPME, pourtant très réticente à l'origine, à la CGT, plus émissive à l'égard d'une opération qui pourrait permettre « les camouflages du chômage », tous les partenaires sociaux se refusent à écarter d'emblée le projet et se déclarent même prêts à en discuter ensemble. « Avant la fin du mois », affirme déjà certains. Quoique prudent, M. Yvon Chotard, vice-président du CNPF, assure qu'il « acceptera toujours » de s'asseoir devant une table de négociations, quel que puisse être son sentiment sur le fond. M. André Bergeron, Force ouvrière, qui n'a jamais voulu rater une occasion de sauver la politique contractuelle, pense pareillement.

« Intéressé », la CFTC fait entendre un son de cloche qui tinte à l'unisson de celui de la CFDT, selon « l'avis positif » exprimé par M. Pierre Héritier. Et c'est à peine

si la CGC se retient d'applaudir à un exposé « novateur et intéressant » qu'elle observe avec un « préjugé favorable ».

Tant de louanges, ne doivent cependant pas induire en erreur. Traversés par l'issue de la négociation sur la flexibilité, à l'exception de la CGT, les partenaires sociaux ne peuvent se permettre de faire la fine bouche, alors même qu'ils cherchent avec angoisse le moyen de sortir du piège dans lequel ils se sont précipités. Plus intéressante encore, la proposition qui leur est faite est techniquement parfaite et à ce point argumentée que la refus sans examen reviendrait à perdre tout crédit. Cela explique que tous aient au moins accepté d'en parler, ne serait-ce que pour ne pas encourir de nouveaux reproches.

Comme des joueurs de poker, ils ont donc choisi de « voir », avec cette assurance supplémentaire, offerte par M. Michel Delebarre, de pouvoir obtenir des précisions sur le schéma, des estimations affinées et, pourquoi pas, des simulations indiscutables. Mieux, et comme pour les convaincre davantage, le ministre du travail s'est engagé à les revoir, quand ils le souhaiteraient, « individuellement ou collectivement ». Il a même ajouté que le projet pouvait être amélioré, voire modifié, et que, pour qu'il y ait un début d'accord, il accepterait d'en négocier les termes dans une troisième phase.

Mis en confiance, placés devant leurs responsabilités et comprenant que le sort de la politique contractuelle dépend exclusivement d'eux, les partenaires sociaux se sentent donc obligés de s'engager dans la deuxième phase : la première, celle de la présentation, étant achevée. Cela n'empêche toutefois pas les interrogations qui sont, pour l'essentiel, de deux ordres.

Collectivement gestionnaires de l'UNEDIC, cet organisme paritaire chargé de l'assurance-chômage, les syndicats et les organisations syndicales expriment des inquiétudes sur l'équilibre financier de l'opération dont on leur a dit qu'elle serait « blanche ». Président du conseil d'administration de l'UNEDIC, M. Bergeron s'inquiète de cet aspect, tout comme M. Chotard qui

se refuse à voir « faussée » la convention péniblement mise au point le 10 janvier 1984. Si les autres partenaires manifestent le même souci, il est certain que l'UNEDIC, qui est le plus vigilant à ce sujet, M. Chotard allant jusqu'à souligner que la proposition doit « être examinée en soi, indépendamment de l'UNEDIC ».

Au-delà, les uns et les autres observent que le système d'assurance-chômage s'est laborieusement débarrassé de la tutelle de l'Etat et que ce nouveau projet risque fort de faire resurgir l'ancien débat sur « les financements croisés » où la puissance publique subventionne, impose une politique, et n'a rien à dire sur la gestion d'un organisme paritaire.

Quel reclassement ?

Dans le même ordre d'idées, et toujours sur le plan financier, le patronat redoute également que les CFR introduisent des « charges supplémentaires pour les entreprises », sans pour autant s'attacher sur le coût des préavis versés aux licenciés et que le projet présente comme une contribution des salariés.

La deuxième difficulté, unanimement mise en avant par les partenaires, concerne la place envisagée dans le dispositif pour la formation professionnelle, puis l'objectif de reclassement. Il y aurait « des inconvénients à un congé qui déboucherait sur une formation qui elle-même ne déboucherait pas sur un reclassement », a indiqué M. Chotard, tandis que M. Brupet, qui représente les petites et moyennes entreprises, ne pouvait que manifester plus d'inquiétudes encore. La CFTC, « prudente », se soucie de l'emploi et de la formation et a demandé « un bilan des (actuels) congés de conversion », considérant ainsi une préoccupation de l'OF et de la CFDT qui craignent « des illusions » quant aux possibilités de reclassement. « Méfiance », la CGT redoute que cela ne puisse « favoriser les licenciements » et demande des garanties « sur les débouchés d'emploi » quand M. Louis Vianet, secrétaire CGTiste, avait d'abord affirmé qu'il s'agissait là d'« expériences ».

Une partie de la crédibilité des CFR tient, en effet, à la formation qui sera proposée, et, si le ministère du travail sent bien qu'il devra faire un effort particulier en ce sens,

notamment grâce « à des modules qui privilégieraient l'objectif employé plutôt que la recherche d'une qualification », M. Michel Delebarre a voulu, très rapidement, se dégager de l'obligation d'offrir systématiquement un poste de reclassement. Devant la défection de la CFDT, il a révisé l'idée de reclassement automatique, déclarant même que l'énoncé du sigle CFR avait été mal choisi. Plus tard, il a fait savoir qu'il pourrait signer un contrat de formation et recherche d'emploi.

Sur un autre point, l'opinion des partenaires sociaux se révèle plus divergente, au moins entre le CNPF, la CGT et la CGC, notamment. Il s'agit de l'hypothèse selon laquelle ce projet permettrait, de façon dérogatoire, de revenir sur la négociation concernant la flexibilité de l'emploi. « Nous ne sommes pas opposés à toute discussion avec les organisations syndicales, si toutefois elles en font la demande », a déclaré M. Chotard, d'accord avec M. Gattat, le président du CNPF, qui avait refusé d'y voir « l'élément nécessaire pour relancer la négociation sur la flexibilité ». De même, la CGT assurait qu'elle mettrait tout en œuvre « pour éviter que la proposition ne serve en réalité de « camouflage à la flexibilité ».

Alors que la CGC estimait que les CFR pourraient être « un des moyens de relancer la négociation sur l'emploi », on fait remarquer au ministère du travail que le projet « aurait pu coexister avec la flexibilité » comme il peut fonctionner sans elle. Avec cette réserve, toutefois, que le dispositif peut entraîner vers des sujets comme le droit de licenciement et les mutations technologiques, deux chapitres inclus dans le protocole. De même, on n'écarte pas la possibilité, en cours de négociation, d'aider à la décision finale en apportant des améliorations sur le thème, cher au patronat, du travail différencié (travail à temps partiel, contrats à durée déterminée, intérim), qui figurait également dans le texte repoussé du 16 décembre 1984.

« Ma tâche est temporairement achevée », disait M. Delebarre, à l'issue de son dernier rendez-vous. Une façon de faire comprendre aux partenaires sociaux qu'ils doivent jouer la partition sans accompagnement. Au nom du retour à la politique contractuelle.

ALAIN LEBEAUE.

SELON L'INSEE

10,3 % de la population active sont sans emploi

L'INSEE, l'institut national de la statistique et des études économiques, a mis au point un nouvel indicateur qui tend à se rapprocher de la définition donnée au chômage par le BIT (Bureau international du travail). Selon ce mode d'évaluation, le taux de chômage, en France, par rapport à la population active, serait de 10,3 % au quatrième trimestre 1984, alors que l'on estimait à 8 % de la population active le nombre de chômeurs au quatrième trimestre de 1981. L'INSEE fournit, également (voir tableau), les mêmes données par région.

Cependant, il faut observer que, selon les méthodes employées et les critères retenus, le taux de chômage diffère sensiblement. Tandis que l'OCDE retient un taux standardisé

qui correspond à peu près à la définition du BIT, l'institut européen, Eurostat, calcule le pourcentage de la population active civile et aboutit à un taux de 11,1 % pour la France en décembre 1984. Dès septembre, le taux du chômage avait dépassé les 10 % en France (le Monde du 18 octobre), et l'INSEE, dans une étude publiée en novembre 1983 par sa revue *Economie et statistiques* n° 160 (le Monde du 15 décembre 1983), s'était livrée à des comparaisons des résultats obtenus selon les définitions du BIT et les estimations de l'ANPE. Il apparaissait que, de mars 1979 à mars 1983, l'ANPE donnait des chiffres supérieurs à ceux de l'INSEE, contrairement à la période précédente.

Taux de chômage par région

	TAUX	Progression par rapport à fin 1981
Languedoc-Roussillon	14,1	+ 4,1
Nord-Pas-de-Calais	12,6	+ 3,1
Haute-Normandie	12,7	+ 2,4
Prov.-Alpes-Côte d'Azur	12,2	+ 2,3
Pays de la Loire	11,7	+ 2,6
Corse	11,5	+ 3
Picardie	11,4	+ 2,3
Champagne-Ardenne	11,3	+ 2,7
Basse-Normandie	11,3	+ 2,2
Aquitaine	11,2	+ 2,4
Bretagne	11,1	+ 3
Loire	10,7	+ 2,6
Centre	10,6	+ 2,4
Auvergne	10	+ 2,4
Franche-Comté	9,5	+ 1,9
Midi-Pyrénées	9,5	+ 1,4
Centre	9,3	+ 2,6
Limousin	8,8	+ 2,1
Rhône-Alpes	8,7	+ 2,1
Alsace	8,1	+ 1,4
Île-de-France	8,1	+ 2,2

هكذا من الامثل

552 من الامم

L'EMPLOI

à négocier sion

ment grâce à des modules... M. Michel Delbecq...

ur un autre point, l'opinion... M. Chopard, d'accord...

Alors que la CGC estime que... M. Jacques Pommatou...

Ma tâche est terminée... ALAIN LEBLANC

INSEE

station active emploi

qui correspond à peu près à la... ALAIN LEBLANC

age par région

Taux	Proportion
14,1	100
13,6	97
12,7	91
12,2	87
11,7	84
11,6	83
11,4	82
11,3	81
11,2	80
11,1	79
10,7	76
10,6	75
10,5	74
10,4	73
10,3	72
10,2	71
10,1	70
10,0	69
9,9	68
9,8	67
9,7	66
9,6	65
9,5	64
9,4	63
9,3	62
9,2	61
9,1	60

SOCIAL

CHEZ RENAULT-VÉHICULES INDUSTRIELS 2550 emplois seront supprimés en 1985

De notre correspondant

Lyon. - Au cours d'un comité central d'entreprise extraordinaire...

Bien qu'il n'ait permis que 2150 départs volontaires en 1984...

Mais le constructeur national de poids lourds fixe cette fois une échéance...

La FEN décide de signer l'accord salarial dans la fonction publique

Sans attendre la fin de son congrès à Lille, la FEN a annoncé...

Cette décision de la FEN n'est pas une surprise puisque, dès le 31 janvier...

AGRICULTURE

Les coopératives de céréales recherchent de nouveaux débouchés pour une production pléthorique

De notre correspondant

L'UNCAC, Union nationale des coopératives agricoles de céréales...

C'est la première fois, depuis 1945, affirme l'UNCAC, que l'on constate une chute des cours du blé...

Si les cours ont chuté, c'est que le règlement communautaire destiné précisément à gommer les trop grandes fluctuations n'a pas fonctionné...

Depuis mai 1981, la FEN a déjà signé trois accords salariaux...

800 000 tonnes (2). Il est demandé aussi que la CEE assouplisse sa politique d'exportation...

De fait, pour la campagne actuelle, la demande (solvable) reste limitée...

L'UNCAC : un chiffre d'affaires de plus de 5 milliards de francs

Le négoce des céréales est l'activité dominante du groupe qui, pour l'exercice 1983-1984, a réalisé un chiffre d'affaires de 5,1 milliards de francs...

L'UNCAC est présente également dans le commerce des oléagineux et protéagineux...

rapport à une campagne normale, la France pourrait compter sur une demande de 1,2 million de tonnes...

Les chances de l'éthanol

Si 1984 est une année de rupture parce qu'il a fallu engranger la récolte du siècle...

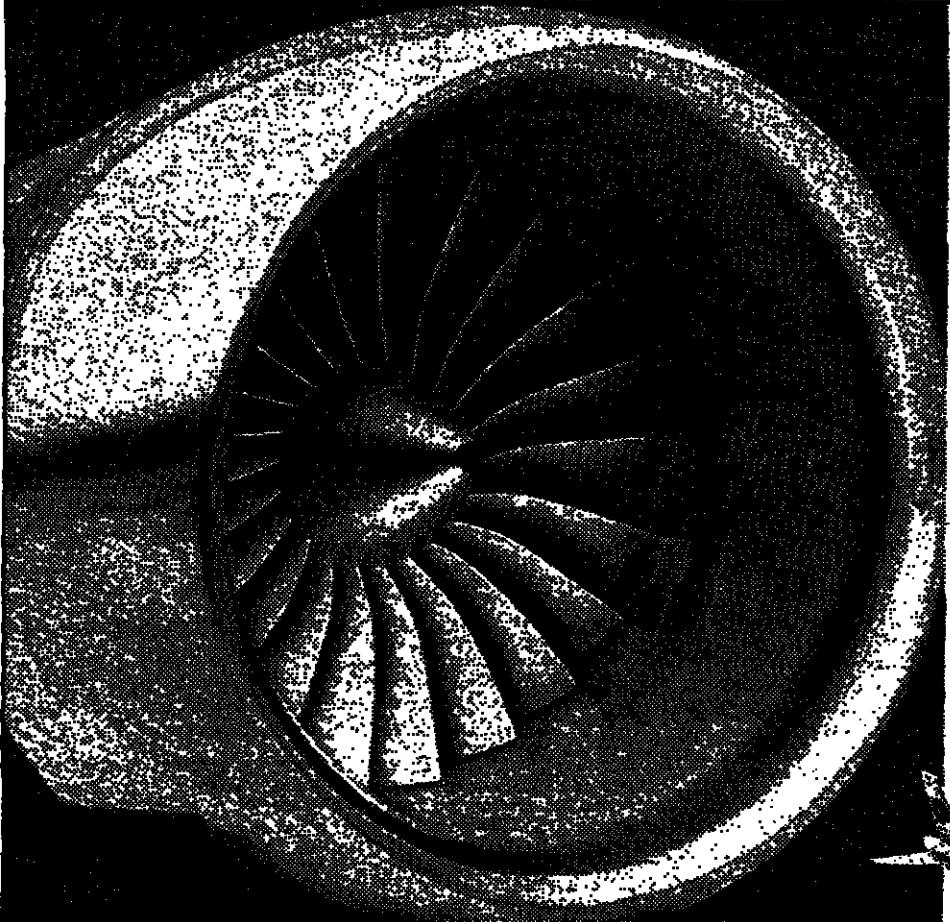
veaux débouchés. « Toute nouvelle augmentation de récolte de blé au-delà de 21,4 millions de tonnes en France...

Le produit ne semble pas encore compétitif. Quoi qu'il en soit, l'UNCAC invite à la réunion d'un groupe de travail national...

JACQUES GRALL

(1) La production mondiale est de l'ordre de 516 millions de tonnes...

(2) Le blé se négocie actuellement au prix de 118 F le quintal...



+ 362,88 tonnes de poussée pour vous, Pan Am!

Les réacteurs double flux V2500 d'IAE équiperont les nouveaux Airbus A 320 de la Pan Am.

... pour commencer! Et plus encore, selon vos exigences. Pour vous placer dès aujourd'hui sur l'orbite technologique des années 90.

INTERNATIONAL AERO ENGINES AG 287 Main St., East Hartford, CT 06108 U.S.A. Telephone: (203) 280-1800 Telex: 4436031 INTLAERO

ÉTRANGER

En Grande-Bretagne

Les agents de sécurité des charbonnages viennent au secours des mineurs

De notre correspondant

Londres. — La direction des charbonnages a encore rejeté, le 7 février, un appel du syndicat des mineurs pour l'ouverture de négociations « sans condition préalable ». Le National Coal Board (NCB) — et à travers lui le gouvernement — a une nouvelle fois confirmé son intention de pousser au maximum son avantage, alors que l'Union nationale des mineurs (NUM) est de plus en plus affaiblie par l'érosion constante du mouvement de grève et cherche en fait une issue aussi honorable que possible.

Toutefois, lors d'une réunion de l'exécutif national du syndicat à Sheffield, évitant au moins provisoirement une révision décevante, M. Scargill a obtenu l'appui — inattendu — du Syndicat des agents de maîtrise et de sécurité (NACODS), organisation beaucoup plus modérée que la NUM. Aux termes d'un accord conclu avec la direction des charbonnages en octobre 1984 — que la NUM avait alors dénoncé comme inacceptable — le NACODS, qui compte seize mille adhérents, avait obtenu le projet de création d'un organisme « indépen-

dant » et consultatif chargé d'examiner cas par cas le problème essentiel de la fermeture des puits considérés comme « économiquement non rentables ». Revenant sur son intransigence d'alors, la NUM — nouvelle preuve de concession — déclare à présent admettre que cet arrangement peut « servir de base » à des pourparlers.

L'inquiétude des agents de maîtrise est un atout pour M. Scargill non seulement parce qu'il rompt son isolement et peut redonner espoir aux grévistes, donc ralentir un tant soit peu la vague de retour au travail, mais encore parce qu'il s'agit d'un avertissement lancé au gouvernement, une sérieuse mise en garde même, puisque, aux termes de la loi, les puits ne peuvent fonctionner qu'en présence des agents de maîtrise et de sécurité. Une menace de grève, qui paralyserait alors totalement les houillères, n'est pas exclue. Le NACODS avait précédé ainsi en octobre, avant de conclure un arrangement avec la direction des charbonnages.

F. C.

Quatre associations se joignent au fonds commun de placement « Faim et Développement »

Quatre grandes associations de développement — la CIMADE, le Comité français contre la faim (CFCF), Frères des hommes et Terre des hommes — ont annoncé, le 5 février, leur décision de participer au fonds commun de placement Faim et Développement, créé en décembre 1983 par le Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD) et le Crédit coopératif (le Monde du 19 décembre 1984).

Ce fonds commun de placement, destiné à aider les initiatives en faveur du développement dans les pays défavorisés, repose sur un mécanisme simple : les souscripteurs reçoivent une rémunération limitée au taux de l'inflation et font don du surplus à l'une des cinq organisations humanitaires. Au cours de son premier exercice, Faim et Développement a recueilli plus de 40 millions de francs, 2,5 millions de

francs ont été affectés à des projets de développement soutenus par le CCFD. A l'avenir, les souscripteurs de Faim et Développement devront indiquer à quelle organisation ils veulent verser la plus-value de leurs parts.

• Crédit coopératif, 33, rue des Trois-Frères, BP 211, 92002 Nanterre Cedex. Tél. : 724-85-00.

• Comité catholique contre la faim et pour le développement, 4, rue Jean-Lamier, 75001 Paris. Tél. : 261-51-60.

• CIMADE, 176, rue de Grenelle, 75007 Paris. Tél. : 550-34-43.

• Comité français contre la faim, 42, rue Camborne, 75740 Paris Cedex. Tél. : 566-55-80.

• Frères des hommes, 20, rue du Refuge, 78000 Versailles. Tél. : 950-69-75.

• Terre des hommes, 26, rue des Bateliers, 93400 St-Ouen. Tél. : 255-05-37.

AFFAIRES

La Compagnie générale des eaux va réorganiser le groupe Maisons Phénix

La société Maisons Phénix, premier constructeur français de maisons individuelles, va changer de direction. Un conseil d'administration réuni vendredi 8 février devait enregistrer la démission de son PDG, M. Jean-Claude Romain, qui serait remplacé par M. Gilbert Simonet, également PDG de Campenon Bernard Construction (CBC).

Les deux sociétés sont des filiales de la Compagnie générale des eaux ; celle-ci détient 76,2 % de Campenon Bernard (dans le groupe des dix premières entreprises de BTP françaises), qui contrôle CBC à hauteur de 80 % ; la participation de la Générale des eaux dans Maisons Phénix est de 36,2 %.

Ce changement de direction chez Maisons Phénix est la première manifestation de la mission de réflexion sur le bâtiment et les travaux publics confiée il y a quelques mois par la Générale des eaux à M. Gérard Bouteau.

Maisons Phénix, qui avait construit 13 007 maisons en 1981, n'en avait plus produit que 10 401 en 1983, et environ 8 000 en 1984. Avec un chiffre d'affaires consi-

léré de 2,8 milliards de francs en 1983, la société avait enregistré 35,1 millions de francs de pertes. En 1984, le chiffre d'affaires devrait être du même ordre, mais les pertes seront beaucoup plus importantes, de l'ordre de 100 à 150 millions de francs, vraisemblablement.

En effet, les difficultés de la société américaine US Home, dont Maisons Phénix possède 12,7 % du capital, se sont traduites par une perte de 40 millions de dollars (396 millions de francs environ). Il y a donc à 50 millions de francs de pertes que la nouvelle équipe peut décider, du non, de prendre en compte. De plus, la nouvelle direction pourrait aussi décider de provisionner largement les pertes passées et à venir de Maisons Phénix.

Il est beaucoup trop tôt pour connaître les décisions que prendra M. Simonet. On ne peut que constater que l'activité de Maisons Phénix complète celle de CBC qui, sur un chiffre d'affaires de 1 milliard de francs en 1983, ne réalise que 4 % de maisons individuelles, contre 47 % d'immeubles collectifs, le reste représentant des travaux de construction très divers.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

• **Phénix Steel réduit ses pertes.** — La société sidérurgique américaine Phénix Steel, filiale de Creusot-Loire, a réduit ses pertes en 1984 à 6,4 millions de dollars (64 millions de francs) contre 32,1 millions en 1983 (320 millions de francs). Ses ventes ont augmenté de 12 %. Phénix Steel est placée depuis deux ans sous les dispositions du chapitre 11 (suspension provisoire de poursuite) de la loi américaine sur les faillites.

Agriculture

• **La campagne contre le veau aux hormones (suite).** — Le Bureau européen des unions de consommateurs (BEUC) soutient la campagne de boycottage du veau aux hormones déclenchée le 21 janvier par l'UFCV (Union fédérale des consommateurs).

Le 28 janvier, le BEUC a envoyé une lettre à la Commission pour qu'elle ouvre une procédure d'infraction contre la France. Selon ses représentants, la loi du 16 juillet 1984 n'est pas conforme à la directive des Dix (adoptée en 1981), qui précise que « les Etats membres ne peuvent autoriser l'utilisation de nouvelles substances » jusqu'à ce que soit adoptée une réglementation communautaire. Or la législation française, précise-t-ils, permet l'emploi de produits anabolisants pour l'engraissement des veaux. Le 5 février, le BEUC, qui demande l'interdiction absolue des hormones, a adressé un courrier à M. Pandolfi, ministre italien de l'Agriculture, qui assure la présidence des travaux des Dix, afin qu'il demande au Conseil de la Communauté de rejeter le projet de Bruxelles qui vise à autoriser les substances naturelles. — (Corresp.)

Etranger

CANADA

• **Excédent commercial record en 1984.** — Le Canada a enregistré un excédent record de 20,8 milliards de dollars canadiens de sa balance commerciale en 1984. Ce résultat est en hausse de 3,1 milliards par rapport au surplus réalisé en 1983 et supérieur de 3 milliards de dollars au précédent record établi en 1982. En 1984 les exportations canadiennes ont totalisé 112,5 milliards de dollars (+ 23,9 % sur 1983) et les importations 91,7 milliards (+ 25,4 %). Les Etats-Unis sont de très loin le premier partenaire du Canada (76 % des exportations et 72 % des importations), devant le Japon (5 % et 6 %) et la Grande-Bretagne (2 % et 2,5 %). — (AFP.)

GRANDE-BRETAGNE

• **Augmentation du nombre de faillites.** — Les faillites d'entreprise continuent de se multiplier en Grande-Bretagne : la compagnie financière Trade Indemnity en a dénombré trois cent treize en janvier, 13,4 % de plus que pendant le même mois de 1984. Pour les douze mois terminés fin janvier, la moyenne est de trois cent trente par mois, égalant ainsi le record enregistré au pire de la récession, pendant les douze mois terminés fin juin 1983. La Trade Indemnity enregistre toutes les faillites dont elle a connaissance, en fait la quasi-totalité des faillites de Grande-Bretagne. Ses statistiques font autorité. — (AFP.)

HONGRIE

• **Six cents millions de dollars d'endettement commercial en 1984.** — La balance commerciale hongroise en devises étrangères a été excédentaire de 600 millions de dollars en 1984 : les exportations ont augmenté de 5 %, tandis que les importations sont restées au niveau de 1983. En roubles, les exportations ont augmenté de 7 % au cours de l'année passée, alors que les importations sont restées constantes. La Hongrie a réalisé 53 % de son commerce extérieur avec les pays de l'Est, dont 32 % avec l'URSS. — (AFP.)

Transports

• **Haussée des tarifs des transports scolaires.** — Les tarifs des transports scolaires seront relevés de 2,75 % le 15 février. Cette mesure, qui accroit d'un demi-point l'augmentation que proposait d'accorder le gouvernement, a été décidée pour aider les transporteurs routiers à supporter les difficultés imputables à la vague de froid.

Des acquisitions secrètes d'entreprises par Philips dévoilées par un ancien salarié du groupe

Remous politiques en RFA et aux Pays-Bas

De notre correspondant

Amsterdam. — La société Philips, le plus important employeur du secteur privé néerlandais, vient d'être mise dans l'embarras par les révélations d'un ancien responsable, déçu qui a affirmé, notamment, que le géant de l'électronique avait eu recours à des ruses pour obtenir des intérêts majoritaires dans des groupes industriels ouest-allemands.

Ces derniers jours, la direction de Philips à Eindhoven a reconnu la création d'une association financière grâce à laquelle Philips avait pu, en 1982, s'assurer 72 % des actions du constructeur de téléviseurs Lowe Opta et une majorité moins importante dans la société d'électronique AKG de Munich. Lors des transactions le nom de Philips fut intentionnellement passé sous silence pour ne pas alerter l'office allemand des arts.

La personne à l'origine des révélations — un ancien directeur de la branche Philips au Zaire et au Luxembourg — a fourni, le mois dernier, des documents en sa possession à l'hebdomadaire de gauche *Frage Post*. Tout en confirmant l'existence de certains de ces documents, Philips a décidé de poursuivre en justice, pour tentative de chantage, son ancien collaborateur qui affirme que son ex-employeur lui doit une somme considérable, convenue lors de son licenciement.

Nominations

• **A l'Union des annonceurs (UDA).** M. ALAIN GRANGE CABANE, trente-neuf ans, maître des requêtes au Conseil d'Etat, succède à M. Alain Akneras, comme vice-président-directeur général. Diplômé de sciences politiques et titulaire d'une maîtrise ès sciences économiques, M. Alain Grange Cabane fut le rédacteur du rapport sur le publicité mesurée adopté par le Conseil d'Etat (1974-1975), et, parallèlement, chargé de mission auprès de M. Pierre Schaeffer, directeur de la recherche de l'ORTF (1972-1974). De décembre 1975 à octobre 1981, il a été directeur du cabinet du PDG d'Etat 2, successivement auprès de MM. Marcel Juhan, Maurice Ulrich et Pierre Desgrupes. Depuis septembre 1984, il était directeur général de l'Ecole nationale d'assurances. L'UDA, présidée depuis 1982 par M. Edme Nerot, président de la Française de soins et parfums (groupe Unilever), est l'unique organisation représentative des entreprises industrielles, commerciales et de services, en tant qu'annonceur publicitaire.

• **Chypre.** P. Pechiney, M. ANDRÉ LEGENDRE, âgé de soixante-trois ans, a été nommé directeur de la branche nucléaire et électrothermie. Il remplace M. Bernard Pache, appelé à la présidence du groupe. M. Legendre, ancien élève de l'Ecole nationale supérieure de chimie de Paris, a fait toute sa carrière chez Pechiney.

• **Aux croisières Paquet.** M. BERNARD MAURAC, remplacé M. Benoît Georges-Picot à la tête de cette filiale du groupe Chargeurs SA. Agé de quarante-huit ans, M. Maurac est entré aux Chargeurs en 1971. PDG de Paquet depuis février 1983, M. Georges-Picot a décidé de quitter le groupe pour « convenances personnelles ».

• **A la Citibank-France.** M. HENRI JACQUAND a été nommé directeur général de Citibank-France. Entré dans le groupe en 1969, M. Jacquand était jusqu'à présent responsable du secteur Europe-Moyen-Orient-Afrique au siège new-yorkais de la banque américaine.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CODETEL

Extraits de la lettre aux actionnaires

« La participation de CODETEL au développement du réseau téléphonique s'est poursuivie. Un nouveau protocole d'un montant de 300 millions de francs a été signé avec l'administration des P.T.T. comprenant la fourniture d'équipements ainsi que la construction et l'extension de centraux téléphoniques. Trois contrats représentant un investissement de 40 millions de francs seront financés par les fonds propres de la société ; douze autres, d'un montant total de 260 millions de francs seront financés par des ressources à long terme à réunir en 1986 lors de l'entrée en service de ces matériels.

Ce protocole porte à plus de 6,7 milliards de francs la contribution de la société au financement des télécommunications depuis 1971 dont 2 milliards de francs provenant du capital, des réserves et de l'autofinancement, l'ensemble correspondant à 800 contrats ; à la fin de 1984, 95 contrats des protocoles 1971 et 1973 étaient arrivés à échéance après dix années de location, et les équipements correspondants ont été cédés à l'Administration.

L'activité de diversification dans le secteur immobilier s'est poursuivie en 1984. Le montant cumulé des acquisitions immobilières conclues au 31 décembre 1984 s'élève ainsi à 345 millions de francs dont 115 millions représentant des immeubles loués en crédit-bail et 230 millions constituant notre patrimoine, soit 25 % des fonds propres de la société.

En début d'exercice 1984, CODETEL a émis son huitième emprunt obligataire d'un montant de 300 millions de francs. L'exercice 1984 vient de s'achever : je peux vous confirmer que le résultat sera comparable à celui de l'exercice précédent qui s'élevait à 117 millions de francs. J'ai donc l'intention de proposer au conseil d'administration, si les résultats définitifs de l'exercice confirment nos prévisions, le maintien du dividende au niveau de l'année dernière... Jacques CAPLAIN.

GARANTIE FINANCIÈRE

(Loi 70-9 du 2 janvier 1970. Décret 72-678 du 20 juillet 1972.)

La garantie délivrée par la Banque parisienne de crédit SA au capital de 52 054 720 F, dont le siège social est à Paris-9, 56, rue de Châteaudun à Paris-9, 56, rue de Châteaudun, Paris-9, dans un délai de trois mois de la présente publication.

L'activité de M. Roger Nicolle est reprise par son épouse M^{me} Claude Nicolle, à qui nous déléguons la garantie financière « Transactions sur immeubles et fonds de commerce ».

POUR UNE FRANCE QUI GAGNE.

Février 1985

EMPRUNT D'ÉTAT

Choix entre deux formules :

11%

durée 7 ans
prorogable 7 ans

10,50%

durée 12 ans
taux révisable

Pour les deux formules :

- Emission au pair. Versement des intérêts chaque année le 21 février.
- Remboursement au pair, coupure : 2000 francs.
- Titres cotés en Bourse.
- Abattement fiscal de 5000 francs.

Dans la formule «révisable» les porteurs peuvent à la fin de la deuxième et troisième année, demander l'échange de leurs titres contre des obligations 11% prorogables.

Souscrivez dans les établissements bancaires et financiers, auprès des comptables du Trésor et des PTT, ou à vos autres guichets habituels.

150 من الاجل

Le Monde

LE XXV^e CONGRÈS DU PCF

UN JOUR DANS LE MONDE

DÉBATS

2. « Encore de beaux jours pour la dissension », par Jean-Yves Le Drian.
- « Pour qui sont faits les hôpitaux ? », par le professeur François-Bernard Michel.
- LU : Rénover l'Europe.

ÉTRANGER

3. EUROPE
- 4.5. PROCHE-ORIENT
- La difficile lutte des Kurdes d'Irak.
5. AMÉRIQUES
6. ASIÉ
6. AFRIQUE

POLITIQUE

7. Le vingt-cinquième congrès du PCF.
- Le voyage de M. Mitterrand en Espagne.
8. Nouvelle-Calédonie : le congrès du FLNKS.
9. Une étude sur les sondages de la SFORIS publiés en 1984.

Sur 89 FM

M. Jean-Claude Gaudin
« Face au Monde »

M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale, est, ce vendredi 8 février, à 19 h 20, l'invité de l'émission « Face au Monde », sur 89 FM à Paris. Mathieu Fantoni et Jean Le Bail mènent les débats.

SOCIÉTÉ

10. SCIENCES : le lancement de deux satellites par Ariane.
18. SPORTS.

SUPPLÉMENT

- 11 à 17. Comment établir la déclaration de vos revenus de l'année 1984.

SPECTACLES

19. CINÉMA : les Favoris de la lune.
25. AGRICULTURE.
26. AFFAIRES.

ÉCONOMIE

24. SOCIAL.
25. AGRICULTURE.
26. AFFAIRES.

RADIO-TÉLÉVISION (21)
INFORMATIONS
« SERVICES » (23) :
Météorologie ; « Journal officiel » ; Bulletin d'enseignement ; Loto ; Loterie.
Annonces classées (22) ; Carnet (18) ; Mots croisés (XVI) ; Programmes des spectacles (20) ; Marchés financiers (27).

Le numéro du « Monde » daté 8 février 1985 a été tiré à 449 793 exemplaires (Publicité)

Dale Carnegie®



Parlez avec efficacité

SACHEZ CONVAINCRE en public et en privé, créer le contact, mettre en valeur votre personnalité. Carnegie propose dans 52 pays un entraînement pratique et progressif. Conférence d'information avec intervention d'anciens participants :

Vend. 8 Fév., 19 h.
Lundi 11 Fév., 19 h.
33, avenue de Wagram (M^o Étoile) Paris 17^e

VERSAILLES :
Mardi 12 Fév., 19 h.
Triumph Palace Hôtel
1, bd de la Reine Versailles
Dale Carnegie® France : responsable
G. Weyss, 9/54-61.06.

A B C D E F G H

M. Juquin plaide pour un parti « rénové »

Le XXV^e congrès du Parti communiste a commencé, vendredi matin 8 février, M. Pierre Juquin, membre du bureau politique sortant, dont l'intervention avait été ainsi programmée par la direction.

Contrairement à ce qui s'était passé la veille après le discours de M. Félix Damette, autre abstentionniste en octobre dernier au comité central, la direction n'a pas organisé de réplique à M. Juquin ni dans la salle ni à la tribune. L'orateur suivant a dû parler devant une salle bruyante des conversations sur le discours de M. Juquin, qui avait été applaudi par une partie des délégués.

Le responsable en titre du secteur communication du parti dans la direction sortante a, conformément à son analyse sur la poursuite du débat après le congrès, évité tout ce qui pouvait hypothéquer cette perspective. Comme M^{me} Ellen Constans la veille, M. Juquin a souligné que les abstentionnistes du comité central avaient appliqué et applique-

raient à l'avenir les décisions majoritaires.

Pour autant, M. Juquin ne s'est pas interdit de reprendre, sous une forme atténuée, recourant largement à la tribune de discussion de l'Humanité. Il a souligné particulièrement la nécessité de faire évoluer la pratique du centralisme démocratique. « Nous ne gagnerons pas la bataille à coups de schémas, le débat est aux communistes comme l'oxygène au corps humain », a-t-il dit. Mais il a ajouté qu'il ne faut pas confondre débats et « lures de tendances ou oppositions de leaders » car il souligne, dit-il, « un PC rénové, pas un PC éclaté ».

Comme la majorité de la direction, M. Juquin pense qu'il faut « proposer une autre société, une autre façon de vivre le socialisme à la française » que ce que la droite ou le gouvernement actuel mettent en avant. S'interrogeant sur le développement de l'ultra-libéralisme et du modèle américain, il fait remarquer au passage qu'un rapport qu'il avait rédigé sur la communication et qui

abordait ce problème avait été, il y a plus d'un an, adopté à l'unanimité par le comité central. Après avoir critiqué le Parti socialiste, il a ajouté : « On ne peut pas se laisser emporter dans un rôle d'opposant ». Mais il a précisé : « On ne peut pas désertir la lutte politique traditionnelle » et il a rappelé que Marx lui-même après la Commune, avait souligné « le danger du solo funèbre pour ces avant-gardes incapables de lier des alliances ».

Faisant remarquer aussi que « ce n'est pas d'aujourd'hui que nous découvrons les conséquences néfastes du programme communiste », il a ajouté que « nous qui combattons toute fatalité, nous ne pouvons faire autrement que ce que nous avons fait (...) Si presque rien ne dépendait de nous, à quoi servirions nous ? ».

La ligne de conduite suivie par M. Juquin peut rendre plus difficile, dimanche, son éviction du comité central (sa sortie du bureau politique ne faisant pas de doute). Il est peu probable toutefois qu'elle justifie, aux yeux de la direction, un retrait de celle-ci qui maintiendrait l'ancien porte-parole du parti dans cette instance.

P.J. et Th. B.

(lire page 7 l'article de PATRICK JARBAU)

Le taux de chômage est très inégal selon les régions

Point noir de la politique économique, le chômage est l'objet de toutes les obsessions. Le président de la République, en visite dans la région Picardie, en parle à chacune de ses haltes. Mais, s'il reconnaît la gravité de la situation, M. François Mitterrand veut se montrer confiant pour l'avenir, assurant même que la tendance « va s'inverser en 1985 ».

L'optimisme peut paraître excessif au regard des chiffres actuels, puisque le chômage atteint un niveau inégal avec, à la fin du mois de décembre 1984, 2524900 demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE en données brutes (2400800 en données corrigées) et qu'il ne cesse d'augmenter.

L'INSEE, qui publie ce 8 février un nouvel indicateur, donne d'ailleurs la mesure de cette évolution préoccupante. La population active, pour 10,3 selon une définition proche de celle du BIT (Bureau international du travail), se trouvait au chômage au quatrième trimestre de 1984, contre 8 % au même moment en 1981. La statistique, également établie par région, met en évidence les disparités régionales. En trois ans, la région parisienne et l'Alsace perdent respectivement 1,4 et 2,2 points, alors qu'elles connaissent les taux de chômage les plus faibles.

Le poète portugais José Gomes Ferreira est mort ce vendredi 8 février à Lisbonne. Il était âgé de quatre-vingt-quatre ans.

Considéré comme l'un des plus grands poètes néo-réalistes portugais contemporains, José Ferreira était aussi l'auteur de contes et de nouvelles, notamment la *Mémoire des mots* et l'*Enigme de l'arbre amoureux*. Avant de se consacrer exclusivement à la littérature, il avait entamé une carrière diplomatique — il fut consul du Portugal en Norvège. Militant de longue date du Parti communiste, il était en 1974, au moment de la « révolution aux œillets », président de l'Association des écrivains portugais.

(Voir page 24 l'article d'ALAIN LEBEAUE)



en direct du FABRICANT

MEUBLES DE STYLE en MERISER MASSIF
patinés et cirés à la main

Séjour, bibliothèques, chambres, living, etc... sièges et salons assortis. Réalisation de haute qualité exécutée dans la pure tradition artisanale (revendeurs s'abstenir). Fabricateur et exposition.

Ateliers Taura
261, rue de Belleville
75019 PARIS - Tél. 202.5027
M^o Télégraphe

PIANO: LE BON CHOIX

- Location à partir de 229 F par mois.
- Vente à partir de 265,85 F par mois* (Crédit souple et personnalisé).
- Le plus vaste choix : 25 marques, plus de 200 modèles exposés.
- Service après-vente garanti.

Fournisseur du Conservatoire National Supérieur de Musique et du Théâtre de l'Opéra.

Prix complet : 11.950 F
* Sur 84 mois - T.E.G. 21,50 % C.R.E.G.
Apport initial de 450 F
Coût du crédit : 10.891,40 F

La passion de la musique.
135-139 rue de Rennes, 75006 Paris - Tél. 544.38.66. Parking à proximité.

Sur le vif Parapluie

Vous avez la trouille, vous, dans le métro ? Moi, non, absolument pas. Et j'y suis tout le temps. Je le prends matin, midi et soir. Armée jusqu'aux dents, ça d'accord. Avec un énorme sac de gym serré contre la poitrine et un robuste parapluie accolé à l'épaule. Or, hier encore, il était 16 heures, 16 h 30. Je monte à Châteaud'Antin. Il y avait déjà beaucoup de monde. Les gens quittent leur travail de plus en plus tôt, vous avez remarqué ? Je repère un strapontin occupé par un jeune type un peu déjeuné, boutonnière, secoué de tics, mal à l'aise. Je le fixe d'un œil dur de reproches et de mépris. Il se trouble, il se souleve et, tache, je lui pique sa place, je m'y cale et je m'y amuse avec les courtoises de mori sac.

Li-dessus, voilà que débouche à Saint-Philippe-du-Roule un pack de collégiens, rigolote, ils se taquent, ils se pincent, ils se tapent. Ils se bousculent en brailant comme des ânes. Autour de moi, on ne mouffe pas, on s'écrase. Moi, je veux bien, c'est de leur âge. A condition qu'ils ne me marchent pas sur les pieds. Ils le font. Je me fâche. J'empoigne mon parapluie et je crie : ça va pas, non ? C'est pas bien sûr, oui ? Je vous conseille de vous tenir tranquilles, sinon...

Vous auriez vu la tête des autres voyageurs ! Ce valait mille. Horrifiés, ils étaient terrifiés à l'idée que ces petits morveux de quinzaine, quinze ans, puissent se lever, se jeter et tout casser. Tu parles ! Rien du tout. Ils se sont contentés de faire pas éternuer la dame, autrement elle mourrait. Et on a eu le péché.

Mieux : la semaine dernière, je me perdais dans le dédale souterrain du Châtelet et, au détour d'un couloir, l'entrebâtement des écluses de voix et l'espérance soudainement coupée par trois flics, en clochard, complètement saouls, qui protestent de leur innocence, entre deux hoquets. De voir ça, les leur a fiché une pétole noire aux passants. Ils ont pris leurs jambes à leur cou, impossible de demander mon chemin. Il a fallu que j'en harpâche un avec mon parapluie : pardon monsieur, direction Porte-d'Orléans s'il vous plaît ?

Brutallement stoppé dans son élan, il m'a regardé, la bouche ouverte avec des yeux fous de peur. Le soir en rentrant, il a dû dire à sa femme : tu peux pas savoir ce qui m'est arrivé, j'ai été attaqué par une dingue dans le métro. Tu crois que les gens se seraient arrêtés pour venir à mon secours ? Pense-tu ! Ils ont pris le fuite.

CLAUDE SARRAUTE

SELON M. BETTINO CRAXI

La France aurait une « attitude rigide » face aux demandes d'extradition de réfugiés italiens

Rome. — Le débat qui a eu lieu au Parlement italien le jeudi 7 février, après la récente rencontre fortuite, au Centre Beaubourg à Paris, entre le ministre du travail, M. De Michelis, et le réfugié italien Oreste Scalzone, a été l'occasion pour le président du conseil, M. Bettino Craxi, de souligner les risques d'une répression du terrorisme en Italie et de dénoncer les protections internationales dont bénéficieraient les activistes installés à l'étranger.

Le président du conseil a noté, en particulier, que le terrorisme qui sévit en Europe s'inspire de la stratégie « anti-OTAN » des Brigades rouges au début des années 80. Les BR semblent prêtes à « participer à la reprise du terrorisme en Europe », a affirmé M. Craxi, précisant qu'une « action à Rome n'est pas à exclure ».

Le président du conseil a en outre lancé des accusations contre les réfugiés politiques italiens en France : « Même si l'on veut fermer les yeux, on doit reconnaître que la colonie des réfugiés italiens à Paris constitue un centre d'initiative, de débats, de manifestations, en un mot au centre de propagande politique qui a des liens sérieux avec la subversion ».

Selon les services de sécurité cités par M. Craxi, il y aurait actuellement deux cent quatre-vingt-quinze

De notre correspondant

terroristes de gauche recherchés à l'étranger (dont deux cent huit ont été localisés) et soixante-huit terroristes de droite (dont trente-cinq repérés). Certains des premiers auraient trouvé refuge au Nicaragua et les autres, ici ou là, en Amérique latine ou en Afrique du Sud.

Il a été établi que cent quinze personnes recherchées résident en France et que quarante-quatre autres y ont été signalées, a poursuivi M. Craxi, qui a assuré que treize terroristes qui résident précédemment en France seraient partis pour Madrid et pour Moscou avant de gagner le Nicaragua et le Costa-Rica. A Managua aurait été notamment signalé, Barbara Balzani, l'une des dernières dirigeantes des Brigades rouges en liberté.

En ce qui concerne les extraditions, M. Craxi a déclaré que la France a démontré « une attitude plutôt rigide, sinon ouvertement négative ». Les autorités italiennes auraient envoyé cent vingt demandes d'extradition à Paris.

Selon le ministre de l'Intérieur, M. Scalfaro, qui a eu récemment un entretien à Paris avec son homologue M. Joxe, la France serait, cepen-

dant, en train de changer de comportement.

La rencontre entre M. De Michelis et Oreste Scalzone, qui était à l'origine du débat, n'a été évoquée qu'en quelques minutes et ramenée au rang d'un « incident fâcheux ».

PHILIPPE PONS.

La France estime que les prises de position des responsables italiens sont contradictoires et le plus souvent liées aux affaires judiciaires de la police. De sources autorisées, on rappelle que le terrorisme est été discuté, le jeudi 24 janvier, lors d'une rencontre à Paris entre le ministre de l'Intérieur français et son homologue italien. On souligne qu'un conflit au dénouement n'a été mis en évidence à cette occasion par le ministre de l'Intérieur italien, M. Oscar Luigi Scalfaro.

Le gouvernement français estime que l'extradition n'est pas le seul moyen de lutte contre le terrorisme et assure qu'il s'en tiendra aux règles qu'il s'est fixées en la matière, quel que soit le pays concerné. Concrètement, cela signifie que si l'on ne conteste pas à Paris le chiffre de cent vingt demandes italiennes d'extradition, accumulées depuis plusieurs années, on assure que les dossiers qui, du point de vue de la justice française, pourraient donner lieu à une réponse favorable, se comptent « sur les doigts d'une main ».

POUR BIEN S'ASSEoir ET BIEN DORMIR

Sans l'éloigner du mur, la banquette-lit **STEINER** se transforme en vrai lit pour 2 personnes par un simple basculement.

CAPÉLOU 37, AV. DE LA REPUBLIQUE 75011 PARIS 13^e M^o Parmentier
DISTRIBUTEUR TEL. 357.46.35

10^e CONGRÈS EXPOSITION DE MICRO-INFORMATIQUE
DU 16 AU 19 FÉVRIER 1985
PALAIS DES CONGRÈS - CIP, PORTE MAILLOT - PARIS

Sur 7 000 m² de surface d'exposition, tous les domaines de la micro-informatique (entrée 20 F). 70 heures de conférences sur tous les thèmes d'actualité. Un passeport d'une valeur de 100 F permet l'accès permanent à l'exposition ainsi qu'à toutes les conférences. Catalogue détaillé sur demande à : SYBEX, 6-8, Impasse du Curé - 75018 PARIS

UNION DES DÉMOCRATES

LE XXV^e

L'unité

Le XXV^e congrès du PCF a commencé, vendredi matin 8 février, à Paris. M. Pierre Juquin, membre du bureau politique sortant, dont l'intervention avait été ainsi programmée par la direction, a souligné la nécessité de faire évoluer la pratique du centralisme démocratique. Il a souligné particulièrement la nécessité de faire évoluer la pratique du centralisme démocratique. Il a souligné particulièrement la nécessité de faire évoluer la pratique du centralisme démocratique.

Le XXV^e congrès du PCF a commencé, vendredi matin 8 février, à Paris. M. Pierre Juquin, membre du bureau politique sortant, dont l'intervention avait été ainsi programmée par la direction, a souligné la nécessité de faire évoluer la pratique du centralisme démocratique. Il a souligné particulièrement la nécessité de faire évoluer la pratique du centralisme démocratique. Il a souligné particulièrement la nécessité de faire évoluer la pratique du centralisme démocratique.

Le XXV^e congrès du PCF a commencé, vendredi matin 8 février, à Paris. M. Pierre Juquin, membre du bureau politique sortant, dont l'intervention avait été ainsi programmée par la direction, a souligné la nécessité de faire évoluer la pratique du centralisme démocratique. Il a souligné particulièrement la nécessité de faire évoluer la pratique du centralisme démocratique. Il a souligné particulièrement la nécessité de faire évoluer la pratique du centralisme démocratique.

Le XXV^e congrès du PCF a commencé, vendredi matin 8 février, à Paris. M. Pierre Juquin, membre du bureau politique sortant, dont l'intervention avait été ainsi programmée par la direction, a souligné la nécessité de faire évoluer la pratique du centralisme démocratique. Il a souligné particulièrement la nécessité de faire évoluer la pratique du centralisme démocratique. Il a souligné particulièrement la nécessité de faire évoluer la pratique du centralisme démocratique.

Le XXV^e congrès du PCF a commencé, vendredi matin 8 février, à Paris. M. Pierre Juquin, membre du bureau politique sortant, dont l'intervention avait été ainsi programmée par la direction, a souligné la nécessité de faire évoluer la pratique du centralisme démocratique. Il a souligné particulièrement la nécessité de faire évoluer la pratique du centralisme démocratique. Il a souligné particulièrement la nécessité de faire évoluer la pratique du centralisme démocratique.

Le XXV^e congrès du PCF a commencé, vendredi matin 8 février, à Paris. M. Pierre Juquin, membre du bureau politique sortant, dont l'intervention avait été ainsi programmée par la direction, a souligné la nécessité de faire évoluer la pratique du centralisme démocratique. Il a souligné particulièrement la nécessité de faire évoluer la pratique du centralisme démocratique. Il a souligné particulièrement la nécessité de faire évoluer la pratique du centralisme démocratique.

Le XXV^e congrès du PCF a commencé, vendredi matin 8 février, à Paris. M. Pierre Juquin, membre du bureau politique sortant, dont l'intervention avait été ainsi programmée par la direction, a souligné la nécessité de faire évoluer la pratique du centralisme démocratique. Il a souligné particulièrement la nécessité de faire évoluer la pratique du centralisme démocratique. Il a souligné particulièrement la nécessité de faire évoluer la pratique du centralisme démocratique.

Le XXV^e congrès du PCF a commencé, vendredi matin 8 février, à Paris. M. Pierre Juquin, membre du bureau politique sortant, dont l'intervention avait été ainsi programmée par la direction, a souligné la nécessité de faire évoluer la pratique du centralisme démocratique. Il a souligné particulièrement la nécessité de faire évoluer la pratique du centralisme démocratique. Il a souligné particulièrement la nécessité de faire évoluer la pratique du centralisme démocratique.

Le XXV^e congrès du PCF a commencé, vendredi matin 8 février, à Paris. M. Pierre Juquin, membre du bureau politique sortant, dont l'intervention avait été ainsi programmée par la direction, a souligné la nécessité de faire évoluer la pratique du centralisme démocratique. Il a souligné particulièrement la nécessité de faire évoluer la pratique du centralisme démocratique. Il a souligné particulièrement la nécessité de faire évoluer la pratique du centralisme démocratique.

Le XXV^e congrès du PCF a commencé, vendredi matin 8 février, à Paris. M. Pierre Juquin, membre du bureau politique sortant, dont l'intervention avait été ainsi programmée par la direction, a souligné la nécessité de faire évoluer la pratique du centralisme démocratique. Il a souligné particulièrement la nécessité de faire évoluer la pratique du centralisme démocratique. Il a souligné particulièrement la nécessité de faire évoluer la pratique du centralisme démocratique.

Le XXV^e congrès du PCF a commencé, vendredi matin 8 février, à Paris. M. Pierre Juquin, membre du bureau politique sortant, dont l'intervention avait été ainsi programmée par la direction, a souligné la nécessité de faire évoluer la pratique du centralisme démocratique. Il a souligné particulièrement la nécessité de faire évoluer la pratique du centralisme démocratique. Il a souligné particulièrement la nécessité de faire évoluer la pratique du centralisme démocratique.

Le XXV^e congrès du PCF a commencé, vendredi matin 8 février, à Paris. M. Pierre Juquin, membre du bureau politique sortant, dont l'intervention avait été ainsi programmée par la direction, a souligné la nécessité de faire évoluer la pratique du centralisme démocratique. Il a souligné particulièrement la nécessité de faire évoluer la pratique du centralisme démocratique. Il a souligné particulièrement la nécessité de faire évoluer la pratique du centralisme démocratique.

Le XXV^e congrès du PCF a commencé, vendredi matin 8 février, à Paris. M. Pierre Juquin, membre du bureau politique sortant, dont l'intervention avait été ainsi programmée par la direction, a souligné la nécessité de faire évoluer la pratique du centralisme démocratique. Il a souligné particulièrement la nécessité de faire évoluer la pratique du centralisme démocratique. Il a souligné particulièrement la nécessité de faire évoluer la pratique du centralisme démocratique.

Le XXV^e congrès du PCF a commencé, vendredi matin 8 février, à Paris. M. Pierre Juquin, membre du bureau politique sortant, dont l'intervention avait été ainsi programmée par la direction, a souligné la nécessité de faire évoluer la pratique du centralisme démocratique. Il a souligné particulièrement la nécessité de faire évoluer la pratique du centralisme démocratique. Il a souligné particulièrement la nécessité de faire évoluer la pratique du centralisme démocratique.

Le XXV^e congrès du PCF a commencé, vendredi matin 8 février, à Paris. M. Pierre Juquin, membre du bureau politique sortant, dont l'intervention avait été ainsi programmée par la direction, a souligné la nécessité de faire évoluer la pratique du centralisme démocratique. Il a souligné particulièrement la nécessité de faire évoluer la pratique du centralisme démocratique. Il a souligné particulièrement la nécessité de faire évoluer la pratique du centralisme démocratique.